

LE
SAINT-SIÈGE ET LA FRANCE
DE DÉCEMBRE 1851 A AVRIL 1853

DOCUMENTS INÉDITS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
pour le Doctorat ès lettres

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Jean MAURAIN

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrége d'Histoire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
SAINT-SIÈGE ET LA FRANCE

DE DÉCEMBRE 1851 A AVRIL 1853

DOCUMENTS INÉDITS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

pour le Doctorat ès lettres

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Jean MAURAIN

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrégré d'Histoire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1930

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays

LE SAINT-SIÈGE ET LA FRANCE

DE DÉCEMBRE 1851 A AVRIL 1853



A M. GEORGES. PAGÈS

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1^o Sources

Les documents publiés dans ce livre proviennent des archives du ministère des Affaires Étrangères ou des Archives Nationales.

1^o ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fonds Rome. Correspondance diplomatique

- Volumes 997. Septembre-décembre 1851.
 998. Janvier-juin 1852.
 999. Juillet-décembre 1852.
 1.000. Janvier-juin 1853.

Ces volumes contiennent les originaux des dépêches officielles de l'ambassadeur de France à Rome, Rayneval, et les minutes (1) des dépêches à lui adressées par le ministre des Affaires Étrangères, Turgot (jusqu'au 28 juillet 1852), puis Drouyn de Lhuys. Un petit nombre de celles-ci manquent. Les pièces annexées aux dépêches adressées à l'ambassadeur ne sont, pour cette période, jamais conservées dans les volumes de la Correspondance diplomatique (2). On n'y trouve aucune lettre particulière.

Tous les fragments cités dans ce livre de la correspondance échangée entre Turgot et Drouyn de Lhuys d'une part, et Rayneval de l'autre, proviennent des volumes de la Correspondance diplomatique où leur date permettra de les retrouver sans autre indication.

Les dépêches du ministre sont donc citées d'après les minutes, celles de l'ambassadeur d'après les originaux.

(1) Ces minutes sont le plus souvent de la main de Faugère, sous-directeur des affaires politiques.

(2) J'en ai retrouvé un certain nombre, soit dans la série des Mémoires et Documents, soit aux Archives Nationales.

Des extraits de celles-ci étaient fréquemment communiqués au ministère des Cultes et j'en ai retrouvé un grand nombre aux Archives Nationales. J'ai indiqué en note les cotes des dossiers des archives des Cultes où ces copies sont conservées : références accessoires, puisque tous les originaux des dépêches officielles de Rayneval figurent dans les volumes de la Correspondance diplomatique.

Presque toutes ces dépêches portent l'indication de la date à laquelle elles sont parvenues au cabinet du ministre, ou bien, pour les mois d'août à décembre 1852, au secrétariat général du ministère.

Fonds Rome. Mémoires et Documents

Les pièces relatives à la période étudiée dans ce recueil sont peu nombreuses (1) mais importantes :

Volume 116. Janvier 1853 : Mémoire de Rayneval sur la législation ecclésiastique française et la situation de l'Église de France.

Volume 116. Mars-avril 1853 : trois pièces relatives au conflit survenu entre l'archevêque de Paris et l'évêque de Moulins.

Volume 117. 12 juin 1852 : lettre du ministre des Cultes Fortoul au ministre des Affaires Étrangères Turgot.

Volume 118. 20 juin 1854 : lettre du ministre des Cultes Fortoul au ministre des Affaires Étrangères Drouyn de Lhuys, avec deux notes jointes sur l'affaire Lequeux et la congrégation de l'Index.

Volume 118. 30 octobre 1854 : note sur le mode de nomination et d'installation de l'auditeur de Rote.

Dans chaque volume, les documents sont classés par ordre chronologique, mais le mémoire de Rayneval est classé par erreur à janvier 1873.

Papiers de Cerçay (2)

Parmi les documents saisis à Cerçay par les armées allemandes en 1870 et restitués au ministère des Affaires Étran-

(1) J'ai négligé plusieurs pièces du volume 115 relatives à des titres nominaux conférés à des évêques français, sur leur demande, par le Saint-Siège, d'accord avec le gouvernement français. C'est ainsi que l'évêque de Saint-Brieuc obtint en 1852 le titre d'évêque de Tréguier, etc.

(2) Voir un inventaire général des papiers de Cerçay à la fin du tome XII des *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, Paris, 1921, in-8°.

gères en vertu du traité de Versailles, se trouve une grande partie des papiers de Thouvenel (1) que Rouher avait été chargé d'examiner après la mort de son collègue (2) et notamment, sous la cote 165 A 1 10, une importante correspondance de Rayneval (1852-1857).

Thouvenel fut nommé en février 1852 directeur des affaires politiques au ministère des Affaires Étrangères, et une correspondance particulière active s'établit aussitôt entre Rayneval et lui (3). Les lettres de Rayneval qui figurent seules dans ce dossier, sont toutes entièrement autographes ; elles donnent d'importants renseignements, notamment sur la négociation du sacre, qui ne fut pas traitée par la voie officielle.

* Toutes les lettres de Rayneval à Thouvenel qui sont citées dans ce recueil proviennent de ce fonds.

2^o ARCHIVES NATIONALES (4)

Archives de la direction des Cycles : Série F¹⁹

F¹⁹ 1.931. Dans cette liasse se trouvent divers documents relatifs au journal « la Correspondance de Rome ».

F¹⁹ 1.933. Cette liasse comprend un dossier portant la mention « Affaires de l'Univers. Classiques. Théologies de Bailly et de Bouvier », où sont réunis d'importants documents sur les négociations qui eurent lieu de septembre 1852 à avril 1853 entre le gouvernement français et la cour de Rome.

F¹⁹ 1.947. Cette liasse est relative aux congrégations romaines et surtout à l'Index. (Dictionnaire de Bouillet, 1852 ; manuel de Lequeux, 1854 ; concile de Reims, 1857 ; liturgie du Mans, 1852 ; Chaillot et la congrégation des Évêques et Réguliers, 1863.)

F¹⁹ 1.952. Publication en France des décrets des congrégations romaines.

(1) Thouvenel, ministre des Affaires Étrangères de 1860 à 1862, était l'ami personnel de Rouher.

(2) Voir LOUIS THOUVENEL : *Pages de l'histoire du Second Empire*. Paris, 1903, in-8°, p. 450.

(3) Ils ne se connaissaient alors presque pas. Rayneval appelle Thouvenel : « Mon cher collègue ». Le ton de ses lettres est cordial et confiant.

(4) Voir GEORGES BOURGIN : *Les sources manuscrites de l'histoire religieuse de la France moderne*. Paris, 1925 ; in-8°, extrait de la Revue d'histoire de l'Église de France.

Ces dossiers, qui proviennent du fonds « Rapports avec Rome », doivent être complétés par celui du curé déposé de Vertou, Domergue, qui est en partie à F¹⁹ 2.652, en partie à F¹⁹ 5.832. On y trouve des renseignements, non seulement sur l'affaire Domergue, mais sur les autres démarches faites à Rome en juin et en juillet par le gouvernement de Louis Napoléon.

La liasse F¹⁹ 2.450 contient des documents relatifs au poste d'auditeur de Rote qui fut rétabli en 1852.

F¹⁹ 5.507 et 5.508. Projets de réforme de la législation du mariage.

Le dossier des conciles provinciaux (F¹⁹ 5.591) est peu important.

J'ai cité quelques documents provenant des dossiers personnels des évêques suivants :

Dossier Angebault. Épiscopat Angers. F¹⁹ 2.489.

- | | | |
|--------------|--------------------------|-----------------------------------|
| — Baillès. | — | Luçon. F ¹⁹ 2.530 (1). |
| — Donnet. | — | Bordeaux. F ¹⁹ 2.506. |
| — Dupanloup. | — | Orléans. F ¹⁹ 2.553. |
| — Gerbet. | — | Perpignan. F ¹⁹ 2.560. |
| — Robiou. | Chapitre de Saint-Denis. | F ¹⁹ 6.179. |

En dehors de ces quelques documents, la série des dossiers épiscopaux ne contient pas de renseignements intéressants sur les rapports de la cour de Rome avec le gouvernement ou le clergé français pendant la période étudiée. Voici cependant les cotes des dossiers des évêques cités dans ce livre :

Dossier Blanquart de Bailleul. Chapitre de Saint-Denis. F¹⁹ 6.176.

- | | | |
|----------------|--------------------------|---|
| — Bonnechose | Épiscopat Rouen. | F ¹⁹ 2.572. |
| — Bouvier. | — | Le Mans. F ¹⁹ 2.534. |
| — Doney. | — | Montauban. F ¹⁹ 2.538. |
| — Dreux-Brézé. | — | Moulins. F ¹⁹ 2.541 et 2.542 |
| — Gignoux. | — | Beauvais. F ¹⁹ 2.502. |
| — Ginouilhac | — | Lyon. F ¹⁹ 2.531. |
| — Gousset. | — | Reims. F ¹⁹ 2.565. |
| — Guibert. | — | Paris. F ¹⁹ 2.556. |
| — Mabile. | — | Versailles. F ¹⁹ 2.595. |
| — Marguerie. | Chapitre de Saint-Denis. | F ¹⁹ 6.179. |
| — Mathieu. | Épiscopat Besançon. | F ¹⁹ 2.504. |
| — Maznod. | — | Marseille. F ¹⁹ 2.535. |
| — Menjaud. | — | Bourges. F ¹⁹ 2.508. |

(1) A compléter par F¹⁹ 5.819 B (série de la police des Cultes, diocèse de Luçon).

Dossier Morlot.	Épiscopat	Paris.	F ¹⁹ 2.555.
— Parisis.	—	Arras.	F ¹⁹ 2.493.
— Pie.	—	Poitiers.	F ¹⁹ 2.561.
— Prilly.	—	Châlons.	F ¹⁹ 2.514.
— Salinis.	—	Auch.	F ¹⁹ 2.494.
— Sibour.	—	Paris.	F ¹⁹ 2.555.

Le dossier de Jaquemet, évêque de Nantes, manque.

*Fonds entrés aux archives
par voie extraordinaire. Série AB XIX (1)*

1^o Papiers des Tuileries. AB XIX 173 ; au dossier : Archevêque de Paris, se trouve une lettre adressée par Sibour à Louis-Napoléon en 1852 sur les Articles Organiques ;

2^o « Papiers provenant du séminaire de Saint-Sulpice contenant entre autres les papiers de Mgr Lagrange, vicaire général et biographe de Mgr Dupanloup. »

Le carton AB XIX 522 renferme une enveloppe portant la suscription « Église de France, gallicanisme et ultramontanisme » qui contient avec diverses notes favorables au droit coutumier deux projets de mémoires au pape, l'un contre la Correspondance de Rome, l'autre daté de février 1853, « sur les affaires de l'Église de France », et la copie incomplète d'une note du cardinal Mathieu (juin 1854). Ces deux derniers documents sont très importants.

Le carton AB XIX 523 contient un grand nombre de pièces provenant de l'administration des Cultes et dont la plupart émanent du directeur de la comptabilité, Jourdain. Comment et à quelle époque ces papiers sont-ils tombés en possession de Dupanloup ou de Lagrange ? Je ne sais. Beaucoup, d'ailleurs, sont des brouillons de pièces qui sont conservés dans les archives de la direction des Cultes : c'est le cas d'une note contre la Correspondance de Rome (juin 1852), et d'une lettre adressée par le ministre des Cultes à l'évêque de Montauban en août 1854.

Le carton AB XIX 526 contient une lettre importante adressée de Rome à Dupanloup par Blanquart de Bailleul le 28 mars 1853.

Dans le carton AB XIX 524 se trouve une copie d'un très

(1) Il existe un inventaire général imprimé de cette série par M. Ch.-V. Langlois, et des inventaires manuscrits détaillés.

long mémoire rédigé vers 1878 contre le mouvement ultramontain en France et en Europe, et où son histoire est retracée depuis 1848. Je pense qu'il s'agit de la *Crise de l'Église*, écrit attribué à l'abbé Guthlin et communiqué en 1878 aux membres du conclave pour leur montrer les résultats désastreux de la politique suivie par Pie IX. D'après Maynard (1), Dupanloup inspira cette brochure qui fut mise à l'Index en juillet 1878. Les idées en sont tout à fait analogues à celles du mémoire au pape « sur la situation de l'Église de France ». Le triomphe assuré aux ultramontains par l'encyclique du 21 mars y est de plus marqué avec beaucoup de force.

Parmi les documents provenant effectivement du séminaire de Saint-Sulpice, se trouvent les copies de trois lettres importantes de l'évêque de Montauban Doney (1855) (AB XIX 512).

Les cartons AB XIX 517, 518 et 519 contiennent la correspondance adressée à l'abbé Boiteux, directeur au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, par un grand nombre de prêtres et surtout de Sulpiciens habitant la province. Elle est très abondante pour les années 1851, 1852 et 1853, mais elle ne contient sur les événements que des témoignages indirects et des indications fragmentaires. Je n'en ai donc cité aucun extrait. On peut y trouver, par contre, des renseignements intéressants sur la position des Sulpiciens dans les conflits politiques et religieux de l'époque (2).

CHOIX DES DOCUMENTS PUBLIÉS

Les documents réunis dans ce livre sont relatifs au rôle joué par la cour de Rome dans la transformation du régime politique et du régime ecclésiastique de la France, de décembre 1851 à avril 1853.

J'ai donc extrait et publié ce que les Archives Nationales contiennent sur les relations avec Rome, et ce qui, dans les archives du ministère des Affaires Étrangères, est relatif aux affaires intérieures de la France.

Ce dernier choix était assez délicat. Les rapports diploma-

(1) U. MAYNARD : *Mgr Dupanloup et M. Lagrange, son historien*. Paris, 1884, in-8°. Voir aussi DOM CABROL : *Histoire du cardinal Pitra*. Paris, 1896, in-8°.

(2) Voir notamment à AB XIX 517, les lettres de Féret, supérieur du grand séminaire de Nantes, Manier, directeur au séminaire de Reims, Follet, curé de Montdidier, A.-E. Roux, supérieur du séminaire de Viviers ; celles de Charles Roux, élève au séminaire français à Rome, écrites en 1860, contiennent les indications rétrospectives sur les événements de 1852 et 1853.

tiques de deux gouvernements forment un ensemble dont une publication partielle risque de donner une idée imparfaite. Mais, de 1851 à 1853, les affaires de France ont dominé les relations entre Paris et Rome.

La question des Lieux Saints et les intérêts catholiques dans le Levant, les réformes que le gouvernement pontifical poursuivait assez mollement dans ses États conformément au *Motu proprio* du 15 septembre 1849, la législation laïque que la gouvernement piémontais cherchait à instaurer malgré les protestations du Saint-Siège, les affaires courantes relatives à l'occupation française à Rome, tels sont les autres sujets qui reviennent le plus souvent, pendant cette période, dans la Correspondance diplomatique. Or, sur tous ces points, la politique du gouvernement français a été, de 1851 à 1853, sensiblement ce qu'elle était auparavant et ce qu'elle est restée par la suite. Il protégeait les intérêts catholiques en Orient, non sans quelques conflits entre les agents français et ceux de la Propagande ; il incitait le gouvernement pontifical à entrer franchement dans la voie des réformes, et prêtait ses bons offices au gouvernement piémontais. Le caractère de l'occupation ne s'est pas non plus modifié.

Par contre, les affaires politiques et religieuses de la France, très rarement abordées dans la Correspondance diplomatique jusqu'à la fin de 1851 (1), en font, à partir de cette époque et jusqu'en 1853, le principal objet.

Le coup d'État du 2 décembre, et l'établissement du Second Empire ont resserré les rapports du Saint-Siège et du gouvernement français, solidaires contre la révolution en France et dans

(1) En voici le relevé pour 1850 et 1851, la Correspondance diplomatique en 1849 ayant été exclusivement consacrée à la restauration du pouvoir temporel du pape.

Mai, juin et novembre 1850 : le gouvernement français proteste contre la conduite du nonce, qui a correspondu directement et publiquement avec des évêques français.
5 juillet 1850 : prédications de Lacordaire.

Août-septembre 1850 : élévation au cardinalat de Mathieu, d'Astros et Gousset.

Septembre-octobre 1850 : premier conflit entre l'archevêque de Paris, Sibour et l'Univers.

Septembre-octobre 1850 : érection de trois nouveaux évêchés dans les colonies françaises.

10 octobre 1850 : le P. Jandel est nommé général de l'ordre des Dominicains.

Décembre 1850-janvier 1851 : collèges fondés en France par la Compagnie de Jésus.

31 mars 1851 : conflit entre l'archevêque de Paris, Sibour, et l'évêque de Chartres Clausel de Montals.

Les dépêches ultérieures qui traitent de la situation politique en France, de la condamnation du *Manuel de droit canonique* de l'abbé Lequeux et de la présentation de deux prélats français pour le cardinalat, sont citées ou résumées en note au début de ce recueil.

les États pontificaux. Des négociations furent engagées pour sceller cette alliance par des modifications profondes de la législation française et par la venue en France de Pie IX, qui y eût sacré Napoléon III : c'est vers le mois d'avril 1853 que l'échec de cette tentative s'affirme.

Ces mêmes années marquent la victoire décisive de l'ultramontanisme en France. A partir de septembre 1851, les ouvrages qui formaient la base de l'enseignement donné dans les séminaires français sont mis à l'Index ou fortement remaniés. Les partisans du droit coutumier et des liturgies autonomes tentent une dernière résistance : alliés aux catholiques libéraux, soutenus par une grande partie de l'épiscopat, ils luttent contre l'Univers et le mettent en péril jusqu'à ce que l'encyclique du 21 mars 1853 consacre le triomphe des ultramontains (1).

Ces deux questions, d'abord indépendantes, ont ensuite réagi l'une sur l'autre : la solidarité politique des deux gouvernements a paralysé les traditions gallicanes de l'un et atténué l'ardeur ultramontaine de l'autre. Ces tendances opposées en matière ecclésiastique ont à leur tour contribué à empêcher un accord politique plus étroit de s'établir entre le Saint-Siège et le gouvernement français.

A part quelques répétitions et quelques détails sans intérêt général, j'ai cherché à citer tout ce qui, aux Archives Nationales ou aux archives des Affaires Étrangères, concerne ce double sujet (2). J'y ai joint certaines négociations qui intéressent indirectement la politique intérieure de la France : la démarche faite en février 1852 par le gouvernement français pour hâter l'évacuation de Rome ; l'incident Canino, où s'affirment les liens personnels qui unissaient Louis-Napoléon Bonaparte aux révolutionnaires italiens ; la discussion sur le mariage civil à propos de la législation piémontaise.

Les textes publiés dans ce livre sont en général des extraits. J'ai indiqué en note ceux qui sont intégralement cités (3).

(1) Les progrès de l'ultramontanisme s'étaient accélérés en France depuis la révolution de 1848 et surtout à partir de 1849 ; mais c'est seulement en 1852 que cette évolution provoqua une réaction sérieuse du gouvernement français. Ses démarches antérieures auprès de la cour de Rome sont relatives à des incidents, non à la situation de l'Église de France dans son ensemble.

(2) En outre, j'ai reproduit deux lettres de Napoléon III à l'auditeur de Rote Ségur, d'après A. DE SÉGUR : *Myr de Ségur, souvenirs et récit d'un frère*. Paris, 1882 ; 2 vol. in-12.

(3) Je n'ai pas reproduit les formules de politesse par lesquelles commencent et se terminent les lettres ; je n'ai pas reproduit toutes les majuscules que prodiguaient les expéditionnaires.

Bibliographie

J'ai étudié dans ma thèse principale : *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1869*, les relations du Saint-Siège avec le gouvernement français à partir du 2 décembre 1851.

A part l'approbation donnée par Pie IX au coup d'État du 2 décembre, les rapports politiques du Saint-Siège et du gouvernement français de 1851 à 1853, sont mal connus.

Les biographies de l'évêque de Carcassonne, Bonnechose (1), et de l'auditeur de Rote, Ségur (2), donnent seules des renseignements précis sur la négociation du sacre. Celle de Montalembert (3) fournit des indications sur les dispositions de Louis-Napoléon vis-à-vis de l'Église au lendemain du coup d'État.

Les lettres de Doubet à Rendu (4) ne commencent qu'en juillet 1853, mais elles donnent des indications rétrospectives intéressantes sur la période précédente.

L'Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870, par DEBIDOUR (5), et *l'Histoire du Second Empire*, par DE LA GORCE (6), résument sur ce point les livres de Besson et de Ségur. ALFRED STERN, dans sa *Geschichte Europa's* (7) donne de plus quelques renseignements tirés des archives de Francfort.

Au contraire, les divisions de l'Église, les conflits entre les ultramontains et leurs adversaires ont été l'objet d'un très grand nombre de publications. Celles qui donnent des indications précises sur le rôle du gouvernement sont rares, mais beaucoup sont utiles à l'intelligence des documents cités dans ce livre. J'indiquerai seulement les plus importantes.

(1) BESSON : *Vie du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen*. Paris, 1887, 2 vol. in-8°.

(2) A. DE SÉGUR : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère*. Paris, 1882, 2 vol. in-12. A compléter par BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie*, Paris, 1886, 2 vol. in-8°, qui cite quelques lettres de Ségur.

(3) LECANUET : *Montalembert*. Tome III : *La liberté de l'Église (1850-1870)*. Paris, 1902, in-8°. Voir aussi DESGEORGE : *Vie de Mgr Mioland*. Lyon, 1871, in-8°.

(4) *Lettres inédites sur Rome et l'Italie*, publiées par Jules Gay : Révolution de 1848, juillet-décembre 1907.

(5) Paris, 1911, in-8°.

(6) Paris, 1902, in-8°.

(7) Stuttgart, 1922, in-8°, t. VIII.

Ouvrages généraux et bibliographies

Les histoires générales de l'Église de DARRAS et de ROHRBACHER, continuées toutes deux par JUSTIN FÈVRE, sont très insuffisantes (1). *L'Histoire générale de l'Église* de MOURRET (2) est très sommaire et ne donne que peu de renseignements sur les divisions de l'Église. Le livre de BAUNARD : *Un siècle de l'Église de France* (3), présente les mêmes lacunes. L'article de QUIRIELLE : *Pie IX et l'Église de France* (4), est une esquisse assez superficielle.

ANDRÉ MATER, dans *L'Église Catholique* (5), donne un exposé juridique très précieux des divergences entre le droit coutumier français et le droit commun de l'Église.

L'Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908), de GEORGES WEILL (6) est un ouvrage essentiel, notamment pour la scission des catholiques après le coup d'État, la querelle des classiques et le conflit Gaduel-Donoso Cortès. Cet ouvrage et celui de MATER sont tout à fait objectifs, mais l'un et l'autre n'étudient qu'un aspect de l'histoire de l'Église de France. Ils se complètent d'ailleurs dans une certaine mesure.

Enfin, *L'Histoire critique du catholicisme libéral en France jusqu'au Pontificat de Léon XIII*, de JUSTIN FÈVRE (7) est un réquisitoire violent contre tous les adversaires, libéraux ou gallicans, de l'ultramontanisme. L'auteur est d'une partialité évidente et ses affirmations sont souvent exagérées, mais il est bien informé et n'est aucunement retenu par le désir d'atténuer les dissensions de l'Église qui inspire Mourret et même Baunard (8).

L'on trouvera des bibliographies dans les livres de MATER,

(1) Les *Annales ecclésiastiques* de CHANTREL (Paris, 1887, in-8°, 8^e édition) qui, elles aussi, font suite à l'histoire de ROHRBACHER, ne sont qu'un recueil chronologique, d'ailleurs commode, de faits et de documents.

(2) Paris, 1919, in-8°, tome VIII.

(3) Paris, 1901, in-8°.

(4) *Annales de l'école libre des sciences politiques* : 1890 tome V et 1891 t. VI.

(5) *L'Église catholique, sa constitution, son administration*. Paris, 1906, in-12. Sur les critiques dirigées par les ultramontains contre le droit coutumier, voir RENÉ WEHLÉ : *De la coutume dans le droit canonique. Essai historique*. Paris, 1928, in-8°.

(6) Paris 1909, in-12.

(7) Paris 1897, in-8°.

(8) Voir de plus, BELLAMY : *La théologie catholique au XIX^e siècle*, Paris, 1904, in-8°, et le *Dictionnaire de théologie catholique*, publié sous la direction de Vacant et Mongenot, 1903-25, Paris, 10 vol., in-8°.

de MOURRET et de WEILL. Voir aussi : GEORGES WEILL : *Le catholicisme français au XIX^e siècle* (Bibliographie critique) dans la Revue de synthèse historique de 1907, t. XV.

L'Épiscopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation, Paris, 1907, in-8°, recueil publié sous la direction de BAUNARD, contient sur tous les évêques français du XIX^e siècle, une courte note biographique et une notice bibliographique.

Enfin, la *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'Histoire de France depuis 1789*, par PIERRE CARON, Paris, 1912, in-8°, et les divers volumes du *Répertoire méthodique de l'Histoire moderne et contemporaine de la France* qui lui font suite, donnent une bibliographie très complète de l'histoire religieuse de la France.

Journaux et brochures

Les principaux journaux à consulter sont l'Univers et son concurrent l'Ami de la Religion dont les volumes ont des tables des matières commodés. La plupart des actes épiscopaux relatifs aux divisions de l'Église sont cités dans l'un ou dans l'autre. On peut également consulter la Voix de la Vérité, journal de documentation ecclésiastique.

On trouvera à la Bibliothèque nationale dans le catalogue de l'Histoire de France, t. V, série Ld 4, la liste des nombreuses brochures de polémique auxquelles donnèrent lieu en 1851 et les années suivantes les questions religieuses. Les plus importantes sont : *Le journalisme dans l'Église*, *Mémoire adressé à l'Épiscopat*, Paris 1852, in-8° ; et surtout le *Mémoire adressé à l'Épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier*, Paris 1852, in-8°, que l'on devra compléter et contrôler par les *Observations sur un Mémoire adressé à l'Épiscopat sous le titre : Sur la situation présente ...* par le cardinal GOUSSET, 1852, in-8°, par la *Réponse aux observations ...* Paris 1853, in-8°, et par la brochure de JULES MOREL : *Le Mémoire sur le droit coutumier jugé par le pape, les cardinaux et les évêques*, Paris 1853, in-8°.

Toutes les questions qui divisaient alors l'Église de France : validité des coutumes, discipline, sentences *ex informata conscientia*, conciles provinciaux, liturgie, rôle des congrégations romaines,

journalisme catholique, sont étudiées dans le *Mémoire* de manière sérieuse et détaillée (1). La forme en est modérée, l'esprit favorable au droit coutumier et à l'autorité épiscopale, hostile aux progrès de l'ultramontanisme. L'auteur se défend d'ailleurs d'être gallican. Complété et critiqué à l'aide de la polémique à laquelle il donna lieu, le *Mémoire* donne le meilleur exposé d'ensemble que nous ayons sur la crise traversée par l'Église de France au milieu du XIX^e siècle.

Le *Mémoire* fut imprimé et adressé à l'épiscopat vers octobre ou novembre 1852. Son origine est, encore aujourd'hui, contestée. Lequeux, vicaire général de Paris, récemment mis à l'Index, fut soupçonné d'en être l'auteur. On l'attribua d'autre part à des Sulpiciens, notamment à Icard, et surtout à Galais (2). Enfin, l'on pensa que le *Mémoire* n'avait pas été préparé et répandu sans l'aveu de quelques évêques. Mabile, évêque de Saint-Claude, puis de Versailles, dans une note rédigée en 1867, écrit : « Quatorze évêques étaient dans le secret et devaient souscrire au *Mémoire*. Un premier projet de rédaction par Lequeux ne fut pas admis. L'erreur y était trop saillante. Une seconde rédaction, par M. Galais, Sulpicien, fut autographiée et transmise à plusieurs prélats, entre autres Mgr Mathieu, archevêque de Besançon, pour qu'ils y apposassent les observations et modifications qu'ils jugeraient nécessaires. Les évêques qui avaient promis leur signature hésitèrent, les uns par conscience, les autres par la peur d'une célébrité dont ils ne voulaient pas. Livré à l'impression, le *Mémoire* parut anonyme et fut distribué par les soins de Mgr l'archevêque de Paris. » (3)

Il est certain, en tout cas, que les idées exprimées dans le *Mémoire* étaient celles de nombreux évêques, notamment de Mathieu et de Sibour, et aussi celles des dirigeants de la Compagnie de Saint-Sulpice. Les Sulpiciens qui dirigeaient un grand nombre de séminaires, avaient été particulièrement sensibles à la condamnation des livres qu'ils employaient dans

(1) Un ultramontain ardent, Justin Fèvre, juge cette étude « savante..., précise en toutes ses parties, et bien au courant de toutes les délicatesses de la doctrine ». (*Histoire critique du catholicisme libéral*.)

(2) Voir : DELATTE, *Dom Guéranger, abbé de Solesmes*, Paris 1910, 2 vol. in-8°. GUETTÉE, *Souvenirs*, Paris 1889, in-8°. BERGIER : *Supplément à la vie du cardinal Mathieu*, Besançon 1883, in-8°. JUSTIN FÈVRE : *Histoire critique du catholicisme libéral*, Paris 1897, in-8°. Dans la *Bibliographie sulpicienne* de BERTRAND (Paris, 1900, 3 vol. in-8°, article Galais) toute collaboration de Galais ou d'un autre sulpicien au *Mémoire* est contestée.

(3) MABILE : *Mgr Mabile, évêque de Versailles*, Paris, 1926, 2 vol. in 8°.

leur enseignement. Le rôle joué à cette époque par leur Compagnie lui attira les attaques des ultramontains et la défaveur de Pie IX (1).

Biographies

Elles sont très nombreuses mais de valeur très inégale. Beaucoup ont été écrites par d'anciens collaborateurs ou par des parents des personnages dont elles retracent la vie. Ce sont des apologies plus ou moins objectives. Les passions qui divisaient le clergé français en 1852 n'étaient pas apaisées lorsque la plupart de ces ouvrages ont paru : la publication de certains d'entre eux a déclenché des conflits où l'autorité ecclésiastique est intervenue (2). Les biographes, des prêtres pour la plupart, se trouvaient donc dans des conditions défavorables pour faire œuvre objective, surtout en ce qui concerne les divisions de l'Église.

La passion personnelle de certains est évidente : ce sont des polémistes, non des historiens. D'autres donnent une idée plus inexacte encore de cette période tourmentée en atténuant par souci d'édification la violence et l'amertume dont les divisions de l'Église étaient alors souvent empreintes. La volonté de présenter sous un certain jour celui dont ils écrivent la vie entraîne beaucoup d'auteurs à déformer les faits essentiels ou à les passer sous silence. Ces biographies laissent souvent à désirer par ce qu'elles contiennent, et presque toujours par ce qu'elles omettent. Sous ces réserves, elles sont, pour cette période, les publications qui fournissent le plus de renseignements sur l'histoire de l'Église de France. Voici les plus importantes :

(1) Voir à ce sujet : SÉGUR : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récits d'un frère*, Paris, 1882, in-12. BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie* : Paris, 1893, 2 vol., in-8°. *Observations sur quelques pages d'une histoire de l'Église relatives à la Compagnie de Saint-Sulpice*, par ICARD, Paris, 2^e édition, 1887, in-8°. *Doctrines et conduite de Saint-Sulpice : Lettre à M. Icard, supérieur général de la Compagnie*, par JUSTIN FÈVRE, Paris 1886, in-8°. Et *Note finale, de l'Histoire de l'Église, post-scriptum à M. Icard*, par JUSTIN FÈVRE, Paris 1887, in-8°. La correspondance de l'abbé Boiteux, conservée aux Archives Nationales (AB XIX 517-158 et 519), renferme sur ce point d'intéressantes indications.

(2) Voir dans MAHIEU : *Vie de Mgr Baunard*, Paris, 1924, in-8°, dans quelles conditions et sous quelles influences Baunard écrivit ses biographies de Pie et de Lavigerie. L'ouvrage de Lagrange sur Dupanloup provoqua des conflits encore plus vifs.

1^o *Ultramontains*

EUGÈNE VEUILLLOT : *Louis Veuillot*, Paris, 4 vol. in-8°, 1902-1913. La *Correspondance* de Louis Veuillot, Paris, 7 vol. in-8°, 1884-1892, complète et parfois rectifie le récit de son frère. Les articles de Louis Veuillot dans l'*Univers* ont été publiés en volumes. Le t. I de la 2^e série des « *Mélanges religieux, historiques, politiques et littéraires* », Paris 1859, in-8°, contient ceux qui sont relatifs aux classiques et à l'affaire Gaduel.

GOUSSET : *Le cardinal Gousset*, Besançon 1903, in-8° (1).

GUILLEMANT : *Pierre-Louis Parisis*, t. III, *L'évêque d'Arras*, Paris 1925, in-8°.

BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie*. Paris 1893, 5^e édition, 2 vol. in-8°.

MABILE : *Mgr Mabile, évêque de Versailles*. Paris, 1926, 2 vol. in-8° (2).

Ces quatre biographies sont solides, détaillées, pleines de renseignements sur l'histoire générale de l'Église, et relativement objectives, surtout celles de Guillemant et de Mabile (3). Celle de Pie doit être complétée par la *Correspondance du cardinal Pie, évêque de Poitiers et de Mgr Cousseau, évêque d'Angoulême* (1849-1873), éditée par A. Hiou (Paris-Poitiers, 1894, in-8°) qui est une source importante.

Dom Guéranger, abbé de Solesmes, par un moine bénédictin de la congrégation de France (Dom Delatte), Paris 1910, 2 vol. in-8°, est un livre important surtout pour les questions liturgiques, mais doit être contrôlé par l'excellente critique d'A. LEDRU : *Dom Guéranger, abbé de Solesmes, et Mgr Bourrier, évêque du Mans*, Paris 1911, in-8°.

Les livres de LADOUÉ : *Mgr Gerbet, sa vie et ses œuvres*, Paris 1870, 3 vol. in-8° ; et : *Vie de Mgr de Salinis*, Paris 1873, 2^e édition in-8°, sont de moindre valeur mais utiles pour les événements de 1853. Celui de RICARD : *L'école menaisienne : Gerbet et Salinis*, Paris 1883, in-12, est très sommaire. On peut

(1) L'*Histoire du cardinal Gousset*, par JUSTIN FÈVRE, Paris, 1882, in-8°, est une apologie passionnée, d'ailleurs médiocre.

(2) Voir notamment la note rédigée par Mabile en 1867 sur les divisions de l'Église depuis 1848.

(3) Cependant elles laissent dans l'ombre le rôle joué par la *Correspondance de Rome* qui fut suspendue par Pie IX en 1852, et celui de Chaillot, qui devint plus tard aussi gallican qu'il avait été ultramontain (voir appendice I).

voir également : DEBOUE : *Augustin Bonnetty*, Paris 1879, in-8° ; RICARD : *L'abbé Combalot, missionnaire apostolique*, Paris 1891, in-12 ; PAUL LAPEYRE : *Auguste Nicolas, sa vie, ses œuvres...* Paris 1882, in-8° (1).

2° Gallicans, libéraux et modérés

Les gallicans et les libéraux ont succombé dans leurs luttes contre l'ultramontanisme et leurs doctrines ont été, alors ou depuis, condamnées par l'Église. Leurs biographes ont souvent atténué ou passé sous silence l'opposition qu'ils ont faite à la politique de Pie IX et la dureté avec laquelle leur résistance fut brisée (2).

Cette lacune est manifeste dans la *Vie de Mgr Dupanloup*, par LAGRANGE, Paris 1883-1884, 3 vol. in-8°, dont l'intérêt est d'ailleurs grand. Il est donc utile de consulter la critique de MAYNARD : *Mgr Dupanloup et M. Lagrange son historien*, Paris 1884, in-8°, et les pamphlets de PELLETIER : *Mgr Dupanloup, étude contemporaine*, Paris 1876, in-8° (3), et de JUSTIN FÈVRE : *Le centenaire de Mgr Dupanloup*, Paris 1903, in-8° (4).

De même la *Vie de S. Em. le cardinal Mathieu*, par BESSON, Nîmes 1881-1882, 2 vol. in-12, doit être complétée par le *Supplément à la vie du cardinal Mathieu*, de J.-F. BERGIER, Besançon 1883, in-8°.

Sur Sibour et les gallicans de son entourage, les *Souvenirs* (5) pleins d'amertume, de GUETTÉE et la *Vie de Mgr Maret* de BAZIN (6) donnent des renseignements intéressants qui font

(1) Les Jésuites se séparèrent du parti ultramontain dans la question des classiques et dans celle du traditionalisme : voir BURNICHON : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle* (1814-1914), tome III (1916) et tome IV (1922). Paris, in-8° ; PONLEVOY : *Vie du révérend Père Xavier de Ravignan, de la Compagnie de Jésus*, Paris 1900, 15^e édition, 2 vol. in-8°.

Le Bénédictin Pitra se montra également partisan des classiques : voir BATTANDIER : *Le cardinal Jean-Baptiste Pitra*, Paris 1893, in-8°, et CABROL : *Histoire du cardinal Pitra*, Paris 1893, in-8°.

(2) Ils gardent de silence sur le *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane...*, qui fut très probablement inspiré par des évêques et dont la publication fut un des principaux épisodes de la résistance aux progrès de l'ultramontanisme.

(3) Voir aussi PELLETIER : *Défense de l'opuscule intitulé « Mgr Dupanloup »...*, Paris 1876, in-8°.

(4) Voir d'autre part MOSER : *M. Cognat, sa vie, ses œuvres et ses écrits*, Paris 1889, in-12. Cognat, guidé par Dupanloup, dirigea de 1852 à 1855 l'*Ami de la Religion*.

(5) *Souvenirs d'un prêtre romain devenu prêtre orthodoxe*, Paris 1889, in-8°.

(6) Paris 1891, 3 vol., in-8°.

naturellement défaut dans la *Vie de Mgr Sibour* (1), écrite par POUJOLAT au lendemain de sa mort (2).

Le livre d'A. LEDRU : *Dom Guéranger, abbé de Solesmes et Mgr Bouvier, évêque du Mans*, Paris 1911, in-8°, est beaucoup plus complet que la *Vie de Mgr Bouvier*, par SEBAUX, Angoulême 1886, in-12.

D'autres évêques ont résisté plus ou moins ouvertement à l'Universet au mouvement ultramontain. L'on pourra consulter notamment :

PAGUELLE DE FOLLENAY : *Vie du cardinal Guibert, archevêque de Paris*, Paris 1896, 2 vol. in-8°.

RAMBERT (le P. Toussaint) : *Vie de Mgr Charles-Joseph-Eugène de Mazenod, évêque de Marseille*, Tours 1883, 2 vol. in-8°.

RICARD (Antoine) : *Mgr de Mazenod, évêque de Marseille*, Paris 1892, in-8°.

MARTIN (Victor) : *Vie de Mgr Jaquemel*, Paris 1889, in-8°.

BESSON (Louis) : *Vie du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen*, Paris 1887, 2 vol. in-8°.

KLEIN : *Vie de Mgr Dupont des Loges, évêque de Metz*, Paris 1899, in-8°.

DESTOMBES : *Vie de S. Ém. le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai*, Paris 1885, 2 vol. in-8°.

La *Vie de Mgr Angebault*, par GILLET, Angers 1899, in-8°, doit être complétée par : BOURGAIN : *L'Église d'Angers pendant la Révolution et jusqu'en 1870*, Paris 1898, in-8°, et surtout par : HOUTIN : *Un dernier gallican : Henri Bernier, chanoine d'Angers (1795-1859)*, Paris 1904, 2^e édition in-8°. Ce dernier livre est essentiel pour l'histoire du diocèse d'Angers et important pour le gallicanisme en général : c'est une des très rares biographies ecclésiastiques de cette période qui ait un caractère strictement historique (3).

(1) Paris 1857, in-8°.

(2) Voir aussi ADVIELLE : *L'abbé J.-H.-R. Prompsault*, Paris 1862, in-12. LÉON SÉCHÉ : *Les derniers jansénistes...* Paris 1981, t. III. FOULON : *Histoire de la vie et des œuvres de Mgr Darboy*, Paris 1889, in-8°.

(3) J'ai déjà cité la biographie de *Montalembert*, par LECANUET (Paris 1902, in-8°). Comme la *Vie de Lacordaire*, par FOISSET (Paris 1870, 2 vol., in-8°), elle est surtout intéressante pour les divisions politiques des catholiques. En 1852, l'ultramontanisme de Montalembert était encore analogue à celui de Veuillot.

DOCUMENTS

10 décembre 1851. Rayneval, ambassadeur de France à Rome, à Turgot, ministre des Affaires Étrangères, n° 148 (15 décembre 1851).

« La nouvelle des événements qui se sont accomplis à Paris le 2 décembre m'est arrivée très rapidement... »

« Après avoir instruit le général (1) je me suis rendu au Vatican. Le cardinal Antonelli n'avait encore que de vagues indications ; je lui ai communiqué ce que je savais. Il a fait à mon récit un accueil favorable. Il ne m'a pas caché ses vœux pour la réussite du plan dont la réalisation se poursuit. Il y voit la fin de très grandes et bien terribles incertitudes et des gages incontestables de sécurité pour l'avenir. Le Saint Père personnellement partage ce sentiment... » (2)

Le cardinal Antonelli a informé Rayneval que le pape nommerait cardinaux les deux archevêques présentés pour cette dignité par le gouvernement français, mais que vu le petit nombre des vacances et les engagements déjà pris, un seul des

(1) Gêmeau, commandant le corps d'occupation français à Rome.

(2) Rome étant occupée par les troupes françaises, la politique intérieure de la France intéressait directement le gouvernement pontifical. On le voit dans ces deux extraits de dépêches adressées par Rayneval au ministre des Affaires Étrangères, l'une après quelques troubles à Rome, l'autre après un changement de ministère à Paris.

20 mai 1851, Rayneval à Baroche (n° 97) : « Le parti démagogique continuera à s'agiter tant qu'il croira pouvoir compter sur des événements qui donneraient le pouvoir en France à ceux qu'il y appelle de tous ses vœux. En un mot la fermentation que l'on a remarquée à Rome comme dans tout le reste de l'Italie tient uniquement à l'approche des événements décisifs que l'on attend pour 1852. Elle va croissant ou s'affaiblissant suivant les chances diverses qui peuvent se présenter mais ne se traduira en actes que lorsqu'un appui certain sera assuré au dehors... »

4 novembre 1851, Rayneval à Turgot (n° 140) : « Les incertitudes de la crise ministérielle avaient un moment soulevé au Vatican quelques appréhensions que je m'étais employé à calmer et qui ont disparu devant les assurances explicites que le nonce a mandé avoir reçues directement de M. le Président de la République. On s'en montre très satisfait et très reconnaissant. Le gouvernement pontifical se trouvant à la merci des événements qui peuvent se passer en France, on comprend qu'il tienne singulièrement à être rassuré sur le maintien de la politique de protection bienveillante dont nous usons à son égard et qui seule peut conduire à bien, pour lui comme pour nous, la tâche difficile que nous nous sommes imposée à Rome... »

deux prélats serait proclamé au prochain consistoire. Rayneval demande si le gouvernement maintient les objections qu'il avait précédemment formulées contre cette solution (1).

14 décembre 1851. Rayneval à Turgot, n° 149 (21 décembre 1851).

« J'ai reçu avant-hier les deux dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date des 2 et 5 décembre (2). J'en ai donné dès hier communication non seulement au cardinal Antonelli mais à Sa Sainteté elle-même près de laquelle je m'étais d'avance ménagé une audience. »

« Le Saint Père a parfaitement compris tout ce que le repos de la France et de l'Europe avait à gagner aux derniers événements. En même temps Sa Sainteté rendait pleine justice à l'attitude énergique du chef du gouvernement et aux intentions qui l'animent. Elle a donné également son entière adhésion à ce que vous avez bien voulu me dire, Monsieur le Ministre, de l'éminent service rendu non seulement à notre pays, mais à tous les autres par l'attitude de l'armée et par l'esprit d'union et de discipline dont elle vient de donner une preuve si éclatante. Sa Sainteté m'a exprimé d'une manière touchante les vœux qu'elle formait pour que la France pût enfin trouver quelque repos et une stabilité sans laquelle son action resterait toujours plus ou moins paralysée. « Mes prières de chaque jour », m'a dit Sa Sainteté, « sont pour la France. C'est pour moi un devoir de reconnaissance, et d'ailleurs je m'attends à ce que la France, dont les destinées pèsent d'un si grand poids sur celles du reste du monde, soit providentiellement amenée à mettre elle-même un terme aux maux qu'ont engendrés des passions en grande partie sorties de son sein. » Le Saint Père m'a fait l'honneur de m'entretenir fort longuement sur ce sujet et je puis vous assurer,

(1) Le 30 septembre 1850, Pie IX, par une triple nomination avait porté à 6 le nombre des cardinaux français. Deux d'entre eux, La Tour d'Auvergne et d'Astros, étant morts, le gouvernement français demandait que l'archevêque de Bordeaux Donnet et l'archevêque de Tours Morlot fussent élevés au cardinalat. Voir Correspondance diplomatique, octobre et novembre 1851.

Morlot et Donnet, favorables tous deux au gouvernement, gardaient dans les divisions de l'Eglise de France une grande modération, mais les suffragants de l'archevêque de Bordeaux étaient très ultramontains, tandis que plusieurs évêques de la province de Tours avaient des tendances gallicanes. Aussi le concile de Bordeaux (septembre 1851) avait-il encouragé les progrès de l'ultramontanisme auxquels le concile de la province de Tours, tenu à Rennes en septembre 1850, s'était montré peu favorable.

(2) Ces deux dépêches ne figurent pas dans la Correspondance diplomatique.

Monsieur le Ministre, que les dispositions de Sa Sainteté sont tout ce que le gouvernement peut en ce moment désirer. »

« Le cardinal Antonelli m'a tenu un langage parfaitement analogue... »

Le vote au scrutin public de la garnison française à Rome a donné : 8.174 oui, 1.295 non et 203 abstentions.

« Je sais de source certaine que le cardinal Antonelli a personnellement encouragé ceux des officiers qu'il a été dans le cas de rencontrer à voter dans le sens du gouvernement. »

15 décembre 1851. Turgot à Rayneval, n° 37.

Turgot déclare que l'opinion publique en France et en Europe accueille favorablement le régime issu du 2 décembre. Les fonds publics sont en hausse. Les révoltes qui s'étaient produites dans certaines régions de France sont écrasées.

« Le récent décret par lequel M. le Président de la République a restitué au culte, sous l'invocation sous laquelle elle était primitivement placée, l'ancienne église de Sainte-Genève (1) témoigne hautement de la place que les intérêts religieux tiennent dans ses préoccupations. Cet acte parlait trop de lui-même pour qu'il ne causât pas ici une vive impression de satisfaction qui sera sans doute partagée par le Saint-Siège. »

« Bien que nous eussions désiré que l'élévation au cardinalat de MM. les archevêques de Tours et de Bordeaux pût avoir lieu simultanément (2), nous voulons cependant tenir compte des raisons qui y mettent obstacle, et puisque le Saint Père offre de nous accorder dès à présent un des deux chapeaux demandés, notre intention est que ce soit en faveur de M. l'archevêque de Bordeaux. Mais vous devrez obtenir en même temps l'engagement positif qui assure le second chapeau à M. l'archevêque de Tours. »

20 décembre 1851, Rayneval à Turgot, n° 150 (26 décembre 1851).

« Le récit des excès commis par les bandes socialistes qui ont cherché à relever le drapeau rouge sur plusieurs points de la France, a montré jusqu'à l'évidence à quels dangers la société française et européenne eût été exposée en 1852 et a encore

(1) Le Panthéon, rendu au culte par le décret du 6 décembre 1851.

(2) 26 novembre 1851, Turgot à Rayneval, n° 31. « Des motifs qui se rattachent à notre politique intérieure ne nous permettent pas de désigner de préférence pour le cardinalat un des deux prélats que je vous ai indiqués... »

accru la sympathie du gouvernement pontifical et de tous les hommes d'ordre pour le mouvement d'énergique défense dont M. le Président de la République a donné le signal. Le Saint Père et le cardinal Antonelli sont pleins d'espoir et s'attendent, comme nous le faisons tous, à ce que le résultat du vote qui commence aujourd'hui donne au gouvernement une majorité considérable. »

« Le parti du désordre, au contraire, s'efforce de donner aux nouvelles de France, en dépit de l'évidence, l'interprétation la plus fâcheuse : « Le soulèvement du 4 décembre n'aurait « été qu'un effort intempestif des plus impatients, c'est pour « le moment du vote que les socialistes auraient réservé toutes « leurs forces. Il fallait s'attendre à voir l'insurrection victo- « rieuse à Paris le 20 décembre, le 21 à Gênes et le 22 à Rome. » Un certain nombre d'indices recueillis par la police sur des ordres donnés notamment pour cette dernière date, ont dû nécessairement fixer notre attention. Ni le cardinal Antonelli, ni le général Gêmeau, ni moi ne croyons à un mouvement tant que la cause de l'ordre triomphera en France et qu'une résistance sérieuse sera assurée à Rome. Nous sommes donc sans inquiétude, mais il a été convenu que toutes les mesures seraient prises pour assurer, le cas échéant, la répression la plus énergique... »

« Je n'ai pas besoin de dire l'impression remarquablement favorable qu'à causée à Rome la restitution au culte de l'église de Sainte-Genenviève. Le Saint Père en a été particulièrement touché et a vu dans cette mesure des indices qu'il a recueillis avec empressement... »

24 décembre 1851, Rayneval à Turgot, n°152 (2 janvier 1852).

« J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous le n° 37. J'ai donné lecture à M. le cardinal Antonelli de ce que vous avez bien voulu me mander au sujet de la tendance générale de l'opinion publique, en France et en Europe, à approuver les actes qui ont conjuré des dangers que les soulèvements du Midi ont pu faire apprécier dans toute leur étendue. Vous avez pu voir dans mes précédents rapports que cette tendance était bien celle de Rome. Si j'aperçois une différence, c'est que de jour en jour l'expression en devient plus nette et plus marquée. J'en reçois témoignage non seulement du cardinal Antonelli et de tous ceux qui tiennent au gouvernement mais de ceux mêmes qui forment ce que l'on pour-

rait appeler, partout ailleurs, l'opposition. La hausse des fonds est un des symptômes qui frappent le plus, ainsi que le refus très marqué des populations industrielles de prendre part aux désordres qui ont eu lieu. Le cardinal Antonelli a fort approuvé l'ensemble de mesures destinées à créer des ressources à la classe ouvrière. Son Éminence m'a également parlé avec grands éloges de la restitution de l'église Sainte-Genève au culte et des circulaires ministérielles pour l'observation du repos du dimanche (1). « Le Saint Père veut vous exprimer lui-même, « m'a dit Son Éminence, l'impression de satisfaction et de « reconnaissance qu'il en a reçue... »

31 décembre 1851, Rayneval à Turgot, n° 153 (5 janvier 1852).

« Une lettre particulière de M. Brenier (2) qui m'est parvenue après l'expédition de ma dernière dépêche m'a fait connaître le désir du gouvernement de me voir insister encore pour la proclamation simultanée des deux cardinaux demandés par M. le Président de la République. Quoique j'eusse fait connaître au cardinal Antonelli les dispositions du gouvernement à se contenter pour le moment de deux promesses et d'une seule nomination, je n'ai pas cru impossible de revenir sur ce sujet en m'attachant surtout à faire comprendre que l'on mettait un très grand prix à obtenir la nomination simultanée et que l'on serait d'autant plus sensible à cette preuve de bon vouloir qu'elle rencontrait des difficultés dont on appréciait toute la portée. Les circonstances étaient tout autres qu'au commencement de la négociation. L'immense service rendu en France à la cause de l'ordre et de la religion excuserait certainement le Saint Père aux yeux de ceux qui lui reprocheraient d'avoir sacrifié leurs intérêts. J'ai tenu ce langage non seulement au cardinal Antonelli, mais au Saint Père lui-même. Sa Sainteté m'a témoigné un désir très sincère de faire tout son possible pour satisfaire au vœu du gouvernement français. « Malheureusement, m'a dit le Saint Père, pour calmer certaines « susceptibilités froissées, j'ai pris des engagements formels « auxquels je ne sais vraiment comment me soustraire. J'y « aviserais, je chercherai une combinaison. Peut-être, d'ici au « consistoire, les circonstances y aideront-elles. En tout cas,

(1) Par une circulaire aux préfets du 15 décembre 1851, le ministre de l'Intérieur, Morny, les avait invités à faire respecter le repos dominical dans les chantiers de travaux publics.

(2) Directeur au ministère des Affaires Étrangères.

« je ferai de mon mieux ; vous pouvez en être convaincu. » De son côté, le cardinal modifiera la réponse que j'attends de lui et qu'il tenait déjà prête ; il cherchera à la rendre plus conforme aux vœux du gouvernement sur le point spécial de la nomination simultanée. »

« A l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an, les membres du corps diplomatique ont été admis à présenter leurs hommages au Saint Père, chacun séparément et en audience particulière suivant l'usage romain. Le Saint Père n'a caché à aucun de mes collègues, et à moi moins qu'à tout autre, ses vives sympathies en faveur du mouvement qui s'est opéré en France. Sa Sainteté venait de recevoir l'état-major de l'armée romaine et, dans une allocution chaleureuse, avait exalté la conduite de l'armée française et l'avait proposée pour exemple, faisant ressortir tout ce qu'une nation pouvait attendre d'une armée obéissante, disciplinée et dévouée au bien du pays. Deux jours avant, le Saint Père avait fait formellement démentir dans la Gazette de Rome un article de L'Ami de la Religion (1) qui semblait jeter un doute sur les dispositions de Sa Sainteté. Ces détails donnent la mesure de ce qu'elles sont en réalité. »

« Sa Sainteté m'en a parlé en termes formels et n'a pas oublié les mesures prises dès les premiers moments dans l'intérêt de la religion. Elle m'en a témoigné une vive reconnaissance. »

« Le Saint Père avait eu quelque appréhension en voyant figurer sur la liste des attributions d'une des sections du comité consultatif, l'examen des bulles pontificales, l'appel comme d'abus, etc. Il semblait que ce fut du nouveau. J'ai expliqué au Saint Père qu'il s'agissait uniquement des anciennes attributions du Conseil d'État et que la cour de Rome n'avait rien à redouter de ces précautions constamment observées. Le cardinal Antonelli a donné de son côté les mêmes explications. L'impression du Saint Père a promptement cédé... »

(1) Du 16 décembre 1851. L'Ami de la Religion du 3 janvier 1852 enregistra le démenti du Journal de Rome. L'Univers, au contraire, publia le 16 décembre une correspondance de Rome favorable au coup d'État, et le 7 janvier 1852 ces mots qu'aurait prononcés Pie IX après le 2 décembre : « Le Ciel vient d'acquitter la dette de l'Eglise envers la France. »

L'influence de la cour de Rome s'exerça principalement en France sur les chefs du parti catholique et par des intermédiaires sûrs tels que Mérode, camérier secret de Pie IX, Guéranger, alors à Rome, et surtout le nonce Garibaldi, qui, dès le lendemain du coup d'État avait devancé les instructions de son gouvernement et engagé Montalembert à se rallier au gouvernement de Louis-Napoléon.

4 janvier 1852. Rayneval à Turgot, n° 154 (12 janvier) (1).

Rayneval a communiqué la dépêche de Turgot n° 38 (2) au cardinal Antonelli qui en a approuvé « les idées de modération et de ménagement ». Le chiffre énorme des votes favorables dans le plébiscite du 20 décembre, a produit à Rome une excellente impression.

Pie IX a fait le meilleur accueil au général Gêmeau qui, à la tête de son corps d'officiers, est venu le 1^{er} janvier lui présenter ses vœux.

Rayneval transmet la traduction d'une lettre du 29 décembre 1851 où le cardinal Antonelli lui notifie officiellement que le pape s'engage à élever au cardinalat Morlot et Donnet, l'un des deux « pour le moins » devant être proclamé au prochain consistoire. « Je crois que c'est tout ce que les circonstances permettaient d'obtenir. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit du désir très sincère de Sa Sainteté d'être à même de donner sur ce point satisfaction entière et surtout dans un moment comme celui-ci au Prince Président de la République... »

5 janvier 1852. Rayneval à Turgot, n° 155 (13 janvier).

Rayneval envoie le texte du discours adressé au pape par le général Gêmeau le 1^{er} janvier et la réponse de Pie IX. « Elle doit être publiée par la Gazette de Rome afin que nul n'ignore les sentiments particuliers du Saint Père. » (3)

6 janvier 1852. Turgot à Rayneval, n° 1 (4).

« J'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire jusqu'au n° 152. Le Président de la République est profondément touché des sentiments que le Saint Père saisit toutes les occasions de vous exprimer pour sa personne et auxquels, je suis heureux de le reconnaître, le clergé de France

(1) Cette dépêche porte les notes suivantes : « Communiquer la pièce jointe aux Cottes. » « Fait le 16 janvier. »

(2) Cette dépêche manque.

(3) Cette réponse, très favorable au coup d'État, fut reproduite par le Moniteur et les autres journaux français. En voici le début : « Monsieur le général, si en toute occasion mon cœur s'est ouvert à la joie en me voyant entouré de l'armée française..., aujourd'hui ce sentiment s'accroît encore en ce que votre présence reporte ma pensée sur l'armée tout entière et rappelle les événements récemment accomplis. Ils s'ajoutent, en effet, aux titres de reconnaissance envers l'armée qui a sauvé la France et l'Europe des excès funestes et sanguinaires tramés par les hommes de l'anarchie... »

(4) Texte intégral.

s'est généralement associé. Je dois, néanmoins, signaler à votre attention une exception fâcheuse et qui s'est manifestée dans des circonstances dont vous voudrez bien entretenir sans retard S. Em. le cardinal Antonelli. »

« M. le ministre des Cultes avait adressé une circulaire aux évêques pour qu'un *Te Deum* fût chanté le 1^{er} janvier dans tous les diocèses à l'occasion de l'élection des 20 et 21 décembre (1). Le Prince Président tenait essentiellement à ce que les bénédictions du Saint-Siège fussent appelées sur sa tête par le clergé catholique et M. le ministre des Cultes, en se rendant auprès des évêques l'interprète de ce désir, n'avait fait, j'ose le dire, que devancer le vœu de l'opinion publique et répondre aux sentiments des bons citoyens. C'est une demande si naturelle, si conforme aux paroles touchantes avec lesquelles le Saint Père vous disait, il y a peu de jours, que sa première pensée était chaque matin pour la France, que Mgr l'évêque de Luçon a repoussée dans des termes dont je désire que le cardinal Antonelli veuille bien faire juge Sa Sainteté elle-même. Vous trouverez ci-jointe la lettre de ce prélat à M. le ministre des Cultes (2). Le chef de l'Église, j'en suis fermement persuadé, ne tolérera pas un pareil oubli des convenances et croira nécessaire, en rappelant Mgr l'évêque de Luçon au sentiment de ses devoirs, de l'inviter à ne plus le méconnaître à l'avenir. »

« J'ai appris avec plaisir que l'affaire relative aux cardinaux était arrangée aussi bien que le comportaient les circonstances et je ne doute pas que l'engagement officiel dont vous m'avez entretenu n'ait été pris dans la forme la plus propre à rassurer Mgr l'archevêque de Tours sur sa nomination. »

(1) Voir F¹⁹ 5.779. Cette circulaire, datée du 29 décembre 1851, prescrivait aussi de substituer à la formule : *Domine salvam fac rempublicam* celle-ci : *Domine salvum fac Ludovicum Napoleonem*. Cette double exigence déplut à plusieurs évêques, notamment à Jaquetmet, évêque de Nantes, qui s'en plaignit à Montalembert (voir Victor Martin : *Vie de Mgr Jaquetmet*). Un mémoire hostile à la célébration de *Te Deum* pour les événements politiques se trouve dans les papiers de Dupanloup (AB XIX, 522). Mais l'évêque de Luçon, Baillès, fut seul à résister.

(2) Cette lettre ne figure pas dans la Correspondance diplomatique, mais l'original en est conservé aux Archives Nationales (F¹⁹ 5.819 B) : « Monsieur le ministre, ma conscience m'inspire le plus grand éloignement à permettre le chant du *Te Deum* que vous me demandez par votre circulaire du 29 décembre. »

« Déduire les motifs de cette répugnance invincible ne serait pas convenable. Les expliquer serait trop long. »

« Je vous conjure de ne pas insister. »

« Je suis, Monsieur le ministre, avec tous les sentiments que je vous dois, votre très humble et très obéissant serviteur. » (3 janvier 1852.)

14 janvier 1852, Rayneval à Turgot, n° 157 (1).

« J'ai reçu hier la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 6 janvier. J'en ai donné communication dès ce matin au cardinal Antonelli qui m'a témoigné le plus vif mécontentement de la conduite de l'évêque de Luçon. Il la juge contraire, non pas seulement à toute convenance, mais aux premières obligations d'un pasteur qui doit être toujours prêt à remercier Dieu et à implorer son assistance. Les termes de la lettre de l'évêque lui ont paru fort déplacés. Je la lui ai laissée pour qu'il la plaçât sous les yeux du Saint Père. Je n'ai pas besoin d'attendre la réponse de Sa Sainteté, pour vous assurer que la cour de Rome fera parvenir à l'évêque l'expression de son mécontentement et l'engagera à se mieux conduire à l'avenir. « La question, au reste, m'a dit le cardinal, « était posée de telle façon qu'il est impossible de comprendre « qu'un membre quelconque du clergé ait pu hésiter un seul « instant. Il s'agissait de savoir si la cause de l'ordre, non seulement en France, mais en Europe, l'emporterait sur la cause « contraire. C'était bien là un motif suffisant pour invoquer « l'assistance d'en haut. Mais on tombe parfois sur des esprits « si singulièrement faits qu'ils semblent ignorer les règles les « plus ordinaires... »

16 janvier 1852, Fortoul, ministre des Cultes, à Turgot, ministre des Affaires Étrangères (2).

« J'ai l'honneur de vous transmettre copie d'un rapport que vient de m'adresser M. le préfet de la Vendée sur la résistance qu'a cru devoir opposer l'évêque de Luçon aux instructions que j'avais données pour la cérémonie religieuse des 1^{er} et 11 janvier. Vous reconnaitrez que, dans un moment où tout l'épiscopat marche dans un accord si parfait avec le gouvernement, il est impossible de fermer les yeux sur la lettre du prélat dont vous avez eu connaissance et sur son inexplicable conduite. Le rapport de M. le préfet constate que déjà les populations s'émeuvent du refus de l'évêque et s'étonnent que le gouvernement ne puisse vaincre son mauvais vouloir... »

(1) Cette dépêche porte la note « Écrit au ministre des Cultes le 21 janvier ». La lettre de Turgot à Fortoul, ministre de l'Instruction Publique et des Cultes se trouve à F¹⁹ 5.819 B ; elle reproduit la dépêche de Rayneval

(2) F¹⁹ 5.819 B.

Annexe à la lettre de Fortoul du 16 janvier 1852 :

11 janvier 1852, Bobby de La Chapelle, préfet de la Vendée, à Fortoul (1).

« Conformément aux dispositions de votre dépêche du 6 de ce mois, j'avais invité, le 8, les maires des communes du département à se concerter avec MM. les curés et desservants pour faire chanter aujourd'hui le *Te Deum* dans les églises de toutes les communes. J'en donnais avis le même jour à Mgr de Luçon. »

« Par une lettre parvenue hier à la préfecture, le prélat m'a répondu qu'il permettait qu'on chantât un *Te Deum* à Luçon, Napoléon, Fontenay, et aux Sables-d'Olonne. Il a, en conséquence, donné des ordres au clergé de ces localités, mais dans les autres communes, le *Te Deum* ne sera pas chanté. »

« J'avais prévu à l'avance le mauvais vouloir de Mgr l'évêque de Luçon ; je savais, en effet, qu'il avait recommandé au clergé l'abstention lors des élections et que le Prince Louis-Napoléon n'avait pas ses sympathies. Mais je ne pensais pas qu'il eût osé faire aussi ouvertement acte de résistance. Le refus du prélat a produit un très fâcheux effet. Les adversaires du gouvernement s'en réjouissent comme d'une première résistance à la puissance du chef de l'État et l'on se demande si le pouvoir sera assez fort pour obliger le prélat à céder. »

« Je ne sais quels sont les moyens à employer pour vaincre la résistance de Mgr l'évêque de Luçon, mais je crois que les choses ne peuvent pas rester en l'état... »

20 janvier 1852, Rayneval à Turgot, n° 158.

« Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, le cardinal Antonelli a placé sous les yeux du Saint Père la lettre de l'évêque de Luçon à M. le ministre des Cultes au sujet du *Te Deum*. Le cardinal m'a dit que Sa Sainteté avait complètement partagé les sentiments qu'il m'avait exprimés lui-même dès le premier moment. Le nonce a été chargé de faire connaître à l'évêque la pénible impression que sa conduite avait causée à Sa Sainteté et doit le rappeler à une plus exacte appréciation des devoirs de sa position : « On ne conçoit vraiment pas, m'a dit le cardinal, à part toute autre considération, que l'évêque de Luçon se soit écarté de la ligne unanimement suivie par tous ses collègues. Il y en a bien eu un autre qui, non pas pour le

(1) F¹⁹ 5.849 B.

« *Te Deum*, mais pour le *Domine salvum*, tout en ayant le bon esprit de se conformer au vœu de l'autorité supérieure, nous a soumis quelques doutes basés sur le texte du Concordat. Je lui ai répondu tout simplement que, dans l'église de Saint-Louis-des-Français, à Rome, on chantait très régulièrement le *Domine salvum fac Ludovicum Napoleonem* et qu'il n'était pas venu à ma connaissance que le pape y eût fait la moindre objection. » J'ai remercié Son Éminence de son obligeante intervention dans cette affaire comme dans l'autre. » (1)

22 janvier 1852, Contencin, directeur général de l'administration des Cultes (pour le ministre), à Turgot (2).

« J'ai l'honneur de vous transmettre une copie de la lettre que je viens de recevoir de Mgr l'archevêque de Bordeaux à qui j'avais déféré la lettre de Mgr l'évêque de Luçon portant refus de faire chanter le *Te Deum* du 11 janvier. »

Une copie de la réponse de Baillès à Donnet est également jointe.

Annexe à la lettre de Contencin du 22 janvier 1852 : 14 janvier 1852, Baillès à Donnet.

« Monseigneur. M. le président m'ayant prié dans sa lettre du 27 décembre (3) de faire chanter un *Te Deum* dans ma cathédrale le 1^{er} de janvier, je l'ai fait. J'ai même permis de le chanter le même jour à Napoléon, et le 11 à Fontenay et aux Sables. »

« Immédiatement après la lettre très convenable de M. le président, intervint un décret qui ordonnait un *Te Deum* pour le 11 dans chaque église. Le ministre de l'Intérieur a donné des ordres, celui des Cultes a écrit, les préfets ont communiqué ces ordres, les gendarmes ont été chargés de veiller partout à l'exécution. »

« La bulle *Quemadmodum preces*, publiée le 23 mars 1743 par

(1) Des extraits de cette dépêche furent communiqués au ministère des Cultes, les 29 et 30 janvier 1852 (F¹⁹ 5.819 B).

(2) La minute de cette lettre est à F¹⁹ 5.819 B, ainsi que les originaux des deux pièces jointes.

(3) Circulaire adressée aux évêques par Louis-Napoléon : « Monsieur l'Évêque. Pour appeler les bénédictions du ciel sur la France et sur la grande mission qui m'est confiée par le peuple français, je vous prie de faire chanter dans votre église cathédrale, le jeudi 1^{er} janvier, un *Te Deum* solennel d'actions de grâces. »

l'immortel pontife Benoît XIV me défendait d'avancer (1) elle a dirigé ma conscience et je ne saurais m'apercevoir de mon isolement quand, en obéissant au pape, j'obéis à Dieu... »

Annexe à la lettre de Contencin du 22 janvier 1852 : 16 janvier 1852, Donnet à Fortoul (2).

« J'ai l'honneur de vous faire passer la lettre que je reçois à l'instant de Mgr l'évêque de Luçon. J'espérais mieux de mon intervention auprès de ce prélat. Les termes dans lesquels sa réponse est conçue vous prouveront que toute nouvelle intervention de ma part serait probablement sans résultat. Je partage bien vivement la peine que cause à Votre Excellence une affaire que j'eusse été heureux de pouvoir lui épargner. »

24 janvier 1852, Rayneval à Turgot, n° 159 (31 janvier 1852).

« J'ai reçu avant-hier soir la dépêche datée du 16 de ce mois que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser par M. de Montgascon, et, dès hier, j'ai été admis à l'honneur de remettre au Saint Père la lettre du Prince Louis-Napoléon. Sa Sainteté s'est montrée très sensible à cette démarche, et n'a pas manqué cette occasion de m'exprimer de nouveau toutes ses sympathies pour le nouvel ordre de choses fondé en France, et sa reconnaissance pour le service rendu par le prince à la cause commune de l'ordre et de la religion. J'ai formellement annoncé à Sa Sainteté le changement apporté dans les pouvoirs du chef de l'État qui réunissait maintenant en lui les attributs de la souveraineté. Je suis entré à ce sujet dans quelques détails et j'ai donné lecture au Saint Père des principaux passages de la dépêche à laquelle j'ai l'honneur de répondre. Sa Sainteté en a fort approuvé les conclusions et s'est montrée particulièrement touchée du passage relatif à l'union et au bon accord que le Prince Louis-Napoléon entend maintenir avec les différents gouvernements pour assurer la paix du monde. Sa Sainteté a accueilli avec la même satisfaction les déclarations concernant l'esprit qui doit présider à la politique de la France. Elles n'ont fait que confirmer la confiance qu'il puise dans le sentiment

(1) Cette bulle réserve le droit d'ordonner les prières publiques à l'autorité ecclésiastique et le dénie au pouvoir civil. Or le gouvernement français exerçait traditionnellement ce droit que la cour de Rome ne paraît pas lui avoir contesté, au XIX^e siècle.

Voir ci-dessous la note de Contencin du 26 janvier 1852.

(2) Texte intégral.

profond et sincère des services éminents qui lui ont été personnellement rendus. »

« Avant de me rendre chez le Saint Père, j'avais vu le cardinal Antonelli et lui avais remis la copie figurée de la lettre du Prince en donnant d'ailleurs les mêmes détails qu'à Sa Sainteté. Son Éminence ne leur a pas fait moins bon accueil. Le bruit de missions spéciales lui était venu de Paris et je lui ai fait connaître quelques-uns des motifs qui ont fait renoncer à cette idée. Il les a parfaitement admis et a reconnu que le mode de notification par l'intermédiaire des agents accrédités était le plus conforme à l'usage. »

« Peu d'heures auparavant, j'avais eu l'occasion de lui apporter le premier le texte de la nouvelle constitution que nous avons lu ensemble. Il a été très frappé des considérations qui la précèdent, il m'a exprimé chaleureusement le vœu et l'espérance de voir la France reprendre sous ces nouvelles institutions le calme, la prospérité et la force qui importent tant à la marche générale des affaires en Europe. Le Saint Père, avec qui j'ai abordé ce même sujet, m'en a parlé de la même manière. Sa Sainteté m'a dit : « Ce n'est pas au pape à se plaindre de ce que
« l'esprit d'examen, en matière politique comme en toute autre,
« soit restreint dans de plus étroites limites. Le pape est par
« essence le représentant du principe d'autorité. Je sais ce qu'il
« faut accorder aux besoins nouveaux des populations modernes,
« mais pour mes propres États, vous savez mieux qu'un autre
« qu'il est un point que je n'ai jamais considéré, je ne dirai pas
« comme convenable, mais comme possible de dépasser. J'ai
« la ferme confiance, a dit en terminant Sa Sainteté, que la
« Providence continuera à veiller sur la France et qu'elle aidera
« le Prince à mener à bonne fin une œuvre qu'elle a si manifestement protégée jusqu'ici. » Je n'ai pas besoin de dire que l'admission des cardinaux au Sénat a été très remarquée et très approuvée. Le Saint Père m'en a tout spécialement parlé... »

26 janvier 1852, Turgot à Rayneval, n° 4.

« J'ai reçu la dépêche que nous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 14 de ce mois sous le n° 157. »

« Le langage que vous a tenu le cardinal Antonelli, au sujet de la conduite de l'évêque de Luçon, est on ne peut plus satisfaisant. Nous n'attendions pas moins de la sagesse du gouverne-

(1) Elle ne figure pas dans la Correspondance diplomatique, non plus que la lettre de Louis-Napoléon.

ment pontifical et des sentiments dont il est animé à notre égard.»

« Depuis les instructions que je vous ai adressées le 6 de ce mois au sujet de cette affaire, j'ai reçu de M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes de nouveaux renseignements dont vous aurez à tenir compte dans la continuation de vos démarches auprès du Saint-Siège. Il en résulte que Mgr de Luçon ne s'est pas refusé d'une manière aussi absolue que les termes de sa lettre du 3 janvier devaient le faire croire à permettre le *Te Deum* qui avait été demandé à tous les évêques de France. »

Turgot résume la lettre de Baillès à Donnet et celle de Donnet à Fortoul, dont il envoie copie à Rayneval.

26 janvier 1852, « Note sur l'épiscopat et particulièrement sur cette question : quels sont les moyens à employer lorsqu'un évêque refuse de faire chanter dans son diocèse un *Te Deum* ou d'autres prières publiques prescrites par le gouvernement. » (1)

Après un long « exposé général des moyens de répression contre les évêques », Contencin étudie le cas de l'évêque de Luçon.

« Il est constant d'abord en fait, que le prélat a refusé de faire chanter, non seulement le *Te Deum* prescrit par le décret du 29 décembre 1851, mais encore la prière *Domine salvum fac Ludovicum Napoleonem* indiquée dans la circulaire du ministre des Cultes en date du même jour. »

« Sous ce double rapport Mgr l'évêque de Luçon a commis une infraction aux lois. Il a, en effet, formellement méconnu les dispositions de l'article 8 précité du Concordat de 1801 (2), portant qu'une prière sera récitée à la fin de l'office divin dans toutes les églises catholiques de France pour la République et les consuls. D'après la constitution du 14 janvier 1852, le Président de la République est le chef de l'État ; il est chargé, comme les consuls, du pouvoir exécutif. Par conséquent la différence de titres ne saurait servir d'excuse à la résistance illégale et inconvenante de cet évêque. » (3)

(1) F¹⁰ 2.530. Sur une lettre du ministère de l'Intérieur datée du 15 janvier 1852 (F¹⁰ 5.819 B) qui déclarait nécessaire d'agir contre Baillès, Fortoul avait noté : « M. de Contencin : me faire un rapport sur tous les moyens à employer. » La note ci-dessus, conservée à F¹⁰ 2.530, répond évidemment à cet ordre.

(2) « Article 8 : La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin dans toutes les églises catholiques de France : *Domine salvum fac rempublicam ; domine, salvos fac consules.* »

(3) La circulaire du 29 décembre n'invitait pas les évêques à modifier dans le *Domine salvum* le titre du chef de l'État, mais à le nommer.

« D'ailleurs, le droit de prescrire des prières publiques a appartenu dans tous les temps au gouvernement français. Implicitement sanctionné par l'article 8 du Concordat de 1801, il est expressément consacré par la déclaration des rois de France de 1651 et 1666, l'article 46 de l'édit de 1695, l'article 19 de la loi du 11 germinal an X et l'article 5 du décret du 24 messidor an XII. » (1)

« Pour obtenir l'exécution des prescriptions du gouvernement, quatre moyens se présentent :

- 1^o Le recours au métropolitain ;
- 2^o L'intervention du pape ;
- 3^o La citation devant le concile provincial ;
- 4^o La retenue du traitement de l'évêque. »

« Déjà le premier moyen a été employé sans succès. Les règles de la prudence et les conseils d'une sage politique, ne permettraient pas de suspendre dans l'état actuel des choses le traitement de Mgr l'évêque de Luçon. »

« Il y a lieu d'espérer, d'après la lettre de M. le ministre des Affaires Étrangères du 21 janvier 1852, que l'intervention du pape Pie IX provoquée par l'ambassadeur de France à Rome exercera sur le prélat une salutaire influence. Il faut donc en attendre le résultat. Mais si elle devenait impuissante, on pourrait recourir au troisième moyen. Le pape n'a pas été saisi de l'affaire comme juge. On a seulement réclamé le concours de sa haute autorité pour rappeler à Mgr l'évêque de Luçon les devoirs que lui impose le Concordat. Si l'affaire devait être instruite et jugée dans les formes canoniques, elle pourrait être déférée au concile provincial par Mgr l'archevêque de Bordeaux sur la demande du gouvernement. Cette marche a été récemment adoptée par Mgr l'archevêque de Paris. On se rappelle qu'il a déferé au concile provincial de Paris la lettre pastorale de Mgr l'évêque de Chartres insérée dans le journal l'Univers (voir l'ordonnance archiépiscopale du 18 mars 1851). » (2)

« Toutefois, avant de faire citer Mgr l'évêque de Luçon devant le concile provincial de Bordeaux, il serait préférable

(1) L'on peut remarquer que ce droit n'est pas formellement reconnu par la cour de Rome. Voir ci-dessus la lettre de Baillès à Donnet du 14 janvier 1852.

(2) Cette ordonnance, qui ne fut pas approuvée par le pape, n'eut pas de suite (voir la dépêche de Rayneval du 31 mars 1852, n^o 83) ; le gouvernement était d'ailleurs resté étranger à ce conflit. Voir G. WEILL : *Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908)* Paris 1909, in-12 et EUGÈNE VEUILLOT : *Louis Veuillot*. t. II, Paris, 1902, in-8^o.

d'attendre encore les effets du temps et de la réflexion. Lorsque le prélat aura acquis la certitude que tous ses collègues dans l'épiscopat désapprouvent sa conduite et font chanter dans leurs diocèses les prières publiques prescrites par la circulaire du 29 décembre 1851, il se décidera peut-être à suivre leur exemple. »

30 janvier 1852, Thouvenel, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires Étrangères (pour le ministre) à Fortoul (1).

« Je reçois à l'instant votre communication (2) en date de ce jour, par laquelle vous me signalez un nouvel acte de mauvais vouloir de la part de l'évêque de Luçon qui à son précédent refus d'autoriser la célébration du *Te Deum* le 11 janvier, a ajouté celui de faire chanter le *Domine salvum*. Ce nouvel écart de Mgr de Luçon sera porté à la connaissance du gouvernement pontifical. Vous pouvez juger d'avance des sentiments qu'il excitera à Rome en lisant l'extrait ci-joint de la lettre que m'a écrite M. de Rayneval le 20 de ce mois en m'annonçant les instructions données au nonce au sujet de Mgr de Luçon et que je vous ai fait connaître dans ma communication en date d'hier. » (3)

3 février 1852, Fortoul à Baillès (4).

Fortoul reproche à Baillès son refus d'ordonner un *Te Deum* général et de laisser modifier le *Domine salvum*.

« Un refus de concours aussi persistant et aussi peu justifié ne pouvait manquer d'attirer l'attention particulière de l'autorité. Le conseil des ministres, auquel il n'a pas été possible de ne pas déférer ce fâcheux incident, a décidé que le Saint-Siège serait fait juge entre les procédés du gouvernement et la conduite de l'évêque. Ce n'est pas, Monseigneur, que dans cette circonstance le ministre se soit cru désarmé : les dispositions du Concordat sont précises et le recours au pouvoir pontifical n'était pas d'absolue nécessité. Mais le gouvernement du Prince Président

(1) F¹⁹ 5.819 B. Texte intégral.

(2) Je ne l'ai pas retrouvée.

(3) L'extrait joint à cette dépêche commence à « On ne conçoit vraiment pas... » voir ci-dessus.

On peut remarquer que le ministre des Affaires Étrangères n'écrivit à Rayneval à ce sujet que le 16 février, après une intervention du ministre de l'Intérieur.

(4) Baillès consentit à faire chanter *Domine salvum fac praesidem*, mais se refusa à introduire dans cette prière le nom de Louis-Napoléon. (Lettre du préfet de la Vendée à Contencin, 20 février 1852.) C'est ainsi que le *Domine salvum* fut chanté en Vendée jusqu'à l'Empire (F¹⁹ 5 819 B).

a voulu prouver une fois de plus combien il a à cœur de donner en toute occasion un témoignage de respect pour l'auguste chef de la chrétienté, et de déférence pour l'autorité spirituelle. »

« Je puis dire aujourd'hui, Monseigneur, que vos refus ont été jugés aussi sévèrement à Rome qu'à Paris. »

Fortoul cite ou résume les dépêches de Rayneval.

« Vous ne l'ignorez plus, Monseigneur, le Saint Père a confirmé par ses propres paroles celles de son ministre. Les sentiments qu'il a exprimés sont conformes à ceux du cardinal Antonelli, et Mgr le nonce a été chargé de vous faire connaître la douloureuse impression ressentie par Sa Sainteté. »

Fortoul exhorte Baillès à suivre les avis du pape.

Note sur la Rote (1830-1848) (1).

La Rote est le tribunal le plus important des États romains. « Les auditeurs de Rote sont au nombre de douze ; ils occupent le premier rang de la prélature. L'un d'eux est proposé par la France, un par l'Autriche, deux par l'Espagne... » Ils jouissent de divers privilèges, exercent des fonctions ecclésiastiques et judiciaires.

« Mais c'est au point de vue des affaires diplomatiques qu'est la véritable importance de la position des auditeurs de Rote étrangers... »

« Lorsque l'ambassadeur est présent, l'auditeur de Rote n'a pas de fonctions diplomatiques déterminées, mais on conçoit combien, dans un état tout ecclésiastique, l'intervention officielle d'un ecclésiastique dans une position élevée qui lui vient d'un titre national, tenant d'un côté par tant de liens à son pays, de l'autre par son caractère, par ses fonctions journalières, par ses relations d'affaires ou de sociétés, à la cour pontificale, peut exercer une salutaire influence sur les négociations. »

« En effet, la position d'un ambassadeur à Rome n'est pas ce qu'elle est dans les autres cours de l'Europe. Partout ailleurs, l'ambassadeur est en relations constantes avec les hommes qui font les affaires du pays ; il les rencontre partout, et ne sait-on pas que la diplomatie se fait quelquefois plus dans les salons que dans les cabinets officiels ? Mais à Rome il n'en est pas ainsi. Les hommes qui dirigent la politique ou l'administration

(1) F¹² 2.450. Cette note de l'administration des Cultes n'est pas datée. Elle conclut au rétablissement du poste d'auditeur de Rote pour la France, dont le dernier titulaire, le cardinal d'Isoard, était mort en 1847 et à qui le gouvernement de la Deuxième République n'avait pas donné de successeur.

du gouvernement pontifical ne vont pas ou presque pas dans le monde : ils vivent entre eux ; il est difficile à un ambassadeur de se créer des relations intimes dans le Sacré Collège et la haute prélature ; on voit toujours en lui le personnage officiel. Comment pourra-t-il aller chercher dans le cloître un moine dont l'influence sera quelquefois décisive dans les conseils du Souverain Pontife ? »

« La position de l'auditeur de Rote est tout autre. Toujours mêlé à la prélature au milieu de laquelle il occupe un poste élevé, aux cardinaux dans les congrégations, dans les chapelles pontificales, en rapports continuels avec les avocats qui viennent informer les causes chez lui, avec les plaideurs de tous les rangs ; ménagé par tous ceux qui peuvent le devenir, c'est-à-dire à peu près par tout le monde, il se crée des relations intimes ; il est accepté partout comme homme du pays, son caractère ecclésiastique lui donne un accès libre et naturel dans tous les couvents et fait admettre sans défiance son intervention dans les questions religieuses ; il est à même d'entendre toutes les indiscretions ; il laisse échapper tout ce qu'il est utile que l'on sache ; il a ses entrées auprès du Souverain Pontife sous mille prétextes. C'est ainsi que les auditeurs de Rote ont pu rendre de grands services à leurs pays... »

L'auditeur de Rote peut devenir cardinal ; il joue alors un rôle important en cas de conclave. De plus, il surveille les ecclésiastiques français de séjour à Rome.

4 février, 1852 Rayneval à Thouvenel.

« Je vous remercie bien de votre lettre du 26 janvier reçue hier. L'évêque de Luçon a l'esprit mal fait. C'est évident et c'est un mal sans remède ; mais le Saint-Siège fera de son mieux, j'en suis sûr, pour que la faute commise ne se renouvelle pas. »

« La manière dont vous posez la question du rétablissement de l'auditeur de Rote me prouve que vous la voyez telle qu'elle est, et que je n'ai pas à la développer. Il est d'une importance majeure pour la France d'avoir à Rome dans les affaires romaines et dans les affaires catholiques un prélat à elle, qui arrive peu à peu au Sacré Collège où il devient le défenseur des intérêts de son pays (1). Des cardinaux archevêques résidant en France

(1) Aucun auditeur de Rote français sous le Second Empire ne resta à Rome assez longtemps pour devenir cardinal : Ségur, devenu aveugle, démissionna en 1855 ; ses successeurs La Tour d'Auvergne (1856-1861), Lavigerie (1862-1863), Place (1864-

ne sont que des cardinaux en service extraordinaire. Il nous en faudrait un au moins en service ordinaire (1) ; on se plaint de ce que le Saint-Siège soit trop romain, trop italien. Il ouvre la porte à l'élément étranger qui, les trois quarts du temps, refuse d'y entrer. Il faut donc avoir un auditeur de Rote, mais il faut l'avoir *bon* : c'est là le difficile. S'il est au-dessous de son rôle, notre considération et nos intérêts y perdent. S'il est à la hauteur, encore lui faut-il une certaine sagesse et modération de conduite qui garantisse le gouvernement contre des tendances qui ne lui conviendraient pas et contre une action exercée en tel ou tel sens sur le clergé français. En cherchant d'incontestables avantages, on pourrait se créer, comme vous dites, de graves embarras. Je n'ai personne à vous désigner. Mgr de Falloux regarderait ce poste comme fort au-dessous de lui, et son caractère fort remuant nous attirerait mille difficultés. Mgr de Brimont, qui se met ouvertement sur les rangs, n'a ni la tenue, ni la capacité nécessaires. Sa nomination serait peut-être assez bien vue par la cour de Rome qui n'aurait en lui qu'un serviteur de plus dont elle disposerait à son gré. Ce ne serait, au reste, que demi-mal d'avoir là un homme nul. Mais au moins faudrait-il qu'il eût des dehors et par malheur Mgr de Brimont n'en a pas. Mgr Level, supérieur de Saint-Louis-des-Français (2) est un excellent prêtre et a de très bonnes qualités ; mais c'est un juif converti : la cour de Rome verrait avec le plus grand regret que notre choix tombât sur lui. Il trouverait d'ailleurs autour de lui les répugnances et les répulsions qui s'attachent ici à cette origine juive qui déjà, suivant les canons, ferme les portes de l'épiscopat. Mgr Level n'est pas d'ailleurs de la position personnelle un peu élevée que l'usage exige d'un auditeur de Rote. Voilà pour les candidats que Rome pourrait offrir. S'il n'y avait pas à choisir ailleurs, mieux vaudrait ajourner et se donner le temps de bien chercher ou de laisser une bonne occasion se produire. De ceux que je connais, je ne vois guère que l'abbé

1866). Isoard (1866-1879) quittèrent tous la Rote pour un évêché. Pie IX s'en plaignit souvent (Voir Correspondance diplomatique, février-mars 1863 et juin 1866. Voir aussi F¹⁹ 2.450).

(1) Il fut question, notamment en 1855, en 1860 et en 1863 de rétablir la fonction de cardinal-protecteur disparue depuis 1789. Voir Mémoires et Documents, vol. 116 (année 1860), Correspondance diplomatique, février 1863, et F¹⁹ 2.450.

(2) Voir : *Mémoire historique sur les institutions de France à Rome*, par PIERRE LACROIX, Paris 1868, in-8° et A. DE SÉGUR : *La Rome de Pie IX* (Paris, 1895, in-8°).

Gerbet (1) qui pût vraiment convenir, mais je l'ai perdu de vue depuis qu'il a quitté l'Italie et je ne sais à quel bord il appartient. J'ai entendu parler de l'abbé de La Boullerie, vicaire général à Paris (2). N'est-il pas un peu agité ? On m'a dit beaucoup de bien de l'abbé de Conny (3). Mais ce ne sont là que des indications très vagues et que je ne donne qu'en hésitant, ne connaissant qu'à peine ou pas du tout ces candidats improvisés. »

6 février 1852, Turgot à Rayneval, n° 5 (4).

« J'ai lu avec un véritable intérêt dans votre dépêche n° 159 le récit de l'audience dans laquelle vous avez remis à Pie IX la lettre du prince Louis-Napoléon. L'esprit élevé du Saint Père apprécie comme elle doit l'être la politique qui résulte nécessairement de l'ordre nouveau que la sagesse et la résolution du Prince Président ont établi en France. Assurément s'il est en Europe un souverain intéressé dans cette œuvre de gouvernement et de civilisation, c'est à plus d'un titre le Saint Père. Nous ne pouvons douter de ses sentiments à notre égard, mais il nous est toujours agréable de voir qu'ils répondent à ceux que nous entretenons pour Sa Sainteté. Nous voyons et nous soutenons dans le Souverain Pontife le représentant par excellence du principe d'ordre et d'autorité et c'est pour ce motif, Monsieur, que nous attachons un si grand prix à tout ce qui peut concourir à l'amélioration du gouvernement temporel des États du Saint-Siège. »

Turgot se félicite des réformes entreprises par le pape dans ses États, conformément au *Motu proprio*.

6 février 1852, Turgot à Rayneval, n° 6.

« Dans ma précédente dépêche en date de ce jour, j'ai eu l'occasion de vous exprimer une fois de plus les sentiments qui animent le Prince Président et son gouvernement à l'égard du Saint Père. Nos actes en disent beaucoup plus que nos

(1) Gerbet, l'un des théoriciens de l'ultramontanisme, était alors vicaire général de l'évêque d'Amiens, Salinis. Voir LADOUÉ : *Mgr Gerbet, sa vie, ses œuvres et l'école menaisienne*. Paris 1869, 3 vol. in-8°.

(2) Voir A. RICARD : *Vie de Mgr de La Boullerie, évêque de Carcassonne, coadjuteur de Bordeaux* (1810-1882). Paris 1887, in-8°.

(3) Vicaire général de l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, légitimiste et ultramontain comme lui.

(4) Dans cette dépêche et dans les suivantes, la formule « M. l'ambassadeur », usitée sous la République, est remplacée dans les lettres de Turgot par « M. le comte ». De même « M. le marquis » remplace « M. le Ministre » dans les dépêches de Rayneval à Turgot, à partir du 14 février.

paroles et si, dans nos mauvais jours, la cause de Sa Sainteté a pu trouver un appui en France, ce n'est pas aujourd'hui que nous cesserons de la soutenir. »

« Je n'ai donc pas besoin de vous dire que l'appui de nos forces militaires restera à la disposition du Saint Père aussi longtemps qu'il sera nécessaire au maintien de son gouvernement et de son indépendance. Il peut à cet égard compter sur notre concours loyal et désintéressé. »

« Toutefois, Monsieur, il est une considération qui se présente d'elle-même lorsque l'on porte son attention sur ce sujet et qui n'a certainement pas échappé à la haute prudence du gouvernement pontifical. C'est que dans l'intérêt même de sa dignité, de son avenir, de l'autorité et de l'indépendance que notre intervention a eu à cœur de sauvegarder, il importe que cette intervention cesse aussitôt que les circonstances le permettront. La présence d'un auxiliaire étranger, même quand elle est nécessaire et qu'elle n'a rien que d'honorable pour le pays qui reçoit l'appui et pour celui qui le donne, excite toujours les susceptibilités nationales et étrangères et il importe d'en abrégier la durée. »

« C'est dans cette vue, qui, j'en suis assuré, est pleinement partagée par le gouvernement de Sa Sainteté, que nous avons cherché les moyens qu'il y aurait d'organiser une force militaire appartenant en propre au gouvernement pontifical et qui lui permettrait de se passer de celle que nous entretenons dans ses États. »

La cour de Rome, qui rembourse au gouvernement autrichien ses frais d'occupation, ferait au gouvernement français des versements analogues que celui-ci emploierait à recruter des mercenaires suisses pour l'armée pontificale. Un mémoire détaillé en ce sens est joint à la dépêche de Turgot (1).

10 février 1852, Rayneval à Turgot, n° 162 (16 février 1852).

... « Le Saint Père a porté sur la conduite de l'archevêque (2) de Luçon le jugement que je prévoyais (3). Sa Sainteté a vu avec

(1) La Cour de Rome déclara ce plan impraticable (Rayneval à Turgot, 14 février 1852, n° 164). Le gouvernement français n'insista pas : Turgot à Rayneval, 25 février 1852, n° 8 : « La démarche que vous avez faite aura eu toujours ce bon résultat de faire sentir encore davantage au gouvernement du Saint-Siège la nécessité de s'occuper sans relâche des moyens d'abrégier autant que possible l'occupation des États romains par les troupes étrangères et surtout par celles de l'Autriche qui pèsent si lourdement sur le trésor pontifical ».

(2) *Sic*.

(3) A la demande de Rayneval, Antonelli avait fait connaître au pape la lettre adressée le 14 janvier 1852 par Baillès à Donnet. (Voir Rayneval à Turgot, 4 février 1852, n° 161.)

plaisir que l'opposition du prélat n'avait pas de motif politique et qu'elle s'appuyait uniquement sur une appréciation peu judicieuse de la question de forme : « Rien ne condamne plus positivement l'évêque, m'a dit le cardinal Antonelli, que l'attitude de tous ses collègues. J'en écris de nouveau au nonce et je compte bien que pareil incident ne se renouvellera pas. »

« La congrégation de l'Index a solennellement condamné, mais un peu tard, comme d'habitude à Rome, les œuvres de M. Eugène Sûe, de M. Proudhon, et de quelques autres socialistes. On a également condamné l'*Histoire de l'Église de France*, de l'abbé Guettée (1), ce qui fera quelque sensation dans le monde religieux, et toutes les œuvres de Gioberti (2), condamnation qui fera plus de sensation encore dans toute l'Italie. Le décret annonce que M. l'abbé Lequeux, vicaire général de Paris, précédemment condamné, a fait sa soumission... » (3)

(1) Voir WLADIMIR GUETTÉE, *Souvenirs d'un prêtre romain devenu prêtre orthodoxe*, Paris, 1889, in-8°.

(2) L'abbé Gioberti, un des initiateurs du *Risorgimento*.

(3) Le « *Manuale compendium iuris canonici ad usum seminariorum* », de LEQUEUX, dont la première édition avait paru en 1842 et la troisième en 1849, avait été mis à l'Index le 26 septembre 1851.

Rayneval à Baroche, 24 octobre 1851, n° 139.

« J'avais appelé l'attention du cardinal Antonelli sur les inconvénients que pouvait entraîner la condamnation du manuel de droit canon de M. l'abbé Lequeux, vicaire général de Paris, et surtout sur la prompt publication de cette sentence et sur les commentaires dont l'avait accompagnée un journal ecclésiastique publié à Rome en français, lorsque m'est arrivé par le journal l'Univers l'acte de rétractation et de soumission de M. Lequeux. J'en ai immédiatement donné connaissance au cardinal Antonelli qui m'a exprimé sa plus vive satisfaction et m'a fait pressentir celle du Saint Père. M. Lequeux s'est fait par là le plus grand honneur et je suis convaincu que la cour de Rome lui en tiendra compte. Il a agi, d'ailleurs, dans cette circonstance, avec un tact et une prudence dont nous ne pouvons tous que lui savoir gré. »

Le « journal ecclésiastique publié à Rome en français » est la Correspondance de Rome.

20 novembre 1851, Rayneval à Turgot, n° 144.

« M. l'abbé Lequeux, dont le livre a été récemment condamné, a écrit directement au Saint Père une lettre parfaitement convenable, qui a été fort appréciée. J'en ai pris texte pour prier de nouveau le cardinal Antonelli de faire parvenir à M. Lequeux l'expression de la satisfaction du Saint Père. Son Eminence m'a donné à cet égard des assurances formelles, me disant que le prochain courrier porterait au nonce des instructions spéciales. Cette précaution m'a paru indispensable pour calmer les susceptibilités qu'a éveillées dans une partie du clergé et même parmi les évêques, l'apparition un peu brusque et inattendue de la condamnation. »

Le décret de la congrégation de l'Index du 22 janvier 1852 enregistre ainsi la soumission de Lequeux : « Auctor se subiecit » ; on remarqua l'omission du mot « laudabiliter », habituellement employé en pareil cas.

Voir Annexe 3, GUETTÉE, *Souvenirs* ; LÉON SÉCHÉ : *Les derniers jansénistes...* (1710-1870), Paris, in-8°, t. III, 1891. HOUTIN, *Un dernier gallican*, Henri Bernier, chanoine d'Angers (1795-1859), 1904, in-8°, Paris.

16 février 1852, Turgot à Rayneval, n° 7.

« Vos dépêches me sont parvenues jusqu'à la date du 10 de ce mois et au n° 162 inclusivement. J'ai le regret d'avoir à vous entretenir encore de Mgr de Luçon. Vous verrez par une lettre de M. le ministre de l'Intérieur, dont copie est ci-jointe (1), qu'à son refus d'autoriser la célébration du *Te Deum* dans les églises de son diocèse, il a ajouté celui de faire chanter le *Domine salvum*. Vous voudrez bien signaler au cardinal Antonelli ce nouvel effet du mauvais vouloir de l'évêque de Luçon. D'après la manière dont Son Éminence s'est déjà exprimée avec vous à l'occasion d'un fait semblable, nous sommes assurés d'avance que le Saint-Siège s'empressera de faire parvenir à ce prélat le nouvel avertissement que provoque sa conduite. »

24 février 1852, Rayneval à Turgot, n° 166 (2).

« J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 16 février. J'ai remis au cardinal Antonelli la copie que j'y ai trouvé jointe d'une lettre du préfet de la Vendée à M. le ministre de l'Intérieur au sujet d'une nouvelle difficulté suscitée par l'évêque de Luçon. Le cardinal Antonelli ne m'a dissimulé ni son regret ni sa désapprobation. Il m'a dit qu'il informerait le Saint Père et qu'il agirait dans le sens qu'il m'avait déjà indiqué à l'occasion de certains scrupules manifestés sur ce même point par un autre évêque. « Si l'on « chante dans Rome même, m'a répété Son Éminence, et sous « les yeux du pape, le *Domine salvum Ludovicum Napoleonem*, « que peuvent avoir à dire de simples évêques moins intéressés, « je pense, que le Saint Père, au maintien des stipulations du « Concordat sur le texte duquel cherchent à s'appuyer les « faiseurs d'objections ? » Son Éminence m'a promis de s'occuper sans retard de cette affaire. »

Deux cardinaux sont morts ; Rayneval demande à nouveau que Morlot soit nommé en même temps que Donnet (3).

24 février 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Le choix de l'abbé de Ségur (4) pour la Rote, me paraît

(1) Je ne l'ai pas retrouvée, non plus que le rapport du préfet de la Vendée qui lui était annexé.

(2) Un extrait de cette dépêche fut transmis le 3 mars 1852 au ministère des Cultes (F¹ 5.819 B.).

(3) Il échoua : Donnet seul fut proclamé au consistoire du 15 mars 1852.

(4) Voir A. DE SÉGUR : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère* (1820-1881). 2 vol. in-12, Paris 1882.

trait excellent. Ses rares qualités, son nom, sa position nous feraient honneur. Étranger à toute idée d'intrigue ou d'ambition, il ne nous créerait de ce côté aucun embarras. Il inspirerait ici la considération et la confiance sans lesquelles on ne peut rien. Vous savez qu'il n'est pas nécessaire d'être bon jurisconsulte. Il est entendu qu'on a une étude où se font les affaires du tribunal. Ce qu'on demande, c'est qu'elle soit bien composée, condition facile à remplir. Je vote donc pour l'abbé de Ségur. »

« Je pense bien en tout cas qu'on ne ferait pas de choix définitif sans se mettre d'accord avec le Saint Père, soit par la nonciature, soit par l'ambassade. C'est de règle et de convenance. » (1)

« Mille et mille remerciements d'avoir écarté comme elle devait l'être la malencontreuse idée d'un secrétaire ecclésiastique qui n'aurait de quoi se mêler et se mêlerait de ce qui ne le regarderait pas. C'est une invention qui indique bien peu de sens pratique dans le cerveau qui l'a conçue. Nous avons pour nous éclairer sur les questions purement ecclésiastiques un consultant canoniste fort au fait, fort habile, qui nous rend de très bons services, sans inconvénient aucun. » (2)

29 février 1852, Rayneval à Turgot, n° 167.

« Le Saint Père s'est montré mécontent de l'évêque de Luçon et des embarras qu'il causait. Le cardinal Antonelli m'a dit avoir donné au nonce des instructions dans le sens désiré. »

« Son Éminence m'a fait part ce matin de la nomination

(1) Une opinion différente est formulée dans une note du ministère des Affaires Étrangères « sur le mode de nomination et d'installation de l'auditeur de Rote », datée du 30 octobre 1854.

« Le Saint Père n'intervient pas directement dans la nomination de l'auditeur de Rote dont le choix appartient exclusivement au gouvernement de Sa Majesté Impériale, mais l'auditeur de Rote ne peut naturellement être admis à siéger dans le tribunal romain sans l'agrément du Saint Père. »

« Voici du reste comment les choses se passèrent lors de la nomination de M. d'Isoard aux fonctions dont il s'agit en 1845. Dans le rapport adressé au roi par le ministre des Affaires Étrangères en cette circonstance, il est fait mention des qualités qui recommandaient ce prélat au choix du gouvernement, mais il n'y est question d'aucune entente officielle ou officieuse qui aurait été préalablement établie avec la cour de Rome au sujet de cette nomination. »

La nomination faite, le ministre de France demanda et obtint l'agrément du pape qui délivra à Isoard les brefs qui le déclaraient prélat domestique de la maison du pape et auditeur de Rote.

(Mémoires et Documents, vol. 118, Une copie transmise au ministère des Cultes se trouve à F¹⁰ 2.450.)

(2) Le P. Vaure, de l'ordre des Mineurs conventuels.

de M. l'abbé de Ségur comme auditeur de Rote. Le nonce en a rendu un compte très favorable et le Saint Père s'en montrera certainement très satisfait. Il était difficile de faire un meilleur choix à la fois comme position sociale et comme qualités personnelles. Quant au rétablissement de la charge elle-même, on ne saurait trop y applaudir, en ce qu'elle permet au clergé de France de venir prendre la part que lui offre le Saint-Siège au maniement des affaires catholiques du monde. »

4 mars 1852, Rayneval à Turgot, n° 168 (12 mars 1852).

... « Suivant les intentions que vous m'avez fait l'honneur de m'exprimer, j'ai fait part immédiatement au cardinal Antonelli de la résolution prise par le Prince Président d'envoyer à Rome un auditeur de Rote et de son intention de nommer à ce poste M. l'abbé de Ségur dès que l'agrément de Sa Sainteté serait connu. Le cardinal, en me remerciant de cette communication, m'a dit qu'il pouvait m'assurer d'avance de la complète satisfaction du Saint Père et a confirmé ce matin même cette assurance au nom de Sa Sainteté. »

Le cardinal désire que la nomination ait lieu aussitôt que possible.

14 mars 1852, Rayneval à Thouvenel.

« J'espère n'avoir pas de peine à prouver (1) que je ne suis pas si ultramontain qu'on le pense et que, si je plaide la cause des ménagements, c'est qu'eux seuls peuvent nous conduire à bien. La thèse n'est pas nouvelle pour moi. Depuis trois ans elle a bien valu au département quelques quinze cent pages de mon écriture, y compris deux cent cinquante d'un seul coup, l'été passé, pour le bouquet (2). Un journal, je ne sais lequel, m'avait comparé dans le temps à Sisyphe roulant son rocher. L'image m'est restée en tête comme singulièrement vraie. Verbalement, je reprendrai cette thèse tant que cela pourra être nécessaire. Nos intérêts les plus vitaux y sont engagés. C'est une politique ingrate, si l'on veut, mais la seule salutaire, la seule féconde. Rome, au reste, est un terrain tellement *sui generis* que les objections sont inévitables. La bonne cause peut gagner peut-être quelques chances nouvelles, quand on se persuadera, comme je l'espère, que je ne suis pas un homme à entraînements. »

(1) Rayneval devait aller prochainement à Paris en conge.

(2) Sans doute le rapport du 14 octobre 1851, sur la situation des Etats romains.

16 mars 1852, Turgot à Rayneval, n° 10.

« J'ai reçu vos dépêches des 4 et 10 de ce mois, n° 168 et 169. Votre correspondance m'ayant donné l'assurance que le choix de M. l'abbé de Ségur comme auditeur de Rote serait pleinement agréé par le Saint Père, cet ecclésiastique a été nommé en cette qualité par décret du Prince Président en date du 13 de ce mois. Vous voudrez bien en informer le cardinal Antonelli, afin de hâter autant que possible les formalités qui doivent précéder l'installation de M. de Ségur. » (1)

20 mars 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Je ne suis pas encore en demeure de répondre *sur grand papier* à la lettre (2) par laquelle je suis chargé de demander que le prince de Canino soit autorisé à passer quinze jours à Rome (3). Cette lettre m'arrive à peine et le cardinal Antonelli n'a pas voulu me dire son dernier mot avant d'avoir pris les ordres du pape. En attendant, je puis vous faire pressentir une réponse évasive. »

« A voir les termes de la dépêche, il est à présumer que l'intention du Prince Président n'est pas de mettre à cette affaire plus qu'une insistance ordinaire. Je me figure que c'est un peu par acquit de conscience et pour calmer le prince de Canino que la démarche est faite. Ce n'est pas à moi à donner de mon cru les motifs très puissants qui peuvent s'opposer à ce que la demande soit accueillie. Mon rôle est autre, mais, en conscience, je redouterais très sérieusement, moins pour notre tranquillité

(1) C'est donc après avoir officiellement sollicité et obtenu le consentement du pape que le gouvernement français nomma l'abbé de Ségur auditeur de Rote. Il se séparait ainsi de l'usage suivi en 1845 (voir ci-dessus la note du 30 octobre 1854).

Le gouvernement impérial procéda de même pour la nomination de La Tour d'Auvergne (Correspondance diplomatique, décembre 1855, janvier 1856) ; par contre l'assentiment du pape aux nominations de Lavigerie (août 1861) et de Place (mars 1863) ne fut demandé qu'après leur signature. En juin 1866 enfin, le pape fut consulté avant la nomination d'Isoard, mais la nomination fut faite malgré les objections de Pie IX (voir F¹⁰ 2.450 et la Correspondance diplomatique, aux dates indiquées).

(2) Elle ne figure pas dans la Correspondance diplomatique.

(3) Charles-Lucien Bonaparte, prince de Canino, désirait séjourner quelque temps à Rome, d'où il avait été banni à la suite de la révolution de 1849, pour y liquider ses biens et en ramener à Paris sa femme et ses enfants, dont il vivait séparé. Il était le fils de Lucien Bonaparte et, par conséquent, le cousin germain de Louis-Napoléon. En décembre 1848, celui-ci, alors candidat à la présidence de la République française, avait écrit au nonce pour désavouer les agissements de son cousin contre le pouvoir temporel du pape (voir THIRRIA : *Napoléon III avant l'Empire*. Paris 1895, 2 vol., in-8°). En 1852, il fit intercéder l'évêque de Marseille, Mazenod, auprès de Pie IX en faveur de Canino (Voir T. RAMBERT : *Vie de Mgr... de Mazenod*. Tours 1883, 2 vol., in-8°.)

matérielle que pour notre tranquillité morale, bien autrement importante, la présence à Rome du plus grand ennemi de la papauté et du pape. Le prince de Canino a fait de ses deniers la révolution romaine et a conduit de ses mains le canon qu'on a pointé contre la porte du Quirinal. Sa présence passerait infailliblement pour avoir été imposée et il en résulterait pour la cause que nous soutenons un très grand affaiblissement. »

Rayneval prévoit des troubles possibles et en tout cas de graves difficultés si le prince de Canino, un fois admis à Rome, veut y prolonger son séjour. La princesse de Canino est hostile à toute conciliation.

22 mars 1852, Rayneval à Thouvenel, « minuit ».

« Me voilà de nouveau avec une des plus grosses affaires que j'aie encore eues sur le corps. Cette visite intempestive dont vous me parlez dans votre dernière lettre met tout sens dessus dessous (1). Le pape veut s'en aller plutôt que de consentir à laisser entrer à Rome le prince de Canino. J'y ai fait l'impossible. Très susceptible naturellement, le Saint Père s'est senti profondément blessé de cette prompte arrivée après des ouvertures que j'ai été tout récemment chargé de faire. Je viens d'écrire seize pages à M. de Turgot (2), j'expédie M. de La Tour d'Auvergne à Civita-Vecchia pour voir le prince et l'amadouer *si faire se peut*. Tout cela nous fait une situation excessivement tendue. Le pape ne voulait même pas entendre à ce que le prince restât à Civita-Vecchia. J'ai obtenu satisfaction sur ce point ; le prince devrait bien terminer là ses affaires. »

La princesse supplie le pape de ne pas laisser son mari venir à Rome.

24 mars 1852, Rayneval à Turgot, n° 172 (31 mars 1852).

« Il n'est question depuis deux jours que du débarquement du prince de Canino à Civita-Vecchia et de ses tentatives pour arriver à Rome. Le public s'en émeut et, malheureusement, le langage singulièrement hostile au gouvernement pontifical qu'a tenu sur sa route le prince de Canino, certains articles des journaux de Gênes qui ont paru aussitôt après son passage dans cette ville, ont donné lieu à mille suppositions sur un changement d'attitude du gouvernement français et tiennent en éveil les

(1) Le prince de Canino avait débarqué le 22 à Civita-Vecchia.

(2) Il s'agit d'une lettre particulière.

espérances des partis hostiles. Je combats ces inductions autant qu'il peut dépendre de moi et je crois être parvenu à affaiblir quelque peu l'impression générale. Elle a été très vive au Vatican, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander dans ma dernière lettre particulière ; elle n'a pas été moins vive dans les rangs du corps diplomatique. J'ai rassuré mes collègues comme j'avais cherché à rassurer le pape. J'ai dit que le prince avait été uniquement autorisé à attendre à Civita-Vecchia l'autorisation de venir à Rome et que, du moment où cette autorisation lui était refusée, il se bornerait à passer à Civita-Vecchia le nombre de jours nécessaire pour voir ses hommes d'affaires et défendre ses intérêts. J'ai ajouté que le Saint Père m'avait paru disposé à donner à cet arrangement un acquiescement tacite tout en protestant pour la forme. Le bruit du départ du pape s'était également répandu. Tout le monde a su que les préparatifs de départ étaient faits pour le cas où le prince de Canino entrerait dans Rome. Heureusement, M. de La Tour d'Auvergne, qui s'est acquitté de la mission que je lui avais confiée avec tout le zèle et tout le tact que j'attendais de lui, m'a mis à même de calmer les inquiétudes du gouvernement pontifical au sujet d'une tentative du prince de Canino de se diriger sur Rome. Le prince a paru comprendre, en effet, que dans la situation actuelle des choses, il ne pouvait que se résigner à faire ses affaires à Civita-Vecchia et devait renoncer à s'aventurer hors du rayon de notre action militaire. Ces nouvelles, que j'ai reçues hier soir, ont diminué la vivacité du premier émoi. Ce matin, j'ai reçu du cardinal Antonelli la note dont je joins ici la traduction, et qui a pour but de protester contre le débarquement forcé du prince à Civita-Vecchia. Le cardinal, tout en rappelant les principes de droit et en me demandant de faire cesser ce motif de plainte, parle du gouvernement français en termes excellents et a soin d'éviter toute parole irritante. Je ne répondrai que dans quelques jours, lorsque la situation sera plus éclaircie et en me basant sur la difficulté d'appliquer les règles ordinaires à des cas tout à fait exceptionnels. »

La princesse de Canino et ses fils ont quitté Rome. Rayneval cherche à décider les autres membres de la famille du prince et les hommes d'affaires qu'il désire voir à aller le trouver à Civita-Vecchia.

« Ayant ainsi paré autant qu'il dépendait de moi aux exigences diverses de cette situation si compliquée, il ne me reste, Monsieur le marquis, qu'à appeler votre attention la plus sérieuse

sur les dangers qui peuvent résulter de sa prolongation. Aussitôt que le prince de Canino se sera entendu avec ses hommes d'affaires et avec ceux de ses enfants qui seront allés le rejoindre, je compte faire tous mes efforts pour obtenir qu'il reparte, mais il n'est pas facile à persuader et je regarde comme de la plus haute importance que le gouvernement de la République veuille bien fixer une limite la plus rapprochée qu'il sera possible et fasse connaître au prince et aux agents du gouvernement, l'intention formelle du Prince Président de la République. Dans la position actuelle, le moindre incident peut amener les circonstances les plus graves. La position de la France à Rome est menacée d'un singulier affaiblissement. Je maintiendrai suivant mes forces l'espèce d'équilibre que je suis parvenu à établir, mais vous comprendrez, Monsieur le marquis, à quel point sont ardents les vœux que je forme pour que cette pénible situation ait promptement son terme. »

23 mars 1852, Antonelli à Rayneval (traduction), annexe à la dépêche 172.

« Après la communication verbale que Votre Excellence a bien voulu faire le 19 courant relativement au désir exprimé par M. le Président de la République qu'on autorisât un court séjour à Rome du prince Charles-Lucien Bonaparte afin qu'il pût vendre ses biens et ramener sa famille à Paris, et après la réponse du cardinal secrétaire d'État soussigné, on ne se serait certainement pas attendu à voir un gouvernement ami et qui a donné tant de preuves de son attachement au Saint-Siège, ouvrir à cette même personne la route des États pontificaux. »

Antonelli rappelle les griefs du gouvernement pontifical contre Canino.

« D'après ce qui précède, il est facile de se figurer la douloureuse impression qui s'est formée dans l'esprit de Sa Sainteté et de son ministère en apprenant que le prince Charles-Lucien Bonaparte, muni d'un passeport de son gouvernement, mais sans le visa d'aucune autorité pontificale, s'était présenté devant Civita-Vecchia, et que, malgré les observations de la direction de police pour s'opposer au débarquement et avec l'assistance du commandant de place français, sans respect pour les lois territoriales et contrairement aux usages qui s'observent généralement dans tous les états bien administrés, il était descendu à terre et séjournait à Civita à l'étonnement et à la désapprobation de toute la ville. »

« Ce fait qui blesse les droits inaliénables de tout gouvernement, et qui ne peut se concilier avec les relations amicales qui existent heureusement entre le gouvernement du Saint-Siège et la République française, met le cardinal soussigné dans la nécessité d'exposer ses réclamations à Votre Excellence afin qu'elle veuille bien en éloigner efficacement la cause... »

24 mars 1852, Rayneval à Thouvenel.

Rayneval insiste sur la gravité de la situation qu'il décrit dans sa dépêche officielle et sur l'urgence d'y mettre fin.

« Je ne vous écris pas par le télégraphe dans la crainte des réponses *ab irato*, mais, vous, répondez-moi par le télégraphe... »

« L'effet de tout ceci est bien regrettable et porte une atteinte funeste à notre bonne position. Je n'accorde pas que ce soit le commencement d'un changement de système. On s'y prendrait autrement ; mais vous comprenez à quel point s'affaiblit cette confiance si péniblement acquise, si précieuse à conserver. Rarement mon rocher de Sisyphe m'est retombé plus lourdement sur le corps. C'était à croire que je ne pourrais pas le relever. Je ne suis encore qu'au bas de la côte. Votre réponse me dira si j'arriverai en haut ou s'il me faudra encore reculer, auquel cas j'aurai, je crois, des choses très lugubres à vous dire, un grand parti à prendre, et d'autres plaisirs à chercher. Mais il ne faut pas prévoir le malheur de si loin et j'ai tort de faire de pareilles suppositions... »

29 mars 1852, Rayneval à Turgot, « confidentielle » (6 avril 1852).

Le prince de Canino a appris que sa femme et ses fils avaient quitté Rome.

« Il m'a aussitôt expédié une deuxième lettre particulière que vous aviez bien voulu lui confier pour moi et dans laquelle vous m'invitiez en cas de refus du gouvernement pontifical de laisser le prince de Canino pénétrer dans Rome, à faire tous mes efforts pour lui conduire ses enfants mineurs *qu'il voulait du moins embrasser avant de partir*. »

Rayneval a fait faire auprès de la princesse une démarche en ce sens qui a complètement échoué.

30 mars 1852, Robiou, évêque de Coutances, à Fortoul (1).

« Les mesquines tracasseries dont j'ai été l'objet dans ces

(1) F¹⁹ 6.179. Sur Robiou, voir HOUTIN : *Un dernier gallican*. Henri Bernier. Paris 1904, in-8° (2^e édit.).

derniers temps de la part d'un *parti* qui prédomine en France et dont je ne puis partager les opinions parce qu'elles me paraissent aussi contraires à l'autorité divine des évêques qu'au pouvoir temporel des États, me harcèlent à ce point que, si cela continue encore quelque temps, je prévois, le beau pays de France où l'épiscopat s'est couvert de gloire en restant toujours dans les limites de la plus pure orthodoxie, va devenir, comme en quelques contrées d'Italie, un *pays d'obédience*. Ce langage, Monseigneur, est encore celui de la majorité des évêques français ; peu le feront entendre, dominés qu'ils sont par le parti qui les opprime et qui les intimide d'autant plus efficacement qu'il sait donner à son drapeau toutes les nuances de la piété et de l'attachement que nous devons tous au chef suprême de l'Église universelle. Ce parti habile s'est emparé de la nomination aux sièges vacants et qu'il a remplis depuis quelques années d'hommes auxquels il impose pour condition de sa protection l'engagement d'être *ultramontains*. »

Robiou désire donner sa démission et être nommé chanoine évêque du chapitre de Saint-Denis (1).

31 mars 1852, Rayneval à Turgot, n° 173 *bis*, 6 avril 1852.

« Il n'y a pas d'autre affaire, pas d'autre préoccupation à Rome que celle du séjour du prince de Canino à Civita-Vecchia. Je suis parvenu à adoucir la première émotion du gouvernement pontifical. Des lettres du nonce arrivées ce matin donnant sur les intentions du gouvernement de la République des indications semblables à celles que j'avais données moi-même ont contribué à diminuer des inquiétudes qui cependant sont toujours très grandes. » (2)

31 mars 1852, Turgot à Rayneval, 12.

« J'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous les n°s 172 et 173. Ma lettre particulière vous a mis

(1) Le directeur des Cultes, Contencin, a noté sur la lettre : « Le ministre lui a fait écrire de son cabinet pour l'engager à rester encore à son poste où il peut rendre à la religion et au gouvernement d'utiles services. »

Les canonicats du chapitre de Saint-Denis servaient de retraites aux évêques démissionnaires. Leur traitement venait d'être augmenté.

(2) Rayneval insiste sur la gravité de la situation dans une dépêche confidentielle du 31 mars 1852 à Turgot (sans numéro), et dans une lettre particulière du même jour à Thouvenel, où il écrit : « La situation est intolérable ; nous compromettons nos meilleurs résultats. Notre dignité, notre considération, celle d'une famille si haut placée aujourd'hui sont en jeu. »

en mesure de dissiper toutes les inquiétudes du Saint-Siège et j'ai lieu d'espérer que l'incident qui les avait soulevées ne laissera aucune trace. L'intention formelle du Prince Président de la République est que le prince Charles Bonaparte quitte sans retard Civita-Vecchia et s'abstienne de continuer son voyage jusqu'à Naples, comme il en avait manifesté l'intention... »

« Si le prince se trouvait encore à Civita-Vecchia, je vous invite à ne pas perdre un instant pour lui communiquer les ordres du Prince Président... »

4 avril 1852, Rayneval à Turgot, n° 175 (11 avril 1852).

Rayneval a montré au pape une lettre rassurante datée du 26 mars qu'il avait reçue de Thouvenel (1). L'incident s'apaise.

« P.-S. (2) minuit. — Je rouvre ma dépêche pour vous annoncer l'arrivée de M. de Saint-Sauveur. J'ai aussitôt informé le cardinal Antonelli des résolutions du Prince Président. Il les a accueillies avec une vive satisfaction. Demain je les ferai connaître au Saint Père. Elles mettent fin à toute difficulté. Le prince Charles Bonaparte m'annonce son départ. Fort des intentions manifestées par le gouvernement, je ferai facilement disparaître les dernières traces de l'émotion causée par cet incident. »

6 avril 1852, Turgot à Rayneval, n° 13.

« Je viens de recevoir, avec vos deux dépêches confidentielles en date du 29 et du 31 mars, celle que vous m'avez écrite à cette dernière date et sous le n° 173 *bis*. Ma dernière lettre n° 12 qui vous a fait connaître les intentions formelles du Prince Président à l'égard de M. le prince de Canino, vous aura permis de dissiper jusqu'aux moindres appréhensions que le gouvernement pontifical aurait pu garder encore au sujet de cet incident, et j'espère que le prince Charles Bonaparte aura enfin renoncé à prolonger dans les États romains un séjour qui est à la fois contraire à nos bons rapports avec le Saint-Siège et aux intérêts mêmes pour lesquels il avait fait ce voyage. Au surplus, le Prince Président lui écrit par ce courrier pour lui donner l'ordre de rentrer immédiatement et directement en France. Le Prince

(1) Le 4 avril 1852, Rayneval remercie Thouvenel de sa lettre du 26 mars. « Je suis plein de reconnaissance pour vous qui avez écrit, pour le ministre qui a pris les ordres du Prince et pour le Prince lui-même qui les a donnés si nets et si positifs. On revient assez facilement dans ce pays-ci où les impressions sont plus vives que profondes. »

(2) De la main de Rayneval.

Louis-Napoléon écrit aussi à Mme la princesse de Canino pour lui faire connaître ses intentions et calmer les craintes qu'elle avait conçues de l'intervention supposée du gouvernement français dans le règlement de ses affaires domestiques. »

8 avril 1852, Rayneval à Turgot, n° 176.

Rayneval a lu au pape et au cardinal Antonelli la dépêche n° 12 qu'ils ont accueillie avec satisfaction. Le 6 avril, Canino avait quitté Civita-Vecchia. Dès le 5, le pape avait reçu Rayneval :

« Sa Sainteté a accueilli mes explications avec beaucoup d'empressement et de bonté, me remerciant dans les termes les plus chaleureux de mon attitude, m'assurant qu'elle ne concevait pas de doute sur les intentions de mon gouvernement et qu'elle faisait retomber les responsabilités de ce qui était arrivé sur le prince Charles Bonaparte et sur la manière dont il avait présenté les choses à Paris. Le Saint Père s'est exprimé à ce propos dans des termes que je me plais à rapporter : « Ce qui m'eût le plus profondément affligé, m'a dit Sa Sainteté, c'eût été, par l'accomplissement d'un rigoureux devoir, de paraître un instant manquer à la reconnaissance. » Je crois donc pouvoir vous assurer, Monsieur le Ministre, que les traces du dernier incident s'effacent et rendent la place aux sentiments bienveillants qu'il a failli troubler. Il m'est revenu de divers côtés que le Saint Père avait été particulièrement sensible à l'empressement extrême que vous avez bien voulu mettre à m'envoyer les ordres du Prince Président. Parmi les dépêches que m'a apportées le dernier courrier de Toulon, j'ai trouvé un pli portant, de la main du Prince, l'adresse de Sa Sainteté. Je me suis empressé de le porter moi-même à sa haute destination. J'ai su depuis, par le cardinal Antonelli, que Sa Sainteté s'était montrée profondément touchée et reconnaissante de cette démarche à laquelle elle a l'intention de répondre sans retard... » (1)

(1) Rayneval à Thouvenel, 13 avril 1852 : « Je profite du passage de mon frère pour vous transmettre la lettre ci-jointe qui vient de m'être remise par le cardinal Antonelli. C'est une réponse autographe du pape au Prince Président. Le Saint Père désire que cette réponse parvienne d'une manière tout à fait privée, comme lui est parvenue la lettre du Prince. Je l'adresse à M. de Turgot pour rester dans la règle ».

Sur les traces laissées par l'incident Canino, voir : *La Révolution de 1848* (juillet-décembre 1907) : *Lettres inédites sur Rome et l'Italie au début du Second Empire*, publiées par Jules Gay, notamment les lettres de Douhet à Rendu des 24 et 29 juillet 1853.

Rayneval partit en congé le 21 avril pour Paris où il n'avait pas été depuis plusieurs années.

25 avril 1852, Jaquemet, évêque de Nantes, à Nigon de Berty, chef de la première division de l'administration des Cultes (1).

« Je vous serais fort reconnaissant de vouloir bien me dire si vous vous êtes occupé de l'affaire Domergue dont M. le préfet de la Loire-Inférieure comptait vous entretenir. Cette affaire est à la fois *très grave et d'une extrême urgence*. M. D. s'agite extraordinairement à Rome. Il y a là le germe d'un très malheureux conflit que la sagesse de Mgr le nonce peut prévenir. Je fais parvenir directement au Saint-Siège les documents que je possède ; mais vous pouvez très utilement communiquer l'opinion et les rapports des préfets et procureurs généraux qui ont été rédigés tout à fait en dehors de l'action de mon vénérable prédécesseur. » (2)

« Je désire n'être nullement nommé dans les rapports que le gouvernement croira devoir envoyer et généralement dans toute cette affaire si délicate. Je vous serais obligé de détruire immédiatement même cette lettre. »

Mai 1852. « Note très confidentielle à remettre à son auteur après qu'elle aura passé sous les yeux de M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes. » (3)

« M. Domergue, curé de Vertou, a été destitué par une ordonnance du précédent évêque de Nantes (4), en date du 4 mai 1847, après qu'une enquête canonique eut constaté des faits flagrants et longuement continués de détournements de fonds, de faux, d'intempérance et d'inconduite morale. »

« Cette révocation a été approuvée par ordonnance royale du 28 juillet 1847, et une autre ordonnance du 7 septembre suivant a agréé la nomination d'un nouveau curé de Vertou. »

« M. Domergue crut devoir d'abord déférer par voie d'appel cette sentence à l'archevêque de Tours, métropolitain ; mais ce prélat décida qu'il n'y avait pas lieu d'admettre ce recours qui n'avait pas été formé dans les délais fixés par le droit. »

(1) F¹⁹ 2.652 ; texte intégral. Voir VICTOR MARTIN : *Vie de Mgr Jaquemet*, Paris 1889, in-8°.

(2) D'après une note de Berty du 24 janvier 1848, Domergue avait été plusieurs fois traduit en justice par ses créanciers. Poursuivi pour abus de confiance, il avait été acquitté le 21 juillet 1847. Comme il s'était d'abord soumis à la sentence de son évêque, le ministère des Cultes lui avait accordé une pension de 300 francs. (7 août 1847) (F¹⁹ 2.652.)

(3) Rédigée soit par Jaquemet, soit par un de ses collaborateurs, sans doute par l'abbé Le Mortellec, son vicaire général, qu'il chargea de suivre l'affaire à Rome. F¹⁹ 2.652, texte intégral.

(4) De Hercé.

« M. Domergue porta alors son appel au Souverain Pontife dans une requête où les faits sont indignement et mensongèrement travestis. La Sacrée Congrégation du Concile, à qui fut renvoyée cette affaire, demanda en 1848 à l'évêque de Nantes des renseignements qui lui furent immédiatement fournis. Depuis, le procès semblait avoir été abandonné ; mais M. Domergue s'est rendu à Rome et est parvenu à le faire reprendre. »

« Informé qu'il allait être suivi avec activité et qu'une décision définitive ne pouvait pas tarder, l'évêque actuel de Nantes, successeur de celui qui a porté la sentence du 4 mai 1847, s'est empressé, par dévouement filial au Saint-Siège et pour prévenir la possibilité même d'une erreur d'où résulterait pour son diocèse et pour tous les diocèses de France un immense scandale, de transmettre au cardinal préfet de la Sacrée Congrégation les renseignements les plus précis sur le mérite personnel de M. Domergue, ainsi que sur la régularité de la procédure canonique suivie à son égard. »

« La profonde sagesse qui a toujours marqué les actes de la Sacrée Congrégation ne doit laisser aucun doute sur l'issue de l'affaire qui sera solennellement jugée à l'audience qui se tiendra l'un des samedis du mois de juillet prochain. »

« Toutefois, pour achever d'éclairer la religion des vénérables prélats appelés à prononcer en dernier ressort, il semble opportun que M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes veuille bien faire connaître au cardinal préfet : 1^o Que M. Domergue est indigne sous tout rapport d'exercer les fonctions curiales ; »

« 2^o Que la procédure canonique suivie contre lui a été conforme à l'équité et qu'elle a été de plus aussi régulière que le comporte l'état actuel du droit public ecclésiastique en France ; »

« 3^o Qu'une décision qui réintégrerait M. Domergue dans la cure de Vertou ou prescrirait à l'évêque de Nantes de le pourvoir d'une autre cure causerait un grand scandale et pourrait même occasionner un déplorable conflit ; »

« 4^o Enfin qu'une telle décision aurait, dans les différents diocèses, un retentissement qui renouvellerait des scandales aujourd'hui éteints ou assoupis et qui remettrait en question des révocations trop motivées et prononcées depuis peut-être vingt et trente ans. »

« Il résulte de ce qui précède que cette affaire est des plus sérieuses. On ajoute, puisque la décision peut être prise et publiée

à Rome avant un mois et qu'elle se fera indubitablement dans deux mois, que cette affaire est en même temps des plus urgentes. » (1)

10 juin 1852, Dupanloup, évêque d'Orléans, à Fortoul (2).

« La bienveillance avec laquelle vous m'avez écrit relativement à ma lettre sur le choix des auteurs classiques, me permet de ne pas regarder comme indiscrete la liberté que je prends en ce moment. » (3)

« Le mandement que j'ai l'honneur de vous adresser vous montrera que j'ai été obligé d'entrer plus avant dans les suites d'une affaire qui n'en devait point avoir de pareilles. »

« Je l'ai fait à grand regret mais je n'ai pu faire autrement. Je n'hésite pas à penser que ceux dont je me plains sont pour tout pouvoir de mauvais serviteurs, mais surtout et avec de bien plus grands dommages, pour le pouvoir spirituel. »

« Du reste, si vos grandes sollicitudes et votre bienveillance pour moi vous permettent de lire ce mandement, vous verrez combien il est étranger à toute pensée politique. »

« Je crois, toutefois, qu'il n'est pas indifférent à l'ordre social. »

« P.-S.— Si les journaux du gouvernement s'occupaient de cette affaire (ce que je ne demande point) je ne doute pas que ce

(1) Vertou étant un chef-lieu de canton, le titulaire de cette cure était inamovible et ne pouvait être déposé, selon le droit commun de l'Eglise, qu'après un procès canonique régulier. Or ces procès ne pouvaient être régulièrement instruits en France, faute de tribunaux ecclésiastiques. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, la plupart des évêques français avaient cependant rétabli des officialités, mais ils s'en servaient peu en matière disciplinaire et seulement à titre de conseils. Le Conseil d'Etat, de plus, refusait de les reconnaître et exigeait que les sentences de déposition fussent rendues par les évêques, personnellement. Il leur demandait seulement d'observer « ce qui est de droit naturel et tient à l'essence des jugements », c'est-à-dire que l'accusé devait « être admis à présenter sa justification... » (F¹⁹ 2.652, affaire Salley, mars 1852.)

(2) F¹⁹ 2.553, épiscopat, Orléans, dossier Dupanloup ; texte intégral.

(3) Je n'ai pas retrouvé la lettre de Fortoul dont il est ici question. La controverse sur les classiques païens qui s'était engagée depuis quelques mois divisait alors le clergé français.

L'abbé Gaume, dans son livre *Le ver rongeur*, avait dénoncé comme funeste à la religion et à la société, l'emploi des auteurs païens dans l'éducation. Dans une lettre du 19 avril 1852, Dupanloup déclara aux professeurs de ses petits séminaires qu'ils pouvaient, en sûreté de conscience, conserver dans leur enseignement aux classiques païens expurgés leur place traditionnelle. Cette lettre, reproduite dans la presse, fut vivement critiquée par Louis Veuillot dans plusieurs articles de l'Univers.

Dans son mandement du 30 mai 1852, Dupanloup maintenait sa thèse, déniait aux journalistes le droit de critiquer des actes épiscopaux et interdisait aux professeurs de ses séminaires, de s'abonner à l'Univers. Voir bibliographie.

ne soit avec la convenance, le respect pour la religion, et la modération pour les personnes qu'exige une affaire de cette délicatesse et de cette gravité. » (1)

« Permettez, Monsieur le Ministre, que je vous dise combien j'ai été charmé de M. Le Verrier, et combien je me félicite de l'honneur que vous, m'avez procuré de faire sa connaissance. »

10 juin 1852, Rayneval à Turgot, n° 190.

De retour le 7 juin à Rome, Rayneval a vu Antonelli le 8 et lui a transmis l'assurance des « dispositions pleines de bienveillance envers le Saint-Siège » du Président de la République et du ministre des Affaires Étrangères.

... « J'ai entretenu très longuement et très sérieusement le cardinal Antonelli des affaires religieuses de la France et des observations que j'avais pu faire personnellement sur l'état d'excitation et parfois même d'irritation où j'avais trouvé les esprits. Le cardinal Antonelli a paru frappé des observations que je lui ai présentées, j'espère qu'il en tiendra compte. J'ai cherché surtout à lui démontrer la nécessité urgente pour le Saint-Siège de calmer l'ardeur de ceux-là mêmes qui prétendent soutenir sa cause en dépassant les limites au delà desquelles il n'y a que dangers. Le cardinal m'a dit qu'il blâmait et regrettait plus que tout autre les exagérations auxquelles je faisais allusion ; que ce serait bien mal connaître la cour de Rome que de supposer qu'elle attisât le feu ; que cette situation était née en France même et que nous devons bien savoir à quel point ; en France, les passions politiques ou religieuses entraînaient les partis ; que le pape n'avait rien tant à cœur que de voir se calmer ces effervescences et qu'il s'y emploierait ; que le nonce agissait certainement en ce sens. J'ai dit qu'en effet, Mgr Garibaldi exerçait l'influence la plus salutaire et que son excellente attitude portait le plus éclatant témoignage des intentions conciliantes et modérées du Saint-Siège. Mais j'ai ajouté qu'il fallait non seulement l'encourager à persévérer mais l'aider efficacement dans la voie difficile où il se trouvait engagé. J'ai parlé encore de l'impression toujours très vive qu'avait produite la condamnation de M. l'abbé Lequeux et des appréhensions bien plus vives

(1) Voir GOUSSET : *Le cardinal Gousset*, Besançon 1903, in-8°, p. 299. « J'ai le malheur, écrivait M. Gaume, de compter parmi mes adversaires d'éminents prélats, des prêtres vénérables, des catholiques zélés, dont tout le monde connaît la vertu et admire le talent. Mais j'ai aussi l'insigne honneur d'avoir pour ennemis déclarés tous les journaux impies, voltairiens, universitaires et gallicans. »

encore que soulevait dans le haut clergé et dans le gouvernement lui-même le bruit vaguement répandu d'une prochaine condamnation des œuvres du vénérable évêque du Mans (1). Je n'ai rien caché de la gravité de cette affaire dont l'évêque du Mans et M. le ministre des Cultes m'avaient encore entretenu la veille de mon départ. Le cardinal m'a dit que ces appréhensions étaient sans fondement, qu'il avait fait lui-même des recherches par ordre du Saint Père à la congrégation de l'Index et qu'il pouvait m'assurer que l'examen des ouvrages en question ne lui avait pas été déféré. « En tout cas, a ajouté Son Éminence, « l'auteur dont il est ici question est un évêque, et en admettant « même, ce qui n'est nullement à ma connaissance, que son « livre soit soumis à un examen et que cet examen nous mette « dans le cas de relever quelques erreurs, il est conforme à « toutes nos habitudes d'agir en pareille circonstance avec « toute la convenance qu'exige le caractère sacré dont est revêtu « Mgr du Mans. Tout ce qui pourrait arriver, c'est qu'il fût mis « confidentiellement en demeure de corriger s'il y a lieu son « travail. » J'ai dit qu'à cela on ne pouvait avoir d'objections et que l'évêque du Mans se déclarait tout disposé à accueillir les observations du Saint-Siège. J'ai prié en même temps le cardinal de s'informer si l'examen n'avait pas lieu ailleurs qu'à l'Index, bien qu'un examen provoqué en dehors de cette voie perde une grande partie des inconvénients justement redoutés. Je compte entretenir de nouveau ce soir même Sa Sainteté de ces différents points. » (2)

Juin 1852. Note sur un journal intitulé « la Correspondance de Rome » (3).

Il se publie depuis quelques années à Rome un journal paraissant trois fois par mois sous le titre de « Correspondance de

(1) Voir SEBAUX : *Vie de Mgr Bouvier, évêque du Mans*, Angoulême 1886 ; *Dom Guéranger, abbé de Solesmes, par un moine bénédictin de la Congrégation de France* (DOM DELATTE). Paris 1910, 2 in-8° ; *Dom Guéranger, abbé de Solesmes, et Mgr Bouvier, évêque du Mans*, par AMBROISE LEDRU, Paris et Le Mans 1911, in-8°.

(2) Le 10 juin également, Rayneval, dans une lettre personnelle, rendit compte à Fortoul en termes analogues de sa conservation avec Antonelli. Cette lettre conservée à F¹⁹ 1.947, commence ainsi : « J'ai reçu à Toulon la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 2 juin et la copie qui y était jointe d'une lettre de l'archevêque de Tours au sujet de la condamnation présumée de la théologie de l'évêque du Mans. »

(3) F¹⁹ 5.832. Texte intégral Cette note a été rédigée d'après le schéma suivant, de la main de Jourdain, directeur de la comptabilité au ministère de l'Instruction

Rome ». Ce journal écrit en français a pour rédacteurs principaux des ecclésiastiques français retirés en Italie. Il est étranger à la politique et traite exclusivement de matières religieuses, surtout de celles qui touchent au droit canon et à la liturgie. La discussion est savante et grave, et s'appuie généralement sur des citations latines empruntées aux anciens canonistes. Les décisions des congrégations romaines sont tantôt rapportées textuellement, tantôt analysées : elles forment la partie la plus importante et la plus curieuse des nouvelles ecclésiastiques publiées par le journal. »

« Il semblerait qu'une feuille périodique établie dans de pareilles conditions ne saurait offrir aucun danger qui méritât d'éveiller la sollicitude du gouvernement. Cependant, lorsqu'on parcourt attentivement la Correspondance de Rome, on ne tarde pas à reconnaître que ces articles hérissés de formules et de citations savantes pourraient bien cacher de graves périls pour la paix de l'Église et particulièrement de l'Église de France. »

« La Correspondance de Rome ne contient pas d'attaques directes contre les personnes : telle est la réserve de ses rédacteurs qu'ils n'allèguent pour ainsi dire jamais de noms propres et ne nomment pas même les diocèses ni les pays qu'ils ont en

Publique et des Cultes. (Ce schéma et le brouillon de la note sont à AB XIX 523.)

« Correspondance de Rome : son objet. Il semble que rien n'est plus innocent : grave cependant. »

« Point d'attaques contre les personnes. »

« Point d'attaques contre les églises. »

« Mais les églises clairement désignées. »

« Mais les diocèses clairement accusés. »

Enfin les principes. »

« Principes contraires à la politique du gouvernement. »

« 1^o Nouveauté de l'Église gallicane ; »

« 2^o Fragilité du Concordat ; »

« 3^o Pouvoir de l'Église dans les matières mixtes ; »

« Principes contraires à la puissance épiscopale. »

« Pouvoir immédiat du Souverain Pontife, mais l'affaiblissement de l'autorité épiscopale paraît plus encore dans les détails. »

« 1^o Amovibilité des desservants ; »

« 2^o Concours ; »

« 3^o Constitution des chapitres. »

« Liturgie. »

« Conséquences : 1^o Inquiétude. »

« 2^o La hiérarchie ébranlée. »

« Envisageons-nous la question au point de vue dogmatique ? non, mais voici ce qui nous frappe. »

« 1^o Que les questions sont décidées par les journalistes ; »

« 2^o Que ces journalistes... (mot illisible) en France. »

vue. Ils se renferment dans les expressions les plus générales, par exemple : certains pays, certaines églises ; mais le voile dont ils couvrent leur pensées est transparent ; ces certains pays, presque toujours, c'est la France ; ces certaines églises, ce sont les églises de France ; c'est à la France, en un mot, que s'appliquent en termes couverts les réflexions, les plaintes, les regrets, les conseils, les espérances. Il importe donc de savoir si les maximes qui sont énoncées sont en harmonie avec les principes du gouvernement français, avec les traditions de l'Église gallicane. »

« Or, quel est l'esprit général de la Correspondance de Rome ? Quelle est en particulier sa doctrine, soit sur les rapports du pouvoir spirituel et du pouvoir civil, soit sur l'étendue des prérogatives du Saint-Siège ? Cette doctrine est telle, nous ne craignons pas de le dire après une lecture attentive, que la dignité, sinon l'indépendance du pouvoir civil en est gravement atteinte, que l'autorité épiscopale elle-même est amoindrie, compromise, et qu'enfin, comme conséquence, les liens de la hiérarchie ecclésiastique se trouvent en plusieurs points affaiblis et relâchés. Quelques citations rapides suffiront, du moins on l'espère, pour démontrer aux yeux de tout juge impartial la vérité de cette appréciation. »

« Certainement, s'il existe un juste sujet d'orgueil pour le gouvernement français et de consolation pour le clergé, c'est la pensée que l'Église actuelle se rattache par une tradition non interrompue à ces anciennes églises de France, illustres entre toutes celles de la chrétienté par la sagesse de leur discipline, par la science et par les vertus des grands hommes qu'elles ont produits. Que soutient la Correspondance de Rome ? Que ces églises n'existent plus, qu'elles ont péri entièrement avec leurs privilèges, que l'Église actuelle ne peut se porter leur héritière, que le vieux droit gallican a succombé en 1801 et n'a pas été remplacé. »

« Correspondance de Rome, n° 90, p. 35 : « Les églises nouvelles qui furent érigées ne sont pas les mêmes que les anciennes ; « ce sont des églises entièrement nouvelles, qui n'avaient jamais « existé, sans rapport avec les anciennes, pas plus que les sièges « qui ont été fondés dans les derniers temps, par exemple en « Afrique ou en Amérique. Or, on doit supposer et admettre « que le privilège en question a dû périr en même temps que les « sièges auxquels il était attaché... Pie VII ne pouvait pas « supprimer les anciens sièges sans casser leurs privilèges en

« même temps par le même acte, il ne put (1) les concéder aux « nouvelles églises que par une concession nouvelle et expresse : « toute église qu'on fonde est constituée et érigée sous le droit « commun à moins qu'elle ne reçoive des privilèges formels qui « l'exemptent. »

« Et dans un autre article : « Pie VII a éteint toutes les « églises de France, de Belgique et de Savoie avec tous leurs « privilèges, toutes leurs prérogatives, par conséquent avec « le droit exceptionnel qui leur était particulier... Le droit « gallican d'aujourd'hui, résultat de quelques exceptions, est tout « nouveau, et ne doit pas être confondu avec le vieux droit « gallican d'autrefois dont le Concordat de 1801 trancha pro- « videntiellement la tenace et dangereuse existence. » (Corres- pondance de Rome, n° 102, p. 131, compte rendu de l'ouvrage de M. BOUX : *Instit. juris canonici*) (2). »

« Non seulement la Correspondance de Rome ne reconnaît pas l'ancien droit gallican, mais elle affaiblit, elle ébranle autant qu'elle peut l'autorité du droit nouveau issu du Concordat : car voici en quels termes elle s'exprime sans abandonner entière- ment sa réserve habituelle qui consiste, comme nous l'avons fait remarquer, à ne jamais nommer les diocèses ni même les personnes que les rédacteurs ont en vue : »

« Un droit canonique national n'est légitime, et par consé- « quent n'est véritablement un droit, qu'autant qu'il repose, « soit par consentement tacite, soit par consentement exprès, sur « l'autorité du pontife romain. Le Vicaire de Jésus-Christ peut « toujours annuler un pareil droit, c'est-à-dire faire rentrer dans « le droit commun les églises d'un pays qu'il avait jusqu'alors « exemptées. Et lors même que des concordats sont intervenus, « une nécessité urgente du côté du bien général de l'Église n'est « jamais censée comprise dans la convention, en sorte que le pas- « teur reste toujours avec le droit dont il ne saurait se dépouiller « de déroger à ce qui serait devenu pour les âmes un principe « de ruine et de subversion. » (Corr. de R., n° 102, p. 130. C. R. « de l'ouvrage de M. BOUX, *Institutiones juris canonici*.)

(1) *Sic* : on doit évidemment lire : « il n'eut pu ».

(2) Sur cette interprétation de la bulle *Quid Christi Domini* du 29 novembre 1801, et sur toutes les autres questions de droit canon traitées dans cette note, voir MATER, *L'Église catholique*, Paris 1906, in-12, qui donne des indications précises et des bibliographies, le *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier* (Paris 1852) et la polémique qu'il suscita.

Je me bornerai à noter les conflits entre l'État et l'Église auxquels ont donné lieu sous le Second Empire certaines de ces questions.

« Qui contestera le fâcheux effet de semblables maximes imprudemment répandues dans le clergé, le discrédit qu'elles jettent sur le Concordat de 1801, l'atteinte qu'elles portent aux prérogatives de la puissance civile ? Nous sommes loin de reconnaître à l'autorité civile le droit de modifier sans le concours du pouvoir spirituel la loi religieuse du pays ; mais cette loi sera-t-elle changée malgré elle, et le contrat où elle a été partie sera-t-il rompu sans son adhésion, ainsi que le silence calculé et les affirmations expresses de la Correspondance de Rome porteraient à le croire ? »

« La Correspondance ne laisse échapper aucune occasion de déprimer le pouvoir civil. Il est une question d'une délicatesse extrême, celle des limites des deux puissances. Les canonistes ne l'abordent qu'en tremblant, et quelques-uns enregistrent que, dans le cas où le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel ordonnent le contraire l'un de l'autre, on doit obéir à celui dont la compétence est plus probable et plus certaine. Cette proposition a été censurée, et ce motif seul empêcherait de la soutenir ici, mais la Correspondance de Rome décide la question dans le sens le plus opposé au pouvoir civil. Elle cite cette proposition d'un ouvrage publié en Savoie : « *Quin imo vi auctoritatis immediate divina et illius qua prædita est infail-* »
« *libilitatis ipsa sola (ecclesia) juris sui partes tuto definire limi-* »
« *tesque sacros ponere potest !* » Puis l'auteur de l'article ajoute :

« C'est donc à l'Église qu'il appartient de tracer ces limites, »
« et comme elle est infaillible quand il s'agit de déterminer »
« l'objet de ses lois, force doit rester à celles-ci s'il arrive malheu- »
« reusement que les actes du pouvoir civil soient en conflit avec »
« elles et les fidèles sont tenus de les garder jusqu'à ce que les deux »
« puissances se soient mises d'accord. » (Corr. de R., n° 88, p. 19, col. A.) »

« Si la puissance temporelle peut justement réclamer au point de vue de ses intérêts et de son honneur contre les maximes que la Correspondance de Rome tend à faire prévaloir, nous devons ajouter que la doctrine du recueil n'est guère plus favorable à l'autorité des évêques qu'au pouvoir civil. »

« Une règle de discipline qui est souvent invoquée dans la Correspondance est que le Souverain Pontife possède un pouvoir immédiat sur tous les fidèles de la chrétienté, qu'ainsi il peut leur commander, établir ou défendre certaines choses en dehors des évêques, sans leur acceptation, sans même passer par leur intermédiaire : »

« La proposition d'après laquelle il ne serait pas certain
 « que le pape a juridiction immédiate sur tous les fidèles de
 « tous les diocèses du monde catholique, ne saurait éviter la
 « note théologique « in schisma inducens et hæresi proxima ».
 « Le Pontife romain a reçu de Dieu le pouvoir de régir égale-
 « ment et les fidèles des diocèses, et leurs pasteurs, pouvoir
 « complet et sans limite d'après les décisions des conciles... Or,
 « si le pape ne pouvait paître les agneaux que médiatement, sa
 « juridiction sur les diocésains ne serait point pleine. Ce ne serait
 « même pas une juridiction véritable puisqu'il ne pourrait rien
 « par rapport à eux, mais seulement par rapport à leur évêque,
 « et du moment que celui-ci refuserait d'accomplir les comman-
 « dements apostoliques, sa juridiction resterait sans efficacité
 « pour ce qui concerne les diocésains (1). » (Correspondance de
 Rome, n° 88, p. 19.) »

« Nous omettons la suite des considérations très étendues
 que la Correspondance de Rome développe à l'appui de sa
 doctrine. On peut déjà apprécier l'esprit qu'elle portera dans
 l'examen des questions qui intéressent l'autorité épiscopale.
 Mais l'étude des détails est ici particulièrement instructive
 et nous ne saurions nous dispenser de faire connaître par quelques
 exemples à quelles conséquences le système peut conduire des
 esprits absolus et inquiets. »

« L'article 10 du Concordat et l'article 31 de la loi de germinal
 an X ont fixé les droits des évêques vis-à-vis de leur clergé.
 L'article 10 du Concordat dispose que « les évêques nommeront
 « aux cures ; que leur choix ne pourra tomber que sur des per-
 « sonnes agréées par le gouvernement ». Aux termes de l'article 31
 de la loi du 18 germinal, an X, « les vicaires et les desservants
 « sont approuvés par l'évêque et révocables par lui ». Ces règles
 sont conformes à l'ancienne discipline de l'Église de France et
 c'est avec raison que Portalis les a soutenues en rappelant que,
 par l'article 11 de l'édit de 1695, « les prêtres séculiers et réguliers
 « ne peuvent administrer le sacrement de pénitence sans en
 « avoir obtenu la permission des archevêques ou évêques,
 « lesquels la peuvent limiter pour les lieux, le temps ou les cas,
 « ainsi qu'ils le jugent à propos, et la révoquer même avant le

(1) Pie IX, dans sa lettre du 26 octobre 1865 (publiée par l'Univers les 18 et 22 mars 1869) à l'archevêque de Paris Darboy, le blâma sévèrement d'avoir contesté que la juridiction du pape sur les fidèles fût immédiate et ordinaire. Cette lettre fut communiquée en 1868 par le nonce au ministre des Cultes, Baroche, qui dans une lettre adressée le 20 avril 1868 au ministre des Affaires Étrangères, donna son entière approbation à la thèse soutenue par Darboy (Correspondance diplomatique, vol. 1.040).

« terme expiré pour causes survenues depuis à leur connaissance, « lesquelles ils ne sont pas obligés d'expliquer. »

« Voyons maintenant quelle est la doctrine de la Correspondance de Rome sur ces deux points de la nomination des curés et desservants et de l'amovibilité de ces derniers. S'agit-il de la nomination des curés, titre sous lequel elle comprend les desservants ? elle enseigne qu'ils doivent être nommés selon la tradition de l'Église par la voie du concours. Elle avait longuement développé cette thèse dans une série d'articles publiés en 1851. Elle y revient de nouveau dans le numéro du 22 avril 1852 : « Le concours a sa fondation dans le décret « organique du Concile de Trente. Le concours a pour lui l'auto-
« rité de tous les papes sans exception, depuis le Concile de Trente « jusqu'à nos jours. Ils ont tous fait servir leur autorité au « maintien de cette loi salutaire. Il a pour lui les décisions « innombrables des congrégations romaines. On n'en connaît « aucune approuvant la pratique de conférer les paroisses sans « concours. La loi de concours reparaît dans les conciles provin-
« ciaux tenus dans tous les pays après le Concile de Trente. « Enfin, la pratique générale de l'Église actuelle forme le témoi-
« gnage le plus éloquent que la loi du Concile de Trente conserve « toute sa force et sa vigueur. Elle est une protestation vivante « contre la désuétude qui pourrait avoir lieu dans quelques « églises particulières. Au Souverain Pontife seul, il appartient « drait de juger cette désuétude et de la légitimer. »

« Si la Correspondance de Rome conteste aux évêques le droit de nommer directement aux cures, on doit croire qu'elle ne reconnaîtra pas le droit de révoquer à leur gré les desservants, quelque formelle que soit sur ce point la disposition de la loi du 18 germinal an X. Il est vrai qu'elle ne combat pas en termes absolus l'amovibilité ; mais elle la soumet à des conditions telles que le pouvoir des évêques en cette matière serait pleinement annihilé au profit des congrégations romaines. Voici, en effet, en quels termes elle s'exprime : »

« Ce qu'il faut bien savoir, ce qui nous semble résulter pleinement des preuves que nous avons alléguées..., c'est que « ces partisans prononcés du système enseignent à l'unanimité « que l'amovibilité souffre des exceptions. Il n'en est aucun qui « dénie le recours ; aucun qui n'exige une cause légitime s'il « arrive que l'animosité n'ait pas été étrangère à l'acte de révoca-
« tion ; aucun qui ne reconnaisse à la fois dans le supérieur ecclé-
« siastique, et le pouvoir de réintégration dans l'hypothèse des

« cas exceptionnels, et le devoir d'entendre l'amovible qui recourt
 « à son autorité. Il n'en est aucun qui n'accorde au curé amo-
 « vible cette faculté de recourir au supérieur de l'ordinaire qui
 « le révoque, de même qu'ils sont unanimes à l'accorder par
 « rapport aux sentences *ex informata conscientia*. Ils n'établissent
 « pas de parité absolue, il est vrai, entre la révocation d'un recteur
 « amovible et la suspension des ordres *ex informata conscientia*.
 « Il n'y a pas de parité à établir, en effet..., la suspense *ab ordine*
 « inflige un déshonneur irréparable en quelque sorte ; la révocation
 « *ex informata conscientia*, sans cause exprimée, ne l'inflige pas
 « nécessairement..., ce qui leur est commun, c'est la faculté qui
 « reste de part et d'autre au prêtre soit révoqué, soit suspendu
 « *ex informata conscientia* de poursuivre sa cause devant un tri-
 « bunal supérieur à celui de l'évêque qui a prononcé la révoca-
 « tion ou la suspense. » (Corr. de R., n° 92, p. 47.)»

« Veut-on maintenant savoir quels sont les cas exceptionnels
 dans lesquels la révocation prononcée par l'évêque pourra être
 cassée, non seulement par le métropolitain qui ne statue qu'en
 premier ressort, mais par les congrégations romaines ? La
 Correspondance de Rome les énumère avec soin :

« 1° S'il est prouvé que l'esprit d'animosité n'a pas été
 « étranger à la révocation ; alors, dit Pignatelli, l'évêque doit se
 « justifier en motivant la cause légitime qui l'a motivée, sans quoi
 « le juge d'appel prononce la réintégration de l'amovible ; »

« 2° Le bien de la paroisse qui a intérêt à conserver un curé
 qui lui convient beaucoup plus que tout autre ; »

« 3° Un préjudice grave que le recteur amovible subit dans
 « son honneur ou dans ses biens par le fait de sa destitution. »

En résumé, la doctrine que la Correspondance de Rome
 tend à répandre parmi les desservants, c'est que si jamais leur
 évêque, aux termes de la loi, prononçait leur révocation, ils ne
 devraient pas regarder la sentence comme définitive, mais
 ils pourraient la faire annuler et qu'il leur suffirait pour réussir
 de montrer, ou qu'ils ont souffert un grave préjudice, ou que
 leur évêque était mal disposé à leur égard, ou qu'ils convenaient
 mieux à la paroisse que leur successeur. Nous laissons à d'autres
 le soin d'apprécier la conséquence que peut avoir pour la tran-
 quillité des diocèses de pareilles maximes, fussent-elles théo-
 logiquement irréprochables. » (1)

(1) Le gouvernement du Second Empire se plaignit plusieurs fois à Rome de
 l'abus des appels au pape dont l'usage se répandit dans le clergé français sous le

« Un dernier point sur lequel la Correspondance de Rome attaque et ébranle l'autorité des évêques, c'est l'institution des chapitres. S'il faut en croire les rédacteurs, « la collation des canonicats ne fait pas partie de la juridiction des évêques ; « elle appartient à la collation simultanée des évêques et des « chapitres. » (Corr. de R., n° 98, p. 96.) Et plus loin « quatre « points sont démontrés : »

« 1° La doctrine des anciens canonistes est communément « pour la collation simultanée ; »

« 2° Fagnan se prononce ouvertement pour elle et dans des « termes qui font voir que, dans son sentiment, un auteur n'aurait « pu s'écarter de cette opinion commune ; »

« 3° Le cardinal de Luca atteste que de son temps elle n'est « plus sujette à la controverse et qu'elle fait règle dans les « tribunaux de Rome ; »

« 4° Enfin, les canonistes de date postérieure ne nous laissent « même pas supposer que des sentiments divers existent sur « ce point. » (Corr. de R., n° 98, p. 96.)»

La Correspondance de Rome revient sur ce sujet dans un des numéros suivants : « Il n'existe pas d'indult par lequel « le Saint-Siège ait accordé aux évêques la nomination de tous « les chanoines de leur cathédrale... Le pape n'est pas censé « exclure le chapitre ni déroger aux prérogatives que le droit « commun lui confère, lors même qu'il ne fait mention que de « l'évêque seul dans l'acte apostolique qui concerne la collation « des canonicats. Cela est tout simplement relatif aux règles de « la chancellerie auxquelles le pape renonce. » (Corr. de R., n° 101, p. 120.)»

« Vainement on invoquerait en faveur du droit des évêques la prescription qui résulte d'un long usage. La Correspondance prévoit l'objection et elle y répond en ces termes : « Personne « ne dira que la prescription suive son cours et s'établisse contre « un évêque absent de son troupeau ou arraché de son siège, « contre celui qui ne serait pas libre dans l'exercice de sa juri- « diction, contre celui que les lois civiles empêcheraient d'élever « la voix afin de s'opposer aux nominations que le chapitre

pontificat de Pie IX, et de la tendance des congrégations romaines à restreindre les pouvoirs disciplinaires des évêques sur les desservants : appel de l'abbé Basset contre l'évêque de Montpellier Thibault (F¹⁰ 2.539, et Correspondance diplomatique, 7, 11, et 26 novembre 1859) ; appels de l'abbé Galéran, et de l'abbé Rouet contre l'évêque de Montpellier Lecourtier (F¹⁰ 5.829, Correspondance diplomatique, 6 février, 29 mars, 20 avril 1864).

« voudrait faire tout seul. Il faut en dire autant du chapitre.
 « Si les circonstances du temps ne sont pas favorables, si des
 « obstacles presque insurmontables surgissent, si le recours à
 « l'autorité suprême du Saint-Siège est difficile, personne ne
 « dira que les chapitres aient la liberté de réclamer leurs droits
 « et personne surtout ne devra conclure que la prescription
 « s'établisse légitimement à leur préjudice, principalement s'ils
 « finissent par perdre le souvenir de leurs propres droits, car
 « cet oubli, résultat de l'interruption qui s'opère dans la tra-
 « dition et de la décadence où tombent les études canoniques
 « est un obstacle invincible aux réclamations qui empêcheraient
 « la prescription. *Ignorans respectu rei ignotae consideratur*
 « *siculi res insensibilis veluti petra seu saxum...* dit Rublis (1). »
 (Corr. de R., n° 101, p. 120.)»

« Afin de compléter l'analyse des doctrines soutenues par
 la Correspondance de Rome, nous donnerons encore quelques
 citations concernant la liturgie. Toutes les sympathies des
 rédacteurs, comme il était naturel de s'y attendre, sont pour la
 liturgie romaine ; ils ne cachent pas le respect et l'attache-
 ment profond qu'elle leur inspire mais dans quel langage
 ils s'expriment ! « Le dépérissement de l'esprit de foi et
 « l'oubli des traditions ont été cause que le Saint-Siège aposto-
 « lique a prescrit une règle commune à toutes les églises, mais
 « les livres liturgiques revêtus de son approbation, outre l'auto-
 « rité qu'ils se concilient par le pouvoir suprême dont ils émanent,
 « trouvent aussi leur justification pour ainsi dire dans les monu-
 « ments que les églises particulières nous ont laissés en témoi-
 « gnage de leurs propres traditions, et la liturgie romaine a ce
 « caractère éminent que la transgression de la plupart de ses
 « dispositions constitue en même temps une rupture infiniment
 « pernicieuse avec les plus inviolables traditions. Les innovateurs
 « en fait de rites, les fabricants de liturgie assument la plus sérieuse

(1) La législation civile française sur les chapitres donna lieu sous le Second Empire à plusieurs conflits : la sentence d'abus portée le 6 avril 1857 contre l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, retint entre autres abus la réorganisation irrégulière du chapitre de Moulins (voir F¹⁹ 6.092).

En 1865, le rétablissement du statut capitulaire français dans le diocèse de Nice ayant entraîné un conflit entre l'évêque soutenu par le gouvernement et le chapitre soutenu par le pape, un chanoine d'Orléans, Pelletier fit paraître un « *Mémoire pour le chapitre cathédral de Nice* », et un traité « *Des chapitres cathédraux en France* », où la législation française était vivement critiquée. Il reçut une lettre de félicitations du secrétaire de Pie IX, Mercurelli, qui fut publiée dans *Le Monde*, le 25 mai 1865. Le gouvernement français se plaignit vainement à Rome (voir *Mémoires et Documents*, volume 117).

« des responsabilités, d'abord envers les lois qui nous régissent, « puis envers l'histoire et la tradition de leurs propres églises, « sans parler des intérêts du dogme plus ou moins compromis « par l'altération des symboles liturgiques qui l'expriment. Ils « ont tout à perdre avec la science qui les confond par le triple « flambeau de la loi, de l'histoire et du dogme, coupables envers « la loi qui pèse sur leur tête, infracteurs téméraires de leurs « propres traditions, ils accusent leur néant dès que la science leur « demande des comptes au nom des intérêts sacrés du dogme, de « l'altération des rites qu'ils modifient ou suppriment. » (Corr. de R., n° 95, p. 72.)»

« Voilà des paroles qui paraîtront sans doute bien sévères si l'on réfléchit qu'elles s'appliquent à des modifications qui furent adoptées il y a un siècle au moins par l'épiscopat français et que l'autorité du Saint-Siège semblait avoir couvertes de son silence. Mais quelque chose de plus grave, c'est l'opinion hautement soutenue que les bréviaires qui ne sont pas exactement conformes au bréviaire romain sont à ce point illégitimes que nul ne peut les conserver en sûreté de conscience et que le prêtre qui les emploie ne satisfait pas aux obligations les plus sacrées de son état. Quoi de plus propre à alarmer les consciences, à relâcher les liens de la discipline dans un si grand nombre de diocèses où les évêques n'ont pas encore jugé opportun de rétablir la liturgie romaine et ont préféré maintenir les missels approuvés par leurs prédécesseurs ? Mais la Correspondance n'est pas arrêtée par cette considération et elle propage avec ardeur cette décision attribuée à la congrégation des Rites : »

« On demande si des bréviaires et des missels introduits « illégitimement, c'est-à-dire contrairement aux bulles de saint « Pie V, ont été légitimés par la prescription, par la coutume plus « que séculaire, en sorte que les prêtres diocésains les puissent « garder en sûreté de conscience ? La Sainte Congrégation répond « négativement, c'est-à-dire qu'une liturgie illégitime, après un « remaniement radical dans lequel on a pour ainsi dire tout changé « contrairement aux bulles de saint Pie V, cette liturgie disons- « nous, ne prescrit pas, elle n'est pas légitime par son existence « de fait au delà d'un siècle, et sa coutume plus que séculaire « ne fait pas qu'on puisse la garder en sûreté de conscience (1). » (Corr. de R., n° 99, p. 103.)

(1) Réponse faite le 10 janvier 1852 à une question posée par le chanoine Lottin, du diocèse du Mans. Voir les biographies de Bouvier, évêque du Mans. On trouvera

« Telle est la tendance générale, telles sont les maximes de la Correspondance de Rome. Nous ne croyons pas que personne, après avoir pris connaissance des citations qui ont été faites, puisse méconnaître : 1^o Que l'esprit du journal est contraire aux maximes constamment suivies en France. 2^o Qu'il porte de graves atteintes à l'autorité épiscopale. 3^o Qu'il n'est propre qu'à fomenteur de graves inquiétudes et de déplorables divisions dans le sein du clergé. Le gouvernement n'a point à juger le fond des doctrines : les questions sont d'une délicatesse extrême, elles ont partagé les plus saints docteurs. Que le Saint-Siège, que les évêques prononcent. La décision leur appartient, elle ne concerne pas la puissance temporelle. Mais voici le point qui paraît mériter l'attention du gouvernement : »

Précisément sur des questions d'une extrême délicatesse où il ne peut pas, où il ne veut pas se mêler, une feuille périodique étrangère, dans le silence de l'autorité ecclésiastique, s'arroge le droit de proposer ou plutôt d'imposer ses propres décisions, et quelles décisions ! certainement les plus propres à troubler et à diviser les esprits. Que de pareilles maximes fussent enseignées en France par des Français, le gouvernement pourrait le regretter sans qu'il eût des motifs suffisants pour sévir si les publications ne renfermaient rien qui fût ouvertement contraire aux lois (1). Dans ce dernier cas, les égards qui sont dus à la liberté des consciences et des opinions commanderaient peut-être la tolérance, mais la question change de face dès qu'il s'agit, non pas d'écrits publiés en France, mais d'une feuille italienne qui paraît avoir été créée dans le but d'exercer une action d'un certain genre sur le clergé et sur l'épiscopat français. »

« Quand il arrive que des journaux de Belgique ou d'Angleterre attaquent, fût-ce de la manière la plus indirecte, la politique du gouvernement, ces journaux n'eussent-ils fait que publier des nouvelles inexactes, que dis-je, n'eussent-ils d'autres torts que d'avoir donné une certaine publicité à des délibérations qui, aux termes de la loi constitutionnelle, doivent demeurer secrètes, ils sont avertis de se montrer plus circonspects et souvent

un aperçu d'ensemble de la controverse liturgique en France, du point de vue ultramontain, dans les *Études Liturgiques* de J.-F. BERGIER (Besançon 1860-1862, 2 vol., in-8°).

(1) Allusion à l'Univers dont les théories étaient analogues à celles de la Correspondance de Rome.

même la distribution en est arrêtée à la frontière. La Correspondance de Rome ne fait pas circuler de fausses nouvelles, elle ne rompt pas le secret des délibérations du Conseil d'État ou du Sénat, mais elle fait quelque chose de plus grave ; elle s'attache à discréditer la législation religieuse de notre pays ; par des attaques détournées, elle ne cesse d'ébranler l'ordre de choses établi par le Concordat : non seulement elle abaisse, elle amoindrit le pouvoir civil, mais elle menace les prérogatives de l'épiscopat. Sans caractère et sans mission, elle poursuit sa funeste entreprise ; c'est le presbytérianisme de l'Église d'Écosse qui menace de pénétrer dans l'Église de France et de tout envahir. Faut-il permettre que cette œuvre de discorde et d'anarchie se poursuive librement ? L'autorité publique ne doit-elle pas intervenir pour en arrêter les funestes effets ? Là est la question. Pour nous, la réponse n'est pas douteuse ; nous estimons que le moment est venu d'aviser et que l'entrée de la Correspondance de Rome en France doit être interdite. La seule objection contre cette mesure serait la crainte de blesser le gouvernement romain, crainte dénuée de fondement s'il est vrai que la Correspondance de Rome est l'œuvre isolée de quelques ecclésiastiques français qui se font les échos d'opinions, de préventions, et peut-être de rancunes particulières. »

12 juin 1852, Fortoul à Turgot (1).

« Une émotion sérieuse se manifeste parmi les évêques de France. Les faits qui l'ont produite sont de nature à fixer l'attention du gouvernement. »

« Depuis longtemps les évêques se préoccupent de la tendance des congrégations romaines à s'immiscer dans l'administration intérieure de leur diocèse. Ils craignent que des personnages (2) qui ont peut-être mal vu notre pays et qu'on soupçonne d'avoir remporté à Rome des préventions contre l'épiscopat français, n'usent de leur influence auprès du Saint-Siège pour propager des méfiances injustes et pour conseiller des mesures imprudentes. »

« Il serait difficile de ne pas tirer des conséquences de quelques-

(1) Texte intégral. L'original de cette dépêche se trouve au volume 117 des Mémoires et Documents. La minute conservée à F¹⁹ 5.832 porte des corrections de la main de Fortoul. Certaines sont de pure forme, d'autres atténuent des vivacités du texte primitif que je reproduis en note.

(2) Le cardinal Fornari, nonce à Paris de 1843 à 1850.

unes des relations de Rome avec les évêques de France (1). D'abord, on a imposé la liturgie romaine dans les diocèses gouvernés par des prélats dévoués aux doctrines et aux coutumes italiennes. Il semblait qu'on voulût diviser les évêques en deux camps (2), les évêques soumis et les évêques récalcitrants. Ne s'était-on pas réservé (3) d'user à l'égard de ces derniers d'une tactique périlleuse : la pression du clergé inférieur sur la volonté de ses supérieurs directs et légitimes ? »

« On a choisi le temps propice pour proposer et pour faire agréer aux évêques l'idée de réunir, en dehors même de l'action tutélaire de l'autorité civile (4), les conciles provinciaux tombés depuis assez longtemps en désuétude parce que la nécessité d'en faire approuver les canons fournissait à la Cour de Rome le moyen de témoigner par des observations ou par des suppressions peut-être plus significatives encore, un blâme exprès des coutumes séculaires de nos églises. » (5)

« Enhardi par ces succès (6), on a cherché l'occasion de condamner des livres dont l'orthodoxie semblait n'être pas contestable, mais qui avaient le grand tort d'avoir été écrits sous l'influence des traditions bien adoucies des anciennes libertés gallicanes. En même temps paraissait une feuille, la Correspondance de Rome, qui, rédigée sous les yeux du gouvernement pontifical par des ecclésiastiques et des laïcs français, a poussé à l'excès les prétentions et les doctrines qui avaient gardé

(1) « Il est difficile de ne pas reconnaître dans quelques-unes des relations de Rome avec les évêques de France un plan habilement calculé pour porter atteinte à ce qui reste encore de leur antique indépendance. »

(2) « C'était un premier moyen de diviser les évêques en deux camps. »

(3) « On se réservait d'user... »

(4) La province de Paris fut la première à tenir un conseil provincial qui se réunit le 17 septembre 1849. L'archevêque de Paris, Sibour, n'ayant pas sollicité l'autorisation du gouvernement, un décret signé le 16 septembre autorisa la tenue des conciles et synodes pour l'année 1849. Des décrets analogues furent pris les 22 mai 1850, 2 septembre 1851 et 8 janvier 1853. Le quatrième des Articles Organiques, qui subordonnait la tenue des conciles et synodes à la « permission expresse » du gouvernement, se trouvait donc suspendu.

(5) Cette « nécessité » fut contestée en 1849 par plusieurs prélats français, notamment par l'archevêque de Paris, Sibour. Sur les instances du nonce Fornari, l'abbé Bouix, supérieur de l'hospice Marie-Thérèse, soutint dans l'Univers la thèse ultramontaine. Sibour le révoqua aussitôt, mais dut s'incliner : les décrets du concile de Paris, puis ceux des autres provinces de France furent soumis à la congrégation du Concile, qui leur fit parfois subir des modifications. Les progrès de l'ultramontanisme en furent grandement facilités.

Bouix, réfugié à Rome, faisait partie du groupe de Français ultramontains qui y rédigeaient la Correspondance de Rome. (Voir Goussier : *Le cardinal Goussier*, 1903, Desançon, in-8°.)

(6) « Enhardi par ces succès, on a frappé des coups plus décisifs, on a cherché... »

jusqu'alors l'apparence de la modération. Il faut avoir lu ce journal pour se faire une idée de l'irritation que peuvent causer au sein du clergé des écrivains téméraires qui ne songent même pas à cacher la main qui les dirige et les protège. Leurs opinions, accueillies avec empressement par certains journaux religieux de France et par les hommes passionnés qui s'en sont fait un instrument de puissance, accréditent de dangereuses illusions dans la jeunesse ecclésiastique, réveillent les vieilles querelles assoupies, et troublent sur leurs sièges les évêques étonnés et consternés de leur impuissance à combattre des entreprises qui semblent menacer non seulement la dignité, mais la nature même et jusqu'à la durée de leur pouvoir. »

« Ces inquiétudes générales semblent malheureusement (1) justifiées par des faits particuliers que je crois devoir vous signaler afin que vous puissiez, Monsieur et cher collègue, appeler sur eux l'attention la plus vigilante de M. l'ambassadeur de France près le Saint-Siège. »

« Nous avons appris récemment qu'on poursuivait avec ardeur auprès de la congrégation de l'Index la condamnation de la théologie du vénérable et savant évêque du Mans. Tout le monde sait qu'il s'agit d'un ouvrage écrit depuis plus de vingt ans, arrivé à sa 6^e édition et adopté dans un grand nombre de séminaires. Comment donc pourrait-on justifier l'acte qu'on médite aujourd'hui et que pourrait-on y voir sinon une rigueur inutile inspirée par des rancunes qui ne savent point pardonner ? »

« Le même prélat vient d'être, dans son propre diocèse, et de la part d'un de ses subordonnés, l'objet d'une de ces désobéissances (2) par lesquelles il semble qu'on ait pris à tâche de ruiner le pouvoir des évêques. Un membre du chapitre cathédral (3), poussé certainement par les journaux dont je parlais tout à l'heure, a pris sur lui de consulter non pas son supérieur, mais la congrégation des Rites sur le bréviaire en usage depuis plus d'un siècle dans le diocèse du Mans. La congrégation n'a vu aucun inconvénient à répondre que *l'on ne satisfaisait point à la règle en se servant de ce livre*. Que deviendra la discipline, que deviendra l'Église de France, si les ferments d'agitation et de discorde viennent des lieux d'où l'on ne devrait attendre que des exhortations à l'union et à la paix ? Ce déplorable exemple

(1) « ... ne sont que trop justifiées... »

(2) ... « d'une de ces désobéissances sollicitées par lesquelles... »

(3) Lottin.

a déjà porté ses fruits : quelques prêtres du diocèse d'Angers, sans attendre les ordres de leur évêque, lui ont signifié qu'ils avaient adopté la liturgie et le bréviaire romains. »

« Enfin, Monsieur le ministre et cher collègue, il est sérieusement question à Rome en ce moment d'annuler une ordonnance rendue le 4 mai 1847 par le prédécesseur de l'évêque actuel de Nantes qui, d'accord avec le gouvernement, a révoqué de ses fonctions le curé de Vertou, un abbé Domergue, prêtre de la plus complète indignité. Cet homme est à Rome, où il met tout en œuvre pour parvenir à ses fins et je suis informé que la congrégation des Conciles (1) s'occupera de cette importante affaire dès les premiers jours de juillet prochain. On ne doute pas que le parti ardent ne veuille, sous le prétexte de l'oubli de certaines formes canoniques que ne comporte pas l'état actuel du droit public ecclésiastique en France, porter une atteinte fatale à l'autorité de l'épiscopat français en obligeant l'évêque de Nantes à rétablir dans l'église qu'il a scandalisée par sa conduite, un ecclésiastique qui, pour me servir des propres expressions de Mgr Jaquemet dans une note *confidentielle*, a été convaincu d'être à la fois un *libertin*, un *ivrogne*, un *faussaire*, et un *voleur*. On se demande ce que peut faire l'oubli de quelques formes canoniques en présence de la nécessité d'éloigner un pareil homme du ministère sacré et de prévenir de redoutables conflits. Mais tout cela se fait à petit bruit ; je n'ai point ouï dire que l'évêque eût été consulté, et l'autorité civile, qui a concouru à la révocation par une ordonnance du 28 juillet 1847 en vertu des pouvoirs qu'elle tient du Concordat, ne devait probablement connaître la mesure que par la notification que lui ferait l'évêque de la décision d'une congrégation romaine, décision qui remettrait en question des révocations trop justement prononcées depuis peut-être vingt ou trente ans. »

« On conçoit aisément, Monsieur et cher collègue, les alarmes que de pareils bruits répandent parmi les membres les plus éminents et les plus vénérés du clergé français. J'ai eu moi-même l'occasion de lire et d'envoyer confidentiellement par ordre du Prince à M. le comte de Rayneval avant qu'il eût quitté la France, une lettre par laquelle un de nos plus vertueux prélats, des plus dévoués au Saint-Siège et ordinairement des plus réservés, exprime avec une véritable douleur les craintes de l'épiscopat (2).

(1) *Sic* ; il s'agit de la congrégation dite du Concile, chargée de l'interprétation et de l'application des décrets du Concile de Trente.

(2) Voir page 54, note 2.

Il serait peut-être utile que M. l'ambassadeur de France lût très discrètement cette lettre à M. l'auditeur de Rote en se gardant bien toutefois, de lui faire connaître le nom de l'évêque qui l'a écrite et la province d'où elle émane (1). Si M. l'abbé de Ségur était trop enclin à resserrer le cercle d'où s'élèvent les plaintes qui nous occupent, et à considérer comme isolés et peu importants quelques-uns des faits que je viens de rappeler, il se convaincrail sans doute que ce n'est pas un seul prélat qui fait entendre sa voix et que l'anxiété est déjà trop répandue pour ne pas être très sérieusement signalée au Saint-Siège. Il serait urgent que la cour de Rome prêtât quelque attention à un mémoire qui, si je suis bien informé, lui a été récemment communiqué par deux de nos prélats sans qu'on en ait tenu compte et qui, imprimé aujourd'hui et répandu parmi nos évêques, paraît résumer assez fidèlement leurs griefs et leurs inquiétudes (2). Cét écrit, qui a pour objet principal de critiquer les regrettables tendances de la Correspondance de Rome, sera sans doute accusé d'avoir exagéré quelques-unes de ses appréciations et d'avoir abusé de l'art de grouper les faits sous l'empire d'une préoccupation trop exclusive ; il a été cependant, quoique à tort je crois, attribué à un des évêques les plus dévoués au Saint-Siège, tellement l'émotion dont il se fait l'interprète est aujourd'hui générale dans l'épiscopat français. »

« Tels sont, Monsieur et cher collègue, les faits généraux et particuliers sur lesquels j'ai cru devoir appeler l'attention du Prince Président et qu'il a jugés assez considérables pour qu'il soit nécessaire d'en faire la matière d'une communication à notre ambassadeur à Rome. Il importe que le Saint-Siège soit éclairé sur des dangers qu'il ne semble pas apercevoir et sur les intentions du Prince, fidèle gardien des lois qui ont consacré la dignité du clergé de France. Ennemi des exagérations, de

(1) Ségur était très ultramontain.

(2) *Le journalisme dans l'Église. Mémoire adressé à l'épiscopat*. Paris 1852, in-8° (Bibliothèque nationale Ld 4 5.249). Ce mémoire est une vive critique de la Correspondance de Rome. En appendice sont cités divers documents relatifs au diocèse de Marseille. Les curés de cette ville et l'évêque Mazenod avaient adressé au pape le 14 août 1851 une plainte contre la Correspondance de Rome qui attaquait à mots couverts l'administration épiscopale de Marseille. D'après Mazenod, quelques prêtres frappés par lui pour inconduite auraient inspiré ces attaques. Le mémoire sur le journalisme dans l'Église ayant été adressé aux évêques en avril 1852, Mazenod, par une circulaire à ses collègues du 1^{er} mai 1852, déclara qu'il en ignorait l'auteur. Voir ANTOINE RICARD ; *Mgr de Mazenod, évêque de Marseille*, Paris 1892, in-12 ; et TOUSSAINT RAMBERT : *Vie de Mgr Charles-Joseph-Eugène de Mazenod, évêque de Marseille...* Tours 1883, 2 vol. in-8°.

quelque côté qu'elles se produisent, le gouvernement ne saurait décliner le devoir de prendre la défense de l'épiscopat dans des circonstances où il le verrait en butte à d'injustes préventions et à des attaques faites pour causer de notables dommages à la religion et à la paix publique tout ensemble. Pour le présent, veuillez inviter principalement M. l'ambassadeur de France près la cour de Rome à prévenir le déplorable effet que produirait la condamnation de la théologie de l'évêque du Mans et l'affreux scandale qui résulterait de la réintégration de l'ancien curé de Vertou. Je vous serai obligé de vouloir bien me faire connaître ultérieurement les suites qu'aura reçues ma communication. »

14 juin 1852, Angebault, évêque d'Angers, à Fortoul (1).

« Depuis que l'obéissance m'a forcé d'accepter le trop pesant fardeau de l'épiscopat, je me suis toujours renfermé sévèrement dans les limites de mon saint ministère, demeurant étranger et aux luttes de la politique, et aux débats des journaux. Je sais trop ce qu'a d'irritant cette polémique de la presse qui aigrit sans éclairer, qui soulève les esprits par des discussions n'ayant pas toujours la bonne foi pour base et qui finit par amoindrir d'abord, par détruire enfin le respect et la soumission qui sont dues à l'autorité. J'ai donc applaudi bien sincèrement aux mesures prises par le Prince Président pour réprimer les excès de la presse. Le Prince Président n'a pas voulu que les journaux politiques jetassent le trouble dans l'État ; pourquoi n'empêcherait-il pas, s'il est possible, que des journaux qui se disent religieux jettent le trouble dans l'Église ? Je voudrais pouvoir toujours m'envelopper dans le silence, cacher sous le manteau de la charité nos misères intérieures, les traiter seulement en famille et ne pas invoquer l'intervention de l'autorité séculière, mais j'ai pensé qu'il m'était permis d'ouvrir mon cœur et de confier mes peines au ministre chargé de nous protéger. J'ai pensé qu'il prêterait l'oreille à nos tristes doléances et qu'il partagerait avec moi le désir d'éteindre un feu qui nous menace d'un incendie. »

(1) F¹⁰ 2.489 Texte intégral. Sur Angebault et le diocèse d'Angers, voir GILLET : *Vie de Mgr Angebault, évêque d'Angers*. Angers 1899, in-8°. BOURGAIN : *L'Église d'Angers pendant la Révolution et jusqu'en 1870*. Paris-Angers, 1898, in-8°. Et surtout, HOUTIN : *Un dernier gallican : Henri Bernier, chanoine d'Angers (1795-1859)*, deuxième édition, Paris 1904, in-8°.

« Je viens donc me plaindre à vous, Monsieur le Ministre, des imprudences, des excès d'une presse qui se dit religieuse et qui, si elle n'est arrêtée, portera la perturbation partout. A Rome (vous en aurez eu connaissance), quelques jeunes ecclésiastiques ont fondé un journal auquel ils attachent le titre de Correspondance de Rome, pour donner ainsi à leur feuille une sorte de caractère officiel et respectable. Or, dans ce journal, ces écrivains sans mission se donnent le droit de citer les évêques français à leur barre, de discuter les actes de leur administration, de les juger, de les condamner avec une légèreté, je dis plus, avec un mauvais vouloir que ni les observations, ni les avertissements ne corrigent. Cette Correspondance, ils l'envoient dans nos diocèses, ils en saturent la curiosité de nos ecclésiastiques, ils mettent les têtes en ébullition, ils leur inspirent ces idées d'indépendance que malheureusement on respire maintenant avec l'air et ils rendent pour nous tout gouvernement, toute administration impossibles. Abusant d'un nom vénéré que nous entourons tous de notre respect, de notre amour et notre soumission filiale, ils sèment, fût-ce involontairement, des défiances entre le père et les enfants et ils rompraient, si c'était possible, ils relâchent du moins les liens sacrés de l'unité. Les feuilles de province, servant d'écho à leurs indiscretions, les enveniment encore en déplaçant la question et s'en vont représentant les évêques et les prêtres fidèles comme autant de champions d'un gallicanisme qu'elles se plaisent à évoquer pour se donner la satisfaction de le combattre (vous en trouverez la preuve dans le numéro ci-joint de l'Union de l'Ouest du 12 juin, correspondance de M. de Saint-Chéron). (1) »

« En France, un prélat distingué (Mgr l'évêque d'Orléans) a cru devoir adresser une lettre et des conseils aux supérieurs et professeurs de ses petits séminaires : il était dans son droit. Elle concerne une question littéraire qu'il eût été peut-être sage de ne pas soulever ou du moins que l'on pouvait traiter sans aigreur puisque les opinions opposées pouvaient être soutenues sans blesser la foi ; mais malheureusement, comme il arrive toujours dans notre France sous la plume des journalistes, la question s'est envenimée et on en est venu jusqu'à ce point de porter devant le tribunal de l'opinion publique un acte

(1) Sur l'Union de l'Ouest, alors ultramontaine, voir HOUTIN, *op. cit.* « L'autorité religieuse..., écrivait Saint-Chéron dans cette correspondance, rivalise de zèle contre la presse avec l'autorité civile. »

de juridiction épiscopale, de le juger, de le censurer et d'affaiblir ainsi, tout au moins dans l'esprit des élèves de ses séminaires, un acte de l'administration du savant prélat. Sur la question littéraire, Mgr d'Orléans peut avoir raison ou peut avoir tort ; là n'est pas pour moi la question, je suppose même qu'il ait tort ; dans ce cas, il a des juges auxquels on peut en appeler : les conciles, et surtout le Souverain Pontife pèseront, jugeront sa conduite ; mais il est étrange, dangereux, intolérable que les laïcs, des journalistes sans mission, croient pouvoir peser dans leur balance aux yeux du public qu'on appelle et qu'on veut instituer comme arbitre, au mépris de toutes les lois canoniques, que ces journalistes, dis-je, se permettent de juger un évêque, de flétrir un des actes de son autorité épiscopale et de le dénoncer ainsi à ses séminaires et aux élèves que l'Esprit Saint l'a chargé d'élever, de diriger, de gouverner : *posuit episcopos regere ecclesiam Dei.* »

« Dans cet acte, Monsieur le Ministre, dans cet empiètement, il y a un danger, non seulement pour Mgr d'Orléans, mais pour tous les évêques ses collègues, car ce principe de libre examen qui est appliqué aujourd'hui à un acte concernant une question littéraire et religieuse tout à la fois, on peut l'appliquer demain à tous les actes de notre administration sans même que nous puissions nous défendre, puisque nous ne pouvons pas sans danger descendre dans l'arène du journalisme en déposant le caractère sacré qui fait notre force. Or nos conseils sont méconnus, nos avertissements méprisés, nos armes spirituelles seraient impuissantes quand même la prudence nous permettrait d'en user, et notre autorité divine tombe anéantie devant le sceptre de quelques folliculaires. »

« Voilà, Monsieur le Ministre, l'immense péril que je me crois obligé de signaler à votre attention et à votre zèle. Il nous est pénible, pour nous soutenir et pour marcher dans notre voie déjà si douloureuse, d'être obligés de nous appuyer sur le bras séculier, mais il ne peut nous être défendu de demander au ministre chargé de nous protéger, si dans son zèle, dans sa prudence, il trouverait un moyen pour nous soutenir contre de telles attaques. »

« Voilà tout le but de cette lettre qu'a dictée le désir du bien, que m'a arrachée la peine profonde que j'éprouve en voyant des jeunes gens, des journalistes sans mission, juger et flageller leurs pères dans la foi, et ceux qui devraient être leurs guides. »

14 juin 1852, Rayneval à Turgot, n° 191 « confidentielle » (21 juin 1852) (1).

« Le Saint Père m'a accueilli avec une grande bienveillance. J'ai profité de cette première audience, qui s'est prolongée pendant près de deux heures, pour informer Sa Sainteté, non seulement des intentions excellentes que le Prince Président et son gouvernement m'ont exprimées à l'égard du Saint Père dont il est le représentant, mais encore pour le mettre au courant aussi exactement qu'il pouvait dépendre de moi de nos affaires ecclésiastiques et de certaines inquiétudes qui m'ont semblé agiter le clergé et produire parfois une irritation qu'il importe d'apaiser. Je suis entré à ce sujet dans tous les détails qu'il me semblait utile de reproduire, n'hésitant même pas à aborder les questions les plus délicates, certain que j'étais de voir mes observations prises en bonne part. Il serait trop long de rappeler ici tous les éléments de cette situation. Il suffira d'en indiquer les principaux. En premier lieu, l'assimilation des liturgies locales différentes les unes des autres à la liturgie romaine, assimilation provoquée, poursuivie avec ardeur par un grand nombre de nos évêques, repoussée par d'autres. La publication par un journal français s'imprimant à Rome des décrets rendus en matière ecclésiastique par les congrégations romaines, publication accompagnée de commentaires dans lesquels nos évêques voient une intention de les régenter, de les gouverner sans respect pour le principe sacré de leur indépendance et qui, parce qu'elle émane de Rome, prend à leurs yeux un caractère semi-officiel qui blesse singulièrement leur susceptibilité. En troisième lieu, la condamnation portée contre le manuel de l'abbé Lequeux, laquelle donne à penser que les principaux ouvrages du même genre sont sous le coup de condamnations pareilles, jusqu'à ceux qui émanent des plus distingués d'entre nos prélats, l'évêque du Mans par exemple. Enfin, l'habitude prise par certains journaux ecclésiastiques français que l'on regarde à tort ou à raison comme s'inspirant à Rome de mettre en avant, en ce qui concerne les droits du Saint-Siège, les thèses les plus exagérées et de les exhumer fort mal à propos d'un passé dont le temps présent ne garde plus de trace. Il résulte de cet ensemble de faits qu'une notable partie du clergé français cherche l'appui de Rome, cherche sur-

(1) Texte intégral. Une copie de cette dépêche, transmise par Turgot à Fortoul le 25 juin 1852, est conservée à F¹⁰ 5.832.

tout à faire croire qu'il l'a obtenu dans la guerre intentée par lui aux coutumes locales, tandis que le parti contraire, se persuadant que Rome soutient ou même excite ses adversaires, est prêt à croire à une hostilité systématique de la papauté contre les coutumes de l'Église de France. Tandis que les autres exagèrent les moyens d'attaque, ceux-ci à leur tour exagèrent les moyens de défense. J'ai exposé cette situation au pape en indiquant tout ce qu'elle exigeait de sagesse et de prudence de la part de la cour de Rome, rendant d'ailleurs pleine justice à l'attitude du représentant de Sa Sainteté en France qui a compris la situation et pris la bonne voie, reconnaissant enfin ce qu'il y avait de délicat et de difficile pour le Souverain Pontife, à contenir, si ce n'est à blâmer, le zèle trop ardent de ceux qui se donnent plus spécialement pour amis, pour défenseurs du Saint-Siège et de ses doctrines. »

« Le Saint Père m'a écouté avec une grande attention, et m'a donné sur tous ces points les réponses que nous pouvions attendre de l'élévation et de la modération de son esprit. »

« Je n'ai pas provoqué », m'a dit Sa Sainteté, « le mouvement qui s'est opéré pour arriver à l'uniformité des liturgies. Ce mouvement est né spontanément, exclusivement en France (1). Je ne pouvais le combattre. Il est évident que tout ce qui tend à rendre plus complète, plus entière, l'unité de l'Église, est un bien. J'ai donc accepté cette tendance, j'ai encouragé ceux des évêques qui m'ont témoigné des dispositions favorables, mais j'ai laissé aux autres la plus entière liberté. C'est une question qui les concerne exclusivement et qu'ils sont parfaitement maîtres de résoudre suivant les inspirations de leur conscience, suivant l'appréciation des circonstances locales. Les uns ont cru le changement facile et l'ont fait, j'y ai applaudi. Les autres le jugent difficile, impraticable, et y ont renoncé : je ne les en blâme pas. Telle a été, telle est encore sur ce point l'attitude du Saint-Siège. Il n'est pas responsable des suppositions, des accusations de l'esprit de parti, pas plus que de ses exagérations. Le cardinal archevêque de Besançon est au nombre

(1) Lettre de Dom Guéranger à J.-B. de Rossi, 14 juillet 1857, citée par HOUTIN, *Un dernier gallican* (p. 214) : « J'ai conquis à Rome la France entière pour la liturgie en 1843. On a fait tout à Rome pour m'arrêter, on m'a désavoué, on a écrit des lettres bienveillantes à mes adversaires jusqu'à ce qu'enfin mon triomphe étant devenu évident par les faits, on m'a complimé, on m'a loué, on m'a félicité, on m'a remercié. »

En 1846, Pie IX avait succédé à Grégoire XVI.

« de ceux qui refusent. Cela ne m'empêche pas d'avoir pour lui
 « les égards et l'estime qu'il mérite à plus d'un titre. Il n'a pas,
 « que je sache, à se plaindre de Rome (1). Quant à un journal
 « ecclésiastique qui s'imprime à Rome en français (la *Correspon-*
 « *pance*) ce n'est pas la première fois que j'en entends parler.
 « Ce que je puis vous assurer, c'est que je n'ai jamais voulu le lire,
 « afin de rester en réalité complètement étranger à cette publi-
 « cation. Si on la prend pour un organe plus ou moins déguisé
 « des volontés ou des intentions du Saint-Siège, on se trompe
 « grandement. Ce journal donne le texte des décisions prises par
 « les congrégations sur tel ou tel point de droit ou de discipline,
 « et fait là-dessus des commentaires à sa guise. On envoie les
 « épreuves à la censure qui laisse aller si elle ne trouve rien de
 « reprehensible au point de vue politique ou moral : voilà toute
 « la part du gouvernement pontifical. Il ne faut pas confondre
 « l'imprimatur de la censure avec l'approbation de l'autorité
 « spirituelle : ce sont choses fort différentes. Il se peut très bien que
 « dans le journal même se trouvent en matière ecclésiastique des
 « propositions malsonnantes ou condamnables. Quoi qu'il en soit,
 « les inconvénients que vous m'avez signalés m'ont frappé. Je
 « comprends que ce journal prenne au loin une importance qu'il
 « n'a pas et devienne une pierre d'achoppement. Je m'occuperai
 « de cette question. Déjà j'ai défendu la publication d'aucun acte,
 « d'aucune pièce qui eût trait à la France en particulier. Je n'ai
 « permis que la publication de décisions ayant exclusivement
 « un caractère de généralité. Si ces restrictions ne suffisent pas,
 « nous en chercherons d'autres. J'ai soumis toute cette affaire
 « à une commission spéciale qui l'examinera à fond. Peut-être
 « fera-t-on bien d'aller jusqu'à la suppression. Malheureusement,

(1) La tolérance dont la cour de Rome usait à cette époque envers les évêques qui refusaient d'adopter la liturgie romaine fit bientôt place à une pression de plus en plus énergique. Voir appendice 2.

Pie IX semble admettre ici la tradition française d'après laquelle les évêques sont seuls maîtres de régler la liturgie de leur diocèse. Mais, par un bref du 17 mars 1864 relatif à la liturgie lyonnaise, il revendiqua pour lui seul le droit de régler les questions liturgiques. Le gouvernement interdit la publication de ce bref en France (voir F¹⁹ 5435 et *Correspondance diplomatique*, février-avril 1864). Les dernières liturgies locales qui subsistèrent en France furent celles de Lyon, de Besançon, d'Orléans et de Paris.

Pour la liturgie bisontine, voir Besson : *Vie du cardinal Mathieu, archevêque de Besançon*, 2 vol., in-8°. 1881-1882, Nîmes (apologie de Mathieu) et J.-H. BERGIER, *Supplément à la vie du cardinal Mathieu en son vivant archevêque de Besançon*, Besançon 1883, in-8°. Dans cette critique du livre de Besson, Bergier attaque Mathieu du point de vue ultramontain et indique les principales brochures parues à cette époque contre la liturgie bisontine. Dès 1856, Mathieu avait recours aux bons offices du gouvernement pour obtenir de Rome le maintien de la liturgie bisontine (F¹⁹ 5.434).

« nous rencontrerons là des intérêts matériels qui viendront à la traverse ; ce qu'il y a de certain c'est que cette publication était mal prise et mal comprise, qu'elle continue à entretenir une irritation déplorable, et j'aviserai au moyen d'y porter remède. Je ne puis comprendre », a dit encore le Saint Père, « sur quel fondement se base ce bruit cent fois répété que la condamnation de M. Lequeux n'était que le prélude d'une série d'actes pareils qui devaient frapper successivement vos principaux auteurs et jusqu'à vos évêques. Je n'en ai jamais rien dit, je n'y ai jamais songé (1). L'ouvrage de M. Lequeux a été condamné pour des motifs graves, nombreux, de plus d'un genre, et non sans profond examen, sans mûre réflexion. D'autres ouvrages ont pu donner prise à des observations. Les auteurs sont là pour rendre témoignage des ménagements que nous y avons mis. Quant au livre de Mgr l'évêque du Mans, jamais l'idée ne me serait venue de le soumettre à un examen quelconque. J'ignore encore à l'heure qu'il est s'il contient réellement quelques erreurs. Sans le bruit qu'on a fait de cette prétendue sentence, sans les réclamations qui me sont parvenues à ce sujet, l'éveil n'eût pas été donné et certes, de tous ceux qui ont entendu parler de cette condamnation, ce n'est pas moi qui ai été le moins surpris. Il en résulte maintenant une sorte d'obligation de me rendre compte de l'ouvrage (2). J'y aviserai, mais vous nous connaissez assez, vous savez à quel point nous identifions les intérêts, la dignité de l'épiscopat avec ceux du Saint-Siège, pour n'être pas convaincu que tout ce que réclament les convenances les plus sévères, tout ce qu'exige la haute position de l'évêque du Mans et la considération dont il jouit, sera religieusement observé. Ce serait nous faire injure que de supposer le contraire. Au surplus, l'évêque lui-même vient de m'adresser son livre en le soumettant de plein gré à mon examen. J'en prendrai connaissance et ne saurai manquer de savoir gré, de tenir compte de cet acte de confiance. Tranquillisez-vous donc complètement et réfutez comme de pure invention toutes les nouvelles

(1) La *Théologie* de BAILLY fut mise à l'Index le 7 décembre 1852. Celle de BOUVIER et la *Théologie* dite de Toulouse durent être profondément remaniées pour éviter une condamnation. Ces trois ouvrages formaient la base de l'enseignement théologique dans presque tous les séminaires français, de même que le *Manuel* de LEQUEUX y servait de base à l'étude du droit canonique. Voir les biographies de Gousset et de Bouvier, ainsi que le *Dictionnaire de théologie catholique* de VACANT et MONGENOT. Paris 1903-1925, in-4°.

(2) D'après LEDRU (op. cit.), tel était précisément le but de ceux qui firent craindre à Bouvier la mise à l'Index de sa *Théologie*.

« qui ont soulevé des appréhensions, des susceptibilités que je
 « m'explique, mais que ma tâche comme mon désir est de calmer
 « et non pas d'irriter. »

« Le Saint Père m'a fait encore quelques observations sur
 certaines exagérations de la presse religieuse française, exagé-
 rations qu'il blâmait, qu'il regrettait et dont il appréciait les
 fâcheuses conséquences : « Je ne puis pas empêcher qu'en France
 « on ne prenne vivement les choses, a ajouté Sa Sainteté ; je ne
 « puis pas empêcher les esprits de s'élancer au delà des justes
 « limites. Vos souvenirs personnels vous rappelleront certaine-
 « ment plus d'une circonstance où j'ai été le premier à me plaindre
 « des exagérations de la presse dans le sens même de Rome ; vous
 « savez que l'action que j'ai pu exercer a toujours été employée
 « dans un but de conciliation et de modération (1). Ce que j'ai
 « fait, je continuerai à le faire, trop heureux si je puis contribuer
 « à réduire à leur juste valeur des suppositions que des esprits
 « prévenus et excités par l'ardeur de la lutte prennent pour des
 « réalités et sur lesquelles ils basent tout un système qui a le double
 « inconvénient d'être sans fondement et cependant d'amener
 « dans la situation des affaires ecclésiastiques un trouble, une
 « agitation, une incertitude qui ne sont que trop réels et qu'il est
 « de notre intérêt à tous de tendre à faire cesser. »

« J'ai dit au Saint Père que pour assurer à ses bonnes dispo-
 sitions tout leur effet salulaire, il lui fallait beaucoup de surveil-
 lance autour de lui. Tels esprits éminents en matière abstraite
 ignoraient complètement la pratique des hommes et des choses,
 les nécessités diverses résultant de la différence des mœurs
 et des traditions, toujours prêts à appliquer identiquement la
 même règle sur tous les points (2). Le Saint Père m'a répondu

(1) Pie IX avait notamment invité les évêques à accepter la loi du 14 mars 1850 sur l'instruction publique, que l'Univers combattait comme insuffisante.

(2) Dans sa dépêche du 20 juin 1854, Rayneval, annonçant à Drouyn de Lhuys la mort de Fornari, rappelait sa longue nonciature à Paris, de 1843 à 1850 : « Il s'est conduit dans les affaires bien plus en homme de théorie qu'en homme d'état. En poursuivant l'application absolue des principes romains sans s'inquiéter des traditions locales, sans compter avec les personnes, et ne songant jamais qu'aux principes abstraits, il a puissamment contribué à réveiller d'anciennes passions qui, à plusieurs reprises, ont menacé de faire explosion au détriment de la cause même qu'il voulait servir. Le cardinalat vint le trouver comme d'habitude après quelques années d'exercice. De retour à Rome il fut placé à la tête de l'Instruction Publique et occupait dans les diverses congrégations où se traitent les affaires religieuses une des premières places. On savait les inconvénients de son caractère, mais l'on rendait justice à son profond savoir. Sans avoir précisément d'influence il était souvent consulté et, quoi qu'on puisse dire de ses tendances souvent imprudentes, il n'en faut pas moins reconnaître que le Sacré Collège a perdu en lui une de ses lumières. »

qu'il s'en était plus d'une fois aperçu, qu'il avait fait de grandes recommandations pour qu'on évitât jusqu'au scrupule tout ce qui pouvait éveiller la susceptibilité des évêques. Ces recommandations n'avaient pas toujours suffi ; il en était né quelques fâcheux incidents qu'on aurait facilement pu éviter. Dorénavant, il aurait plus que jamais l'œil ouvert sur ce dernier point et y regarderait de près. »

« J'ai terminé en appelant de nouveau sur l'ensemble de la question la plus sérieuse attention de Sa Sainteté ; j'ai montré que d'anciennes dissensions pourraient bientôt revivre et qu'au milieu de ces agitations, en face de ces tendances exagérées d'une portion du clergé, des préventions toujours faciles à réveiller en France, un esprit d'hostilité qui exagérerait à son tour pourrait venir entraver le remarquable essort des idées religieuses, le mouvement salutaire qui ramenait les esprits aux croyances, de telle façon qu'en fin de compte, pour vouloir trop obtenir, on fût contraint de rétrograder. J'ai pu même citer à ce propos quelques récents et frappants exemples. Le Saint Père m'a paru très pénétré de la réalité de mes observations ; j'ai trop de confiance dans les intentions qui l'animent pour n'être pas convaincu qu'il s'emploiera réellement et autant qu'il pourra dépendre de lui à améliorer une situation que je me suis fait un devoir de lui dévoiler sans réserve dans le double intérêt de mon pays et de la religion. »

16 juin 1852, Turgot à Rayneval, n° 21.

Malgré les assurances données à Rayneval par le cardinal Antonelli, Turgot lui transmet la lettre de Fortoul du 12 juin. Il la résume.

« Après la révolution de 1848 comme après celle de 1830, un retour plus prononcé vers les idées religieuses s'est manifesté de la manière la plus visible. Mais à côté de cette réaction si honorable et si bienfaisante pour notre pays, ceux qui suivent avec quelque attention le mouvement des esprits en France n'ont pas tardé à remarquer les efforts tentés par un zèle exagéré pour faire prédominer dans le gouvernement des choses ecclésiastiques en France des principes et des pratiques contraires aux principes et aux traditions de l'épiscopat français. Le gouvernement a du naturellement se préoccuper de ces tendances qui ne pouvaient prévaloir dans l'ordre ecclésiastique sans que leur influence ne se fit sentir tôt ou tard dans l'ordre politique et temporel. Nous ne prétendons nullement, Monsieur le comte,

ranimer la vieille querelle du gallicanisme et de l'ultramontanisme, mais sans vouloir rien exagérer, nous n'entendons pas que cette Église de France, du sein de laquelle sont sortis les plus solides et les plus profonds théologiens dont le monde catholique s'honore, abdique toute originalité et toute indépendance et s'efface dans le gouvernement ultramontain pour les matières mêmes dont l'administration lui appartient. Notre surveillance, provoquée par les évêques eux-mêmes, doit sans rien grossir tenir compte des indices qui lui sont signalés et je vous invite, Monsieur le comte, à seconder à cet égard la sollicitude du gouvernement ainsi que vos prédécesseurs ont été appelés à le faire à diverses époques. J'appelle particulièrement votre attention sur la Correspondance de Rome (1) ; vous me transmettez tous les renseignements que vous avez recueillis sur cette publication et vous me ferez connaître aussitôt que possible la part plus ou moins directe qu'y prendraient les autorités ou les congrégations romaines... »

20 juin 1852, Rayneval à Turgot, n° 192 (25 juin) (2).

« Ce matin même, suivant l'usage, j'ai eu l'honneur d'offrir au Saint Père mes félicitations à l'occasion de l'anniversaire du couronnement. Les membres du corps diplomatique étaient reçus non pas en corps, mais individuellement. Le Saint Père s'est félicité de voir la septième année de son pontificat s'ouvrir sous de bien meilleures auspices que les précédentes. A pareille époque, l'année dernière, l'avenir était plein de menaces et certes il était impossible de s'attendre à un revirement aussi complet, aussi frappant. Le Saint Père en a reporté tous le mérite à qui de droit et est encore revenu sur l'immense service rendu à l'Europe entière par la victoire remportée le 2 décembre au nom de l'ordre sur l'anarchie. On s'était plu à répandre dans ces derniers temps des bruits plus ou moins fâcheux sur la santé du Saint Père. J'ai pu m'assurer une fois de plus qu'ils n'avaient aucun fondement. »

« Sa Sainteté a bien voulu m'annoncer que, prenant en considération les observations que je lui avais présentées sur

(1) La minute porte ici ces deux lignes qui ont été rayées : « Publication dont l'examen a fait l'objet d'un mémoire dont je vous envoie ci-joint un exemplaire. » Il s'agit sans doute du mémoire de l'administration des Cultes cité ci-dessus.

(2) Par suite d'une erreur matérielle la dépêche porte le n° 193. L'extrait de cette dépêche relatif à la Correspondance de Rome fut transmis au ministère des Cultes le 25 juin 1852 (F¹⁹ 5.832).

la situation de nos affaires ecclésiastiques et ce qu'elle en avait appris par d'autres voies, elle s'était décidée à ordonner la suspension du journal la Correspondance de Rome, dont la publication contribuait évidemment à entretenir l'émotion d'une certaine partie du clergé, quoique en réalité ce journal fût bien loin d'avoir l'importance et surtout la portée qu'on voulait forcément lui attribuer. « On serait du moins bien convaincu « maintenant qu'il n'était ni soutenu, ni inspiré par le Saint-Siège, et l'opinion qu'il soutenait serait réduite à sa juste « valeur d'opinion purement individuelle. » J'ai beaucoup félicité le Saint Père de cette décision. J'en ai loué la sagesse et l'opportunité et j'ai dit qu'elle serait accueillie avec une vive reconnaissance par le gouvernement et par la grande majorité de nos évêques. Mon dernier rapport en fait ressortir l'importance. Je crois qu'elle aidera beaucoup à calmer les esprits et je suis particulièrement heureux d'avoir pu y contribuer. » (1)

« Ceci est encore une preuve de ce que j'ai avancé plus d'une fois, à savoir que tout le mal provient d'une coterie composée d'un petit nombre d'ecclésiastiques français, groupés autour d'un ou deux cardinaux et qui profitent de leur présence à Rome pour aider à la réussite de leurs idées en les faisant profiter du prestige qu'on attache de loin en matière ecclésiastique à tout ce qui émane du centre de la catholicité, sans qu'on se préoccupe de remonter à la véritable source. Il suffisait de mettre au jour cette manœuvre pour la déjouer, ou du moins pour cesser de lui attribuer gratuitement une importance qui étonne la cour de Rome elle-même. »

« Je ne perds pas de vue », a ajouté Sa Sainteté, « les autres « questions que vous avez traitées, et j'agirai dans le même sens. « Les évêques de France sont d'excellents et dignes évêques, « mais ils sont singulièrement susceptibles, et c'est un sentiment « qui exige, je le reconnais, de très grands ménagements. Ils « ont aussi une certaine propension à pousser les choses à l'extrême. « Je suis profondément affligé, par exemple, de cette lutte qui vient « de s'établir publiquement entre le cardinal Gousset (2) et

(1) Voir R. HALT : *Papiers sautés des Tuileries*. Paris 1871, in-8°, 12 juillet 1852. Lettre de G. de La Tour, député des Côtes-du-Nord, à Louis-Napoléon.

(2) Dans la controverse qui le mettait aux prises avec Dupanloup, Gaume, l'auteur du *Ver rongeur*, était soutenu publiquement par GOUSSET. Voir FÈVRE : *Histoire de S. Em. le cardinal Gousset*, 1882, in-8°, Paris, et GOUSSET : *Le cardinal Gousset*, Besançon 1903, in-8°.

« Mgr l'évêque d'Orléans. Ceux qui marchent au même but
 « devraient bien s'entendre pour suivre la même route. Quant
 « à moi, tout en rendant justice aux excellentes intentions des
 « deux prélats, si j'avais à me prononcer sur l'objet du litige,
 « je dirais que l'un et l'autre vont trop loin. Entre des mains
 « prudentes, je ne vois aucun inconvénient à l'enseignement des
 « auteurs anciens. On ne rompt pas facilement avec de pareilles
 « traditions et, sous certains rapports, rien ne saurait les rempla-
 « cer. En même temps je trouverais très à propos qu'à certains
 « intervalles l'on fit paraître également dans le programme les
 « meilleurs passages des Pères de l'Église grecque ou latine. On
 « n'aurait certes qu'à y gagner. Ce que je ne saurais
 « approuver, c'est l'exclusion systématique des uns et des
 « autres. Mais ce n'est pas tant le fond de la question que la
 « forme employée qui m'affecte le plus. Cette grande publicité
 « donnée à un dissentiment grave entre deux des hommes
 « les plus éminents du clergé français, porte une atteinte
 « réelle au prestige de leur autorité et sert mal la cause
 « que tous ceux cherchent à défendre. » J'ai dit au Saint
 Père que ces regrets étaient bien légitimes et qu'ils étaient
 certainement partagés par le gouvernement. Le cardinal
 Antonelli, que j'ai vu en sortant de chez Sa Sainteté, m'a dit
 avoir écrit au nonce pour l'engager à porter dans ce conflit
 son action conciliante et modératrice. » (1)

(1) Vers cette époque, la querelle des classiques s'élargit en un conflit sur les droits respectifs des évêques et des journalistes catholiques. En juin, Dupanloup rédigea, d'accord avec Sibour et Mathieu, une déclaration en quatre articles favorable à l'emploi des classiques païens expurgés et proclamant « que les actes épiscopaux ne sont en aucune manière justiciables des journaux, mais seulement du Saint-Siège et des évêques dans les cas prévus par le droit ». Cette déclaration, soumise aux 82 évêques de France, réunit 46 adhésions. Bien que certaines ne fussent pas sans réserves, ce chiffre montrait que les partisans de l'Univers étaient en faible minorité dans l'épiscopat, car les hésitants s'étaient abstenus. Pie estimait qu'une manifestation ultramontaine n'eut réuni que 15 ou 18 signatures (21 mars 1853, *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*). Mais Parisi et quelques autres prélats prirent publiquement parti pour l'Univers. Dans une lettre adressée le 30 juin à de nombreux évêques, Gousset dénonça la déclaration comme une manœuvre des adversaires de l'ultramontanisme : « La polémique sur l'usage des classiques n'est plus qu'un prétexte pour plusieurs adversaires de l'Univers. On veut faire tomber ce journal parce qu'il est tout à la fois plus fort que la plupart des autres journaux religieux et plus zélé pour les doctrines romaines... C'est d'après le même esprit que l'on fait la guerre à la Correspondance de Rome. » Tout en blâmant les maladresses de ce journal, Gousset en regrettait la suppression.

Cette action résolue des évêques ultramontains sauva l'Univers en ôtant à la déclaration beaucoup de son poids. Dupanloup la fit notifier à Veuillot au début de juillet, mais ne la publia pas.

24 juin 1852, Rayneval à Turgot, n° 193 (1).

« ... Bien que j'aie répondu d'avance à la dépêche que je viens de recevoir (2), elle me sera toujours fort utile pour encourager le Saint-Siège à persévérer dans les intentions qui m'ont été annoncées. Dès demain, j'entreprendrai le cardinal Antonelli de l'affaire de l'abbé Domergue, ancien curé du diocèse de Nantes. Le curé en a appelé au pape de la décision épiscopale qui l'a révoqué de ses fonctions, comme contraire à la règle établie par le Concordat et par les canons qui tous deux consacrent l'immovibilité des curés. Le pape a soumis l'examen de cette affaire à la congrégation du Concile. Cet examen a été confié à l'un des consultants les plus distingués. Si mes informations sont exactes, le rapport doit être présenté sous peu et les conclusions seraient *qu'en droit strict* la révocation a été irrégulière pour n'avoir pas été précédée d'un jugement canonique, mais que *par prudence* il ne conviendrait pas de provoquer la réintégration du curé. Le pape, au reste, est parfaitement maître de faire ce qu'il voudra de l'avis qui lui sera donné par la congrégation (3). Il est extrêmement probable que cet avis sera conçu dans les termes que je viens de rapporter et qui ne blâment que la forme. Le Saint Père, en attendant, sera informé par moi de l'intérêt que le gouvernement attache spécialement à cette affaire et tout me fait espérer qu'elle se terminera de manière à n'entraîner aucun inconvénient. Je suppose seulement que l'on cherchera à obtenir pour le curé une compensation quelconque. »

26 juin 1852, Turgot à Rayneval, n° 22.

« ... Le langage que vous a tenu le Saint Père sur les affaires délicates dont vous avez entretenu Sa Sainteté est aussi satisfaisant que nous pouvions le désirer et la décision qui suspend la Correspondance de Rome est un témoignage aussi significatif qu'opportun des intentions du Souverain Pontife. Vous voudrez bien exprimer à Sa Sainteté et au cardinal Antonelli la satisfaction et la gratitude du gouvernement du Prince Président en même temps que sa confiance dans la haute sagesse de Pie IX. Je suis assuré, Monsieur le comte, que vous contri-

(1) Cet extrait de la dépêche de Rayneval fut transmis au ministère des Cultes le 2 juillet 1852 (F¹⁹ 5.832).

(2) Celle du 16 juin à laquelle était jointe la lettre de Fortoul.

(3) Voir ci-dessous Rayneval à Turgot : 30 juin 1852.

buez par votre zèle prudent et habile à entretenir ces bonnes dispositions du Saint Siège et à les faire tourner au plus grand bien de nos affaires ecclésiastiques. »

30 juin 1852, Rayneval à Turgot, n° 194 (5 juillet) (1).

« Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer dans mon dernier rapport, j'ai profité des informations spéciales que contenait la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser le 16 de ce mois pour achever d'éclairer le gouvernement pontifical sur la question religieuse qui s'agite en France. Le cardinal Antonelli ne m'a pas caché le sérieux intérêt qu'il y prenait et a protesté de nouveau qu'il était bien loin des intentions du Saint-Siège de réveiller d'anciennes discordes et de fomenter de nouvelles divisions. Pour aller droit à la source du mal, j'ai dit nettement à Son Éminence comment le cardinal Fornari, après avoir poussé pendant tout le temps de sa mission en France à des changements que, dans un intérêt supérieur, il eût beaucoup mieux valu laisser de côté, après avoir témoigné à nos évêques peu de confiance en leur science ecclésiastique et les avoir vivement blessés, comment, dis-je, le cardinal Fornari s'était fait le centre depuis son retour à Rome d'une *petite église* composée d'un certain nombre de prêtres français (2), honorables sans doute, mais très exagérés dans leurs opinions, et, s'aidant de leur concours, continuait de loin la croisade dont sur les lieux mêmes il s'était fait l'apôtre. C'est là, en effet, que s'inspiraient tous les écrits qui, soit dans la Correspondance de Rome, soit dans les lettres particulières, allaient jeter le trouble dans l'épiscopat français ; de là partaient tous les bruits, qui, grandissant en s'éloignant, allaient semer l'inquiétude dans nos diocèses. C'était là enfin, et non ailleurs, que l'on s'était occupé de la condamnation de la théologie de l'évêque du Mans et qu'avait eu lieu en réalité cet examen dont on avait tant parlé et qui avait tant surpris le Saint Père. Je crois que le cardinal Antonelli a bien compris toute cette situation. Il suffisait de la dévoiler pour y remédier. J'ai bien fait comprendre qu'à une certaine

(1) Turgot transmet copie de cette dépêche à Fortoul le 9 juillet 1852 : « Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer le caractère tout confidentiel de ce rapport qui nous donne d'ailleurs des informations aussi satisfaisantes que nous pouvons le désirer sur le bon esprit qui anime le Saint Père et son gouvernement dans ces délicates affaires. » Voir F¹⁰ 1.931, Correspondance de Rome.

(2) Notamment Bouix et Chaillot (voir appendice 1).

distance il était très difficile de ne pas confondre l'action exercée sous le haut patronage d'un prince de l'Église avec l'activité même du Saint-Siège, et que le Saint-Siège avait grand intérêt à rompre une solidarité qui, bien que purement apparente, n'engageait pas moins très gravement sa responsabilité. J'ai reconnu la grande importance sous ces rapports de la suspension de la Correspondance de Rome et j'en ai de nouveau remercié. Mais j'ai en même temps prié le cardinal d'avoir toujours l'œil ouvert et d'éviter avec soin tout incident nouveau qui pourrait devenir un motif de plaintes. L'attention de Son Éminence s'est très spécialement portée sur les faits qui étaient de nature à ébranler l'obéissance du clergé inférieur et sur l'affaire du curé de Vertou. Il en a compris la portée et m'a promis d'en entretenir le pape et le président de la congrégation du Concile. On m'a assuré que l'évêque actuel avait été consulté. La congrégation agit en cette affaire, non pas ainsi que je l'avais cru au premier moment comme Conseil d'État, mais comme tribunal d'appel régulièrement saisi. C'est une sentence, et non pas un avis, qui sera portée. Le vice de forme paraît incontestable, mais le cardinal m'a dit que l'affaire pouvait être jugée au fond et que les motifs d'expulsion pouvaient être reconnus valables. On traite, comme je l'ai déjà indiqué, non seulement la question *de droit*, mais la question de prudence. En tout cas, c'est le grand art de la cour de Rome de savoir concilier les intérêts parfois les plus opposés. Ce grand art ne lui fera pas défaut dans la circonstance actuelle. »

« Ce qui précède et ce que j'ai mandé dans mes derniers rapports pourrait servir de réponse et d'explication à la lettre de M. le ministre des Cultes dont copie m'a été envoyée. Il importe uniquement de bien savoir que la part d'excitation qui est venue de Rome n'émanait pas des conseils du Saint-Siège, mais puisait à ce voisinage un dangereux prestige ; que le Saint-Siège, ne désapprouvant pas au fond, mais incertain sur l'opportunité, regardait faire, se réservant d'intervenir lorsque l'heure des inconvénients aurait sonné et qu'enfin, dûment averti, il est intervenu. « Nous comprenons si bien, m'a dit le « cardinal Antonelli, la difficulté de substituer des nouvelles coutumes aux anciennes traditions, que nous y avons renoncé en diverses occasions dans nos propres diocèses... »

« ... J'ai dit que cette sage tendance à ménager les habitudes locales, était tout ce que nous pouvions désirer et espérer du Saint Père. »

4 juillet 1852, Rayneval à Turgot, n° 195 (11 juillet).

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser le 26 juin. Je me suis empressé d'en donner lecture au cardinal Antonelli. Il importait de lui faire connaître sans retard l'impression favorable qu'ont produit sur le Prince Président et son gouvernement le langage que m'avait tenu le Saint Père et les mesures qui en ont été la conséquence. J'ai même laissé copie de la dépêche au cardinal pour qu'il pût la placer sous les yeux de Sa Sainteté. »

« Le cardinal Antonelli n'a rien négligé pour mener à bien l'affaire du curé de Vertou. Mgr Garibaldi l'en a entretenu, et dans le même sens que nous. Le pape s'en occupera lui-même. L'abbé Domergue tire un grand parti de ces deux circonstances que les formes prescrites par les canons n'ont pas été observées à son égard et qu'il a été deux fois acquitté par les tribunaux ordinaires de l'accusation de malversation. On voudrait ici étouffer l'affaire, mais l'insistance de l'appelant y met de grands obstacles. En attendant, on cherche un moyen terme qui consistera probablement à indemniser le curé déposé en lui octroyant un petit bénéfice, de manière à ce qu'il ne soit plus question d'une réintégration dont on reconnaît l'impossibilité. »

4 juillet 1852, Rayneval à Thouvenel.

« ... Je suis charmé d'avoir réussi à satisfaire le Prince et son conseil. J'ai beaucoup rabâché sur cette affaire parce qu'il importait qu'elle fût bien comprise. Le danger était qu'on ne voulût voir le pape derrière la Correspondance de Rome et derrière le parti qui soutenait ce journal. La lettre de M. Fortoul était pleine de cette conviction. Il fallait rétablir la vérité. » (1)

(1) Les gallicans étaient plus influents à la direction des Cultes qu'au ministère des Affaires Étrangères. Le ton des dépêches des deux départements est assez différent. Le 4 septembre 1853, Rayneval écrit à Thouvenel, à propos du conflit de Luçon : « Vous avez heureusement la bonne habitude de ne pas laisser le ministère des Cultes faire à lui seul les affaires de Rome, et de surveiller, de modifier s'il le faut au passage. Je vous en remercie et vous y encourage. Là où le ministère des Affaires Étrangères s'efface et se fait simple transmetteur, Espagne, Portugal, Piémont, les choses vont de mal en pis. C'est une observation curieuse à faire. Les chefs de bureaux des Cultes parlent un tout autre langage, partent d'une toute autre base que Rome. De là des quiproquos d'abord, puis des mésintelligences sans fin ni trêve. De là, enfin, la risible et amusante unanimité à taxer d'ultramontanisme exagéré, de papalisme aveugle, l'agent qui raccommode les affaires. Ces accusations prouvent qu'il connaît le terrain et a la pratique de son métier. Mes pauvres collègues d'Espagne, de Portugal, des Pays-Bas, et bien d'autres, en savent à cet égard bien plus long que moi... »

15 juillet 1852, Rayneval à Turgot, n° 198 (23 juillet 1852) (1).

« Le Journal des Débats, dans un de ses derniers numéros (2), a publié au sujet de la suppression du journal la Correspondance de Rome et de nos affaires ecclésiastiques, des observations qui ont attiré l'attention du Saint-Siège. On a cru devoir y répondre et je joins ici la traduction de l'article publié ce matin même à ce sujet par le Journal officiel. »

« Cet article a principalement pour but de défendre le cardinal Fornari, sans toutefois le nommer, des imputations portées contre lui. Il revendique ensuite la liberté pour l'Église de publier ses actes, proclame la suppression de la Correspondance de Rome, déclarant que ce journal n'a jamais été l'organe des intentions du Saint-Siège et reprochant à l'auteur de l'article l'inopportunité de ces réflexions, termine en disant que l'Église n'en continuera pas moins à marcher dans ses voies. »

« Je n'aurais pas fait mention de cet incident si toute publication officielle du gouvernement pontifical concernant surtout nos affaires religieuses n'avait son importance. J'y vois surtout, et ce n'est pas à nous à nous en plaindre, un désaveu formel de la Correspondance de Rome et l'annonce officielle de sa suspension. »

15 juillet 1852, Rayneval à Turgot, annexe. Le Journal de Rome, 14 juillet 1852 (traduction).

« Le Journal des Débats parle de nouvelles reçues de Rome au sujet des affaires ecclésiastiques. Nous n'aurions fait aucun cas de cet article s'il ne parlait pas de prétendues intrigues dont on accuse à tort certain personnage distingué de la cour romaine ; nous pouvons déclarer en toute sûreté que de pareilles assertions sont complètement gratuites. »

« Ce serait un principe bien absurde que celui que cherche à propager tel ou tel rédacteur de journal dans le but peut-être de fomentier des passions et d'alimenter des discordes, à savoir que l'Église romaine, mère et maîtresse, et qui en tout temps et dans toutes les conjonctures, ne s'est jamais abstenue de

(1) Texte intégral.

(2) L'article d'Armand Bertin, du 4 juillet 1852, attribuait la suspension de la Correspondance de Rome à un mémoire remis au Saint-Siège par plusieurs évêques français et aux démarches faites par Rayneval depuis son retour à Rome. Il mettait en cause, sans le nommer, le cardinal Fornari.

L'Univers, qui avait critiqué dans un article du 9 juin le Mémoire sur le journalisme dans l'Église, enregistra le 9 juillet la suspension de la Correspondance de Rome, en la déplorant.

promulguer ses décisions même en matière disciplinaire, devrait être entravée dans la publication des décrets et rescrits de ses congrégations, tandis que tous les évêques du monde catholique ont le pouvoir de publier leurs actes et leurs instructions jusque dans les moindres particularités ; mais certainement il n'est pas un évêque qui ait jamais professé ou puisse jamais professer un pareil principe, sachant les droits inviolables de l'Église. »

« Quels que puissent être les motifs qui ont conseillé de suspendre le journal de la Correspondance de Rome, qui n'a jamais été l'organe de la publication des actes du Saint-Siège, nous laissons aux hommes sages et non prévenus le soin de juger si le rédacteur de l'article en question a choisi le moment opportun pour élever la voix, oubliant, non seulement les convenances et la position actuelle des choses, mais encore les bases véritables de toute argumentation. Quoi qu'il en dise, l'Église continuera à marcher dans ses voies suivant ses règles inébranlables, et confiante en son propre droit comme dans l'assistance de Dieu. »

17 juillet 1852, Fortoul à Turgot (1).

« J'ai lu avec la plus sérieuse attention la copie que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 2 de ce mois, de la dépêche de M. de Rayneval, relative à M. Domergue, curé révoqué de Vertou, dans le diocèse de Nantes. »

« D'après cette dépêche, les conclusions du rapport que le consultant doit présenter à la congrégation du Concile sur l'affaire, seraient « qu'en droit strict la révocation a été irrégulière pour n'avoir pas été précédée d'un jugement canonique, « mais que, *par prudence*, il ne conviendrait pas de provoquer « la réintégration du curé. »

« Il ne peut être question de droit strict, lorsqu'il n'existe ni règles positives ni tribunal chargé de les appliquer. D'une part, la loi est muette sur la procédure à suivre en matière de destitution du curé ; de l'autre, les officialités diocésaines ne sont pas légalement établies en France. Il suffisait donc, en l'espèce, d'observer ce qui tient à la substance du jugement ecclésiastique, c'est-à-dire que le curé inculpé ne devait pas

(1) F¹⁰ 5.832, minute ; texte intégral. Copie de cette dépêche fut transmise à Rayneval par Turgot, le 26 juillet 1852.

être frappé de destitution sans avoir été mis à même de présenter ses moyens de justification. Or M. Domergue a été cité à comparaître devant l'évêque qui lui avait préalablement fait connaître les griefs pour lesquels il était obligé de procéder canoniquement contre lui, et ce n'est qu'après avoir entendu M. Domergue dans ses moyens de défense que l'évêque a prononcé sa révocation par ordonnance du 4 mai 1847. Cette ordonnance est donc fondée sous tous les rapports. »

« L'irrégularité dont on excipe doit-elle dès lors s'entendre de ce que l'ordonnance royale qui a approuvé la décision épiscopale a été rendue avant l'expiration du délai ordinaire pendant lequel M. Domergue pouvait interjeter appel auprès du métropolitain contre la décision de Mgr l'évêque de Nantes ? Je vous ferai remarquer, Monsieur et cher collègue, que la durée de ce délai n'a pas été déterminée par la loi de l'an X. Sous l'ancienne législation, elle était égale au temps accordé pour interjeter appel des jugements rendus par les tribunaux civils. Depuis le Concordat, on a également adopté par analogie le délai de trois mois fixé par l'article 443 du Code de procédure civile à partir du jour de la notification épiscopale. La décision de l'évêque de Nantes ayant été notifiée le 17 mai à M. Domergue, n'aurait donc, d'après l'usage, dû être approuvée par le gouvernement que le 17 août suivant. Elle le fut néanmoins le 28 juillet. »

« Mais je rappellerai que M. Doumergue, étant venu à l'administration des Cultes, donna verbalement l'assurance formelle qu'il renonçait à l'appel auprès de Mgr l'archevêque de Tours. Or, du moment qu'il refusait d'user d'un droit qui lui était réservé dans son intérêt personnel, le gouvernement n'avait plus de raison d'attendre pour mettre fin à la situation déplorable où se trouvait depuis longtemps la paroisse de Vertou, et il approuva l'ordonnance de Mgr l'évêque de Nantes avant l'expiration du délai de trois mois admis par équité dans la pratique. »

« Les principes que je viens de rappeler, Monsieur et cher collègue, ont été suivis dans les tous cas analogues depuis le Concordat. Les observations que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer vous convaincront, j'en suis persuadé, que l'administration a procédé en cette circonstance avec toute la régularité que comporte l'état actuel du droit public ecclésiastique en France. Je vous serai obligé de bien vouloir les transmettre à M. de Rayneval. »

21 juillet 1852, Sibour, archevêque de Paris, à Bouvier évêque du Mans (1).

« Monseigneur, malgré la multitude des choses vraiment insolites qui se sont passées depuis quelques années, la publication que viennent de faire les journaux de la décision de la liturgie, a produit partout une peine et une stupeur qu'il est difficile d'exprimer (2). Je connais peu d'actes aussi étranges, aussi féconds en résultats fâcheux, j'ajouterai même aussi éloignés de la conduite habituelle du siège apostolique. »

« Que sur l'exposé d'un simple ecclésiastique, sans consulter l'évêque, sans l'entendre, on porte une décision aussi générale, aussi absolue, aussi évidemment de nature à jeter le trouble dans un grand diocèse et dans la France entière, c'est déjà une chose bien extraordinaire ; mais qu'on en agisse ainsi par rapport à la liturgie, après les preuves multipliées de la tolérance des Souverains Pontifes sur cette matière particulière, après les conseils pleins de sagesse qu'ils avaient donnés aux évêques en diverses circonstances, c'est ce qui est vraiment incroyable. Aussi Monseigneur, en admirant votre patience et votre humilité, je prendrai la liberté de dire à Votre Grandeur que je regrette vivement qu'elle se soit si facilement conformée à une décision qui, d'une part, ne peut paraître strictement obligatoire, et dont il est évident d'un autre côté que les conséquences s'étendent si loin (3). En effet, Monseigneur, ce n'est pas une constitution pontificale qui est survenue, ce n'est pas un bref, ce n'est pas un acte du Souverain Pontife lui-même qui vous a été intimé. Si cela fût arrivé, même dans les formes les plus impératives, vous eussiez eu encore, selon l'esprit et selon la lettre des canons, la faculté d'adresser au chef de l'Église vos représentations et de suspendre l'exécution des mesures prescrites. Mais combien est loin de la force d'un acte pontifical une simple décision émanée d'une congrégation, qui ne vous a pas même été notifiée, qui suppose à tort ou à raison que vous avez une obligation à remplir, mais qui n'en impose réellement aucune, à laquelle d'ailleurs personne n'attribue une autorité irréfutable, surtout dans une question de fait. »

(1) F¹⁹ 1.947 : « Pour copie conforme à celle communiquée par l'archevêché, Paris, le 16 août 1852 ; le directeur général de l'administration des Cultes, de Contencin. » Texte intégral.

(2) L'Univers avait publié le 17 juillet la réponse faite le 1^{er} janvier 1852 par la congrégation des Rites au chanoine Lottin sur la liturgie du Mans.

(3) Bouvier avait décidé d'adopter la liturgie romaine ; il fit part de ses intentions à son clergé par une circulaire du 28 octobre 1852 (voir ses biographies).

« Vous savez mieux que moi, Monseigneur, que jamais on n'a reconnu en France la juridiction des congrégations romaines. Celle des Rites avait d'autant moins le droit de s'immiscer dans cette affaire de votre diocèse que, d'après l'exposé même, la liturgie romaine n'y avait jamais été en vigueur mais qu'il y a toujours eu une liturgie propre, quelque rapprochée qu'on la suppose du rite romain. »

« Aussi, si l'on était raisonnable et modéré, il serait tout au plus question de revenir à cette liturgie antérieure à 1747 qu'on suppose avoir été parfaitement légitime (1). Mais ce ne serait pas le compte du parti fanatique dont le dessein est de soumettre absolument et sans distinction les diocèses de France à toutes les règles de la congrégation des Rites. Voilà pourquoi, non content de jeter un blâme universel sur ce qu'ont fait nos prédécesseurs après les plus mûres réflexions et sans aucune réclamation, on conteste jusqu'au droit d'une prescription séculaire et de la possession la plus pacifique. On ne tient plus aucun compte de ces difficultés que les pontifes romains avaient eux-même reconnues, difficultés que les changements liturgiques opérés depuis quelques années, rendent si frappantes puisqu'il est à craindre que dans certains diocèses le chant des saints offices soit suspendu pour longtemps et que cet état de choses n'amène des mouvements populaires. On ne veut même plus respecter les limites placées autrefois par la bulle de saint Pie V. » (2)

« Où allons-nous donc, Monseigneur, et quelle sera la fin de ces entreprises ? Il faut que tout plie sous un même niveau, que tout ecclésiastique puisse porter à Rome les questions les plus délicates et que chaque journaliste puisse publier des décisions de congrégations romaines. Dans cette situation, les droits de l'épiscopat sont évidemment ruinés et on n'a jamais vu en France d'exemple aussi sensible de l'affaiblissement de son autorité. »

« Dans ces déplorables circonstances, Monseigneur, Votre

(1) C'est en 1748 que l'évêque du Mans, de Froullay, réforma la liturgie de son diocèse comme la plupart de ses collègues le firent vers la même époque.

(2) En 1568, le pape Pie V ayant réformé, conformément aux vœux du Concile de Trente, la liturgie romaine, en imposa l'adoption à tous les diocèses catholiques, sauf à ceux dont la liturgie particulière avait plus de deux siècles d'ancienneté. Presque tous les diocèses français qui avaient une liturgie ancienne la conservèrent ; mais, par la suite, les évêques, usant d'un droit que le Saint-Siège contestait, remanièrent leurs liturgies, surtout au XVIII^e siècle, en les rapprochant de la liturgie parisienne et non de la romaine. D'où les contestations sur la validité de ces liturgies anciennes mais récemment remaniées et que condamnait la réponse faite au chanoine Lottin par la congrégation des Rites.

Grandeur comprendra qu'il nous est impossible de rester spectateurs indifférents de la conduite qu'Elle va suivre. Nous avons bien lieu d'espérer que non seulement vous agirez avec cette prudente lenteur qui amènera peut-être le remède au mal, mais que vous ne refuserez pas de vous concerter avec ceux de vos vénérables collègues qui sont plus particulièrement intéressés dans cette grave affaire. Quant à moi, Monseigneur, si je me trouvais surpris par une semblable intrigue, je craindrais, en y cédant trop facilement, d'assumer vis-à-vis de la postérité la responsabilité la plus terrible. »

« C'est avec la même douleur, les mêmes inquiétudes, que je pourrais vous parler de cette affaire si déplorable de Picpus, affaire dans laquelle, sans parler de l'omission des plus simples égards dus à un homme vénérable, honoré d'une dignité si haute (1), les droits des ordinaires se trouvent si étrangement méconnus. Une congrégation qui n'est nullement exempte, qui par conséquent est placée sous la juridiction et sous le gouvernement des évêques, se trouve engagée tout entière dans les voies les plus fausses sans qu'on paraisse tenir aucun compte de nos avis et de nos désirs. »

« Je n'ai pas cru jusqu'ici, Monseigneur, qu'il fût possible d'intervenir utilement. Mais comme il peut arriver que la sollicitude pastorale nous fasse un véritable devoir d'apporter enfin un soulagement aux épreuves des âmes qui nous sont confiées, je pense qu'il est important que, dans les diocèses qui ont des maisons appartenant à cet institut, les évêques observent avec attention et recueillent les faits et les plaintes qui arrivent à leur connaissance afin de se concerter ensuite plus facilement entre eux. Je livre cette pensée à votre prudence. »

« C'est en courant, Monseigneur, que je viens de vous écrire et je crains de n'avoir pas toujours exprimé clairement ma pensée dans la préoccupation de mille affaires qui m'accablent. Mais vous suppléerez aux développements où je n'ai pu entrer et vous

(1) Bonamy, archevêque de Calcédoine, supérieur général de la congrégation des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration Perpétuelle, dite de Picpus. Cette congrégation, qui se consacrait à l'enseignement et aux missions, était divisée, ainsi que la congrégation de femmes du même nom, en partisans de la stricte et de la nouvelle observance. Ceux-ci avaient pour chef le supérieur général Bonamy ; leurs adversaires étaient de tendances ultramontaines. Le pape avait nommé le 29 mars 1852 l'évêque d'Arras, l'ultramontain Parisis, visiteur apostolique des deux congrégations, privant ainsi provisoirement Bonamy de ses pouvoirs. Voir Ch. GUILLEMANT : *P. L. Parisis*, t. III.

me pardonnerez toutes les incorrections échappées à la rapidité de ma plume. »

« Veuillez agréer, Monseigneur, l'hommage de mon profond et tendre respect. »

22 juillet 1852, Sibour à Fortoul (1).

« Je reçois chaque jour des lettres pleines d'indignation de la part de mes collègues au sujet du décret de l'Index (2). J'en ai reçu deux hier, dont je crois devoir vous communiquer quelques extraits. La visite de M. de Contencin venant me demander les détails de l'affaire Bouillet répond aux sentiments qui a dicté ces lettres. Je vois avec joie et reconnaissance que le gouvernement est disposé à faire respecter nos droits ou plutôt à se faire respecter lui-même. Grâce à Dieu, l'homme providentiel qui nous gouverne et les ministres qui le secondent si bien, se montrent en toutes choses à la hauteur de leur mission. Je réunis en ce moment les documents sur l'affaire Bouillet (3). Ils vous révéleront toute l'infamie de cette odieuse intrigue. »

22 juillet 1852, Sibour à Fortoul. 1^{re} Annexe : 20 juillet 1852

« Extrait d'une lettre de Mgr ... à Mgr l'archevêque de Paris. »

« Je ne doutais pas que les fanatiques n'eussent un ardent désir de mettre à l'Index le livre de M. Bouillet. C'était pour eux une si belle occasion d'insulter l'Université, de se moquer de ses écrivains, de se jouer de l'épiscopat tout entier, de jeter de la boue à la mémoire de Mgr Affre qui avait préparé l'approbation de ce livre et de vous, enfin, qui l'aviez couronnée. Il

(1) F¹⁹ 1.947, texte intégral.

(2) *Le Dictionnaire universel d'histoire et de géographie* de BOUILLET, approuvé par l'archevêque de Paris, avait été mis à l'Index le 1^{er} juillet 1852. Voir BAZIN : *Vie de Mgr Maret*.

(3) Neuf copies de documents relatifs à l'affaire Bouillet, certifiées conformes par le directeur général de l'administration des Cultes, de Contencin, le 16 août 1852, sont conservées à F¹⁹ 1.947. Ce sont :

1^o Un historique de l'affaire par Bouillet ;

2^o, 3^o et 4^o Des lettres de Sibour au P. Modena, secrétaire de la congrégation de l'Index (25 septembre 1850, 20 avril et 11 juillet 1851) ;

5^o Une lettre adressée le 20 août 1851 par Bouillet au cardinal préfet de la congrégation de l'Index ;

6^o Une liste annexée à cette lettre des corrections apportées par Bouillet à la neuvième édition de son livre, conformément aux avis du consultant de l'Index ;

7^o La réponse adressée par Bouillet à Sibour aux observations formulées par le consultant de l'Index ;

8^o Une note sur un précédent datant de 1763 ;

9^o La lettre de Sibour à Bouvier citée ci-dessus.

fallait bien se venger du mandement contre l'Univers et de la suppression de la Correspondance... »

« Ou le gouvernement est muet à tous ces outrages et il ne sent plus la dignité de la France, ou il profitera de cette énormité pour remettre en vigueur nos anciens usages relatifs aux décrets des congrégations romaines, usages que le légat Caprara a juré de respecter. Ou l'épiscopat ne mérite plus de vivre, ou il se réveillera à ce bruit de son ignominie et de ces chaînes. Ou ce pays n'a plus ni dignité ni âme, ou il sentira l'injure qu'on fait à ses pontifes... On dirait que ces hommes sont devenus aveugles et furieux et qu'ils veulent abîmer l'Église avec eux. »

22 juillet 1852, Sibour à Fortoul. 2^e Annexe : « Extrait d'une autre lettre, 20 juillet. »

« Quant au jugement de l'Index, ne serait-il pas temps d'éclairer un peu le gouvernement touchant un mal qui s'aggrave tous les jours. Quoi ! Des Français jugés dans les ténèbres par quelques moines ou quelques prélats italiens ! Jugés sans être entendus, et malgré toutes leurs protestations de docilité et de soumission ! Des Français, ruinés ou flétris par des jugements souvent injustes ? N'est-ce pas un désordre monstrueux et le gouvernement qui le souffre n'est-il pas lâche et coupable ? »

« Le roi Charles III d'Espagne avait ordonné qu'aucun jugement de l'Index ne serait publié dans ses États lorsque les auteurs n'auraient pas été cités et entendus. C'est ce que dicte la plus simple équité ; et le rouge monte au front lorsqu'on voit un tribunal ecclésiastique si élevé méconnaître ainsi les premières règles de la justice qui sont la base de tous les tribunaux laïques dans les pays civilisés. Et quand on pense que ce terrible instrument d'oppression et d'injustice est entre les mains de quelques intrigants qui s'en servent pour satisfaire de misérables passions, on reste confondu. »

« Voilà deux fois, Monseigneur, que vous êtes atteint indirectement par l'Index (1), et toujours avec un caractère d'iniquité révoltant ; où s'arrêtera-t-on ? Et qui osera désormais tenir une plume lorsque les vertus, les talents, les services rendus, la dignité la plus sacrée, la plus haute position ne mettent pas à l'abri de ces insultes ? »

(1) Par la condamnation des ouvrages de Lequeux, son vicaire général, et de Bouillet.

Note de Sibour (1).

« Deux actes récents de la cour de Rome viennent de blesser profondément, par leur nature et par les circonstances au milieu desquelles ils se sont produits, le gouvernement français. L'un est la condamnation par la congrégation de l'Index du *Dictionnaire* de M. Bouillet qui était revêtu de l'approbation du Conseil de l'Instruction Publique et de celle de Mgr l'archevêque de Paris ; l'autre est la réponse de la congrégation des Rites à une consultation qu'un chanoine du Mans lui avait adressée et dans laquelle la congrégation décide que les prêtres du diocèse ne peuvent pas en conscience réciter le bréviaire qui avait été donné par l'autorité ecclésiastique depuis plus de cent ans. »

« Ces actes portent atteinte à l'autorité et à la dignité épiscopales ; ils tendent à troubler la paix dans les diocèses, ils indiquent dans les congrégations romaines le dessein bien arrêté de ne respecter ni nos lois, ni nos usages les mieux établis, ni les plus justes convenances, ni les égards dus à une grande Église et à un gouvernement ami. »

« Le gouvernement a dû être d'autant plus étonné de ces actes, que récemment, au sujet du journal la Correspondance de Rome, il avait fait faire au Souverain Pontife des représentations qui avaient été écoutées. Ces représentations avaient pour objet de défendre l'autorité de nos évêques injustement attaqués dans ce recueil et de sauvegarder l'ordre et la paix dans nos diocèses ; mais n'est-ce pas là une satisfaction dérisoire si, maintenant, les congrégations romaines elles-mêmes se chargent de poursuivre l'œuvre que faisait le recueil ? D'ailleurs l'organe du gouvernement avait dû parler au pape de divers bruits qui étaient répandus à Paris sur le dessein qu'on avait à Rome de condamner des ouvrages faits ou approuvés par des évêques français. Il avait dû dire le mécontentement, l'agitation que ces bruits faisaient naître dans les esprits et combien il était important que ces craintes fussent dissipées. Quel compte a-t-on tenu de ces plaintes et de ces avertissements ; devait-on s'attendre à une telle agression dans un tel moment ? Et la cour de Rome ne devait-elle pas épargner de semblables affronts à des évêques dévoués comme nos évêques français et à un gouvernement auquel il (*sic*) doit quelque reconnaissance ? »

« La manière dont on a procédé dans toute cette affaire de la

(1) Cette note autographe de Sibour ne porte ni signature ni date. F¹⁰ 1.947, texte intégral.

condamnation du *Dictionnaire* de M. Bouillet est incompréhensible et elle semble ne pouvoir s'expliquer que par les passions les plus ardentes de l'esprit de parti. »

« M. Bouillet est un homme très honorable. Il jouit au plus haut point de la considération publique. Il n'a reculé devant aucun effort et aucun sacrifice pour améliorer et corriger son livre. Il était disposé à faire dans ce but tout ce qu'on voudrait, et il y a un an qu'il en avait donné l'assurance à Rome. »

« Son livre avait été d'abord examiné et approuvé par le Conseil de l'Instruction Publique. Il avait été ensuite soumis à un examen minutieux de la part de l'autorité ecclésiastique qui l'avait revêtu de son approbation (1). Qui aurait pu croire qu'un pareil livre pût passer pour immoral ou irréligieux ? Cependant, il fut attaqué violemment à Paris par le journal l'Univers (2), malgré ses approbations et peut-être à cause de ses approbations. On ne se contenta pas de l'attaquer ou de le dénoncer à Rome. Le livre y fut examiné dans l'esprit des critiques de Paris et condamné. Cependant, avant de publier le décret, on eut un

(1) Copie n° 1 : Historique de l'affaire par Bouillet : « M. Bouillet a soumis son *Dictionnaire universel* à l'examen de Mgr l'archevêque de Paris, alors Mgr Affre, dès 1843, peu de mois après la première publication de son livre (qui avait paru en juillet 1842) et au moment de faire paraître une deuxième édition. L'examen de l'ouvrage fut renvoyé à la commission des livres dont M. l'abbé Dupanloup, alors supérieur du séminaire de Paris, aujourd'hui évêque d'Orléans, était le président et M. l'abbé Delacouture le secrétaire. » Le travail de révision dura jusqu'en 1848. Bouillet remania les éditions ultérieures de son livre, ce qui entraîna 25.000 francs de frais. L'approbation préparée avant la mort d'Affre fut donnée par Sibour. (F¹⁹ 1.947.)

(2) Dans un projet de lettre au ministre des Affaires Etrangères, Contencin s'exprime ainsi : « Vers le commencement de 1852, MM. Veuillot et du Lac, rédacteurs du journal l'Univers, annoncèrent l'intention d'entreprendre une grande publication de classiques. La faveur dont jouissait auprès du public le *Dictionnaire* de M. Bouillet, devait être un obstacle à ce projet. On le comprit et l'on se mit en mesure de perdre dans l'esprit du monde religieux l'ouvrage de l'ancien universitaire. M. Veuillot fit donc paraître dans la feuille qu'il dirige une suite d'articles dans lesquels M. Bouillet, homme si honorable à tous égards, était représenté comme un propagateur de doctrines hétérodoxes et immorales. Malheureusement, quelques erreurs avaient échappé à la première censure et la critique peu charitable et surtout peu désintéressée de l'Univers avait trouvé à s'étayer sur certains passages susceptibles d'être incriminés. L'autorité archiepiscopale qui avait donné son approbation à l'ouvrage, était elle-même attaquée avec la plus coupable inconvenance. Vous vous rappelez... le mandement que publia à cette occasion Mgr l'archevêque de Paris. Il frappait rudement M. Veuillot et les hommes de son parti... Le recours à Rome fut décidé. » (F¹⁹ 1.947, juillet 1852.)

Les attaques dirigées par Veuillot contre le *Dictionnaire* de Bouillet étaient un des principaux reproches que lui fit Sibour dans son « avertissement » du 24 août 1850. Le conflit aboutit à un compromis. Après un échange de lettres entre Sibour et Veuillot, celui-ci retira son recours à Rome.

scrupule et, par ordre du pape, on donna avis de ce qui se préparait à Mgr l'archevêque de Paris. »

« Mgr l'archevêque de Paris réclama énergiquement (1).

(1) Par une lettre extrêmement vive au P. Modena, secrétaire de la congrégation de l'Index (25 septembre 1850, copie n° 3, F¹⁰ 1.947). Les critiques formulées par le consulteur de la congrégation de l'Index contre le *Dictionnaire* de Bouillet, furent alors communiquées à Sibour. Bouillet déclara qu'il en tiendrait compte dans sa neuvième édition, et Modena informa Sibour qu'il ne serait pas donné suite au décret contre Bouillet. Sibour l'en remercia le 11 juillet 1852 (copie n° 4). Le 20 août 1851 Bouillet envoya sa neuvième édition au préfet de la congrégation de l'Index (copie n° 5) : « J'ose espérer que Votre Eminence reconnaitre qu'au moyen de ces corrections, pleine satisfaction a été donnée au sujet des fautes de détail signalées dans le rapport... Il n'était pas aussi facile de donner satisfaction au sujet des critiques qui, dans le rapport, portent sur l'esprit général qu'on a cru voir dans ce livre, quoique j'y aie fait effort en plus d'une occasion. Mais... Votre Eminence sera, je l'espère, amenée à reconnaître que l'esprit de ce livre ne mérite pas tous les reproches qui lui ont été adressés... S'il se trouve quelques appréciations contestables, cela peut tenir au pays dans lequel est né l'auteur, au temps et au milieu dans lequel il vit ; mais en usant d'une liberté permise par l'Église, il ne croit pas avoir jamais dépassé les justes limites ; il est assuré du moins de n'avoir rien écrit qui soit contraire aux principes de la morale et de la religion, car ce sont les termes, termes si réservés, si rectoriels même de l'approbation qui lui a été accordée et qui n'impliquait aucune solidarité avec les opinions qui peuvent lui être personnelles. Du reste, Monseigneur, je viens de remettre à Mgr l'archevêque de Paris un exemplaire de cette même neuvième édition et je lui ai en même temps déclaré, comme j'ai l'honneur de le déclarer à Votre Eminence, que s'il se trouvait encore dans mon ouvrage quelque passage répréhensible, j'étais prêt à faire les rectifications qui seraient jugées nécessaires. »

En fait, les corrections apportées à la neuvième édition et dont Bouillet donnait un tableau annexé à sa lettre (copie n° 6) étaient souvent peu importantes. En voici trois exemples : « *Arius*. Le rapporteur, reprochant à l'auteur du *Dictionnaire* de s'être montré indifférent en mentionnant le bien et le mal, cite en exemple l'article Arius. Le journal l'Univers avait notamment blâmé dans cet article ces mots : « Il parvint même à se concilier la faveur de l'empereur Constantin. » La neuvième édition caractérisant mieux l'astuce d'Arius porte : « Il parvint même à surprendre la faveur de l'empereur Constantin. »

« *Sainte Thérèse*. La septième édition portait : « Ses écrits sont lus et relus par ceux qui, dans la piété, portent un peu d'exaltation. » La neuvième édition porte : « Ses écrits sont lus et relus par les personnes qui dans la piété tendent à la perfection. »

« *Voltaire*. Le rapport signale en la blâmant l'indulgence de cet article et ajoute en citant un passage qu'on ne sait laquelle est la plus forte de la part de l'éloge ou de celle du blâme. L'auteur croit devoir faire remarquer qu'avant le passage cité s'en trouve un autre qui a sans doute échappé à l'attention de M. l'examineur, et qui ne peut laisser de doute sur ses intentions : « La philosophie y est-il dit, n'était pour lui que l'incrédulité et le plus souvent il employa son talent à propager des doctrines pernicieuses et il n'y réussit que trop. »

Bouillet, dans une note à Sibour (copie n° 7), a critiqué les observations du consulteur de l'Index et expliqué pourquoi il ne s'y était pas toujours conformé : « Son livre n'est pas un ouvrage d'enseignement didactique destiné à l'édification des fidèles, mais seulement un livre de renseignements ; ... il a été ainsi compris par l'autorité ecclésiastique à laquelle il a été soumis et qui s'est bornée à déclarer qu'il ne renfermait rien de contraire à la morale et à la religion, comme elle a pu le faire pour ce qui concerne beaucoup d'ouvrages où la religion n'est aussi que l'accessoire. » D'après le consulteur de l'Index, « on eût dû omettre certains noms, certains titres d'ouvrages (ceux de Parny), certains détails de la vie de personnages tels que Messaline, Alexandre VI... On eût certainement omis les noms et les détails dont il s'agit s'ils

M. Bouillet de son côté écrivit et donna les meilleures assurances. Bref, toujours par ordre du pape, le décret ne fut pas publié et l'affaire dont on n'avait plus entendu parler depuis un an, paraissait terminée. Tout à coup, elle est reprise, le décret est fulminé. On ne tient plus nul compte des approbations du livre, des bonnes dispositions de M. Bouillet, on humilie le prélat le plus haut placé de France, entouré de la confiance générale et revêtu par le Prince Président des plus grandes dignités (1). On confond dans la même réprobation un des premiers corps de l'État qui a cru devoir sanctionner aussi de son autorité l'usage du *Dictionnaire*, et tout cela avec une légèreté incroyable et pour donner, ce semble, satisfaction à de coupables et de basses rancunes. »

« La décision de la congrégation des Rites qui concerne le diocèse du Mans et qui atteint du même coup tous les diocèses de France où l'on ne suit pas la liturgie romaine, n'est pas moins extraordinaire. Jusqu'ici les Souverains Pontifes avaient exprimé le désir de voir s'établir l'unité liturgique, mais ils avaient compris que si la chose était possible ce ne pouvait être là que l'œuvre du temps, qu'il fallait tenir compte de mille obstacles qui pouvaient, dans l'exécution, arrêter les évêques.

eussent dû n'être connus de la jeunesse que par le *Dictionnaire universel*, mais comme ces noms figurent dans toutes les histoires soit politiques, soit littéraires qui sont entre les mains des jeunes gens et qui font partie de l'enseignement classique en France, comme par exemple les noms de Claude, de Messaline, sont dans Tacite et dans tous les autres historiens de l'antiquité, on n'eut pas réussi en les omettant à plonger leurs noms et leur conduite dans l'oubli. L'essentiel était donc de s'exprimer de manière à ne blesser ni la morale, ni la religion ; c'est ce que nous nous sommes efforcés de faire. Si nous y avons mal réussi, nous sommes prêt à nous réformer. Déjà nous l'avons fait spontanément dans plusieurs cas, notamment dans l'article de Messaline, où les mots : « elle souilla la couche impériale, etc. », ont disparu. L'article Parny a aussi été modifié. »

Enfin Bouillet rejetait sur deux points importants les suggestions de l'Index : « Inconvénient d'un supplément qui puisse perpétuer les éditions antérieures : Cet inconvénient n'existe pas, du moment que le titre même indique si l'édition est approuvée ou non. Ceux qui comprennent l'importance de l'approbation ecclésiastique auront soin de ne se servir que des éditions revêtues de l'approbation. » « Convenance d'en référer à l'archevêque de Paris pour qu'il retire l'approbation ou l'attache à une édition plus châtiée : Retirer l'approbation serait un parti déplorable qui ne pourrait que porter atteinte à l'autorité de l'archevêque, qui compromettrait l'accord de l'Université et du clergé en condamnant un livre déjà approuvé par l'Université et qui serait regardé comme un triomphe de parti. Il n'y a donc d'autres moyens à prendre que de revoir certains articles si cela paraît vraiment nécessaire... » (F¹⁰ 1.947). Sibour, en effet, ne rétracta pas son approbation.

(1) Celle de sénateur. « On ignore généralement que cette grande colère est bien moins dirigée contre le livre de M. Bouillet que contre Mgr l'archevêque de Paris qui l'a revêtu de son approbation. » (Projet de lettre pour le ministre des Affaires Étrangères, juillet 1852 ; F¹⁰ 1.947.)

Aujourd'hui, tout est changé. Les évêques ne sont plus même les juges de l'opportunité de ces grands changements qui blessent souvent les mœurs et les usages d'un pays et peuvent donner lieu à des mouvements populaires. Un simple prêtre, comme au Mans, écrit à Rome, et la congrégation des Rites décide souverainement qu'on doit quitter la liturgie en vigueur et qu'on viole en la suivant les obligations les plus sacrées. Que devient l'autorité des évêques, en tout ceci ? Que deviennent des droits et des usages consacrés par des siècles ? Les consciences se troublent, les esprits se divisent, et la paix publique est gravement compromise. »

« Le gouvernement ne saurait rester indifférent devant de pareilles entreprises. Son devoir est de faire entendre au Saint-Siège ses justes et énergiques doléances. Il ne peut pas lui convenir que l'épiscopat soit abaissé en France et que les diocèses soient gouvernés par les congrégations romaines. Il n'a jamais mieux compris qu'en ce moment combien étaient sages les précautions que notre législation avait prises contre la publication de tous les actes émanés de la cour de Rome. L'État comme l'Église pourraient être violemment troublés si les congrégations romaines qu'on voudrait faire souveraines et infaillibles cédaient jamais aux passions des partis et se mettaient à donner des décisions qui leur fussent favorables. Il ne faut pas que le péril d'une semblable situation puisse subsister un jour de plus. »

« Le gouvernement est fermement décidé à faire respecter les lois de l'État, les libertés de son Église, et la juste considération qui est due à ses prélats. »

« C'est au Saint-Siège à voir ce qu'il lui conviendrait de faire pour réparer autant que possible le mal qui a été fait et donner une convenable satisfaction aux prélats injustement atteints et particulièrement à Mgr l'archevêque de Paris qui, si outrageusement blessé, a bien voulu néanmoins contenir jusqu'ici ses plaintes pour ne pas compromettre la paix de l'Église et de l'État. » (1)

(1) Contencin rédigea en juillet 1852 un projet de lettre au ministre des Affaires Étrangères conforme à la note de Sibour, et très vif. Il a ensuite noté : « Ce projet de lettre n'a pas été expédié. Une dépêche de l'ambassadeur de France près le Saint-Siège, a fait croire que le Souverain Pontife ne partageait pas la manière de voir de ses congrégations. Le gouvernement s'est adouci, et le silence a été gardé sur cette grosse affaire. » (F¹⁹ 1.947.)

27 juillet 1852. Note « sur l'exécution en France des actes de la cour de Rome, et sur les mesures à prendre contre ceux qui les publient sans l'autorisation du gouvernement », par Nigon de Berty, chef de la première division de l'administration des Cultes (1).

Le premier des Articles Organiques (2) qui résume sur ce point la tradition française, a été exactement appliqué depuis 1802 « en ce qui concerne les bulles d'institution canonique des évêques et les bulles d'intérêt général, comme celles par exemple qui ont déterminé ou modifié la circonscription des diocèses, créé de nouveaux évêchés, ordonné des jubilé, etc. », mais il « ne paraît pas avoir été observé dans la pratique pour les brefs d'intérêt privé. Sous les gouvernements antérieurs, on avait l'habitude d'insérer dans les journaux les décisions de la congrégation des Rites et de la congrégation de l'Index ».

Cet article n'édicte pas de sanction contre ceux qui l'enfreindraient. Le seul précédent est une sentence d'abus prononcée en 1820 contre un évêque qui ne s'y était pas conformé. Cependant « cet article n'a jamais cessé d'être en vigueur depuis 1802. Le Conseil d'État et les tribunaux en ont fait l'application dans toutes les circonstances... En présence de cette législation et de cette jurisprudence il n'est pas douteux que les journalistes et tous ceux qui publient d'une manière quelconque sans autorisation les bulles du pape et les décisions des congrégations que le Saint Père a approuvées, commettent une contravention aux lois. Sans doute des poursuites judiciaires pourraient être exercées contre eux, mais quel en serait le résultat ? Lorsqu'une contravention déférée à la justice n'est punie par la loi d'aucune peine déterminée, les tribunaux n'ont pas le droit d'y suppléer ; ils se bornent à déclarer que les contraventions n'étant pas punies par la loi, il n'y a lieu de prononcer aucune peine, et condamnent seulement le contrevenant aux dépens. »

« Dans des affaires d'une nature si délicate, il y aurait de graves inconvénients à intenter des poursuites judiciaires contre des journalistes tant que l'article premier de la loi organique manquera de sanction. Mais on pourrait prendre d'autres mesures qui ne seraient pas moins efficaces : »

(1) F¹⁹ 1.952, et F¹⁹ 6.088.

(2) « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que des particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution sans l'autorisation du gouvernement. »

« 1^o Il faudrait d'abord, dans un article communiqué et inséré dans la partie officielle du Moniteur, rappeler le texte de l'article premier de la loi du 18 germinal an X et prévenir le public qu'il sera interdit à l'avenir de publier dans les journaux aucun acte de la cour de Rome, aucune décision des congrégations romaines avant d'avoir obtenu l'autorisation du gouvernement ; »

« 2^o Si un journal se permettait ensuite de les publier, un avertissement lui serait donné par le ministre de la Police générale ou par les préfets conformément à l'article premier du décret organique sur la presse en date du 17 février 1852 ; »

« 3^o Après deux avertissements restés sans effet, la suspension du journal pourrait être prononcée suivant le même article par décision ministérielle. »

« Cette marche suivie avec fermeté, suffirait pour assurer l'exécution d'une disposition dont l'histoire et l'expérience ont depuis longtemps démontré l'utilité. » (1)

4 août 1852, Rayneval à Turgot, n^o 202 (10 août) (2).

« J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 26 juillet. J'ai tout lieu d'espérer que l'affaire du curé de Vertou sera renvoyée à l'examen de l'archevêque de Tours. Je puis même regarder la chose comme résolue, mais je n'en ai pas encore l'assurance officielle. Je n'ai pas besoin d'indiquer à quel point cette solution est favorable. Elle coupe court à toute difficulté, elle témoigne en même temps d'un esprit de conciliation et de modération dont nous devons savoir gré au Saint Père. C'est le cardinal Antonelli qui a le plus poussé dans ce sens. Partout ailleurs, l'opposition était violente. Le pape avait pris le très sage parti de demander à la congrégation du Concile non plus un *jugement* mais un simple *avis*. La congrégation s'est réunie à la fin de la semaine dernière. La discussion a été très vive. Le cardinal Fornari et le cardinal d'Andréa, tout en reconnaissant le peu d'estime que méritait personnellement l'abbé Domergue, ont dit qu'en général les évêques de France avaient une tendance dangereuse à abuser de leur autorité sur le clergé inférieur qui se trouvait sans recours, sans garantie aucune contre l'omnipotence épiscopale ; que l'on pouvait fermer les yeux sur cet état de choses

(1) Ces mesures ne furent pas adoptées.

(2) Cette dépêche fut transmise le 11 août au ministère des Cultes (F¹⁸ 1.947).

quand il s'agissait de prêtres amovibles, mais que lorsqu'il était question de prêtres ayant charge d'âmes et auxquels les canons comme le Concordat assuraient l'inamovibilité, c'était un impérieux devoir pour la congrégation d'y regarder de très près ; que dans l'affaire du curé de Vertou, on ne trouvait jamais d'autres accusateurs que l'évêque et ses grands vicaires, lesquels, par conséquent, étaient en même temps juges et parties. S'il n'avait pas été possible d'instruire un procès régulier, du moins aurait-on dû trouver trace d'une enquête, de quelques interrogatoires, en un mot, de quelques garanties données à l'accusé. S'appuyant sur ces motifs plus spécieux que réels, les cardinaux et le secrétaire de la congrégation ont opiné pour que le jugement fût infirmé. Une grande majorité s'est prononcée en leur faveur et c'est dans ce sens qu'a été donné au Saint Père l'avis qu'il demandait. Dans l'intervalle, quelques cardinaux importants, ayant eu soupçon du renvoi de l'affaire à un évêque de France, avaient présenté de très vives objections. Elles n'ont pas prévalu, pas plus que l'avis de la congrégation du Concile. C'est une preuve nouvelle et bien éclatante des bonnes intentions du Saint Père. »

« Les explications contenues au sujet de cette affaire dans la lettre de M. le ministre des Cultes que vous m'avez fait l'honneur de me transmettre, m'avaient déjà été données par M. l'abbé Le Mortellec, vicaire général de Nantes, venu tout exprès à Rome. Je n'avais pas manqué d'expliquer au cardinal Antonelli comme quoi il était impossible de suivre en France pour ces sortes d'affaires toutes les formes d'usage en Italie. M. l'abbé Le Mortellec a vu le pape il y a deux jours, et m'a dit avoir été très satisfait de son audience. Le Saint Père a paru attacher du prix à ce que l'existence de l'abbé Domergue fût assurée. M. l'abbé Le Mortellec a expliqué comment, entre le gouvernement et l'évêché, l'abbé Domergue trouvait une pension alimentaire suffisante ; il a même dit que l'évêque serait disposé pour sa part à l'accroître quelque peu ». (1)

APPENDICE SUR L'AFFAIRE DOMERGUE

L'archevêque de Tours, Morlot, saisi de l'affaire, offrit à Domergue une petite cure s'il se désistait de sa plainte. Domergue accepta cette transaction.

Le 1^{er} avril 1857, le chef de cabinet du ministre des Cultes,

(1) Voir VICTOR MARTIN : *Vie de Mgr Jaquemel*, Paris 1889, in-8°.

Tardif, présenta les observations suivantes sur un mémoire de l'évêque de Nevers, Dufêtre : « En deux mots, le prélat désire le maintien du pouvoir absolu des évêques. On ne doit pas se dissimuler qu'en réorganisant le culte catholique, le Premier Consul n'ait eu la pensée d'attribuer aux évêques une autorité aussi absolue que possible. Le clergé du second ordre dans la main de l'évêque, l'évêque dans la main du chef de l'État, tel paraît être l'idéal qu'on cherchait alors à atteindre. Le Concordat et les Articles Organiques consacraient encore l'inamovibilité des curés, dernier refuge du clergé de second ordre ; le décret du 17 novembre 1811 vint faciliter aux évêques les moyens de s'affranchir de cette entrave. »

« Le gouvernement a-t-il intérêt à maintenir ce système ? On hésiterait à se prononcer sur ce point, mais on doit remarquer : 1^o Que les Parlements défendaient autrefois avec beaucoup de soin les officialités contre les évêques ; 2^o Que notre organisation actuelle est signalée à la fois comme funeste par la plupart des théologiens modernes et par les journaux les plus répandus et les moins religieux. Les uns et les autres réclament des garanties pour le clergé du second ordre, c'est-à-dire le retour au droit commun, et spécialement le rétablissement des officialités. L'épiscopat cède lui-même au courant de l'opinion et, en 1854, des officialités étaient organisées dans soixante-sept diocèses. Mais le Conseil d'État persiste à ne pas reconnaître la validité des sentences de ces tribunaux, (En 1854, sur l'ordre de M. Fortoul, on rédigea au cabinet un mémoire pour démontrer que les officialités pouvaient être légalement établies. Le Conseil d'État fut alors invité à émettre un avis : On ignore si cet avis a été rendu, mais le rapport de M. Persil, du 16 décembre 1854, était entièrement défavorable à l'opinion que l'on croit encore aujourd'hui la plus certaine.) tandis qu'il déclare parfaitement régulières des sentences épiscopales prononcées sans exposé des motifs à la seule condition d'observer les formalités substantielles, formalités que l'on a réduites à deux ou trois monitions écrites ou verbales. »

« Si le gouvernement jugeait à propos de remettre en vigueur les officialités, il suffirait en réalité pour cela d'un changement de jurisprudence du Conseil d'État. Les quelques prélats qui n'ont pas d'officialité seraient bientôt par la force des choses obligés de l'établir dans leur diocèse. »

« On objectera peut-être que les officialités telles qu'elles sont organisées en ce moment, diffèrent singulièrement dans leur

composition ; que la procédure est loin d'être uniforme ; qu'il faudrait au préalable régulariser le tout. »

« On répondra : 1^o Que l'on ne saurait arriver d'un seul coup à l'uniformité désirable qu'à l'aide d'un concile national qui, vraisemblablement, ne sera pas réuni d'ici à longtemps ; 2^o Que le Conseil d'État, en déclarant invariablement substantielles telles ou telles formalités exigées avant 1789, pourrait ramener graduellement les officialités à une uniformité satisfaisante. »

« On objecterait peut-être encore qu'il serait inutile de reconnaître l'existence légale des officialités puisque les évêques pourront toujours statuer *ex informata conscientia* sans aucune formalité protectrice. »

« On peut répondre : 1^o Que d'après les dispositions formelles du Concile de Trente la sentence *ex informata conscientia* ne saurait être qu'une mesure exceptionnelle prise à l'occasion d'un fait occulte (*occultum crimen*) qu'il importe, pour éviter le scandale, de ne pas soumettre à un débat contradictoire ; 2^o Que cette procédure ultra-sommaire a été introduite par le Concile de Trente ; que ce Concile n'a jamais été reçu dans son ensemble en France et n'est pas rangé parmi les canons qui étaient considérés autrefois comme lois du pays. Le Conseil d'État pourrait à la rigueur, en revenant sur de précédentes décisions, se refuser à reconnaître la validité des sentences *ex informata conscientia* et contraindre indirectement les évêques à suivre la procédure régulière. » (F¹⁹ 6.253).

Le gouvernement du Second Empire chercha cependant à maintenir le pouvoir absolu des évêques sur leur clergé.

Les évêques français, ne pouvant procéder contre leurs prêtres, et notamment contre les curés inamovibles, conformément au droit commun de l'Église, leurs sentences, soit contre des desservants (voir ci-dessus la note sur la Correspondance de Rome), soit contre des curés, devaient normalement être invalidées par les congrégations romaines, dont le gouvernement refusait à son tour de reconnaître l'autorité. (Voir MATER, *L'Église Catholique*, Paris 1906, in-12, BASSIBEX : *Des sentences ex informata conscientia*, Paris 1894, in-8^o.)

Le droit coutumier français sur ce point ne résultait d'ailleurs pas seulement de la situation faite à l'Église de France par le Concordat et les Articles Organiques, mais de la nécessité où se trouvaient les évêques de tenir compte de l'opinion publique. Un procès de mœurs, instruit contre un curé, avec les lenteurs et la publicité inévitables dans une procédure régulière, aurait

en France donné lieu à un scandale, et, de la part des ennemis du clergé, à des attaques que l'autorité épiscopale tenait essentiellement à prévenir. C'est pourquoi les évêques français, au xix^e siècle, ont cherché à exercer leur autorité sur le bas clergé de manière administrative plutôt que judiciaire.

Un conflit analogue à celui de Vertou, mais beaucoup plus grave, fut soulevé par la sentence de déposition portée « *ex informata conscientia* » par l'archevêque de Paris, Morlot, contre le curé inamovible de Neuilly, Roy, le 15 mai 1862. Cette sentence fut cassée à Rome en 1864, mais le successeur de Morlot, Darboy, soutenu par le gouvernement, refusa de réintégrer Roy dans sa cure. (Voir F¹⁰ 6.108. Mémoires et Documents; vol. 116. Correspondance diplomatique de novembre 1864 à janvier 1865. Cf. J. MAURAIN : *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1851 à 1869*).

4 août 1852, Rayneval à Thouvenel.

« ... Nous avons fait... d'assez bonne besogne, et si vous êtes juste, vous saurez gré au pape de ce qu'il vient de décider dans l'affaire difficile du curé de Vertou. Il la renvoie à l'archevêque de Tours. Est-ce que ce n'est pas bien ? (1) Quant à l'affaire du bréviaire du Mans, dont vous me parlez, c'est de l'histoire ancienne, je veux dire par là antérieure à mes démarches. Elle a même compté parmi les griefs que j'ai articulés. Si donc vous y avez vu un signe défavorable, tranquillisez-vous, et tranquillisez qui de droit. La seule chose nouvelle c'est que le cardinal Gousset, consulté par le chanoine embarrassé lui-même de la réponse qu'il avait provoquée fort mal à propos, lui a conseillé, pour continuer le même système, de ne pas tenir la chose secrète (2). Je le répète encore, ce n'est pas à Rome que se fait tout le mal. »

« La condamnation du *Dictionnaire historique* de Bouillet (3) est une conséquence d'une maladresse et d'une faute de l'archevêque de Paris. Quel besoin avait-il d'aller approuver *sans le lire* un ouvrage qui ne traite en rien des matières ecclésiastiques ? Pourquoi s'en remettre comme il l'a fait à un de ses vicaires généraux et signer de confiance ? Qu'est-il arrivé ? Vingt évêques, ses confrères, se sont plaints de ce que l'autorité ecclésiastique

(1) Par dépêche du 16 août 1852, n° 27, Drouyn de Lhuys déclara à Rayneval que le gouvernement français était satisfait de la solution donnée à l'affaire Domergue.

(2) La réponse de la congrégation des Rites au chanoine Lottin (10 janvier 1852) fut publiée par l'Univers le 17 juillet 1852.

(3) Mis à l'Index le 1^{er} juillet 1852.

eût abrité de sa sanction un ouvrage où la religion est assez légèrement traitée et où, à ce qu'il paraît, les articles relatifs aux anciennes et modernes hérésies ne seraient rien moins qu'orthodoxes. Ces évêques en ont appelé au jugement du pape. Le livre, auquel on ne pensait pas, a été soumis depuis un an à la congrégation de l'Index qui l'a jugé condamnable. On a prévenu l'archevêque, l'invitant à aviser. Les réponses ont été jugées fort peu satisfaisantes. Il n'a pas du tout fait ce qu'on attendait de lui et le pape a décidé de passer outre. »

« Quant à l'annonce que lui en aurait faite Mgr Garibaldi, si l'on veut y voir un abus contraire aux strictes règles qui régissent les rapports avec Rome, c'est aller, je crois, un peu loin et tomber dans le vétilleux. Il y a en toute matière, et surtout en celle-ci qui est si délicate, certaines limites qu'il ne faut pas dépasser. J'ai eu à me plaindre dans le temps et à juste titre de la transmission directe du nonce à un évêque de bulles pontificales touchant aux affaires épiscopales. La cour de Rome a fait droit à nos plaintes : mais ici il ne s'agit que d'une nouvelle donnée ; il n'y a pas d'acte solennel modifiant en quoi que ce soit l'ordre de choses établi. » (1)

« Le dictionnaire est mis à l'Index. Cela vaut ce que cela vaut, et pas davantage. Qui est-ce qui n'a donc pas été mis à l'Index, depuis Fénelon jusqu'à l'abbé Lequeux ! Il n'y a là qu'une question de susceptibilité personnelle pour l'archevêque... Il doit être de fort mauvaise humeur : il y a de quoi. Mais au nom du ciel, que le gouvernement reste en dehors de ces querelles. »

« L'archevêque est très peu bien vu à Rome. On se méfie prodigieusement de lui. Il a eu des inspirations fort peu heureuses, il faut en convenir. Il a d'abord conseillé au pape de renoncer au pouvoir temporel (2). Ensuite, il a écrit une lettre pour encourager la défense de Venise et la cause de l'unité italienne (3) ;

(1) Voir le Mémoire de Rayneval (janvier 1853).

(2) POULOUAT, dans sa *Vie de Mgr Sibour* (Paris 1857, in-8°), conteste cette interprétation de la lettre écrite à Pie IX le 24 mars 1849 par l'archevêque de Paris. Il y conseillait seulement au pape de ne pas accepter que son pouvoir temporel fût rétabli par les armées étrangères. Voir PONLEVOY : *Vie du R. P. Xavier de Ravignan*, 2 vol. in-8°, Paris 1860 (quinzième édition, 1900). Pie IX aurait déclaré le 10 juillet 1853 à Ravignan « On a dit... que, dans l'affaire de l'Univers, j'ai été excité pour agir contre l'archevêque de Paris par la lettre qu'il m'a écrite à Gaète. Non, ce ne sont pas là de ces choses qui restent sur le cœur d'un pape. »

(3) Le 9 août 1849, Sibour avait écrit au ministre français des Affaires Étrangères pour l'engager à sauvegarder l'indépendance de Venise, alors assiégée par les Autrichiens. Cette lettre fut publiée par des démocrates italiens.

enfin, on l'a fort longtemps taxé ici d'être dans ses mandements un tantinet socialiste (1). Nous avons oublié tout cela, nous autres, mais on n'oublie rien à Rome et tout ce qui vient de l'archevêque de Paris y est suspect. Entre nous, et tout à fait entre nous, si l'archevêque a tenu à d'autres le langage qu'il m'a tenu à moi-même et dont je n'ai ouvert la bouche à personne, je ne puis plus m'étonner des défiances dont il est l'objet. Je n'ai jamais vu en effet le ressentiment et l'imprudence aller plus loin (2). C'est un bon prêtre, mais une tête faible et enivrée. Ne nous embarquons pas à sa suite ! »

« Deux mots encore sur le point si délicat de l'intervention du *bras séculier* en matières ecclésiastiques. Je puis en parler d'autant mieux que vous n'avez pas, que je sache, à vous plaindre de la manière dont a agi votre bras séculier. Mais sachez que nous avons soulevé des susceptibilités extrêmes. Le pape lui-même ne nous en veut pas le moins du monde (et je devais m'y prendre de façon qu'il ne pût nous en vouloir), mais il s'en fait un grief plein d'amertume contre ceux de nos évêques qui ont provoqué ce moyen extrême. Il ne le dit pas, il ne le montre pas, mais je tiens le fait pour certain. Ceci doit pour nous entrer en ligne de compte : n'abusons pas. Restons aussi longtemps que possible sur la réserve. Nous avons bien le droit de dormir sur nos lauriers. C'est ce que nous avons de mieux à faire. »

« Dépasser son but est pire que ne pas l'atteindre. Sachons nous borner à l'atteindre : deux faits importants vous donnent certitude sur la tendance actuelle des conseils du Saint Père (3). Laissons ces actes porter tranquillement leurs fruits et n'agissons de nouveau que pour les cas majeurs et qui valent la peine que l'on se résigne de compromettre le succès que nous avons obtenu. »

« Je cause avec vous comme sous les marronniers des Tuileries, mon cher collègue, et je vous donne ma pensée toute entière. C'est plus encore mon amitié qui m'y pousse que le souci des affaires. Adieu, croyez à tous mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués. »

(1) En janvier 1851, par exemple, Sibour avait conseillé au clergé parisien de ne se mêler en rien aux luttes politiques. Cette initiative fut blâmée par plusieurs évêques français et désapprouvée au Vatican (voir Correspondance diplomatique, 31 mars 1851).

(2) Voir GUETTÉE : *Souvenirs*. BAZIN : *Vie de Mgr Maret*. LECANUET : *Montalembert*, t. III (Lettre à Lallemand, 28 février 1870). PAGUELLE DE FOLLENAY, *Vie du Cardinal Guibert, archevêque de Paris*.

(3) La suspension de la Correspondance de Rome et le règlement de l'affaire Domergue.

« Note confidentielle » adressée par l'archevêque de Paris, Sibour, à Louis-Napoléon (1).

« Monseigneur, Votre Altesse m'a fait l'honneur de me demander ce que je pensais des Articles Organiques du Concordat. Le nonce de Sa Sainteté affirme qu'ils sont nuls de tous points, parce qu'ils n'ont pas été concertés avec le Saint-Siège. La présente note est destinée à montrer ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a d'inexact dans cette assertion : » (2)

« I. — Nous présupposons ici un point de doctrine qui n'est pas contestable, savoir : la distinction des deux puissances et leur indépendance réciproque dans la sphère de leur action propre. Du principe de la distinction des deux puissances et de leur indépendance réciproque découlent les conséquences suivantes : chaque pouvoir ne peut régler que les matières qui sont de sa compétence. »

« Le droit de l'Église est de régler d'une manière souveraine les matières *purement spirituelles*, comme il appartient à l'État de régler avec empire les matières *purement temporelles*. »

« Mais il est des matières *mixtes* où se trouvent comme juxtaposés un élément spirituel d'un côté et un élément temporel de l'autre. A la compétence de quelle juridiction appartiennent ces matières ? Elles ressortissent aux deux juridictions évidemment. »

« Les matières mixtes se doivent donc régler d'un commun accord entre l'Église et l'État, ou bien chaque pouvoir sépare ce qui lui est propre et l'organise à son gré. »

« Si dans les matières mixtes un des deux pouvoirs veut isolément organiser ce qui lui est propre, il risque d'empiéter

(1) AB XIX 173, dossier archevêque de Paris. Texte intégral. Cette note autographe de Sibour n'est pas datée. Elle a été évidemment écrite entre le coup d'État et le rétablissement de l'Empire. Les « actes récents émanés de Rome » auxquels elle fait allusion ne peuvent être que les décrets de l'Index et de la congrégation des Rites de janvier 1852 ou la condamnation du dictionnaire de Bouillet (1^{er} juillet 1852).

Nommé archevêque de Paris en 1848 comme républicain, Sibour avait accueilli le coup d'État avec beaucoup de réserve, puis il se rapprocha peu à peu du gouvernement. En novembre 1852, il conseilla à Louis-Napoléon de prendre le titre d'empereur de la République française (AB XIX 173, archevêque de Paris. Voir aussi R. HALT : *Papiers sauvés des Tuileries*. Paris 1871, in-8°, note sur Sibour par le baron de Vincent).

Il est intéressant de rapprocher la note de Sibour du mémoire adressé en janvier 1853 par Rayneval à Drouyn de Lhuys et qui traite des mêmes questions. La première donne le point de vue d'un évêque d'origine ultramontaine mais nettement hostile à la politique pontificale. Le second, celui d'un diplomate laïque très désireux de maintenir de bonnes relations entre le gouvernement français et la cour de Rome.

(2) Il semble donc que Louis-Napoléon avait consulté le nonce sur la validité des Articles Organiques.

sur la compétence de l'autre. De là des conflits qui peuvent altérer au moins, sinon briser, la concorde du sacerdoce et de l'Empire. Il résulte de ceci qu'il est infiniment plus sage et plus sûr de procéder par voie de concordats où les deux puissances garantissent le bien commun qui est la paix de l'Église et de l'État, en fortifiant leur action par des concessions réciproques et en se prêtant ainsi un mutuel secours. »

« Ce qui donne lieu aux matières mixtes, c'est la discipline extérieure de l'Église. »

« L'Église, pour régler en général sa discipline, a un pouvoir complet qu'elle seule peut limiter par de volontaires concessions. »

« Toutefois, on ne peut pas nier une légitime intervention de l'État dans tous les points de cette discipline qui sont d'ordre public et qui peuvent intéresser les lois et la tranquillité de la société civile. »

« Ainsi, pour ce qui est du culte en particulier, c'est à l'Église à régler l'*organisation* du culte, mais c'est à l'État incontestablement à régler la *police* du culte. »

« II. — Ces principes étant reconnus certains, on peut maintenant considérer les Articles Organiques, ou comme annexe du Concordat, ou comme loi de l'État, ou comme règlement de police. Quelle en est la valeur à ce triple point de vue ? Comme annexe du Concordat, les Articles Organiques sont radicalement nuls, et ici le nonce de Sa Sainteté a parfaitement raison. La raison dit en effet que les appendices d'un traité sont de la même nature que le traité lui-même et que les articles publics ou secrets qu'on joint à une convention, doivent nécessairement être réglés de concert par toutes les parties contractantes. »

« Or, les Articles Organiques furent dressés par le gouvernement tout seul, à l'insu du Souverain Pontife. L'essence du contrat qui se trouve dans la concurrence et l'accord des deux parties, accord sans lequel il ne peut y avoir d'obligation mutuelle, ne se trouve nullement dans les Articles Organiques. On sait que le Souverain Pontife se hâta de réclamer contre ces articles qu'on présentait comme faisant partie du Concordat et sa réclamation était la preuve de l'absence (1) préalable et absolument nécessaire dont nous parlons. »

« Donc il est bien vrai que les Articles Organiques n'ont aucune force obligatoire comme traité diplomatique ou annexe au Concordat. J'ai prouvé ceci longuement dans le premier

(1) *Sic* : les mots : de l'accord, ont évidemment été omis.

volume de mes *Institutions diocésaines*, pp. 315-350, et dans ma lettre à Mgr Affre, archevêque de Paris, reproduite à la fin du même ouvrage, pp. 464-478. »

« III. — Mais les Articles Organiques ont-ils au moins le caractère d'une loi de l'État ? Voici les raisons d'en douter, c'est que les Articles Organiques n'ont pas été présentés au Corps Législatif comme une loi, mais comme une annexe du Concordat. « La convention avec le pape et les Articles Organiques de cette convention, disait Portalis au Corps Législatif, participent à la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire à la nature d'un contrat. » Or, dans ce cas, la réclamation du pape invalide le traité comme nous venons de le voir parce qu'elle prouve le défaut de consentement de sa part et il est évident que tout ce qui invalide ici le traité invalide la loi dans son principe. Car le Corps Législatif a bien voulu sans doute sanctionner les Articles Organiques comme loi de l'État, mais seulement, qu'on le remarque bien, en tant que *traité diplomatique*, en tant qu'*annexe du Concordat*. »

« Si donc les Articles Organiques ne sont ni un traité diplomatique, ni une annexe du Concordat, ils n'ont pas reçu réellement la sanction du Corps Législatif ; la matière a manqué à cette sanction. Dès lors, ces Articles n'ont pas même le caractère légal, ils ne peuvent donc pas rigoureusement être appelés *loi de l'État*. »

« Que si, nonobstant la surprise faite au Corps Législatif, on veut leur attribuer ce caractère et les appeler de ce nom, il faut admettre au moins qu'ils ne sont lois de l'État que dans celles de leurs dispositions qui règlent les matières qui sont de la compétence de l'État. »

« IV. — Mais qu'importe au surplus de leur véritable caractère et du nom qu'il plaira aux légistes et aux théologiens de leur donner ? Si les Articles Organiques ne sont ni une annexe du Concordat, ni une loi de l'État, ils sont toujours certainement un règlement d'ordre public, tout aussi obligatoire qu'une loi pourvu, comme nous venons de le dire, qu'on fasse rentrer ce règlement dans les limites de sa compétence. Or, il y aura peu à faire pour cela après le décret du 28 février 1810, car on y a fait droit à presque toutes les réclamations du Saint-Siège, mais pourtant il reste quelque chose à faire. »

« Nous disons que ce règlement d'ordre public, dans les limites que nous venons d'indiquer, est tout aussi obligatoire qu'une loi, parce qu'il est fait par la puissance compétente

et qu'il n'est après tout que l'exercice du droit souverain qu'a l'État de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir et protéger la paix publique; droit expressément reconnu par l'article premier du Concordat ainsi conçu : « Le culte sera public « en se conformant aux règlements de police que le gouverne-
« ment jugera nécessaires pour la tranquillité publique. »

« Ce règlement, d'ailleurs, doit être considéré comme l'application de plusieurs lois non abrogées de l'ancienne monarchie. C'est le résumé de notre vieux droit national, c'est-à-dire des franchises, prérogatives et usages de l'Église de France que le pape, dans la personne de son légat *a latere* le cardinal Caprara, a formellement juré de respecter, la veille même de la promulgation du Concordat. C'est sous la garantie de ce serment solennel que le Premier Consul, à l'exemple des anciens rois, voulut mettre l'exécution de son traité avec le Saint-Siège. »

« C'est pour toutes ces raisons que, sous la monarchie de Juillet, alors que nous réclamions nous-mêmes si énergiquement contre quelques-unes des dispositions de ce règlement, soit dans nos *Institutions diocésaines*, soit dans notre correspondance officielle avec M. Martin du Nord (1), nous n'avons jamais demandé la totale suppression des Articles Organiques, mais seulement leur révision. »

« Pie VII ne l'a jamais non plus exigée, cette suppression. L'article 2 du Concordat de 1817, comme on peut le vérifier, abroge seulement les dispositions qui, dans ces articles, sont *contraires à la doctrine et aux lois de l'Église*. »

« Voilà ce que nous pensons des Articles Organiques en général et de leur valeur légale. Sauf quelques points particuliers qu'il serait facile de modifier s'il était question de leur révision, ils doivent être considérés comme une ordonnance fondée sur les anciens et légitimes usages de la France. » (2)

« V. — Nous arrivons maintenant à la question spéciale qui a été soulevée par des actes récents émanés de Rome. Le droit incontestable qu'a le Saint-Siège de publier ses décrets entraîne-t-il le droit de les publier partout ailleurs, quels qu'ils soient ? En d'autres termes, faut-il abroger toutes les formalités que la France et tous les pays catholiques ont exigées et auxquelles le Saint Père lui-même s'est soumis pour la promulgation des

(1) Ministre des Cultes d'octobre 1840 à janvier 1847.

(2) Voir ci-dessus dans la note sur la Correspondance de Rome la thèse ultramontaine opposée à celle de Sibour sur l'abrogation des anciennes coutumes françaises par la bulle *Quid christi domini*.

bulles, brefs, décrets, etc., qui ne regardent pas la foi, mais seulement la discipline ? Nous sommes loin de le penser. »

« Ce droit de contrôle, si nécessaire pour garantir de toute atteinte nos usages les plus légitimes et pour conserver la paix publique si fort intéressée dans la paix des consciences, doit être conservé par l'État et exercé par lui. »

« Il n'est en rien contraire au respect dû au Saint-Siège. Dans l'intention du chef de l'Église et conformément aux dispositions des Conciles de Nicée et de Trente, les actes disciplinaires émanés de Rome renferment toujours cette clause : *Salvis ecclesiarum consuetudinibus*. Or, comment pourrait-il être contraire au respect dû au Saint-Siège et à la cour de Rome, de constater, suivant le vœu de l'Église et pour éviter que la paix publique soit troublée, l'accord ou le désaccord des dispositions d'une bulle pontificale, d'un décret de congrégation avec la discipline locale et les usages établis ? En quoi une si sage précaution peut-elle blesser les prérogatives du père commun des fidèles ? »

« Benoît XIV ne croyait pas que l'autorité suprême du vicaire de Jésus-Christ pût en recevoir la moindre atteinte, comme on le voit dans une instruction que donne ce grand pape pour l'exécution du Concordat entre le Saint-Siège et le Piémont (1). Cette instruction est rapportée par Alasia, célèbre auteur piémontais, *De legibus, disput. IV art. I*. En voici le passage le plus remarquable : « Les constitutions pontificales « qui regardent la discipline doivent être soumises à la révision « du Sénat et afin d'avoir force obligatoire, elles auront besoin « de l'*exequatur* royal. Sont exceptées : 1^o les constitutions « et brefs touchant les règles de la foi et des mœurs, etc. *Constitutiones pontificæ disciplinam respicientes debent subire « revisionem senatus. Eadem, ut vim habeant, indigebunt regio « exequatur, etc.* »

« L'*exequatur* est aussi exigé, dit le même auteur, soit pour « les mandements des évêques étrangers à la Savoie, soit pour « les pièces quelconques provenant des supérieurs religieux

(1) Dans un discours prononcé au Sénat le 15 mars 1865, l'archevêque de Paris, Darboy, exposa sur l'autorité des Articles Organiques des vues identiques à celles qui inspirèrent cette note. Comme Sibour, Darboy cita, pour justifier l'*exequatur* en matière de discipline, ce passage de l'instruction de Benoît XIV. Dans sa lettre du 26 octobre 1865, Pie IX blâma sévèrement Darboy d'avoir admis en partie la légitimité de l'*exequatur* et contesta l'interprétation qu'il avait donnée de l'instruction de Benoît XIV (voir l'Univers, 18 et 22 mars 1869).

L'on peut remarquer que, dès 1852, Darboy était un des collaborateurs de Sibour.

« étrangers à la Savoie pour le gouvernement de leurs commu-
 « nautés : *Neque enim generales, provinciales, visitatores exteri*
 « *possunt ullam exercere jurisdictionem nisi eorum litteræ exequatur*
 « *habeant.* »

« Enfin l'exercice de ce droit se retrouve à des degrés divers dans presque tous les États les plus catholiques et les plus dévoués au Saint-Siège. Ainsi le roi Charles III d'Espagne, par exemple, avait ordonné qu'aucun jugement de la congrégation de l'Index ne serait publié dans ses États lorsque les auteurs n'auraient pas été cités et entendus. »

« Voilà, Monseigneur, en ce qui touche cette question de notre droit public ecclésiastique sur laquelle Votre Altesse a bien voulu me demander mon opinion, des principes incontestables. Je crois ces principes favorables à l'Église non moins qu'à l'État, et sans eux il n'y aurait plus d'harmonie possible ou du moins durable entre la société civile et la société religieuse. »

« Je suis, Prince, avec un profond respect et un entier dévouement, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur. »

14 août 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 204 (1).

« La congrégation de l'Index a condamné, il y a quelque temps (2), le *Dictionnaire historique* de M. Bouillet, dont l'examen lui avait été déféré par suite de la réclamation d'un grand nombre d'évêques effrayés, à ce qu'il paraît, d'une approbation spéciale donnée à cet ouvrage par l'archevêque de Paris. On avait prévenu par courtoisie l'archevêque, en l'invitant à faire introduire dans l'ouvrage les modifications nécessaires et à reconnaître l'appel fait en cour de Rome. Il paraît que l'archevêque a soulevé des objections sur ce dernier point et qu'on s'est contenté, pour les corrections, d'un errata, jugé ici fort insuffisant, à la fin du volume. Dans cette situation, on a passé outre, et le cardinal Antonelli m'a dit qu'à la suite d'un mécontentement assez vif, l'archevêque s'était rendu aux observations de Mgr Garibaldi et qu'on était convenu, d'accord avec M. Bouillet, de faire une nouvelle édition. Le cardinal Antonelli se félicitait beaucoup de ce résultat et en savait bon gré à l'archevêque. »

(1) Le 28 juillet 1852, Drouyn de Lhuys avait succédé à Turgot comme ministre des Affaires Étrangères.

(2) Le 1^{er} juillet 1852.

20 août 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 207 (25 août).

« ... Mgr Bonamy, archevêque de Calcédoine, supérieur général de la congrégation de Picpus, vient... d'arriver à Rome où il a été appelé pour donner sa part d'information sur la scission profonde qui s'est formée dans le sein de la congrégation à propos de discipline intérieure et qui était arrivé à tel point que le Saint Père s'est vu obligé d'intervenir et de nommer un visiteur spécial muni des pouvoirs les plus étendus en la personne de Mgr l'évêque d'Arras. Mgr de Calcédoine s'était retiré à Versailles en attendant le résultat de l'enquête. Il m'a témoigné sur les dispositions de la cour de Rome à son égard des inquiétudes que je me suis employé à calmer. Il était porteur d'une lettre de M. le ministre des Cultes qui, tout en déclarant que l'administration civile devait rester étrangère à cette affaire, portait en faveur de Mgr de Calcédoine un honorable témoignage. J'ai parlé de lui au cardinal Antonelli dans la mesure que je devais garder. Son Éminence lui a fait bon accueil. Il verra le Saint Père et, sans aucun doute, les explications qu'il sera dans le cas de donner pèseront d'un grand poids au moment décisif. On attend les rapports de Mgr d'Arras et l'on tiendra compte, je crois, du zèle souvent ardent qui distingue ce prélat. » (1)

23 août 1852, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 28.

« ... Vous verrez, Monsieur le comte, en lisant le *memorandum* (2) destiné à défendre le projet de loi sur le mariage, que le rédacteur de ce document tire un argument de l'ordre de choses établi en France en cette matière par le Code civil et consacré par le Concordat. J'ai dû repousser l'analogie que l'on entendrait établir entre deux situations tout à fait dissemblables et faire comprendre à M. le marquis Doria que nous ne pensions pas que, par cela seul que nous possédons en France l'indépendance complète de l'autorité civile, nous soyons tenus de nous unir au gouvernement piémontais pour demander que le Saint-Siège lui reconnaisse les mêmes franchises. Il ne faut pas oublier, en effet, que lorsque ce régime fut consacré en France par le Concordat, on sortait à peine d'une révolution radicale, d'une lutte

(1) Voir CHARLES GUILLEMANT : *P. L. Parisis*, t. III : *l'Évêque d'Arras*. Paris-Arras, 1925, in-8°.

(2) Ce memorandum émanait du gouvernement piémontais dont le clergé combattait la politique de laïcisation et qui avait souvent recours aux bons offices du gouvernement français auprès de la cour de Rome.

terrible dans laquelle avaient succombé toutes les institutions religieuses et le culte lui-même. Dans cette situation sans précédent dans le monde, il n'est pas étonnant que le Saint-Siège n'ait pas cru trop concéder en accordant à un pouvoir réparateur qui rouvrait les églises et relevait les autels partout renversés, la signature d'un Concordat qui, après tout, consacrait en présence des ruines que la Révolution avait faites en France et en Europe, un immense progrès religieux. Évidemment, le Piémont, qui est placé dans des conditions différentes et où se trouvent un clergé et une population tout disposés à appuyer le Saint-Siège de leurs sympathies, ne saurait prétendre à obtenir de Rome la reconnaissance des mêmes franchises... »

« Sans y attacher plus d'importance qu'il ne faut, j'ai vu cependant avec quelque regret la mesure prise par la congrégation de l'Index à l'égard de l'archevêque de Paris à propos de l'approbation donnée par ce prélat au dictionnaire de M. Bouillet. Je ne saurais trop vous le dire, Monsieur le comte, nous voulons la tranquillité et l'ordre en France, et particulièrement au sein du clergé ; c'est l'intérêt du Saint-Siège comme le nôtre qu'il en soit ainsi, et nous devons compter sur sa haute sagesse pour nous y aider, dans les petites choses comme dans les grandes. »

24 août 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 208 (30 août).

« J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 16 de ce mois. J'ai dit au cardinal Antonelli combien le gouvernement du Prince Président savait gré au Saint Père de la solution si sagement donnée à l'affaire du curé de Vertou. La correspondance du nonce confirmait mes paroles. Le cardinal Antonelli, qui ne m'avait rien avoué jusqu'ici des difficultés qu'avait rencontrées cette détermination, en est convenu et s'est applaudi d'avoir encouragé les prudentes dispositions du Saint Père. »

Bonamy, supérieur général de la congrégation de Picpus, a été accueilli avec bienveillance par Pie IX.

Lettre du Prince Louis-Napoléon à Mgr de Ségur.

« Saint-Cloud, 29 août 1852. »

« Mon cher Monsieur de Ségur, je ne vous ai pas répondu parce que je suis toujours très occupé et qu'ensuite je n'aime pas beaucoup à écrire. Je tiens cependant à vous dire que vos lettres m'ont fort intéressé et que je me suis empressé de rece-

voir tous les ecclésiastiques que vous m'avez recommandés. Je suis heureux de savoir que le Saint Père est toujours animé des mêmes sentiments à mon égard. Nous avons bien besoin que son esprit supérieur et élevé plane au-dessus de toutes les petites rivalités qui entretiennent dans le clergé des dissensions déplorables. Et à ce sujet, je sais que je vous dois des actions de grâces. Depuis que vous m'avez écrit, j'ai pu me convaincre que ce ne sont pas les évêques les plus gallicans qui se montrent froissés de certaines mesures prises ou tolérées à Rome, mais au contraire les hommes les plus distingués et les plus modérés de l'épiscopat français. »

« Aujourd'hui, le plus difficile de ma tâche reste encore à accomplir ; car le plus difficile n'est pas de vaincre, mais d'assurer la victoire. J'ai triomphé du socialisme avec les principes de religion et d'autorité. Dieu veuille que les hommes qui représentent ces principes se soutiennent toujours mutuellement et qu'ils ne se fassent jamais la guerre ; car ce ne seraient que nos ennemis communs qui pourraient en profiter. »

« Je vous envoie cette lettre par un de mes aides de camp [c'était le général de Cotte], *officier très pieux*, qui va commander une brigade à Rome. Le Saint Père verra par là que je tiens à honneur qu'un des officiers attachés à ma personne serve dans l'armée qui le protège en lui obéissant. Recevez mon cher Monsieur de Ségur, l'assurance de mes sentiments d'estime et de sympathie. »

« Louis-Napoléon. » (1)

2 septembre 1852, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 31.

Le 14 août 1852, Antonelli, dans une lettre publique (2), a félicité l'archevêque de Chambéry de la résistance opposée par l'épiscopat sarde au projet de loi sur le mariage civil. Drouyn de Lhuys regrette la vivacité de ces protestations : ... « En attaquant une législation qui ménagerait plus encore que la nôtre les anciennes traditions de l'Église sur la célébration du mariage, elle condamne indirectement des institutions irrévocablement acquises à la France, dont le Saint-Siège ne remettrait pas le principe en question sans inquiéter les esprits et créer par là même des embarras au gouvernement. »

(1) Cité d'après : *Mgr de Ségur : Souvenirs et récit d'un frère*, par A. DE SÉGUR, Paris 1882, 2 vol., in-12.

(2) Cette lettre avait été reproduite par les journaux français.

4 septembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 210 (10 septembre).

Rayneval a remis copie à Antonelli de la dépêche n° 28. « Il a été particulièrement touché des limites que vous avez si judicieusement tracées à l'intervention du gouvernement du Prince Président dans cette affaire et de la différence que vous avez établie entre le Piémont et la France au sujet de l'indépendance complète du pouvoir civil... »

« Je n'étais pas fâché non plus en remettant cette copie au cardinal de lui faire voir l'opinion que vous avez émise au sujet de la condamnation d'un livre approuvé par l'archevêque de Paris. J'en avais déjà entretenu Son Éminence ; un témoignage direct ne nuira pas. Il ne saurait d'ailleurs avoir aucun inconvénient, toutes ces communications n'ayant lieu qu'à titre purement confidentiel. »

« Dans la copie que j'ai remise, j'ai été obligé de modifier quelques expressions au sujet du mariage civil qui aurait été *consacré en France par le Concordat*. Une pareille opinion émise devant le Saint-Siège eût entraîné des observations fort inopportunes. Je n'ai pas besoin de dire qu'aucun article du Concordat ne se rapporte au mariage civil. L'article 54 des Articles Organiques défend aux ecclésiastiques de donner la bénédiction nuptiale tant que le mariage civil n'aura pas précédé, mais la cour de Rome a protesté contre ces articles. En réalité, le pape Pie VII a passé outre au Concordat malgré le divorce et le mariage civil et renonçant à poursuivre leur abolition immédiate. Depuis lors, lui-même et ses successeurs ont fait de fréquentes démarches pour obtenir la révocation de l'une et l'autre de ces dispositions législatives. Ils sont parvenus à l'abolition du divorce et ont reçu à diverses époques, quant à l'abolition du mariage civil, des promesses sur lesquelles ils savent très bien ne pouvoir compter, mais qui ont été soigneusement enregistrées. Il est donc vrai de dire que la cour de Rome a pris son parti de cette législation en France. C'est dans ce sens que j'ai compris l'expression employée dans la dépêche à laquelle j'ai l'honneur de répondre, et non comme indiquant une consécration formelle dont on chercherait en vain la trace. D'où il suit qu'en prétendant faire reconnaître par Rome le mariage civil, le gouvernement piémontais demande beaucoup plus qu'il n'a été fait en France... »

10 septembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 211 (16 septembre).

« La lettre du cardinal Antonelli à l'évêque de Chambéry a été imprimée non seulement sans son aveu, mais à son grand déplaisir. Il a hautement déclaré qu'il y voyait, outre un manque de prudence, un manque complet de convenances et d'égards. Il s'en est plaint d'autant plus fortement que l'évêque de Chambéry a jugé à propos d'omettre tout un passage de sa lettre qui contenait sur quelques autres points d'assez vives remontrances. Les observations que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser perdaient donc en grande partie leur gravité puisque le fait principal de la publication était complètement désavoué par le cardinal. Je les lui ai fait connaître avec toutes les précautions nécessaires en pareil cas. Il m'a exprimé ses regrets et m'a de nouveau donné tous les détails de cet abus de confiance. Il s'est montré très touché des observations qui avaient trait aux dispositions de nos propres lois. Il a protesté qu'il n'entrait nullement dans sa pensée de leur faire la guerre. Il m'a dit que nos évêques, en général, ne s'en plaignaient pas autrement ; qu'en réalité, toute cette question se bornait à ce qu'au point de vue purement canonique le mariage civil était nul, et constituait une infraction des plus graves à la loi qui oblige tout catholique de respecter les sacrements ; qu'au reste, la première déclaration des évêques de Savoie avait été réduite à de plus justes bornes par un commentaire postérieurement publié et dont il m'a remis un exemplaire. Je le joins ici. Le cardinal, enfin, s'est plaint de la traduction qu'on a faite de sa lettre, disant que les termes en étaient fort mal rendus et a protesté encore une fois que, loin de chercher à attiser le feu, il ne s'était jamais employé et ne s'emploierait jamais qu'à l'apaiser. »

« A cette occasion, le cardinal m'a exprimé ses plaintes les plus vives sur une autre publication qui a eu lieu en France d'une lettre toute particulière qu'il avait adressée au cardinal Gousset (1). Il en était tout à fait mécontent : il m'a dit que dorénavant il ne répondrait plus directement aux évêques, puisqu'on

(1) Gousset avait communiqué à Antonelli, le 13 juillet, sa lettre du 30 juin où il blâmait le caractère insolite et contraire aux traditions de l'Église de la déclaration de Dupanloup. Par lettre du 30 juillet 1852, Antonelli approuva entièrement l'archevêque de Reims sur ce point décisif : « Sans avoir aucune intention de censurer ici qui que ce soit, il faut bien remarquer dans l'intérêt de la vérité qu'il y a un point de la plus grave importance pour les évêques et que Votre Éminence a signalé fort à propos. C'est la nécessité de conformer aux règles et coutumes établies par l'Église la nature et la forme des actes émanant du corps épiscopal. Sans quoi on court un

abusait à ce point de sa correspondance : « Voyez, m'a dit Son
« Éminence, dans quelle fausse position cette publication me
« place : j'ai usé de tous mes efforts pour encourager les évêques
« de France, et en particulier l'évêque d'Orléans à ne point
« mettre le public dans la confiance de leurs divisions et voilà
« qu'il semble que je sois le premier à manquer à la règle que
« je recommande avec tant d'insistance (1). »

14 septembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Merci de vos quelques lignes du 6, obligeantes et amicales. J'ai trouvé, en effet, la dépêche sur la lettre du cardinal à l'évêque de Chambéry un peu vive dans la forme. Mais j'ai été très prudent dans l'usage que j'en ai fait, et, quant à moi, je sais par expérience que parfois ces sortes de choses sont prises très vivement d'abord et qu'on les oublie ensuite. Vous aurez vu que la publication de cette lettre est uniquement le fait de l'évêque, que le cardinal la blâme et s'en plaint en termes très vifs, que la lettre a été tronquée, etc. Je n'avais donc pas matière à querelle. Car au fond, vous ne voulez pas que les gens qu'on écorche s'abstiennent de crier. Vous voulez seulement qu'ils le fassent à huis clos. Nos propres lois ne sont pas en jeu. C'est un point sur lequel la cour de Rome a passé condamnation ; mais elle fera tout ce qui peut dépendre d'elle pour que l'exclusion légale de l'autorité ecclésiastique dans la consécration du mariage ne s'étende pas hors des limites qui la circonscrivent. Au reste, le Piémont a montré le fond de son sac. Il voulait faire croire au pays que Rome était presque d'accord, et faire croire à notre gouvernement qu'il désirait vivement s'accommoder. On sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur tous ces points et sur la sincérité de notre protégé qui aurait bien voulu que nous l'aidassions à tromper les uns et les autres. »

trop grand danger de rompre l'unité si nécessaire d'esprit et d'action, même dans les démarches par lesquelles on pourrait quelquefois chercher ardemment à l'établir. » Antonelli, d'ailleurs, approuvait dans son ensemble la lettre de Gousset et jugeait que l'apaisement de la querelle des classiques dispensait le Saint-Siège d'y intervenir.

Cette réponse, publiée avec la lettre de Gousset dans l'Univers du 20 août, consacra l'échec de Dupanloup.

(1) L'extrait de cette dépêche relatif au cardinal Gousset fut transmis au ministre des Cultes le 18 septembre 1852 avec cette appréciation : « Le langage dont s'est servi Son Éminence à cette occasion est une nouvelle preuve de l'attitude prudente et réservée prise par le Saint-Siège en présence des discussions devenues si irritantes... »

[F¹⁹ 1.933.]

20 septembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 214
(25 septembre).

« M. le comte de Saint-Marsan, archevêque *in partibus*, ancien nonce en diverses résidences, a été chargé par le Saint Père d'une lettre qu'il devra remettre au Prince Président lors de son passage à Marseille ou à Toulon. Il est également chargé d'exprimer au Prince tous les sentiments de gratitude et de dévouement du Saint Père... »

30 septembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 216
(5 octobre) (1).

Le général Gêmeau, revenu de France à Rome, a porté au pape les salutations du Prince Président et la nouvelle de l'accueil triomphal qu'il reçoit dans le Midi. On s'en félicite à Rome.

4 octobre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 217.

« ... Le gouvernement pontifical et le public se sont vivement émus à la nouvelle du complot qui s'était tramé à Marseille et dont les épouvantables conséquences ont été si providentiellement détournées. Le Saint Père m'en a parlé avec une vive émotion. »

10 octobre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 218
(19 octobre).

« Mgr de Saint-Marsan a rendu le compte le plus favorable de l'accueil qu'il a reçu à Marseille du Prince Louis-Napoléon. Le gouvernement pontifical y est très sensible et le cardinal Antonelli m'a donné avec une satisfaction marquée le détail des attentions dont l'envoyé du pape avait été l'objet. Ce dernier déclare n'avoir jamais rien vu de pareil à la réception qui a été faite au Prince. Le Saint Père et son ministre y prennent le plus vif intérêt et partagent la satisfaction de tous. »

20 octobre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 220
(25 octobre) (2).

« J'ai eu hier la satisfaction d'être le premier à donner connaissance au cardinal Antonelli et au Saint Père du discours

(1) C'est à Marseille que, posant la première pierre de la nouvelle cathédrale, Louis-Napoléon déclara le 26 septembre 1852 : « Mon gouvernement, je le dis avec orgueil, est peut-être le seul qui ait soutenu la religion pour elle-même ; il la soutient non comme instrument politique, non pour plaire à un parti, mais uniquement par conviction et par amour du bien qu'elle inspire, comme des vérités qu'elle enseigne. »

(2) Texte intégral.

prononcé à Bordeaux par le Prince Louis-Napoléon (1). Cet admirable langage répondant si nettement aux préoccupations du jour, et si bien fait pour accroître encore la confiance de l'Europe envers le Prince auquel la France a remis le soin de ses destinées, a rencontré à Rome le plus vif écho. Le cardinal Antonelli s'en est montré extrêmement satisfait. Il y a trouvé la réponse la plus péremptoire aux questions que chacun s'adresse. Je n'ai pas besoin de dire avec quel soin on remarque à Rome les paroles que le Prince saisit toute occasion de prononcer en faveur des idées religieuses. Ces paroles produisent toujours l'impression la plus favorable. Celles qui viennent d'être prononcées tout récemment à Bordeaux ont nécessairement attiré l'attention plus encore que de coutume et ont été appréciées comme elles méritaient de l'être. »

« Ayant reçu ce matin la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser directement de Bordeaux (2), je me suis empressé d'en donner confidentiellement lecture au cardinal Antonelli et la lui ai laissée pour qu'il la fit voir au Saint Père. Cette communication a été fort bien reçue, non pas seulement à cause de l'importance du sujet, mais parce qu'elle donnait comme une consécration nouvelle aux assurances si noblement exprimées dans le discours du Prince sur la défense des principes d'ordre, de religion et de paix qui, seuls, peuvent sauver la société moderne des bouleversements qui l'ont menacée et la menaceraient encore, sans l'intervention providentielle qui excite en ce moment de si grands et de si justes témoignages de reconnaissance. Le cardinal Antonelli, qui avait remis à Sa Sainteté le discours de Son Altesse, a pu me dire ce matin que l'impression du Saint Père n'était pas moins favorable que la sienne et que Sa Sainteté s'était étendue en éloges bien mérités sur ce nouveau et important témoignage des intentions et des sentiments du Prince qui tient en ses mains les destinées de la France et celles de l'Europe. »

10 novembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 225 (15 novembre).

« J'ai eu l'honneur de remettre avant-hier au Saint Père la réponse du Prince Louis-Napoléon à la lettre que Mgr de Saint-

(1) C'est dans ce discours que Louis-Napoléon déclara : « L'Empire c'est la paix », et d'autre part : « Je veux conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyances, connaît à peine les préceptes du Christ. »

(2) Elle ne figure pas dans la Correspondance diplomatique.

Marsan avait remise à Son Altesse de la part du pape. Sa Sainteté s'est montrée très touchée des termes de cette lettre. Elle m'en a exprimé toute sa satisfaction et je sais qu'elle en parlé dans les mêmes termes aux personnes de son entourage. »

Rayneval a insisté de nouveau pour que Morlot fût élevé le plus tôt possible au cardinalat, mais n'a pu obtenir la fixation d'une date précise. Il a, d'autre part, demandé au pape de hâter le règlement de l'affaire de la congrégation de Picpus.

14 novembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 227 (23 novembre).

« On attend d'un moment à l'autre la nouvelle positive du résultat des dernières délibérations du Sénat. Le grand acte que cette assemblée va concourir à consacrer est considéré par le gouvernement pontifical comme la conséquence nécessaire des sentiments que le pays tout entier a fait éclater et sera reçu comme un nouveau gage donné à la stabilité des principes d'ordre et de paix auxquels le nouvel Empereur a assuré la victoire en France et en Europe. »

14 novembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Vous indiquez à merveille la solution des questions que soulève la démission d'un évêque (1). Pour que les choses soient faites en règle, il faut que les deux démissions (2) soient simultanées. Or, rien n'assure mieux cette simultanéité que la remise au gouvernement des deux démissions, sauf à lui de transmettre au Saint-Siège celle qui concerne la pape. Ce mode de procéder, pour être le meilleur, n'est pas de rigueur. Il y a des évêques qui envoient le même jour leur démission à Paris et à Rome. D'autres qui envoient leur démission au pape par *duplicata*, la première expédition partant directement, l'autre étant confiée au gouvernement pour qu'il la transmette à Rome. Les évêques qui savent faire les choses s'assurent d'avance que Rome acceptera leur démission. Rien de plus simple que la réponse faite à ce sujet à l'évêque de Grenoble (3). Pourquoi, en pareil cas, laisser le siège vacant ? Il est bien plus raisonnable de combiner les choses de façon que l'ancien évêque soit immédiatement remplacé par le nouveau. Voilà ce que veut dire

(1) Philibert de Bruillard, évêque de Grenoble, et Robiou de La Tréhonuais, évêque de Coutances, tous deux très âgés, voulaient démissionner.

(2) L'une adressée au gouvernement, l'autre au pape.

(3) Par le Saint-Siège.

cette phrase que la démission sera acceptée quand le successeur sera connu. C'est chercher midi à 14 heures que d'y voir une prétention d'influer sur le choix du gouvernement, aussi libre en cette circonstance qu'en toute autre, comme est libre l'acceptation du pape (1). Je crois savoir que l'évêque de Grenoble a un candidat en poche (2). C'est peut-être pour cela qu'il a fait ressortir la fameuse phrase. Il ne sait pas que ces sortes de combinaisons ne sont aucunement goûtées à Rome et que le pape ne les agrée nullement dans ses propres États. *Quand le successeur sera connu*, veut dire quand le gouvernement aura trouvé et présenté un successeur et que ce successeur sera préconisé. Si je ne me trompe, c'est l'acte même de préconisation du successeur qui constate l'acceptation de la démission du prédécesseur... » (3)

« Savez-vous quelque chose de ce bruit qui court les airs, du pape sacrant à Paris le nouvel empereur ? Je commence à m'en tourmenter. Si l'archevêque de Reims, ou l'archevêque de Paris..., mais, c'est prendre les choses de trop loin. En tout cas je serais fort aise d'entrevoir sur ce point un indice de l'avenir. » (4)

« P.-S. — J'ai reçu la lettre de M. Fortoul. Je répondrai par le prochain courrier. »

(1) En attendant la nomination des deux nouveaux évêques pour se prononcer sur la démission de leurs prédécesseurs, le pape gardait la possibilité de refuser ces démissions si les choix du gouvernement ne lui agréaient pas. Fortoul s'en était inquiété et avait écrit à Rayneval à ce sujet.

(2) Ginouilhac, qui fut effectivement nommé le 9 décembre 1852. Il était notoirement contraire aux tendances de l'Univers. Voir F¹⁰ 2.531, épiscopat Lyon, dossier Ginouilhac ; et ci-dessous, Rayneval à Drouyn de Lhuys, 24 janvier 1853.

(3) Cet extrait de la lettre de Rayneval fut communiqué à Fortoul par Drouyn de Lhuys ; Contencin nota le 25 novembre : « D'après ces considérations, le ministre a décidé qu'il soumettrait immédiatement à la signature du Prince les décrets portant nomination des nouveaux évêques de Contances et de Grenoble. » Dès le 2 et le 3 novembre, le chef de la première division des Cultes, Nigon de Berty, avait émis, dans deux notes, des vues identiques à celles de Rayneval (F¹⁰ 2.452).

(4) Le général De Cotte (voir ci-dessus la lettre du 29 août 1852 de Louis-Napoléon à Ségur), arrivé à Rome en septembre, avait pressenti Pie IX à ce sujet. La négociation fut poursuivie par l'évêque de Carcassonne, Bonnechose. Au cours de son voyage dans le Midi, en octobre 1852, Louis-Napoléon, reçu par Bonnechose, s'était entretenu avec lui d'une modification possible des Articles Organiques. Malgré les objections de ses ministres, il était favorable à cette révision que Montalembert lui avait demandée dès le lendemain du coup d'État et sur laquelle, on l'a vu, il continuait à se renseigner. Bonnechose séjourna à Rome du 24 octobre 1852 au 17 janvier 1853 et vit plusieurs fois Pie IX, qui se montra personnellement disposé à aller sacrer le nouvel empereur moyennant la révision des Articles Organiques et un certain nombre d'autres modifications de la législation civile française. Bonnechose, dès son retour en France, fit part à Napoléon III des conditions de Pie IX. Ségur ne paraît pas avoir joué de rôle actif dans cette première phase de la négociation. Voir Besson : *Vie du cardinal de*

20 novembre 1852, Rayneval à Fortoul (1).

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Je viens vous remercier de toute la confiance dont elle témoigne. »

« J'ai lu avec tout l'intérêt qu'elle mérite la lettre du vénérable archevêque de Tours. J'ai l'espoir fondé que l'évêque du Mans sera bien reçu et que, de son voyage, rien ne résultera au détriment de l'épiscopat français. J'ai prévenu la cour de Rome de son arrivée prochaine et lui prépare les voies de mon mieux. Une marque extérieure de la bienveillance du Saint-Siège serait sans doute très désirable. Quand le moment sera venu, j'y mettrai tous mes efforts. Peut-être obtiendra-t-on le *pallium* ; il ne faudra pas se dissimuler, cependant, que cette faveur est rare, que deux de nos évêques l'ont seuls obtenue et qu'elle ne s'accorde que dans des circonstances toutes particulières. »

« Quant au livre de l'évêque du Mans, il n'a été réellement examiné, et à titre purement confidentiel, que le jour où il l'a soumis lui-même au jugement du Saint-Siège. Le prétendu examen antérieur qui devait aboutir à une condamnation n'a existé que dans l'esprit de ses détracteurs. »

« Je ne me suis pas contenté de traiter l'affaire du chapeau de Mgr Morlot avec le secrétaire d'État. J'en ai longuement causé avec le Saint Père. M. Drouyn de Lhuys vous en a sans doute fait part. Il est difficile de ne pas admettre la valeur des motifs allégués par Sa Sainteté comme de conserver après l'avoir entendu l'ombre d'un doute sur son désir sincère de nous donner satisfaction ; vous ne sauriez croire tout ce qu'il a fallu vaincre d'embarras, d'obstacles, pour nommer de prime abord Mgr Donnet. On espérait alors que quelque vacance nouvelle viendrait faciliter les choses. Mais l'embarras est toujours le même. L'Autriche, sans avoir jusqu'ici demandé un seul chapeau, vient simplement de lever le *velo* qu'elle avait mis à la nomination du primat de Hongrie, laquelle est de droit. La reine d'Espagne demande à remettre la barrette au nonce du Saint-Siège à Madrid, qui devrait être cardinal depuis quatre ans et qui est forcé de rester en Espagne jusqu'au moment de sa nomination, malgré l'état tout à fait alarmant de sa santé. Le nonce à Vienne

Bonnechose, archevêque de Rouen. Paris, 2 vol., in-8°, 1887 ; SÉGUR : *Mgr de Ségur. Souvenirs et récit d'un frère*, Paris 1882, 2 vol., in-12. *Journal du maréchal de Castellane*, Paris 1897, in-8°, t. IV, 30 janvier 1853.

(1) Autographe ; texte intégral ; F¹⁹ 1.933, dossier : « Affaire de l'Univers, classiques, théologie de Bailly et de Bouvier. »

a également dépassé de plusieurs années l'époque où, de droit, il aurait dû être promu. Le ministre de l'Intérieur a dû céder la place lors du dernier consistoire à Mgr Donnet et en garde rancune. Le secrétaire des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires a pris son parti plus en patience, mais on est engagé vis-à-vis de lui depuis je ne sais combien de temps. Si donc le Saint Père n'a pu faire la nomination de Mgr Morlot avant la fin de l'année comme il l'avait espéré, ce n'est pas mauvaise volonté de sa part, c'est la conséquence de la disproportion qui existe entre les engagements pris et les vacances. Le Saint-Siège a donné de telles preuves de son bon vouloir pour la nomination des autres cardinaux français qu'on ne saurait mettre en doute ses intentions. Le Saint Père aurait quelque idée de reculer encore la nomination de deux d'entre ses plus fidèles serviteurs, mais je doute qu'il s'y décide. J'y pousse, cependant, autant qu'il dépend de moi, quoiqu'il faille reconnaître que le pape a son pays à gouverner, que les ambitions y sont aussi vives qu'ailleurs et que, dans la position que les événements lui ont faite, il ne doit pas mécontenter ses amis. Sa Sainteté m'a parlé du mois de janvier, mais encore sans certitude positive. Le signe certain sera, il faut le dire, la nouvelle de décès de quelque membre du Sacré Collège. Ce que le Saint Père m'a de nouveau formellement promis, c'est que Mgr Morlot serait des premiers nommés.

« Vous pouvez être sans inquiétude aucune au sujet des démissions des évêques de Grenoble et de Coutances. Le cardinal Antonelli n'a rien compris à la réserve mise en avant par l'évêque de Grenoble. Le Saint Père a dit n'avoir jamais rien écrit de pareil. La personne qui a répondu à l'évêque a probablement fait allusion à la précaution que prend parfois la cour de Rome de retarder la notification officielle de l'acceptation de la démission jusqu'à ce que le successeur soit prêt à entrer en fonctions afin d'éviter que le siège reste trop longtemps vacant. Je ne sais s'il en sera ainsi cette fois. En tout cas il m'a été positivement déclaré qu'il n'y avait aucune connexion entre l'acceptation de la démission et la préconisation de l'évêque présenté comme successeur. Ce dernier devait être nommé comme en cas de vacance par décès dès que le Saint Père ferait connaître s'il agréait la démission, et le Saint-Siège acceptait et préconisait le successeur suivant les règles ordinaires. Le droit de patronat exercé par le chef de l'État restait et devait rester tout entier. Ainsi s'est exprimé en propres termes le cardinal Antonelli. »

« Rien n'est décidé encore pour la tenue du prochain consis-

toire. Il serait prudent de se tenir prêt pour le mois de janvier et de février. »

« Veuillez compter, Monsieur le Ministre, sur tout mon zèle à défendre les intérêts que vous voulez bien commettre à ma garde et veuillez agréer la nouvelle assurance de ma haute considération et de mes sentiments dévoués. »

20 novembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

Rayneval renouvelle l'assurance qu'il a déjà donnée à Fortoul au sujet des démissions des évêques de Grenoble et de Coutances.

« Quant à cette grosse affaire, très délicate affaire du voyage du pape à Paris, je ne puis vous dire qu'une seule chose. C'est qu'avant tout, il faudrait que je fusse d'une manière aussi détournée qu'on voudra mais d'une manière *certaine* que ce voyage entrerait dans les prévisions du futur empereur et dans ses désirs. Pour s'aventurer sur pareille question, il faut être sûr de son terrain. Quant aux (1) dispositions du pape, *personnellement*, elles sont, de toutes, les plus favorables. Mais aura-t-il la volonté assez forte pour briser les obstacles qu'on ne manquera pas d'accumuler autour de lui ? Il est permis d'en douter. Jusqu'ici je ne vois guère que lui de son opinion. Si je ne me trompe, c'est cette discordance qui fait que les autres se tiennent sur la réserve, et ne disent pas non. Une chance favorable nous est offerte par le temps qui va s'écouler jusqu'à ce qu'on puisse raisonnablement parler du sacre, c'est-à-dire quatre ou cinq mois. D'ici là, les événements marcheront et s'ils marchent bien, on peut espérer ; si surtout on ne fait pas d'affaires dans le genre du renvoi du général Levaillant (2), si l'on n'insiste pas comme M. Fortoul pour avoir immédiatement du pape ce septième chapeau (3) qui coûte déjà tant de peines et d'embarras, qui complique ici tant de choses. Au moment où j'écris, il ne serait rien moins qu'à propos de faire le plus petit effort. On se

(1) Le passage depuis « C'est qu'avant tout... » jusqu'à « quant aux » est biffé au crayon et remplacé par ces mots « *c'est que* les dispositions du pape... » Cette modification et les deux suivantes ont sans doute été faites par Thouvenel pour qu'une copie ainsi corrigée de la lettre de Rayneval pût être communiquée à Drouyn de Lhuys ou à Louis-Napoléon.

(2) Ce général français qui exerçait un commandement important dans l'armée pontificale, venait d'être mis à la retraite sans que le Saint-Siège eût été consulté. Rayneval avait signalé à Thouvenel dans sa lettre du 14 novembre la maladresse de cette mesure.

(3) Il n'y avait alors que cinq cardinaux français : Bonald, Dupont, Mathieu, Gousset et Donnet. Morlot devait être le sixième.

demande comment cela va tourner (1). On veut voir venir. On n'est pas sans quelques appréhensions sur les dispositions des grandes puissances. En attendant, il est incontestable que la proclamation de l'Empire n'est accueillie dans aucun des rangs de la société romaine avec une vraie satisfaction. On reste très froid : beaucoup de nos anciennes connaissances modifient leur attitude à notre égard. Je ne crois donc pas qu'à l'heure qu'il est le pape trouvât une seule voix qui fit écho à la nôtre. Mais cette situation changera. Dès que la question sera tranchée avec l'Europe, dès qu'on verra se continuer la politique d'ordre et de prudence qui a élevé le prince sur le pavois (2), dès qu'on verra toutes choses marcher régulièrement et bien, les oppositions faibliront, les tendances favorables seront encouragées. Alors on pourra deviner et tenter quelque chose. D'ici là l'étude du terrain donnera des indications sans aucune certitude. »

« J'espère être sous peu en demeure de vous annoncer la nomination de M. Fortoul (3). Il y a eu tant de demandes de grand-croix dans ces derniers temps qu'il a fallu réellement les espacer et faire place aux plus pressées. Il y a, au reste, très bonnes dispositions à satisfaire M. Fortoul. Je lui réponds. Sa lettre, quoiqu'il fasse, sent l'aigre à l'endroit de Rome. Il parle de *nouveaux empiétements* sur les droits que le prince tient du Concordat. Quand donc le Concordat a-t-il été violé ? Est-ce que l'affaire de la Correspondance de Rome tient en quoi que ce soit au Concordat ? Je n'y comprends rien. Tâchez, dans l'occasion de lui dire, je vous en prie, à l'endroit du chapeau pour l'archevêque de Tours, que le pape est à la torture entre les nécessités pressantes qui le poussent de toute part et le peu de latitude que lui laissent les vacances. »

Rayneval énumère ici à nouveau les difficultés auxquelles se heurte le pape.

20 novembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 228.

« L'attitude des trois grandes puissances continentales, à propos du grand acte de reconnaissance nationale qui vient d'être consacré par le Sénat et que la France est au moment de ratifier, ne laisse pas que de soulever dans Rome quelques

(1) Cette phrase est rayée au crayon.

(2) « Sur le pavois » a été rayé au crayon et remplacé par « sur le trône ».

(3) A la dignité de grand-croix de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand que venaient d'obtenir les ministres de la Guerre et des Affaires Étrangères.

appréhensions que l'on ne témoigne pas mais dont je puis cependant m'apercevoir. Le comte Esterhazy (1) a reçu des dépêches qui tracent la ligne de conduite qu'entendrait suivre le cabinet de Vienne. On voudrait se mettre d'accord avec Berlin et Petersbourg et tenir exactement le même langage que les deux autres cours. En attendant, on aurait prescrit à M. de Hubner (2) de se tenir sur la réserve et de garder l'attitude d'usage lorsqu'il y a changement de souverain. Rien n'indiquerait la moindre intention malveillante ; le langage de la cour de Vienne annoncerait au contraire l'intention de continuer les bons rapports qui ont existé jusqu'ici avec la France. On voudrait seulement procéder avec quelque lenteur, pour ne pas paraître accepter de prime abord les modifications importantes que le rétablissement de l'Empire en France apporte sous plusieurs rapports à l'état de choses antérieur. C'est dans cette mesure et dans cet esprit que le comte Esterhazy s'en explique ; il dit même que puisque la proclamation ne doit avoir lieu qu'après le vote du plébiscite, il est très possible que d'ici là les choses viennent à maturité. Je ne trouve pour ma part rien d'inquiétant dans ce langage ; je ne dirai certes pas qu'il effraie la cour de Rome ; je rappellerai seulement qu'il faut peu de choses pour l'inquiéter. »

24 novembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Je vous envoie la réponse officielle du Saint-Siège à la transmission des démissions de Grenoble et Coutances. Vous n'y verrez pas trace des réserves que M. Fortoul considérait comme un nouvel empiètement aux droits que le Prince tient du Concordat et qu'il m'indiquait comme une nouvelle occasion de faire briller mon habileté. Mon habileté désire vivement n'avoir à briller que dans des occasions pareilles. Cela ne lui coûte guère. Elle va peut-être grandir encore aux yeux de M. Fortoul. Tant mieux, mais en réalité ma conscience ne me permet pas de m'y prêter. »

« Le souffle de notre archevêque (3) est évidemment au fond de tout cela. »

« Merci mille fois de la preuve d'amitié que vous m'avez donnée en vous occupant de moi et de l'assurance que vous

(1) Ambassadeur d'Autriche à Rome.

(2) Ambassadeur d'Autriche à Paris.

(3) Sibour.

m'avez transmise. J'en suis extrêmement reconnaissant. C'est la vieille querelle qui se répète à toutes les époques de transition d'un régime à un autre et qui durera autant que le monde. J'ai confiance dans les sentiments du Prince, ou pour mieux dire de l'Empereur, que j'ai toujours jugé très élevés, et dans l'affection de mes amis pour parer des coups fourrés. »

« Rien à Rome que beaucoup d'attente : attente du scrutin qui vient d'avoir lieu ; attente de ce qui se fera à Vienne et à Berlin. On est un peu en suspens... »

30 novembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 261 (7 décembre).

« Mgr l'évêque du Mans est arrivé à Rome par le dernier paquebot. Il a été très bien reçu par le cardinal Antonelli qui m'a fait grandement son éloge. L'affaire de son livre qu'on avait prétendu menacé de condamnation s'arrangera parfaitement. Le cardinal m'a dit que sur toutes les matières essentielles, on n'avait rien trouvé à redire ; que seulement sur certains points secondaires, on avait fait quelques remarques qui pouvaient d'ailleurs s'expliquer par d'anciens usages conservés dans plusieurs provinces de France. L'évêque doit être mis en rapport avec la personne que le pape a chargée de ce travail tout confidentiel et qui ne s'est mise à l'œuvre, je dois le répéter, qu'à la suite de l'envoi au Saint Père de l'ouvrage en question par l'évêque lui-même. »

4 décembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« ... Je ne vous parle pas des dispositions de Rome, qui sont excellentes. Mais on voudra que tout se fasse dans les formes et l'on n'imitera pas le roi de Naples (1). Je pousse de mon mieux à l'empressement et je gagnerai quelque chose, mais cela n'ira pas jusqu'à se passer de la notification. On ne change pas la nature des gens, et il faut les accepter tels qu'ils sont... »

« Pour le moment, nous n'avons rien à faire à l'endroit du voyage du pape à Paris. Il faut encourager les bonnes dispositions personnelles du Saint Père par nos égards envers lui, et éviter tout ce qui pourrait le froisser. Vous savez que sa susceptibilité est extrême et d'autant plus sensible qu'il n'est pas seul chez lui. »

(1) Le gouvernement napolitain avait été le premier à reconnaître le Second Empire.

4 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 232.

« Nous attendons d'un moment à l'autre la nouvelle de la proclamation de l'Empire. Je n'ai point à répéter ce que j'ai mandé à diverses reprises des dispositions particulièrement favorables de la cour de Rome à accueillir le nouvel ordre de choses. A défaut de considérations d'une autre nature, la reconnaissance de tout ce que l'Empereur a fait pour la cause de l'ordre, pour celle de la religion et en particulier pour la cause du Saint-Siège, suffit, et au delà, à inspirer ses résolutions. On tient seulement à l'accomplissement des formes. Une décrétale de Pie VIII établit que les changements de gouvernement n'entrent pas pour le Saint-Siège dans le domaine des faits politiques. Il ne doit consulter que l'intérêt de l'Église. La plupart de mes collègues du corps diplomatique ont interrogé le cardinal Antonelli sur l'attitude qu'il tiendrait : « Elle est fort simple, a répondu le cardinal ; ce n'est pas pour nous une question. Nous reconnaitrons sans hésiter au nom de la cause de la religion, et, ajoutait le cardinal, si j'avais un conseil à vous donner, ce serait d'en faire autant au nom de la cause de l'ordre. » J'ai trouvé occasion de témoigner au cardinal que ses bonnes dispositions seraient appréciées comme elles méritent de l'être. »

10 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 233 (1).

« J'ai reçu dans la nuit du 8 au 9, les deux dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous les n^{os} 41 et 42 (2). Dès le lendemain matin de bonne heure, j'ai remis moi-même au cardinal Antonelli, au Quirinal, où l'appelait la présidence du Conseil d'État, la notification officielle de l'avènement de Sa Majesté Impériale. Je me suis conformé au modèle que vous avez bien voulu m'envoyer. Le cardinal venait de recevoir une notification analogue par l'intermédiaire du nonce. Il s'est hautement félicité, non seulement des termes dans lesquels elle était conçue, mais de la précaution qui avait été prise de prévenir par une notification immédiate les observations que les membres du corps diplomatique accrédités à Paris eussent été dans le cas de présenter. On ne pouvait que s'applaudir de voir, dès les premiers moments, le terrain si nettement et si convenablement établi. Le cardinal m'a dit qu'il allait donner

(1) Texte intégral.

(2) Deux circulaires du 1^{er} décembre relatives au rétablissement de l'Empire.

des ordres pour l'expédition des lettres de créance destinées au nonce, autrement dit du bref que le Saint Père doit adresser à Sa Majesté Impériale. L'envoi des lettres de créance ne souffrirait donc que le délai exigé pour s'entendre sur la forme et pour faire expédier. J'ai remercié Son Éminence des bonnes dispositions qu'elle voulait bien témoigner. Il est convenu qu'on me répondra officiellement aussitôt que les lettres de créance seront prêtes. »

« Je n'ai pas hésité à donner communication au cardinal sous le sceau le plus confidentiel et à titre purement personnel de l'importante et remarquable dépêche dans laquelle vous établissez, Monsieur le Ministre, les véritables caractères du grand événement qui s'accomplit en France et les gages de sécurité qu'il donne aux cabinets de l'Europe ainsi qu'à la cause de l'ordre et de la civilisation. Je me suis pénétré de l'esprit de cette importante communication. J'aurai d'autant moins de peine à en faire la règle de mon langage et de ma conduite, qu'elle répond complètement à mes propres sentiments. Assez heureux pour avoir été appelé à aider aux vues si élevées de l'Empereur sur la question religieuse à laquelle les affaires de Rome se lient si intimement, je n'ai pu lire sans une satisfaction toute particulière l'exposé des faits qui font ressortir le caractère religieux du mouvement qui vient de s'opérer en France. Ce matin même, j'ai revu le cardinal qui avait donné les dépêches à lire au Saint Père. Son Éminence m'a dit avoir déjà donné ses ordres pour l'expédition des lettres de créance et avoir déjà résolu quelques questions de forme qui se sont présentées. Il pense que l'envoi pourra être fait dans les premiers jours de la semaine prochaine et m'en donnera officiellement avis. »

« Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de saisir cette première occasion pour vous prier de présenter à Sa Majesté Impériale, en mon propre nom et au nom des personnes qui font partie de l'ambassade, nos félicitations respectueuses et l'hommage de notre dévouement. »

10 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 234 (15 décembre).

Rayneval, ayant reçu avis le 7 décembre au matin de la proclamation de l'Empire, en a informé le cardinal Antonelli et le pape.

« Le Saint Père m'a accueilli par ces paroles : « Nous sommes

« au jour des bonnes nouvelles. C'est également à la veille
 « de la madone de décembre (1) que vous m'avez apporté
 « l'année dernière le récit des grands événements du 2 décembre. »
 Le Saint Père a voulu lire lui-même le discours de l'empereur (2).
 Il l'a fait avec le plus grand soin et l'attention la plus marquée.
 Après une première lecture, Sa Sainteté a repris le discours
 et l'a prononcé d'un bout à l'autre en italien, le traduisant à
 vue. Elle m'a exprimé ensuite la (3) satisfaction des sentiments
 qui y sont exprimés et est revenue sur les immenses services
 que le Prince élevé au trône avait rendus et rendrait encore
 à la cause commune de la religion et de l'ordre. J'ai appelé
 sur l'Empereur les bénédictions du Saint Père. Sa Sainteté m'a
 répondu qu'elle les lui donnait de grand cœur, que d'ailleurs
 il lui arrivait souvent de dire la messe tout spécialement à son
 intention. L'audience s'est terminée par quelques détails que
 j'ai donnés sur l'heureux événement qui vient de se passer à
 Paris et sur les démonstrations que nous préparions à Rome. »

11 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 235 (4).

« Je reçois à l'instant du cardinal Antonelli la note ci-jointe
 par laquelle Son Éminence m'accuse réception de la notification
 que vous m'avez chargé de lui faire, et m'exprime ses vœux
 pour que les lettres de créance qui doivent m'accréditer officiel-
 lement près du Saint-Siège arrivent le plus tôt possible. J'oserais
 donc vous prier, si telle est votre intention, de me les faire
 adresser sans retard. Celles de Mgr Garibaldi seront signées
 demain ou après demain par Sa Sainteté et partiront par le
 paquebot du 14 de manière qu'il pourra facilement les remettre
 avant la solennité du jour de l'an. Il y a là, pour la cour de Rome,
 une grande rapidité d'exécution, qui s'explique du reste, mais
 qui n'est pas dans ses habitudes et dont on peut lui savoir gré. »

Annexe à la dépêche n° 235 :

10 décembre 1852, Antonelli à Rayneval.

« ... Je ne doute point non plus qu'à la suite de l'événement
 qui nous occupe, les excellents rapports qui ont si heureusement

(1) Pie IX avait pour la fête du 8 décembre une prédilection marquée. Il la choisit
 pour promulguer le dogme de l'Immaculée Conception (1854) et l'encyclique *Quanta*
cura (1854), ainsi que pour ouvrir le Concile du Vatican (1869).

(2) Du 1^{er} décembre.

(3) Sic.

(4) Texte intégral.

existé jusqu'ici entre le gouvernement du Saint-Siège et le gouvernement français ne fassent de nouveaux progrès, et surtout que la religion et ses ministres ne trouvent de plus en plus auprès de Sa Majesté, un puissant appui. »

« Au reste, j'éprouve la plus vive satisfaction à voir reproduits dans la note de Votre Excellence les nobles sentiments qui animent le nouvel Empereur pour la conservation de la paix générale... »

12 décembre 1852, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 44 (1).

« J'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et j'ai tout lieu de croire, d'après le langage que vous a tenu le cardinal Antonelli, que les nouvelles lettres de créance de Mgr Garibaldi doivent à l'heure qu'il est lui avoir été expédiées. C'est à Rome, en effet, plus encore que dans les autres capitales de l'Europe, que l'on peut apprécier les services rendus à la cause de l'ordre, de l'autorité et de la religion par Sa Majesté Impériale et nous ne doutions pas que le gouvernement romain, à son double titre de pouvoir temporel et de pouvoir spirituel, ne se félicitât du grand événement qui vient de s'accomplir en France. Mais plus l'Empereur est assuré des sentiments du Saint Père pour sa personne, plus il attache de prix à en recevoir l'expression et il serait regrettable à bien des points de vue que la reconnaissance officielle de l'Empire par la cour de Rome, pût paraître subordonnée à des considérations étrangères aux rapports directs des deux gouvernements. Veuillez donc, Monsieur le comte, si au moment où cette dépêche vous parviendra le cardinal Antonelli n'avait pas répondu selon nos vœux à votre notification, lui faire sentir avec votre tact ordinaire que Sa Majesté Impériale aurait le droit de s'étonner d'un retard qui, ne pouvant en aucune façon être attribué aux dispositions particulières du pape, serait considéré comme une concession fâcheuse à des influences qui, si elles étaient réellement exercées, porteraient atteinte à la dignité et à l'indépendance du Saint-Siège. »

14 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 236 (20 décembre) (2).

« Le cardinal Antonelli vient de m'annoncer que le paquebot que nous expédions aujourd'hui pour Marseille portait à Mgr Garibaldi ses nouvelles lettres de créance. Ainsi que j'ai

(1) Texte intégral. La minute de cette dépêche est de la main de Thouvenel.

(2) Drouyn de Lhuys transmet le 22 décembre 1852 à Fortoul l'extrait de cette

eu l'honneur de vous le mander, le Saint Père est prêt à recevoir les miennes. Si vous jugiez convenable de me les expédier le 22, elles pourraient m'être apportées par le paquebot militaire qui part de Toulon le 25 décembre à la pointe du jour. »

« Le Saint Père est très affligé et très mécontent de la conduite de l'évêque de Luçon (1). Mgr Garibaldi a fait tous ses efforts pour obtenir d'abord que l'évêque vint à Rome comme il en avait manifesté l'intention. Certaines affaires délicates se traitent bien plus facilement de près que de loin. Il a essayé d'obtenir ensuite sa démission, mais sans plus de succès, à en juger du moins par ses derniers rapports. On ne m'a fait aucune observation sur la visite domiciliaire dont l'évêque a été l'objet : la culpabilité est tellement évidente qu'on se borne à déplorer qu'il ait rendu par sa conduite une pareille mesure nécessaire. La présence dans le clergé français d'un prélat si peu fait pour les hautes fonctions qu'il est appelé à remplir est un grand embarras pour le Saint-Siège. On s'attend encore à de nouvelles difficultés de sa part au sujet de la prière pour l'Empereur, bien que cette prière ait été solennellement chantée à Rome (2).

dépêche relatif à l'évêque de Luçon en lui faisant remarquer « les excellentes dispositions dont le Saint Père et son gouvernement nous donnent une nouvelle preuve dans cette occasion ». (F¹⁹ 2.530.)

(1) En novembre 1852, un agent légitimiste, Brodu, arrêté pour avoir répandu le manifeste où le comte de Chambord engageait les Français à ne pas ratifier le rétablissement de l'Empire, avait été trouvé porteur d'une lettre adressée par Baillès au comte de Chambord avec la suscription « au roi ». On soupçonna que l'évêché de Luçon avait été un des centres de distribution du manifeste. Une visite domiciliaire y fut faite le 24 novembre et ne donna pas de résultat : « J'ai déclaré de nouveau, écrivit Baillès à Fortoul le 24 novembre, comme je le faisais il y a quelques jours à Mgr le nonce, que je n'avais pris aucune part, ni par moi, ni par aucun de mes employés à l'envoi de la protestation de Henri V. » (F¹⁹ 5.918 B ; voir aussi F¹⁹ 2.530, BB³⁰ 385, BB¹⁸ 1.509 et 1.510, F¹⁹ III Vendée 5 et 8).

(2) La note à consulter du 23 août 1853, destinée à exposer à la cour de Rome les griefs du gouvernement contre l'évêque de Luçon, contient le passage suivant : « Quand l'Empire fut rétabli, de nouvelles difficultés furent élevées par l'évêque à l'occasion de cette prière. Enfin, il fit savoir à son clergé qu'on pouvait la chanter ; encore n'en donna-t-il avis qu'à quelques curés par une lettre qu'il ne daigna même pas signer. On leur permettait de faire chanter une fois et même deux le *Domine salvum, après la messe*, contrairement à l'usage de toute la France, et on ajoutait : « Dans le cas « où vous auriez des raisons particulières pour ajouter le nom propre *Napoleonem*, « Sa Grandeur vous y autorise. » Dans la cathédrale de Luçon, on n'a sans doute pas eu de *raisons particulières* de se conformer aux usages de l'Église de France ; on n'ajoute pas le nom propre. Le *Domine salvum* n'est chanté qu'une seule fois, par un seul chanteur, avec le moins de solennité possible. Le clergé du diocèse s'est conformé aux intentions de son chef ; dans beaucoup de paroisses on ne chante point le *Domine salvum* ; ailleurs, on a soin de ne pas nommer le souverain pour qui l'on prie furtivement quand le prêtre et les fidèles se retirent. » (Mémoires et documents, volume 116, et F¹⁹ 2.530.) Les autres évêques acceptèrent volontiers les modifications que le gouvernement leur demanda d'apporter aux prières pour le souverain (F¹⁹ 5.779).

Quelles que soient d'ailleurs au sujet de cette affaire les intentions de l'Empereur et de son gouvernement, nous pouvons compter sur les meilleures dispositions de la cour de Rome. Malheureusement le principe d'immovibilité qui domine toute la question est aussi délicat à aborder pour l'autorité civile que pour le Saint-Siège. A ce propos le cardinal Antonelli m'a tenu un langage si plein de sagesse et de prudence, que j'ai regretté, Monsieur le Ministre, que Son Éminence ne vous eût pas pour auditeur. Le cardinal s'est élevé avec force contre la tendance de certains membres du clergé en France de mêler la question politique à la question religieuse. Il a dit que ces hommes oubliaient leur premier devoir et se mettaient par là dans l'impossibilité, non seulement de bien servir la cause de la religion, mais d'aider à la cause du gouvernement lui-même en travaillant à la moralisation des masses : « De tout temps, m'a dit Son « Éminence, c'est par la politique, c'est par une ingérence « inopportune dans les affaires de l'État, que le clergé de France « a attiré sur sa tête des orages dont la religion malheureusement « a souffert encore plus que lui. Au contraire, chaque fois que « le clergé, comme dans ces derniers temps, a su se maintenir « dans les justes limites tracées à son saint ministère, sa puissance « s'est relevée, sa considération s'est accrue, son action sur les « populations est devenue de plus en plus forte, de plus en plus « salutaire ; et non seulement il a rendu par là aux idées religieuses leur influence et leur autorité, mais il a pu aider à « vaincre les dangers qui menaçaient la société toute entière et « s'est trouvé en demeure d'apporter sa part d'action dans « la grande lutte qui a abouti au triomphe de l'ordre. « Pour moi personnellement, a ajouté Son Éminence, je n'aimerais « pas beaucoup, je l'avoue, à voir les membres du haut clergé « appelés en trop grand nombre à participer aux affaires publiques. « J'aime mieux que les évêques n'aient d'autre ambition que celle « du saint ministère. La plupart, j'en conviens, n'agiraient que « dans un bon sens, mais il pourrait y avoir des exceptions comme « celle de l'évêque de Luçon, et elles sont funestes. »

« Il paraît que l'évêque de Chartres, en remettant ses pouvoirs à son coadjuteur avec future succession, a oublié que sa mission ne cessait que du moment où le Saint-Siège acceptait sa démission. On compte sur Mgr Garibaldi pour régulariser les effets de cette précipitation. On s'attendait à voir arriver cette démission et l'on était prêt à l'accepter, mais jusqu'ici rien n'est venu. »

14 décembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« Mgr de Luçon est insupportable; on aurait bien grande envie ici d'en être débarrassé, mais l'inamovibilité est un principe de l'ordre. On choisit parfois les évêques un peu trop à la légère : l'amitié, les convenances, les raisons de ménagement pour telle ou telle recommandation l'emportent, et l'on se trouve bientôt dans un grand embarras. A l'un des évêchés des colonies nouvellement créés, les choses vont pitoyablement (1). Les pouvoirs d'un évêque sont si grands et il serait si facile d'en abuser, qu'un choix pour pareil poste ne devrait jamais se faire qu'en tremblant. Mgr Garibaldi vous a semblé froid, dites-vous ? je puis cependant vous assurer qu'il s'est mis en quatre pour nous ménager une solution. L'évêque a résisté à outrance. C'est peut-être le fait de la visite domiciliaire qui a laissé sur l'aspect du nonce un reste de grimace. Je ne sais rien, car on ne m'en a rien dit ici, mais je cherche à deviner. »

Rayneval explique comment la notification du rétablissement de l'Empire et sa reconnaissance par la cour de Rome ont été retardés de quelques jours, leur envoi n'ayant pas coïncidé avec la date de départ des paquebots. « ... A propos de la reconnaissance, la lenteur, s'il y en a, n'est pas imputable à Rome, qui, par extraordinaire, n'a mis que trois jours à préparer toutes ses lettres (il y en a de toute sorte pour le nonce) et les expédie par la première occasion qui se présente depuis la notification. Mgr Garibaldi sera en mesure pour le jour de l'an. »

15 décembre 1852, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 45.

« La réponse verbale qu'a d'abord faite le cardinal Antonelli à la notification que vous lui avez adressée, est telle que nous pouvions le désirer et je vois avec plaisir que le Saint-Siège, dans l'envoi de ses nouvelles lettres de créance au nonce de Sa Sainteté à Paris, ne consulte que ses propres sentiments et agit dans la plus complète indépendance. Nous la respectons, je puis le dire, plus que personne, et c'est au point de vue de sa propre dignité que nous eussions regretté que son retard à accréditer Mgr Garibaldi auprès de Sa Majesté Impériale pût paraître inspiré par des influences étrangères. Dès que le nonce de Sa Sainteté m'aura fait savoir qu'il a reçu le bref qui lui permettra de reprendre ici ses relations officielles, je m'empresserai de vous transmettre

(1) L'évêque de la Basse-Terre, Lacarrière, était en perpétuel conflit avec le gouverneur de la Guadeloupe. Il démissionna en avril 1853. Voir F¹⁰ 6.207.

les nouvelles lettres qui vous accrédi teront vous-même, Monsieur le comte, comme ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur près le Saint-Siège. »

20 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 237.

Rayneval constate que la démarche prescrite par la dépêche n° 44 de Drouyn de Lhuys est devenue inutile. Il explique que le retard de l'envoi des lettres de créance du nonce n'est pas imputable à la cour de Rome.

24 décembre 1852, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 46.

Le nonce a reçu ses nouvelles lettres de créance. Drouyn de Lhuys envoie les siennes à Rayneval.

« Nous ne pouvons qu'être fort satisfaits des dispositions dont le Saint Père et son gouvernement sont animés en ce qui concerne l'évêque de Luçon. Nous sommes reconnaissants des efforts que Sa Sainteté, dans sa haute sagesse, a faits pour remédier au scandale donné par la conduite de ce prélat. Quant à la difficulté que pouvait faire naître la précipitation de Mgr l'évêque de Chartres à remettre ses pouvoirs à son coadjuteur sans avoir au préalable régularisé sa démission, j'ai tout lieu de croire qu'elle est maintenant tout à fait aplaniée. »

24 décembre 1852, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 238 (1).

« Mgr l'évêque du Mans, qui est arrivé à Rome avec de grandes appréhensions au sujet de l'ouvrage de théologie dont il est l'auteur, se loue au suprême degré de l'accueil qu'il a reçu du Saint Père et de la délicatesse et de la convenance extrême que l'on a mises à aborder avec lui cette question, et de l'esprit de conciliation qu'il a rencontré. Les mêmes éloges sont répétés sur son compte par le Saint Père et par le cardinal. J'ai tout lieu d'espérer que cette délicate affaire touche à une conclusion favorable pour tous. »

« La *Théologie* de Bailly qui servait de base à l'enseignement dans un certain nombre de séminaires, et qui est déjà assez ancienne, a été récemment condamnée par l'Index, du moins dans quelques-unes de ses parties. Si je suis bien informé, cette mesure a été provoquée par le pape lui-même. Il faut s'attendre à ce qu'on la rattache à tout un système. On serait, comme

(1) Cet extrait de la dépêche de Rayneval fut transmis au ministre des Cultes le 5 janvier 1853 (F¹⁰ 1.933).

d'habitude, dans l'erreur. Ce n'est pas principalement la France que le pape avait en vue. Il y a quelques mois, interrogeant un prêtre irlandais sur les ouvrages employés dans les séminaires d'Irlande, le Saint Père fut frappé de l'hésitation de ce prêtre et n'obtint que des réponses évasives. L'audience terminée, le pape manda le président du collège irlandais qui répondit qu'on enseignait Bailly. Alors qu'il était évêque de Spolète, le pape avait trouvé cet ouvrage dans les séminaires et l'avait retiré. Les anciennes appréhensions de l'évêque se réveillèrent plus vives dans l'esprit du pontife et le livre fut soumis à un examen sévère. Il eut été à désirer que ceux de nos évêques qui se servent encore de Bailly tout en reconnaissant ses imperfections, eussent pu être avertis. Mais en réalité, il eût été difficile de savoir précisément à qui s'adresser, et l'on eût risqué d'amener des controverses auxquelles le pape, juge souverain en ces sortes de matières, a mieux aimé couper court. » (1)

24 décembre 1852, Rayneval à Thouvenel.

« L'évêque du Mans a très bien compris ce que je lui ai dit à propos du chapeau de Mgr de Tours et le racontera en passant à son métropolitain... »

« ... La grande affaire pourra être délicatement abordée quand la liste des *reconnaissants* sera close et surtout si ceux de Vienne y figurent. Maintenant, ce serait trop tôt. Gare aux Articles Organiques et aux fameuses libertés de l'Église gallicane, gare à la déclaration de 1682 (2). Évidemment on marchanderait. Nous avons quatre sauveurs (3); l'un pousse, trois, ou du moins deux pour sûr, repoussent, et ferme ! voilà donc les pla-

(1) Né en 1730, chanoine de Dijon, Bailly écrivit en 1789 et remania en 1804 sa « *Theologia dogmatica et moralis* », « ouvrage souvent réédité, auquel on a habituellement joint un neuvième volume contenant des appendices sur les notes de l'Église et sur les lois civiles. D'une morale très rigide, malgré les retouches postérieures faites dans l'édition Receveur, cet ouvrage qui était depuis un demi-siècle le manuel de la plupart des séminaires de France, fut condamné par l'Index le 7 décembre 1852, *Donec corrigatur*. » (VACANT et MONGENOT : *Dictionnaire de théologie catholique*, Paris, in-4^o, 1903-1925.) Voir aussi BELLAMY : *La théologie catholique au XIX^e siècle*, Paris, 1904, in-8^o.

(2) Voir, ROBERT HALT, *Papiers sauvés des Tuileries*, Paris 1871, in-8^o. Note sans date de Troplong, président du Sénat : « Mais qui doit pontifier au sacre ? le pape ? certes, la présence du pape serait chose désirable pour l'autorité de la cérémonie, mais elle serait périlleuse peut-être par le prix ultramontain qu'on y mettrait. Un cardinal délégué du pape n'offrirait pas ce danger, et c'est à quoi il faudrait, de préférence, s'arrêter. »

(3) La France, l'Autriche, l'Espagne et le royaume de Naples, avaient coopéré en 1849 au rétablissement du pouvoir temporel du pape.

teaux en équilibre. On vous priera d'y jeter quelque chose qui ait un poids suffisant. Cherchez dans vos trésors, mais non pas dans ceux de la terre : ils ne sont pas admis. »

5 janvier 1853, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 2.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception des dépêches que vous m'avez adressées sous les n°s 237, 238 et 239. Je vous remercie des indications que vous me transmettez au sujet de la mise à l'Index de la *Théologie* de Bailly. J'en donne communication à M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes afin qu'il puisse au besoin en faire part à ceux de nos évêques qui admettaient cet ouvrage dans les séminaires de leur diocèse. »

« Vous trouverez ci-joint, Monsieur le comte, copie d'une lettre que m'adresse M. Fortoul (1) pour me demander d'appuyer auprès du Saint-Siège les démarches que fait M. Bouillet pour être relevé de la sentence qui a été portée le 4 juillet dernier contre son *Dictionnaire d'histoire et de géographie*. L'archevêque de Paris, sur l'avis préalable d'une commission d'ecclésiastiques, avait approuvé cet ouvrage et je ne doute point qu'il n'y ait dans cette circonstance aux yeux du gouvernement pontifical un motif de plus de prendre en considération le mémoire de M. Bouillet qui, d'ailleurs, ne demande pas mieux que d'introduire dans son ouvrage toutes les rectifications nécessaires. Je verrais avec plaisir, Monsieur le comte, que cette affaire pût recevoir la solution indiquée dans la lettre de mon collègue. »

10 janvier 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 241 (16 janvier) (2).

Rayneval a été reçu par le pape en sa nouvelle qualité d'ambassadeur de l'empereur.

« Sa Sainteté m'a reçu avec une extrême bienveillance. Je lui ai exprimé les vœux de l'Empereur pour sa prospérité et le dévouement de Sa Majesté à la cause l'Église et du Saint-Siège. Le Saint Père m'a répondu qu'il en avait reçu trop de preuves pour n'en être pas aussi convaincu que reconnaissant. Il ne cessait et ne cesserait d'élever ses prières au ciel pour le bonheur de l'Empereur et de la France. J'ai demandé au Saint Père la continuation de ses bontés pour moi et j'ai reçu la réponse

(1) Je ne l'ai pas retrouvée.

(2) Un extrait de cette dépêche fut transmis au ministre des Cultes, le 9 janvier 1853 (F¹⁹ 1.933).

la plus gracieuse. Après quelques détails sur l'indisposition qui a empêché Sa Majesté de recevoir les lettres de créance de Mgr Garibaldi au jour primitivement fixé, indisposition que j'ai donnée comme n'ayant aucune gravité, la conversation s'est portée sur quelques-unes de nos affaires ecclésiastiques. »

« Nous avons parlé d'abord de l'évêque du Mans, dont le Saint Père m'a fait le plus grand éloge. Votre Excellence sait que Mgr Bouvier passait pour l'un des principaux du parti appelé gallican, ce qui ne l'empêchait pas de reconnaître dans le Souverain Pontife le juge suprême des matières de doctrine. J'ai eu l'honneur de vous informer que lui-même avait déféré au pape son ouvrage de théologie qu'on avait fausement prétendu devoir être condamné par l'Index. L'évêque a ratifié oralement ce qu'il avait écrit à ce sujet et s'est montré disposé à corriger son livre dans le sens qui lui serait indiqué, en conservant toutefois la défense des usages locaux qui n'ont rien de contraire aux maximes fondamentales. Le Saint Père a été touché de ces déclarations nettes et franches de l'évêque et est entré avec une délicatesse et une convenance extrêmes dans la voie que l'évêque indiquait. Sa Sainteté a désigné un évêque de sa confiance pour s'entendre en secret avec Mgr Bouvier. Un autre théologien était adjoint, mais sans se montrer et sans être connu de l'évêque français ; c'était une seconde instance pour des cas difficiles. L'ouvrage entier a été passé en revue avec une exactitude et une rapidité bien rare à Rome. Cet examen a eu l'heureux résultat de mettre complètement à découvert les points peu nombreux et en réalité peu importants, qui sont parfois entre le clergé français et Rome l'objet de vivacités, d'accusations réciproques, dépassant ordinairement leur but. L'évêque a fait ça et là quelques concessions et a opposé sur certains points des résistances qui ont amené des compromis. Ainsi, quant aux coutumes locales, l'évêque romain demandait d'abord que les évêques français s'informassent près du Saint-Siège de celles des coutumes qui pouvaient être conservées. Mgr Bouvier a refusé, mais, reconnaissant qu'en dernière analyse, au Souverain Pontife appartient la décision suprême, il n'a pas fait de difficultés d'accorder qu'en cas de *doute* ou d'*hésitation*, on aurait recours au Saint-Siège. Je cite ce point comme le plus important. A l'heure qu'il est, toutes les corrections ont été convenues de part et d'autre. Mgr Bouvier va faire paraître une nouvelle édition de tous points conforme à la doctrine du Saint-Siège. Le Saint Père s'est félicité de ce résultat :

« L'ouvrage de Mgr Bouvier, m'a dit Sa Sainteté, est un des
« meilleurs que je connaisse. Non seulement l'auteur est savant,
« mais on voit qu'il a puisé dans une longue habitude du minis-
« tère l'expérience indispensable pour bien guider les autres.
« Sa théologie a une pratique qui manque à la plupart de nos
« traités. Elle restera marquée ça et là, il est vrai, d'un cachet
« gallican, mais sur ce point il n'y a pas eu de condamnation
« formelle, ce qui ne veut pas dire non plus qu'il y ait approba-
« tion : il y a seulement tolérance. Cet ouvrage ainsi revu pourra
« rendre de grands services. J'adresserai un bref à l'évêque
« pour lui exprimer hautement ma satisfaction. » J'ai remercié
le Saint Père de ce témoignage qui serait apprécié. Mgr Bouvier,
qui part demain matin, a revu depuis moi Sa Sainteté et s'est
montré extrêmement touché des adieux du Saint Père. Il craint
de rencontrer quelques contradicteurs. Je lui ai dit qu'il pouvait
en avoir la certitude, mais qu'il ne devait pas s'en émouvoir.
Il était extrêmement heureux, dans la circonstance actuelle,
qu'un évêque soutenant les principes gallicans se fût entendu
directement avec le Saint Père et pût faire paraître un livre où
la doctrine fût enseignée en parfait accord avec l'autorité pon-
tificale. Sans doute les exagérés des deux bords se plaindront
également, mais les esprits modérés trouveront là, il faut l'espérer,
un motif de calmer leurs appréhensions et de réduire certaines
exagérations à leur juste valeur. »

« Mgr Bouvier a eu la bonté de me tenir au courant de cette
affaire. Je n'ai pas besoin de dire que j'ai mis un très grand soin
à rester complètement étranger aux déterminations qui ont pu
avoir lieu de part et d'autre. Rien ne serait plus dangereux à
Rome qu'un ambassadeur se faisant théologien. »

« Sa Sainteté m'a également entretenu de la solution qu'elle
comptait donner à l'affaire de Piepus. Mgr l'évêque d'Arras (1),
chargé par le Saint-Siège de la visite des établissements, semble
s'être plutôt occupé de donner raison à l'un des partis contre
l'autre que de se rendre compte du fond des choses et d'en infor-
mer le Saint Père. Il y a, sous ce rapport, du désappointement et
l'on se trouve dans des embarras plus grands qu'auparavant.
Après avoir cherché quelle serait la meilleure solution, on a
décidé de demander au supérieur général et à la supérieure,
leur démission. On modifiera la règle en consacrant principale-

(1) Voir CH. GUILLEMANT : *Pierre-Louis Parisis*, t. III, *L'évêque d'Arras*, Paris-Arras, 1925, in-8°.

ment la séparation des deux branches de la communauté plaçant les femmes sous la dépendance de l'ordinaire. Les chapitres généraux s'assembleront. On fera de nouvelles élections et le Saint Père, tout en établissant, comme la plupart des évêques de France l'ont toujours désiré, que le supérieur général à l'avenir ne saurait avoir le caractère épiscopal, déclarera cependant que cette restriction n'aura pas d'effet pour Mgr de Calcédoine, qui restera rééligible. Ce dernier se montre satisfait de cette solution et a déclaré être prêt à s'y prêter autant qu'il dépendrait de lui. Elle est sage, en effet, et je n'ai pas cru devoir cacher au Saint Père que telle était mon opinion. »

« Le Saint Père s'est également montré fort satisfait de ses récentes relations avec Mgr l'archevêque de Paris. Il y a eu de très bonnes paroles échangées. Le pape a demandé qu'une question théologique qui s'est soulevée en France sur la supériorité absolue à accorder soit à la *raison*, soit à la *tradition* ne fût pas résolue sans l'intervention du Saint-Siège. L'archevêque aurait répondu que telle était bien son intention. » (1)

14 janvier 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 242 (22 janvier)

« La condamnation de la *Théologie* de Bailly a soulevé beaucoup d'objections de la part du clergé français, non pas qu'on en méconnaisse les motifs, mais comme opportunité. Les cours d'étude étaient commencés ; que vont faire les professeurs ? j'ai entretenu le cardinal Antonelli de cette difficulté. Ceux de nos évêques qui sont à Rome en avaient également parlé au Saint Père. Sa Sainteté a chargé le cardinal de donner au nonce des instructions spéciales pour aplanir la voie et calmer la cons-

(1) Le traditionalisme avait alors pour principal théoricien Bonnetty, rédacteur des « Annales de philosophie chrétienne », que soutenaient l'Univers et ses partisans. Un jésuite, Chastel, et le rédacteur en chef de l'Ami de la Religion, Cognat, lui reprochaient de méconnaître la valeur de la raison. La polémique fut assez vive.

Sibour, à la fin de 1852, institua une commission pour examiner et censurer les théories traditionalistes. Le pape s'étant réservé la question, Sibour, au début de 1853, déféra Bonnetty à la congrégation de l'Index. Mais l'évêque d'Amiens Salinis, appuyé par Fornari, plaida à Rome avec succès la cause des Annales de philosophie chrétienne. Les décrets du concile d'Amiens dont il était porteur, critiqués pour leurs tendances traditionalistes, n'en furent pas moins approuvés par le Saint-Siège. (Voir ci-dessous, mars et avril 1853.)

Plus tard, après que Sibour se fut rapproché du Saint-Siège, l'Index fit souscrire à Bonnetty quatre propositions anti-traditionalistes (11 juin 1855).

Voir GEORGES WEILL : *Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908)*, Paris 1909, in-16. BURNICHON : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle (1814-1914)*, Paris, in-8°, t. IV. DEBOUE : *Augustin Bonnetty*, Paris 1878, in-8°. MOSER : *M. Cognat, sa vie, ses œuvres et ses écrits*, Paris 1889, in-12.

science des évêques en les autorisant à ajourner le remplacement de cet auteur à une époque plus favorable, celle des vacances par exemple, s'en remettant à leur conscience des précautions à prendre pour les passages incriminés (1). Comme il y a d'excellentes choses dans cet ouvrage on désirerait beaucoup à Rome qu'un théologien instruit le reprît en sous-œuvre pour corriger les défauts qui ont été frappés (2). Le cardinal y a fort encouragé l'évêque du Mans qui est parti emportant le témoignage le plus sincère de l'estime et de l'affection du Souverain Pontife. Le cardinal Antonelli est également chargé de témoigner à ce sujet à Mgr Garibaldi les sentiments du Saint Père afin qu'il les exprime de nouveau en son nom à l'évêque et à tous ceux qui s'intéressent à lui. »

« Le cardinal Antonelli n'avait pas encore connaissance de la démarche de M. Bouillet pour la réhabilitation de son dictionnaire historique. Il m'a promis de prendre cette affaire à cœur et d'en parler au pape. Il m'a d'ailleurs assuré que si les corrections étaient telles que je l'annonçais, la congrégation de l'Index ne pourrait manquer de mentionner dans son prochain jugement cette démarche de l'auteur. Voici la formule ordinaire : *Auctor opus emendavit et laudabiliter se subjicit.* »

14 janvier 1853, Rayneval à Thouvenel.

« L'affaire du voyage est terriblement épineuse, difficile, délicate surtout, ce qui de toutes les qualités est la pire. Il faudrait donner pour recevoir, et donner assez... Encore, encore ne saurait-on jurer de rien. Les oppositions vont croissant. On ne pourrait leur fermer la bouche que par des concessions impossibles. Je ne sais comment on en sortira. J'y mets toute la réserve

(1) Voir CH. GUILLEMANT : *Pierre-Louis Parisis*, t. III, *l'évêque d'Arras*, Paris Arras 1925, in-8°. Bien que Parisis fut très ultramontain, l'on employait dans son séminaire la *Théologie* de Bailly. Il la fit abandonner dès sa condamnation, après avoir hésité à la conserver jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Bailly, au contraire, resta assez longtemps en usage dans le séminaire de Coutances : voir LECACHEUX : *M. Bénéit et ses collaborateurs au séminaire de Coutances (1846-1872)*. Coutances, 1906, in-8.

(2) Ce projet n'aboutit pas. Quelque temps après, le supérieur général de la Compagnie de Saint-Sulpice, Carrière, répondait à un supérieur de séminaire qui lui demandait conseil : « Ne voyant rien annoncer au sujet des corrections de Bailly, nous nous déterminons à prendre Mgr Bouvier, malgré certains inconvénients, afin de mieux montrer notre déférence pour ce qui vient de Rome. » (Cité par GUESDON : *Le vrai prêtre : l'abbé de Fontenay* (1813-79), *vicaire général et supérieur du grand séminaire de Sées*. Montligeon 1891, in-8°).

imaginable. Je crains qu'il n'y ait sous main des informateurs mal avisés et mal renseignés. » (1)

20 janvier 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 243
(26 janvier).

« Mgr de Bonnechose, évêque de Carcassonne, part demain pour Paris. Sa présence a été d'un effet salulaire. Jouissant de la confiance du Saint-Siège, il a pu plaider avec fruit la cause de l'épiscopat français et a fait comprendre que les résistances opposées parfois aux tendances romaines ne portaient pas du tout d'un esprit d'hostilité au Saint-Siège, mais se basaient sur d'anciennes traditions et parfois sur des nécessités locales dont il fallait nécessairement tenir grand compte. Il a également travaillé, et non sans succès, à faire comprendre tout ce que la situation actuelle et l'excitation des esprits, si facile en France, imposaient de prudence et de calme au Saint-Siège. Mgr de Bonnechose, après avoir adouci les prétentions romaines, adoucira, je l'espère, les prétentions françaises et contribuera à contenir un certain nombre d'esprits dans la limite de la vérité et dans la juste appréciation des sentiments et des vœux du Saint-Siège qu'on est si facilement porté à dénaturer. Mgr de Bonnechose verra sans doute Votre Excellence. Je viens vous demander d'avance pour ce digne prélat l'accueil qu'il mérite à tous égards. » (2)

24 janvier 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 244
(31 janvier).

« J'ai eu l'honneur de remettre ce matin au Saint Père les lettres de Sa Majesté Impériale concernant la nomination des, nouveaux évêques de Coutances et de Grenoble. Ils seront préconisés sans difficulté. M. de Ginouilhac, nommé à Grenoble

(1) Les négociations n'étaient pas restées secrètes. Le procureur général d'Aix écrivait dans son rapport du 15 janvier 1853 (BB³⁰ 370) : « Je n'hésite pas à affirmer que ce voyage produirait ici l'impression la plus heureuse et la plus profonde... La consécration donnée au pouvoir actuel par la présence du chef de l'Église porterait le dernier coup à toutes les oppositions et enlèverait à des consciences honnêtes, mais timorées, les dernières objections qui les empêchent de se rallier au gouvernement. » Le procureur général pensait aux légitimistes. Par contre, l'opinion s'inquiétait des concessions qu'exigerait le pape pour venir en France.

(2) Voir BESSON : *Vie du cardinal de Bonnechose*, Paris 1885, 2 vol. in-8°. Bonnechose avait signé la déclaration de Dupanloup, mais il avait, dès cette époque, une situation intermédiaire entre les ultramontains et leurs adversaires, position qu'il chercha toujours à garder notamment au Concile du Vatican. L'on a vu d'autre part qu'il servait d'intermédiaire entre Pie IX et Napoléon III dans la négociation du sacre.

passé ici pour un défenseur ardent des principes gallicans. Il a composé des ouvrages dogmatiques auxquels on a regardé de très près mais où l'on n'a rien trouvé qui fût contraire à la doctrine de l'Église, les questions en litige touchant surtout à la discipline. Il ne semble pas que ce choix, tout accepté qu'il soit, ait été très favorablement accueilli par Rome (1). »

« Le Saint Père m'a demandé à plusieurs reprises des nouvelles de l'Empereur. Sa Sainteté m'a de nouveau entretenu de la plupart de nos affaires ecclésiastiques. Revenant sur la condamnation de l'ouvrage de Bailly, le Saint Père m'a dit être fort surpris des motifs que les membres du clergé de France cherchaient à attribuer à cette mesure. Elle avait été uniquement provoquée par la connaissance fortuite de l'habitude prise en Irlande d'enseigner cet auteur et de la nécessité où l'on se trouvait d'en faire une nouvelle édition. « Quant à la France, » m'a dit le Saint Père, je ne me serais jamais douté qu'un clergé « qui fait profession d'attachement au Saint-Siège et qui en a « donné des preuves, puisât la doctrine à une pareille source. « En ce qui concerne la discipline, Bailly est ennemi du Saint-Siège. Je m'en suis convaincu par moi-même (2). » J'ai dit au Saint Père que cet auteur n'était enseigné qu'avec précaution (3) et que, pour le moment, je n'avais entendu élever qu'une objection d'opportunité provenant de l'embarras où se trouvaient les professeurs de changer d'auteur au milieu du cours d'études. « J'ai paré à cette difficulté, m'a dit le Saint Père, je m'en remets « à la conscience des évêques des précautions à prendre pour « continuer Bailly pendant le cours de l'année scolaire. On changera de livre pendant les vacances. »

« Sa Sainteté s'est félicitée de voir s'apaiser quelques autres querelles qui l'ont affligée pendant ces derniers temps, entre autres celle des classiques : « Je ne vois aucun motif, m'a dit « le Saint Père, de mettre de côté les anciens auteurs convenablement revus. Où veut-on puiser une connaissance appro-

(1) Ginouilhac, d'ailleurs très modéré, était en effet peu favorable à l'ultramontanisme. Il fut au Concile du Vatican un des chefs de la minorité anti-opportuniste.

(2) Voir PONLEVY : *Vie du R. P. Xavier de Ravignan* (Paris 1860, 2 vol., in-8° ; 15^e édition en 1900). Pie IX aurait dit à Ravignan le 10 juillet 1853 : « On enseignait la théologie de Bailly, très hostile au Saint-Siège, dans presque tous les séminaires de France. C'est moi, et moi seul (le pape insistait sur ce mot), qui ai déferé à l'Index la théologie de Bailly. »

(3) ICARD, dans ses *Observations sur quelques pages d'une histoire de l'Église, relatives à la Compagnie de Saint-Sulpice* (Paris 1887, in-8°, 2^e édition) assure que les Sulpiciens corrigeaient par leur enseignement oral les livres de Bailly et de Lequeux dont ils se servaient avant leur condamnation.

« fondie de la langue latine si ce n'est à cette origine première ?
 « Je ne vois rien à redire à Cicéron ni à Tite Live, mais j'approu-
 « verais beaucoup que simultanément on donnât connaissance
 « aux élèves de quelques-uns des meilleurs passages des Pères
 « de l'Église qui parfois ont traité la langue latine aussi habile-
 « ment que Cicéron et qui ont sur lui l'avantage très grand, en
 « matière d'éducation surtout, d'être chrétiens. » Le Saint
 Père m'a dit avoir écrit dans ce sens à quelques-uns de nos
 évêques. » (1)

31 janvier 1853, Rayneval à Thouvenel.

« Eh ! bien, voilà le mariage fait ! ç'aura été magnifique.
 On dit l'impératrice admirablement belle. Elle a beaucoup de
 chances pour réussir. Du voyage que vous savez, on ne parle
 plus guère. Il est vrai qu'il en a été beaucoup parlé et beaucoup
 écrit, par moi surtout. Le ministre vous en aura fait part (2).
 Je n'ai recueilli que des objections et des objections d'une
 nature très sérieuse dont il me paraît bien difficile qu'on ne tienne
 pas grand compte. Entre nous, rien qui ressemblât à un oui. Je
 sais que souvent on se fait prier, mais c'est une autre nuance. »

Rome. Janvier 1853. « Mémoire sur la législation ecclésiastique
 française et la situation de l'Église de France communiqué
 confidentiellement à M. Drouyn de Lhuys, ministre des
 Affaires Étrangères », par M. de Rayneval, ambassadeur
 à Rome (3).

« L'Église catholique proclame que la vérité est une, qu'il n'y
 a qu'un troupeau, qu'un pasteur. »

« La défense de ce grand principe, aussi fécond qu'il est vrai,
 a été de tout temps pour le Saint-Siège l'occasion de difficultés
 incessantes qui, dans d'autres siècles, ont même dégénéré en luttes

(1) Les extraits de cette dépêche relatifs à Bailly et aux classiques, furent transmis le 10 février 1853 à Fortoul, par Drouyn de Lhuys, avec cette appréciation : « Vous remarquerez les expressions dont Sa Sainteté s'est servie dans l'entretien dont notre ambassadeur me rend compte et qui témoignent de la haute modération avec laquelle la cour de Rome envisage des questions que l'esprit de parti s'efforce d'aigrir et qui ont déjà donné lieu à de regrettables ressentiments. » (F¹⁰, 1.933.)

Fortoul a noté sur la lettre de son collègue : « Répondre qu'il n'y a rien de modéré dans la conversation transmise par M. de Rayneval, et le prouver. » Je n'ai pas retrouvé cette réponse et ne sais si elle a été faite.

(2) C'est sans doute à cette lettre de Rayneval à Drouyn de Lhuys qu'était annexé le mémoire cité ci-dessous.

(3) Mémoires et documents, volume 116, pp. 292 à 327. Texte intégral. Le titre est de la main de Rayneval, sauf les derniers mots qui ont été ajoutés par Faugère.

sanglantes. Aujourd'hui, pour s'être considérablement amoindries, ces difficultés n'en subsistent pas moins, et c'est, il faut le dire, c'est la principale affaire de la cour de Rome que de les combattre ou de les éviter. »

« Ces difficultés s'expliquent d'elles-mêmes. Elles viennent d'une double résistance : la résistance des gouvernements à l'action d'un pouvoir qui s'exerce, en certaines matières, chez eux mais en dehors d'eux ; la résistance des clergés étrangers qui prétendent conserver dans la grande unité catholique des différences principalement basées sur l'esprit de nationalité et de tradition locale. »

« Il y a un troisième ordre de difficultés qui naît dans chaque gouvernement des relations du clergé avec l'administration civile et vice versa. Ainsi le pouvoir administratif, suivant les circonstances, fait appel à Rome contre le clergé ou soutient le clergé contre les prétentions de Rome (1). De même, le clergé fait appel à Rome contre les empiètements de l'autorité civile ou bien réclame l'appui de l'administration contre les empiètements de la cour de Rome. »

« Cette situation compliquée est le résultat le plus nécessaire et le plus naturel de la présence simultanée des deux pouvoirs, du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, et toute la question se réduit à tracer nettement les limites qui doivent séparer les attributions de l'un et de l'autre. Il est bon d'ajouter que le problème est agité depuis l'origine du christianisme et qu'il restera sans solution définitive jusqu'à la fin des temps. Il n'aura jamais et ne pourra jamais avoir qu'une solution passagèrement satisfaisante, et aussi souvent modifiée que l'exigera le changement perpétuel qui s'opère dans la condition des sociétés et des gouvernements. »

« J'examinerai la question sous les différents points de vue que je viens d'indiquer, et d'abord sous le point de vue des résistances des gouvernements à l'action de la cour de Rome dans l'enceinte de leur territoire. Bien entendu, je me bornerai à ce qui concerne la France. »

« Il est inutile d'entrer dans le détail des faits historiques assez fréquents à l'époque du Moyen Âge et qui ont éveillé toute la susceptibilité des gouvernements sur les entreprises des papes dans le domaine du temporel. Le grande puissance de Rome est

(1) On a vu qu'en 1852 le gouvernement français pratiquait simultanément ces deux politiques.

venue de ce que, n'ayant aucun moyen coercitif et agissant uniquement sur les esprits, du moment où ses décisions étaient obéies, elles devenaient inattaquables. Les théologiens expliquent cette action de la cour de Rome en disant qu'elle a usé de la compétence qu'on lui accordait spontanément, d'où il suit que tous les obstacles opposés par le pouvoir civil à cette action puissante n'ont eu en réalité aucune force, tant que l'opinion commune de l'Europe peu civilisée n'a pas restreint comme aujourd'hui la compétence de la cour de Rome aux seules matières de religion. Louis XIV fut le dernier des rois de France qui ait jugé nécessaire de s'occuper de cette question, qui fut réglée une dernière fois en 1682 par l'acte connu sous le nom de « Déclaration du clergé de France », lequel a eu depuis lors et a encore aujourd'hui force de loi. Cette déclaration consiste en quatre articles. Le premier établit que le pape n'a aucune action sur le temporel du royaume, qu'il ne peut ni déposer les rois, ni délier les sujets du serment de fidélité. Les trois autres articles sont destinés à limiter la puissance du pape au spirituel en rappelant : 1^o certaines dispositions du Concile de Constance ; 2^o en proclamant la légalité des coutumes nationales établies du consentement du Saint-Siège ; 3^o en proclamant que le jugement du pape n'est irréformable que si le consentement de l'Église intervient. »

« Il n'est pas hors de propos de rappeler ici que ces décisions graves n'ont pas été motivées le moins du monde par des empiètements du Saint-Siège sur le pouvoir temporel des rois, mais par des difficultés financières au sujet des collations de bénéfices, et notamment de la jouissance du droit de régale qui assurait au roi le revenu des évêchés et bénéfices vacants. »

« Le Saint-Siège opposa aux quatre articles les plus vives réclamations. La prudence l'a empêché d'en prononcer la condamnation formelle, mais il a constamment protesté et proteste encore. »

« Dans la pratique, la déclaration de 1682 est tombée complètement en désuétude. Elle n'est enseignée dans les séminaires qu'à titre de curiosité historique. Il n'y a peut-être pas en France deux évêques qui consentiraient à y souscrire ; il n'y a absolument que l'autorité administrative, et notamment le Conseil d'État qui, de temps à autre, en cite les dispositions. »

« On s'explique facilement cette situation en remarquant que l'article de la déclaration qui a trait au *temporel* n'a plus aucune application possible et qu'elle répond à des nécessités qui n'existent

plus et ne peuvent plus se présenter. Quant au *spirituel*, il faut reconnaître que lorsque l'on veut conserver, surtout en matière de doctrine, le pouvoir du chef de l'Église, rien n'est plus délicat, rien n'est plus dangereux que de limiter ou d'affaiblir la seule institution à laquelle on soit redevable en réalité du maintien de l'unité. On tombe dans les subtilités et dans l'impraticable. Qu'entend-on, par exemple, par le consentement de l'Église ? Doit-il être explicite, suffit-il qu'il soit tacite ? Y a-t-il certains délais durant lesquels il doit être exprimé ? La majorité suffit-elle, faut-il l'unanimité ? L'unanimité est-elle possible ? En attendant, obéit-on ou n'obéit-on pas ? En deux mots, ou il faut prendre ces restrictions comme une sorte d'épouvantail destiné à commander la prudence, ou il faut reconnaître qu'autrement, on ouvre la porte à l'anarchie. »

« En ce qui concerne, non pas le dogme, mais simplement la discipline ecclésiastique, le gouvernement français, au temps de Louis XIV surtout, et jusqu'à la Révolution, s'est occupé de beaucoup de détails que la cour de Rome a constamment déclaré devoir rester de sa compétence exclusive ; ainsi l'on a vu des règlements administratifs sur la manière de donner l'eau bénite, sur le nombre des cierges à allumer, sur le costume, etc. Je passe sous silence, pour y revenir plus tard, d'autres précautions, d'un ordre plus sérieux, dont un gouvernement sage ne doit jamais se départir. J'indique ici également ce qu'il y a eu d'exagéré pour mieux faire comprendre les objections de la cour de Rome. »

« Les excès révolutionnaires de 1792 ont mis fin à l'ancienne tradition ecclésiastique. L'empereur a reconstruit en entier l'édifice religieux par le Concordat de 1801 (1). Ce Concordat négocié avec le Saint-Siège, forme aujourd'hui la base de notre droit public ecclésiastique et, comme de raison, il ne contient rien que la cour de Rome n'accepte et n'exécute complètement. »

« Mais les anciennes précautions du pouvoir civil contre l'action du Saint-Siège, l'ancien esprit de méfiance contre Rome, a dicté au ministre Portalis la loi du 18 germinal an X (2) qui a accompagné la promulgation du Concordat et qui a reproduit sur la délicate matière du droit public ecclésiastique toutes

(1) « Champeaux, t. II, p. 10. » Cette référence et les suivantes sont inscrites en marge du mémoire. G. DE CHAMPEAUX : *Le droit civil ecclésiastique français ancien et moderne dans ses rapports avec le droit canon et la législation actuelle*, Paris 1848, 2 vol., in-8°.

(2) « Champeaux, t. II, p. 19. »

les anciennes précautions que nous avaient léguées la législation et la tradition antérieure. Cette loi, sous le nom d'Articles Organiques du culte en France, règle encore aujourd'hui la matière. Elle a donné lieu à d'immédiates et incessantes protestations de la cour de Rome, basées principalement sur ce que le pouvoir temporel s'arroge par cette loi des droits qui n'appartiennent qu'au pouvoir spirituel. » (1)

« Indépendamment de cette observation générale qui pèse sur une grande partie des dispositions de la loi, il faut encore remarquer qu'elle tranche certaines questions de telle manière qu'un certain nombre d'articles dût être modifié par l'Empereur lui-même en 1810 (2) ; que d'autres articles ont dû être également modifiés postérieurement, enfin, que la plupart des dispositions non rapportées sont tombées en désuétude, négligées par le gouvernement lui-même, et qu'il ne reste intact qu'un petit nombre de règles de la plus haute importance et qu'on ne saurait faire disparaître ou du moins modifier sans y apporter le plus mûr examen et l'attention la plus réfléchie. »

« J'aborderai immédiatement ces points importants qui me paraissent pouvoir se réduire à trois ou quatre au plus, à savoir : »

« Promulgation des bulles. »

« Appel comme d'abus. »

« Célébration du mariage. »

« Défense de posséder des immeubles. »

« Promulgation des bulles »

« Les précautions prises dans un État bien organisé, pour qu'aucun acte arrivant du dehors ne risque d'y troubler l'ordre ou la paix publique, sont indispensables. De tout temps, la cour de Rome, se fondant sur cet axiome que l'enseignement est libre et que l'Évangile a dit : « Docete omnes gentes », de tout temps, dis-je, la cour de Rome a protesté contre cette entrave mise à ses communications avec les nations catholiques ; mais de tout temps aussi, Rome a toléré l'ingérence des gouvernements sous ce rapport parce qu'en effet cette ingérence se fonde sur des motifs inattaquables. Indépendamment des motifs d'ordre intérieur, il faut encore considérer que l'attache du gou-

(1) Comparer les observations de Rayneval sur les Articles Organiques, et celles de Sibour dans sa note à Louis-Napoléon, citée plus haut.

(2) « Champeaux, t. II, p. 432. »

vernement assure bien plus qu'elle ne l'entrave l'exacte exécution des décrets du Saint-Siège rendus dans les justes limites de ses attributions. Mais l'article premier de la loi organique étend la nécessité de l'autorisation du gouvernement jusqu'aux actes de la plus minime importance. Si bien que le décret de 1810 a consacré une première exception pour les brefs de la pénitencerie en matière de conscience. La pratique qui, en toute chose, est le meilleur guide, a été plus loin et a fait qu'aujourd'hui, en dépit du texte formel de la loi, une foule de rescrits, brefs, décrets sont envoyés et exécutés en France sans que le gouvernement s'en occupe le moins du monde. Il n'y a que les bulles traitant de matières importantes et entraînant une conséquence *extérieure* quelconque qui soient envoyées au gouvernement et qui passent par la filière du Conseil d'État pour y recevoir l'*exequatur*. Tout ce qui est du *for intérieur* arrive sans obstacle. Il en est de même de quelques privilèges personnels, autorisation d'établir une chapelle chez soi, privilèges spirituels accordés à telle personne, à tel sanctuaire ; autorisation de bénir des chapelets, etc. La loi pourrait consacrer sans inconvénient ce que l'usage indique, de telle façon que les actes d'un ordre supérieur devant amener un changement quelconque à la situation *extérieure* des choses, devraient nécessairement passer par les mains du gouvernement, les autres non. »

« Appel comme d'abus »

« Je passe à la question de l'appel comme d'abus. Nul doute qu'en face d'un clergé nombreux, il ne soit nécessaire pour le gouvernement de pouvoir au besoin exercer sur les évêques une action quelconque qui, d'ailleurs, ne s'étend guère et ne peut s'étendre qu'à formuler un blâme. Il est nécessaire de rappeler ici toute l'étendue du pouvoir confié aux évêques. Leur indépendance sous la règle de l'Église et la suprématie du Saint Père est entière, et cette indépendance est inattaquable parce qu'elle ne se soutient que par une action purement spirituelle. Il a donc été de tout temps extrêmement difficile pour les gouvernements de trouver le moyen d'agir d'une manière quelconque contre l'évêque, lorsque cet évêque leur semblait outrepasser ses pouvoirs. Je mets de côté les moyens violents, comme exil ou emprisonnement, qui ne sont plus d'accord avec nos mœurs et qui d'ailleurs n'ont jamais d'autre résultat que de relever la victime et de forcer tôt ou tard le gou-

vernement qui les emploie à faire amende honorable. On a inventé toute sorte de moyens d'opérer et, certes, le système de la loi organique peut être compté parmi les moins satisfaisants. En effet, c'est le Conseil d'État, pouvoir éminemment administratif de sa nature, qui est appelé à connaître les plaintes formulées contre les évêques et à prononcer une sentence qui se borne à dire s'il y a ou non abus. Le vice de ce système consiste dans l'incompétence radicale du corps qui fait l'office de juge. Il s'ensuit que d'une part le recours au Conseil d'État est excessivement rare (deux ou trois fois depuis cinquante ans) (1) et que les jugements qu'il porte n'ont aucune autorité morale, ni sur les évêques, ni sur le public. Les évêques ne se soucient en aucune façon d'un corps qu'ils regardent en matière religieuse comme fort au-dessous d'eux, et le public est plutôt porté à prendre la défense d'un homme qui ne craint pas, pour soutenir ses convictions, d'affronter le blâme d'un des corps les plus hauts placés dans l'État. Le gouvernement ne trouve donc pas là, ce me semble, l'appui, la force, qui lui sont nécessaires. Peut-être les trouverait-il dans une combinaison différente. »

« Dans l'armée, c'est l'armée elle-même qui, par les conseils de guerre, juge les infractions à la discipline. Pourquoi, dans le clergé, ne formerait-on pas dans les cas analogues un tribunal composé d'un archevêque et de quelques évêques, les plus anciens par exemple, qui seraient chargés de prononcer sur la conduite de l'évêque inculpé ? Pourquoi ne pas remettre la cause aux évêques de la province sous la présidence du métropolitain ? Il pourrait se présenter une difficulté insurmontable, mais elle n'est pas probable, c'est que les juges se récussent (2).

(1) Des sentences d'abus furent portées sous le Second Empire contre les évêques de Moulins (1857 et 1865), Poitiers (1861), Tours, Cambrai, Chartres, Metz, Nantes, Orléans, Rennes (1863), Besançon (1865).

(2) Lorsque Baillès publia en 1852 son livre *Des sentences épiscopales dites de conscience informée*, Fortoul pensa à le faire traduire devant le concile de la province de Bordeaux. Pressenti par le directeur général des Cultes, Contencin, le cardinal archevêque de Bordeaux, Donnet, qui était personnellement attaqué dans le livre de Baillès, fit, le 26 juillet 1852, la réponse suivante : « Monsieur le directeur général, je vous remercie du témoignage de confiance que vous voulez bien me donner en me consultant de la part de M. le ministre des Cultes, sur les mesures à prendre envers l'un de mes suffragants qui se serait compromis par une publication récente. »

« Je ne connais point l'écrit auquel vous faites allusion, et par conséquent il m'est impossible d'apprécier le caractère et la portée des observations qui y sont contenues. »

« Vous me demandez, Monsieur le directeur général, si je pense qu'il y aurait lieu de déléguer le prélat au concile provincial pour la manière dont il se serait exprimé dans cet écrit tant à l'égard du gouvernement qu'à l'égard de son métropolitain. Je pourrais, il est vrai, apporter au concile les réclamations que j'ai déjà soumises

Auquel cas nous retomberions forcément dans les inconvénients de la législation actuelle. Le véritable recours est le recours au pape. Il faudrait pour cela que l'esprit de défiance qui subsiste encore dans un grand nombre d'esprits à l'endroit de la cour de Rome, eût fait place à la confiance et que le pouvoir du pape fût considéré comme un auxiliaire et non comme un ennemi ; mais ce serait l'âge d'or, et nous en sommes encore loin. »

« *Mariage* »

« La question du mariage n'est certes pas la moins importante. Si d'une part l'Église a rendu au monde un service éminent en maintenant le mariage à la hauteur d'un sacrement, principe que la loi civile, dans l'intérêt de la civilisation, devrait plutôt défendre qu'affaiblir, d'un autre côté le Concile de Trente, ne s'occupant que de la question dogmatique en elle-même et négligeant toute précaution dans l'intérêt des familles, a fait consister, avec une hauteur de vues à laquelle il est impossible de ne pas rendre hommage, le lien indissoluble du mariage dans la simple déclaration des deux parties devant l'autorité spirituelle compétente de vouloir se prendre pour mari et femme. En un mot, dès que le consentement des parties est dûment constaté, il y a mariage, et mariage indissoluble. Il est bon de remarquer ici qu'à Rome même, toutes les précautions sont prises pour que les jeunes gens ne se prévalent pas frauduleusement des facilités de la loi. Mais, s'ils parviennent à faire leur déclaration, l'autorité ecclésiastique, tout en les punissant parfois de la prison et tout en leur refusant la bénédiction nuptiale, ne les considère pas moins comme parfaitement mariés. Je n'ai pas besoin de dire que les exemples sont extrêmement rares. Il suffit qu'ils soient possibles pour que, dans l'intérêt des familles, la loi civile soit autorisée à prendre ses précautions. En France,

au Saint-Siège relativement à l'affaire de La Rocheservière. Il ne me serait pas difficile d'établir que dans le désaccord qui a eu lieu entre le suffragant et le métropolitain, ce n'est pas ce dernier qui aurait eu des reproches à se faire. Mais d'après l'esprit et le caractère bien connu du prélat dont il est question, j'ai tout lieu de présumer qu'il serait au moins inutile de saisir le concile d'une semblable affaire et qu'il n'en résulterait que des contestations désagréables et un éclat très fâcheux. »

« Il est préférable que le gouvernement porte des plaintes énergiques au Saint-Siège. Le respect que professe tout évêque envers cette autorité suprême m'assure d'avance que mon suffragant accueillera comme il le doit des remontrances et des admonestations seules capables, à mon avis, de mettre fin à des procédés si peu en harmonie avec la conduite de l'épiscopat français, si mesurée et si digne à tous égards. »

(F^{ms} 5.819 B.)

la loi ne s'est point préoccupée de la question religieuse. C'est l'officier d'état civil qui prononce le mariage, et c'est à la conscience des mariés à leur dicter ce qu'ils ont à faire au point de vue religieux. Il y avait plus : le divorce était admis, en contradiction flagrante avec la loi de l'Église. Rome a longtemps réclamé et obtenu satisfaction sur ce dernier point. Reste le mariage civil qui n'est point reconnu par le Saint-Siège et qui constitue aux yeux de tout le clergé de France un concubinage tant que la bénédiction du prêtre n'est pas intervenue. Les mœurs ont corrigé sous ce rapport la rigueur de la loi. La majeure partie des Français ne se considèrent comme mariés qu'après avoir été à l'Église, mais les exemples contraires sont nombreux et les évêques ont souvent à entretenir le Saint-Siège des cas de conscience que soulèvent des unions illégitimes suivant la loi religieuse. Ce serait un désir ardent du Saint Père de voir sous ce rapport la législation civile se mettre en harmonie avec la loi canonique. Si la matière est ardue et si la question se lie à un ordre de faits de la nature la plus grave, le moyen serait matériellement fort simple. Il faudrait un article de loi ainsi conçu, ou à peu près : « Le mariage civil ne sortira son plein « et entier effet que lorsqu'il aura été suivi de la consécration « religieuse ». De cette manière, les deux autorités agiraient en pleine liberté ; le prêtre serait seulement tenu comme aujourd'hui de se faire fournir la preuve que les précautions exigées par la loi civile ont été préalablement remplies. Mais au lieu de se voir comme aujourd'hui la main pour ainsi dire forcée par la nécessité de légitimer une union irrégulière, il n'aurait par devant lui qu'une précaution prise dans le but d'assurer à l'union que *lui seul* est appelé à prononcer tous les effets civils assurés par la loi aux unions légitimes. »

« Je n'ai pas besoin de faire remarquer qu'une pareille législation serait applicable à tous les cultes. »

« Mais la difficulté consiste, et elle est immense, à ébranler sur un point aussi essentiel les fondements mêmes de toute notre législation. L'heure est-elle venue de le faire ? N'y a-t-il pas encore par le monde un nombre considérable d'esprits opposés par principe à laisser pénétrer la question religieuse dans la législation purement civile ? Il pourrait y avoir de ce côté des résistances qui aboutiraient en définitive à faire reculer plutôt qu'avancer l'esprit religieux. Cette question, comme la plupart des autres, est une question d'opportunité. Quant au fond, le doute ne me paraît pas possible : la logique demande évidemment

que la loi civile et la loi religieuse soient non pas en opposition mais en harmonie. L'état actuel des esprits permet-il d'opérer un changement aussi important ? Là est la question. Je ne puis évidemment que la poser ; il ne m'appartient pas de la résoudre. »

« *Liberté d'enseignement* »

« La liberté de l'enseignement, l'indépendance absolue des séminaires, sont encore des points qui intéressent au plus haut degré Rome et le clergé. Je les laisse de côté parce qu'ils ont été amplement débattus ailleurs et que les Articles Organiques n'en parlent pas. »

« En dehors des sujets graves que j'ai abordés, les Articles Organiques touchent à une infinité de questions plus ou moins secondaires et dont plusieurs sont sans application. »

« L'article 2 sur les pouvoirs du nonce pouvait être utile lorsqu'il y avait des exceptions de juridiction. Aujourd'hui, le nonce ne saurait plus sur qui ni sur quoi exercer son pouvoir en dehors du cours régulier des affaires. De temps à autre, le département des Affaires Étrangères se plaint de ce que le nonce ait communiqué directement avec les évêques (1823-1824... 1850) (1). Mais le plus souvent, c'est à l'instigation du gouvernement que le nonce communique avec eux (2). J'excepte les procès canoniques, qui sont de droit (3). Dans toutes les affaires vraiment difficiles, l'intermédiaire du nonce est un intermédiaire précieux, indispensable, qui rend de grands services. S'il y a abus, on est toujours en droit de recourir et de se plaindre. Pourquoi un article de loi ? »

« Article 3. — Les décrets des conciles étrangers ne pouvant être publiés que par bulles pontificales, tombent sous l'application des précautions générales concernant ces bulles. »

« Article 4. — Les derniers conciles métropolitains ont eu lieu sans l'autorisation du gouvernement, qui a envoyé son agrément après coup. » (4)

« Il suffit de lire les articles du titre 2 pour juger de leur peu d'importance en tant qu'ils ne reproduisent pas exactement les termes de la loi canonique, seule réellement valable pour les

(1) Voir Mémoires et documents, volume 117.

(2) Ce fut souvent le cas en 1852 : voir la lettre de Fortoul à Baillès du 3 février 1852.

(3) Le nonce était chargé de recueillir les informations canoniques sur les évêques nommés par le gouvernement.

(4) Voir 12 juin 1852 : Fortoul à Turgot, p. 67, note 4.

évêques en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions et les cérémonies du culte. »

« Je ferai remarquer qu'en dépit de l'article 20, les évêques quittent leurs diocèses, même pour venir à Rome, en prévenant bien entendu le gouvernement, mais sans demander ni obtenir la permission expresse. »

« L'article 24 rend la vie à la déclaration de 1682. Les évêques sont tenus de la faire enseigner dans leurs séminaires. En effet, comme je l'ai dit plus haut, elle y est enseignée, mais purement à titre de curiosité historique. Cependant, un décret du 25 février 1810 élève la déclaration de 1682 au rang de loi de l'Empire. Ainsi que je l'ai dit, elle n'existe aujourd'hui que pour le pouvoir civil qui s'en prévaut de temps à autre, mais non pour le clergé. »

« Les précautions stipulées par les articles 25 et 26 sur les ordinations de prêtres ont été rapportées. »

« Quelques règles sont importantes en ce qu'elles déterminent l'accord entre les évêques et le gouvernement pour la nomination des desservants, des curés, des chanoines : articles 11, 19, 35, 48, 49, 61. »

« Les mesures stipulées pour le gouvernement des évêchés étaient tellement contraires à la loi de l'Église qu'elles ont dû être rapportées : article 36. »

« L'article 39 établit qu'il n'y aura qu'une liturgie et qu'un catéchisme pour toutes les églises de France. Or, il y a presque autant de liturgies que de diocèses et nous voyons aujourd'hui le pape pousser à l'exécution de l'article, et le clergé s'appuyer sur le gouvernement pour résister. » (1)

« Les chapelles domestiques ont été rétablies en grand nombre sans la permission du gouvernement, malgré l'article 44. »

« Bon nombre d'églises servent à deux cultes différents, malgré l'article 48. »

« L'article 58 sur la circonscription des diocèses a été plusieurs fois modifié. »

« J'en dirai autant des articles 64, 65 et 66 sur les traitements. »

« De tous les autres articles, l'article 73 est le seul important. Il établit que les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourront consister qu'en

(1) Le gouvernement, à cette époque, demeura neutre, en principe, dans la question liturgique. Mais il se plaignit de certains procédés employés pour contraindre les évêques à adopter la liturgie romaine. (Voir la lettre de Fortoul à Turgot du 12 juin 1852.)

rentes sur l'État, ce qui exclut les dotations en immeubles. Cette stipulation est en complet désaccord avec le système romain qui demande partout des immeubles et repousse les rentes. En France, les établissements pour lesquels des fondations ont été faites éludent la loi en plaçant ce qu'elles possèdent sur la tête d'un de leurs membres qui, à sa mort, lègue sa fortune à un confrère. Il y a encore ici une question de principe. Le système de la loi peut être soutenu par de très puissants motifs que je n'ai pas besoin d'énumérer. Seulement, il faut reconnaître qu'il blesse l'égalité et que l'on peut invoquer en faveur des fondations immobilières de très remarquables exemples, celui des États romains, entre autres, où l'instruction publique, grâce aux fondations, est entièrement gratuite, et où les établissements de charité dépassent comme proportion et ressources tout ce que l'on connaît ailleurs. Ce détail, tout important qu'il soit, est cependant d'un ordre secondaire et ne touche pas aux questions vitales. »

« Protestation du cardinal Caprara »

« Tel est l'ensemble de la loi dite des Articles Organiques. Les protestations de Rome (22 mai 1802, 28 août 1803) (1) ont porté principalement sur la communication des bulles au gouvernement, sur les entraves mises au pouvoir du nonce, à la publication des canons du Concile, sur le recours au Conseil d'État en cas d'abus, sur la prétention du pouvoir civil de se substituer au pouvoir spirituel pour dicter des règles aux évêques au sujet de l'administration de leurs diocèses, faculté uniquement réservée à l'Église. La cour de Rome se plaint aussi de ce que nulle part on ne fasse mention du chef de l'Église, auquel, en définitive, toutes les affaires graves doivent aboutir. La déclaration de 1682 est formellement combattue. « Ne vaut-il pas « mieux, dit le cardinal Caprara, que les directeurs des séminaires « s'engagent à enseigner une morale saine, plutôt qu'une déclara-
« tion qui fut et sera toujours une source de divisions entre
« la France et le Saint-Siège ? » Pour l'ordination des prêtres et l'administration des diocèses vacants, les plaintes de la cour de Rome ont été écoutées. Il n'en a pas été de même pour l'affaire du mariage et de l'interdiction des dotations en

(1) « Champeaux, t. II, pp. 172-174. »

immeubles, contre lesquelles le Saint-Siège s'est vivement élevé. La note du cardinal Caprara, quoi qu'ayant aujourd'hui cinquante ans de date, peut encore être considérée comme la base des objections de la cour de Rome contre les Articles Organiques. »

« Il résulte de tout ce qui vient d'être dit que l'on trouve confondues dans la loi de germinal des propositions de l'ordre le plus différent. Les unes, en petit nombre, consacrent des précautions essentielles et de la nature la plus sérieuse en faveur de l'autorité civile. »

« Les autres établissent des règles, bien combinées en général, au sujet de l'entente du clergé avec l'administration pour les affaires courantes. »

« Il y a ensuite une quantité d'articles sur l'administration des diocèses qui ne sont que la reproduction fort inutile par un pouvoir peu compétent des règles canoniques. »

« Un certain nombre d'autres articles en contradiction avec les canons, sont de nature à causer des entraves qu'on évite par l'inexécution. »

« Enfin, les dispositions réglementaires les moins importantes, les plus inutiles sur le costume et les titres, font contraste avec la gravité de quelques autres stipulations. »

« Il semble que dans l'état actuel des choses on pourrait parfaitement se borner à un petit nombre d'articles réglant les trois ou quatre points importants que j'ai signalés. Ils seraient suivis des règles à suivre pour établir l'accord entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil en matière de nominations ou de culte extérieur ; on supprimerait le reste. »

II

« Je n'ai encore rempli qu'une partie de ma tâche en traitant des rapports du gouvernement avec le Saint-Siège. Je vais traiter maintenant des rapports du clergé lui-même avec la cour de Rome. »

« C'est en général au nom de coutumes fort anciennes, appuyées ordinairement sur des canons d'une date très reculée, que les différents clergés d'Europe et en particulier le clergé français, ont opposé et opposent encore une résistance, parfois fort vive, aux efforts incessants du Saint-Siège pour faire prévaloir l'unité, non pas seulement de dogme, mais de discipline

et de forme dans toute l'étendue du monde catholique. » (1)

« Dans les premiers temps de l'Église, la difficulté des communications et l'absence de vues aussi vastes et aussi élevées que celles qui se sont formées plus tard, ont aidé aux tendances fort naturelles qui amenaient des diversités plus ou moins importantes. Celles qui compromettaient le dogme étaient condamnées. Celles qui n'étaient point d'une nature aussi grave étaient simplement combattues ou tolérées. Il suffit de suivre les affaires religieuses du Levant, comme je suis fréquemment appelé à le faire, pour comprendre à quel point les différences de rites et de formes extérieures amènent de désastreux résultats. Bien heureuse l'Europe d'avoir échappé à ce fléau qui travaille si profondément les chrétiens d'Orient ! Certes, l'esprit de nationalité n'a jamais été en France jusqu'à compromettre dans les choses essentielles la grande unité catholique, mais en pareille matière, la limite des différences possibles est, on en conviendra, très difficile à tracer. On conviendra aussi que s'il y a une certaine utilité à ce que le sentiment d'indépendance locale vienne tempérer la toute puissance romaine, il faut également reconnaître qu'il est dans le rôle du Saint-Siège de travailler incessamment à faire disparaître les différences et à faire prévaloir jusque dans les détails le grand et salutaire principe de l'unité. »

« Pour bien comprendre sur quel ordre de questions roulent en général les résistances du clergé aux tendances romaines, il est nécessaire de donner une idée succincte des rapports singulièrement délicats qui existent entre le pouvoir épiscopal et le pouvoir pontifical. »

« L'Église, avec une grande sagesse, a départi aux évêques en matière spirituelle des pouvoirs très étendus avec une indépendance presque complète, bien entendu dans la limite des canons, de telle façon que la suprématie de l'évêque de Rome, reconnue et acceptée par tous les évêques sans exception, n'est pas cependant tellement tracée qu'elle puisse s'exercer comme de supérieur à inférieur dans l'ordre hiérarchique ordinaire. Le Saint Père appelle les évêques ses frères. Il les conseille, il les ramène, très rarement il ordonne. Il ne peut leur enlever l'autorité dont ils sont dépositaires que par les jugements les plus solennels. Cette autorité si puissante, si salutaire, si indispensable au maintien de l'unité ne s'exerce donc qu'à force de ménagements, de persuasion, et c'est là justement que la

(1) Voir ANDRÉ MATER : *L'Église catholique*, Paris 1906, in-12.

sagesse de l'Église a placé comme un frein à la toute puissance religieuse, incontestablement déposée entre les mains du successeur de saint Pierre. On conçoit toutes les difficultés que cette situation amène dans la pratique. On conçoit aussi toutes les nuances que le caractère personnel des évêques et leur manière de voir les choses apporte dans leurs relations avec le père commun des fidèles. Ainsi, tel prélat partisan décidé de l'unité, de l'ordre dans l'Église et convaincu qu'ils ne peuvent se maintenir que par l'autorité, sera toujours prêt à référer à Rome, à y puiser ses inspirations, à prendre la règle romaine pour sa propre règle, à considérer le pape comme un supérieur, comme un juge sans appel. Tel autre prélat, nourri dans des idées différentes, moins prompt à faire abnégation de son propre pouvoir, se dira : je suis évêque, tout comme le pape, j'ai charge d'âmes, je ne réponds qu'à Dieu ; je respecte le Souverain Pontife, et je me sou mets d'avance à toutes les décisions qu'il rendra *ex cathedra*, mais pour les affaires courantes, je me passerai de Rome, je resterai fidèle aux traditions de mon diocèse et je trancherai les questions en toute sûreté de conscience. »

« C'est ce que l'on appelle vulgairement ultramontains et gallicans. »

« Les premiers sont très absolus ; les plus absolus d'entre eux disent et enseignent que la Révolution, en France, ayant tout mis à néant, que Pie VII, lors du Concordat, ayant exigé de tous les évêques le sacrifice de leur siège, il y a eu interruption complète entre les traditions d'autrefois et le nouvel ordre de choses, qu'en conséquence c'est au Saint-Siège qu'appartenait le droit de tout régler et que les retours aux anciens usages sont frappés d'un vice radical. » (1)

« Les gallicans, au contraire, disent avoir hérité des coutumes d'autrefois, soutiennent que Rome, dans la pratique des choses, n'a pas plus de droits à exercer qu'elle n'en exerçait naguère. »

« Je n'ai pas besoin de dire que c'est avec ces derniers seulement que les difficultés surgissent. »

« Ils ne sont pas tous opposants au même degré. Fort peu d'entre eux, je l'ai déjà dit, consentiraient à souscrire aujourd'hui l'article de 1682 portant qu'il faut le consentement de l'Église pour qu'une décision du pape soit irréformable. On n'en trouverait peut-être pas qui consentissent même à être appelés gallicans. »

(1) Sur cette thèse, voir la « Note sur un journal intitulé : La Correspondance de Rome » (juin 1852).

« Le gallicanisme, en effet, n'est pas un corps de doctrine. C'est dans les archives du Parlement, et notamment dans les ouvrages des jurisconsultes comme Pithou, Dupin et autres, qu'il faut aller chercher les textes de ce que l'on appelle les franchises de l'Église gallicane, lesquelles franchises, à part la déclaration que le pape ne peut rien sur le temporel des rois, ne consistent guère qu'en privilèges réservés au pouvoir royal pour la collation des bénéfices et l'usage du droit de régale, toutes choses qui sont aujourd'hui sans application. Mais sans vouloir s'appeler gallicans, les opposants sont surtout les défenseurs des anciennes coutumes qui, *comme forme*, assurent à certains diocèses des différences de rite, de liturgie, et qui, *comme fond*, assurent à l'évêque le pouvoir de trancher un certain nombre de questions sans recourir à Rome. Sur ce dernier point, la conscience de l'évêque est le seul juge, et Rome est disposée à le reconnaître en demandant qu'on n'ait recours au Saint-Siège qu'en cas de doute. » (1)

« Il y a donc, depuis l'évêque qui ne doute jamais jusqu'à l'évêque qui doute toujours, des nuances infinies ; mais en général, en France, les évêques doutent peu et se croient parfaitement dispensés, pour un certain nombre de questions touchant à l'essence même du pouvoir spirituel, de recourir à l'autorité pontificale. Quant aux questions de pure forme, il y a deux manières de les défendre ; les uns soulèvent des objections de principe, invoquent la prescription, font appel à d'anciens canons : les autres se bornent à plaider l'inopportunité. Pourquoi, disent-ils, troubler les diocèses, changer les habitudes ; pourquoi, disent-ils aussi, surcharger le budget épiscopal, déjà fort léger, de toutes les dépenses qu'entraînent la réimpression des nouveaux livres et les changements matériels qui peuvent résulter du nouvel ordre de choses ? Ces derniers sont de beaucoup les plus nombreux. »

« Ceci posé, cherchons à découvrir quels sont les points principaux sur lesquels s'opère la résistance. Je ne parlerai que pour mémoire des résistances opposées à certaines bulles pontificales qui, au Moyen Age, ont mis le royaume en interdit ou ont porté atteinte au temporel des rois. Certains chapitres du Concile de Trente ont rencontré des objections fondées sur ce que les évêques français réunis au Concile n'avaient pas voté pour. En réalité, aujourd'hui, les décrets du Concile

(1) Voir ci-dessus, Rayneval à Drouyn de Lhuys, 10 janvier 1853.

de Trente sont partout acceptés. La bulle *In cœna domini* de Clément IX réglant les cas de conscience dont on peut absoudre sans pouvoirs spéciaux émanant de Rome, soulève encore quelques observations fondées sur ce qu'elle contredit des coutumes consacrées par d'anciens canons. Il s'ensuit qu'un certain nombre d'évêques donnent l'absolution pour des cas d'hérésie publique, que Rome s'est réservés. Il y a encore un certain nombre de cas de conscience qui présentent la même difficulté. Quelques évêques se croient également en droit d'accorder des dispenses de mariage jusqu'à un certain degré sans recourir à Rome, et ce droit est contesté par le Saint-Siège. D'autres évêques soutiennent qu'ils sont maîtres d'accorder la permission de lire les livres condamnés par l'Index. Ils disent, non sans raison, que dans des pays où la lecture est aussi libre qu'en France, il faut apporter la plus grande facilité et la plus grande rapidité aux affaires de cette nature. Tels sont, sur les questions qui touchent aux pouvoirs mêmes des évêques, les points les plus importants. »

« Il y a en outre les questions de forme concernant la liturgie, les cérémonies extérieures du culte, etc. L'un des Articles Organiques impose formellement aux diocèses de France, parfaitement d'accord en cela avec Rome, l'obligation de n'avoir qu'une seule liturgie et qu'un seul catéchisme ; or nous en sommes venus à avoir presque autant de liturgies et presque autant de catéchismes que de diocèses. Cette question était assoupie comme beaucoup d'autres, lorsqu'un ancien et habile professeur de droit canon appelé à la nonciature de Paris, Mgr Fornari, avec toute l'ardeur et le peu de prudence des hommes de pure spéculation, se mit à travailler au rétablissement de l'unité de liturgie. La question une fois soulevée, il n'a pas manqué d'hommes en France pour l'envenimer et la faire sortir de ses limites (1). Je n'ai pas à revenir sur les mille moyens que l'on a employés et dont le moins dangereux n'était certes pas de soumettre aux congrégations romaines des questions qui semblaient en elles-mêmes insignifiantes, mais qui, tranchées suivant la stricte expression du droit canonique et suivies d'une condamnation que la presse se chargeait de faire retentir, venaient porter l'anarchie dans les diocèses, ébranler l'autorité de l'évêque,

(1) C'est en 1840 que Dom Guéranger fit paraître le premier volume de ses *Institutions liturgiques*. Fornari ne devint nonce à Paris qu'en 1843. Voir 14 juin 1852, Rayneval à Turgot.

alarmer les consciences (1). Rome est intervenue pour modérer le feu allumé en son nom et la question semble entrer en ce moment dans une voie d'apaisement. Il serait difficile d'indiquer en détail sur quelles questions minimes porte une question si ardente et qui s'élève si haut. Les prières de la messe, dans certains diocèses, celui de Lyon par exemple, sont distribuées différemment que partout ailleurs, mais cette modification à la règle commune ne donne lieu à aucune espèce d'objection parce qu'elle est formellement sanctionnée par le Saint-Siège en témoignage de la haute antiquité de l'église de Lyon et des services qu'elle a rendus (2). Il n'en est pas de même dans les autres diocèses où les différences de cette nature sont taxées à Rome d'irrégularité complète. Indépendamment des prières de la messe, il y a encore les prières du bréviaire qui sont récitées chaque jour par les ecclésiastiques. Ces prières sont distribuées suivant les diocèses de la manière la plus variée ; certaines sont omises, d'autres sont ajoutées. »

« Le pape Pie V, sur la fin du xvi^e siècle, a le premier tenté d'apporter une réforme à cet ordre de choses. Il fit faire une édition du missel et du bréviaire romains qu'il donna partout comme modèle et dont il imposa la pratique à tous les diocèses, faisant toutefois exception pour ceux qui avaient un bréviaire et un missel en usage depuis plus de deux cents ans. Un certain nombre de diocèses de France pouvaient invoquer le bénéfice de cette disposition et en ont usé, mais, postérieurement et de nos jours, je ne sais si par anciennes traditions ou par interruption des études, beaucoup d'évêques ont fait des missels, des bréviaires, des catéchismes nouveaux. Rome a réclamé l'application des décrets de Pie V. La plupart des évêques de France sont entrés dans cette voie. Le nombre de ceux qui résistent est fort restreint, et parmi eux ce sont les moins nombreux qui soutiennent, comme je l'ai dit tout à l'heure, qu'un évêque dans son diocèse a le droit de changer ces choses à sa guise. » (3)

« A cette question de liturgie se joint une série d'autres questions qui concernent le cérémonial, la forme extérieure du culte, et notamment la célébration de certaines fêtes. Ainsi, il y a dans les diocèses de France un certain nombre de saints qui

(1) Affaire Lottin. Voir Fortoul à Turgot, 12 juin 1852.

(2) Par le bref du 17 mars 1864, Pie IX ordonna le retour du diocèse de Lyon au missel et au bréviaire romains.

(3) Le gouvernement français interdit la publication du bref pontifical du 17 mars 1864 sur la liturgie lyonnaise, qui condamnait cette thèse.

sont inconnus à Rome, qui cependant sont fêtés régulièrement et à certains jours de l'année, de telle façon que le calendrier de bon nombre de diocèses ne se rapporte pas de tout point au calendrier romain. Sur cet article comme sur les autres, l'évêque invoque l'usage, le Saint-Siège invoque la règle. »

« J'entends dire très souvent, à Rome, que certains évêques de France usent de pouvoirs qu'ils n'ont pas, non seulement en fait de dispenses ou de liturgie, mais dans leurs rapports avec le clergé inférieur. Et ceci touche à la question délicate des officialités qui n'ont point été rétablies en France et qui partout ailleurs enlèvent à l'arbitrage personnel de l'évêque une foule de questions concernant surtout les personnes et qui sont portées et débattues devant un tribunal compétent. Ainsi, nous avons vu des évêques déposant des curés inamovibles par suite d'informations purement personnelles, sans enquête ni jugement. Nous avons vu la forme de ces actes attaquée en cour de Rome et il a fallu l'intervention du Souverain Pontife pour que le tribunal supérieur compétent s'abstint de casser la sentence épiscopale (1). Les évêques de France ont d'excellentes raisons à donner, et ces raisons sont en général parfaitement admises, mais j'indique ici ce côté de la question pour mieux faire comprendre quelles sont les divergences qui séparent nos évêques du Saint-Siège. »

« Le Saint-Siège, de son côté, est habitué à se voir entouré d'évêques d'une importance nulle, gouvernant à peine quelques milliers d'âmes, n'ayant aucune sorte de prétentions, hiérarchiquement soumis au Souverain Pontife qui les gouverne au temporel comme au spirituel, de telle façon qu'à pareille école, bien des hommes qui entrent dans les conseils du Souverain Pontife ont peine à se faire à l'idée de rencontrer dans un évêque un homme pouvant dire au pape : *primus inter pares*. Heureusement, Pie IX a longtemps été évêque lui-même et entre mieux que tout autre dans les nécessités de cette haute position. »

« L'exposé qui précède démontre clairement qu'au fond de toute la querelle entre le clergé et Rome, il n'y a rien de grave. En réalité, nos évêques sont très jaloux de leur indépendance. Il leur répugne, pour certaines affaires secondaires, d'avoir recours à une autre autorité que la leur. Cela ne les empêche pas d'être très bons catholiques et très dévoués au Saint-Siège

(1) Affaire Domergue (juin-août 1852). Voir aussi la « Note sur le journal intitulé : La Correspondance de Rome. »

pour toutes les choses importantes ; mais comme les choses importantes ne sont pas d'une fréquence journalière, on se laisse facilement aller à Rome à des insinuations qui tendent à faire croire que le clergé de France est ennemi du Saint-Siège. L'attaque et la défense sont respectables de part et d'autre. Elles tiennent, comme je l'ai montré en commençant, à l'essence même des choses. Il ne faut point s'en inquiéter. Il ne faut ni chercher à y mettre fin, ni espérer qu'on y parvienne. Apaisée sur un point, la discussion renaîtrait sur un autre. Il faut modérer, il faut tempérer ; il faut dire aux uns et aux autres : allez lentement et prudemment. Pas plus qu'il ne faut voir dans les résistances de nos évêques un esprit d'hostilité contre le Saint-Siège, pas plus il ne faut chercher dans les tendances de Rome vers l'unité un esprit d'hostilité systématique contre ce que l'on appelle les coutumes françaises. Le gouvernement enfin, tout en protégeant les évêques contre de trop vives entreprises, ne saurait méconnaître que le but auquel la cour de Rome cherche à parvenir est d'accord avec les règles les plus générales de l'autorité et de l'ordre. Son rôle doit être une attention passive. Il n'a pas à seconder Rome ; il faut au contraire qu'il la contienne, il faut qu'il ralentisse la marche des choses ; mais il irait à l'encontre des intérêts supérieurs dont la garde lui est confiée s'il mettait des obstacles réels aux réformes dont le Saint-Siège poursuit la réalisation. »

« Il me reste à considérer les rapports réciproques du clergé et du gouvernement. »

III

« Il ne me reste plus qu'à indiquer brièvement les traits principaux des relations réciproques du gouvernement [et] du clergé et du rôle que l'un et l'autre à leur tour réclament de la cour de Rome. »

« Ici encore, nous rencontrons autant de diversités qu'il y a de partis. En ce qui concerne le clergé comme en ce qui concerne le gouvernement, j'indiquerai les deux extrêmes. »

« Les uns, fidèles à d'anciennes habitudes qu'on appelle quelquefois parlementaires, accordent à l'État une assez large participation aux affaires purement religieuses. Les hommes du gouvernement qui ont hérité des traditions en vigueur surtout au temps de Louis XIV, régleraient volontiers comme matière purement administrative, tout ce qui touche au culte.

Ils croient aussi que les coutumes locales différentes de celles de Rome forment comme une espèce de code dont ils ont la défense et la garde. Ce code, il est vrai, n'a jamais été rédigé, et n'a aucune attache, ni civile, ni religieuse, mais ce ne sont pas toujours les choses les mieux spécifiées qui ont le plus de vitalité. Tout au plus en arrive-t-on aux maximes de l'avocat Pithou qui, en fin de compte, sont une des seules autorités invocables. Le sentiment qui domine est surtout celui qui repousse en thèse générale l'ingérence romaine. Le Souverain Pontife n'est plus précisément le chef d'une croyance commune, mais un souverain étranger qui a une politique et des intérêts propres, lesquels peuvent être en opposition avec ceux du pays. Il faut donc faire les affaires à soi tout seul, et ne recourir à d'autres qu'en cas de nécessité absolue. Il faut aussi avoir l'œil constamment ouvert sur le clergé qui n'est au fond que l'armée du souverain de Rome, et pour mieux surveiller le clergé, il faut le maîtriser. Il faut, par exemple, tracer par des règlements les limites dans lesquelles se contiendra son action, lui dire ce qu'il ne pourra pas faire, quelles fêtes il pourra célébrer, quel habit il devra porter. Il faut également le tenir par le côté financier. Il faut l'empêcher de vivre de ses propres ressources. Il faut qu'il les puise à l'État, afin que l'État, au jour donné, soit maître de les supprimer. Ces idées (1), peu d'accord avec le principe religieux, sont sans doute prudentes, mais d'une prudence exagérée. Ce sont elles qui ont servi de base aux réformes introduites en Toscane par Léopold, en Autriche par Joseph II. La France, tout en comptant un grand nombre d'adhérents à ce système, n'est cependant pas allée si loin. Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le Concordat ont plus ou moins appuyé dans ce sens, mais toujours en diminuant, comme l'indiquait d'ailleurs la nécessité des temps. L'Autriche elle-même déchire aujourd'hui le code de Joseph II. En France, jamais le clergé n'a été aussi libre, dans la pratique bien entendu, car la règle est toujours la même sauf qu'elle tombe en désuétude, comme je l'ai indiqué plus haut. On n'a pas, que je sache, à s'en plaindre. »

« Il faut remarquer que ceux-là même qui insistent le plus pour que l'administration civile pénètre dans l'ordre religieux, établissent également comme principe que la loi civile doit faire

(1) Les successeurs de Fortoul au ministère des Cultes, Rouland (1856-1863) et Baroche (1863-1869), s'en inspirèrent dans une large mesure.

abstraction complète de la religion, soit qu'ils veuillent prendre l'homme sans tenir aucun compte de ses croyances, soit que par esprit de tolérance illimitée, ils ne veuillent pas risquer de favoriser un culte plutôt qu'un autre. La loi civile était en désaccord complet avec la loi religieuse sur deux points importants, le mariage et le divorce. La suppression du chapitre du Code civil qui autorisait le divorce, a été un grand pas fait dans la voie de la conciliation. Reste le mariage, dont j'ai déjà parlé, et pour lequel la grande difficulté consiste pour les uns à admettre dans la loi civile une trace quelconque de croyances religieuses, pour les autres à autoriser le clergé à venir décider en dernière analyse une des plus importantes questions de l'ordre civil. Je ne parle pas des registres de l'état civil enlevés aux paroisses, il n'y a à cela aucune objection possible, et l'empiètement sur ce point est nul. »

« Les partisans exclusifs de la loi sont fort embarrassés, quand, dans la pratique, ils s'aperçoivent que l'évêque n'est pas un fonctionnaire public, bien qu'il reçoive un traitement. Ils ne savent alors, comme on dit vulgairement, par quel bout le prendre. Redoutant les assemblées du clergé, les conciles provinciaux, les actes d'autorité émanant du corps épiscopal, les tribunaux spéciaux que la loi canonique accorde aux évêques sous le nom d'officiatités et qui connaissent de certaines causes de discipline, toutes choses mises plus ou moins de côté, on a inventé le recours au Conseil d'État dont j'ai déjà parlé et qui, comme je l'ai dit, reste sans effet. On ne reconnaît qu'à la dernière extrémité la nécessité de recourir au chef suprême qui, seul, a autorité sur les matières de conscience devant lesquelles se sont toujours brisés tous les efforts de l'administration purement civile. C'est ainsi que dans les Articles Organiques, par exemple, il n'est pas une seule fois question du pape et ce n'est pas ce qui a le moins blessé la cour de Rome. En dernière analyse, on est bien forcé de recourir au Saint-Siège et l'on tombe alors dans cette contradiction d'appeler à son secours une autorité et un pouvoir qu'on a été constamment occupé à affaiblir. (1) »

« Les gens extrêmes du parti opposé tombent dans des

(1) L'évêque de Luçon, Baillès, écrivit à Fortoul le 11 février 1856, quelques jours avant que la cour de Rome, sur les instances du gouvernement français, le contraignît à démissionner : « ... l'histoire... ne pourra jamais concilier avec votre attachement pour les Articles Organiques, vos instances si multipliées, si pressantes, dit-on, auprès du Souverain Pontife, pour arracher à son siège un évêque innocent... » P.² 5,819 B.

exagérations bien plus grandes encore et dont l'application serait beaucoup plus contraire à la marche régulière des choses. Ils proclament non seulement une liberté absolue en tout ce qui concerne l'Église, mais ils tombent bien vite dans tous les excès de la théocratie. Ils sont en un mot, et en réalité, beaucoup plus catholiques que le pape. Je crois inutile de les suivre sur leur terrain qui n'a rien de pratique. Entre ces deux extrêmes, il y a un milieu qui me semble être à peu près le système que la pratique et la sagesse du gouvernement tendent à introduire en France. Ainsi, l'administration civile doit surtout veiller à tout ce qui, dans la pratique des choses religieuses, peut avoir une action extérieure ; hors de là, elle peut sans inconvénient accorder une large part de liberté. Cette liberté ne s'exerce que dans un sens de moralisation plus que jamais nécessaire. Et quant à ce point si important de l'action à exercer par le gouvernement sur le clergé, il faut purement et simplement reconnaître la profonde sagesse de l'administration pontificale qui seule *lie et délie*, qui seule, par conséquent, peut pénétrer dans le for intérieur où l'administration civile n'a aucun accès. Au lieu de compter sur ses propres ressources pour rappeler dans l'occasion le clergé à son devoir, il faut compter, comme on le fait, sur l'intervention bien autrement efficace du Saint-Siège. Tout en restant fidèle aux règles générales que toute prudence commande, on doit voir dans le chef de l'Église, non pas un pouvoir jaloux et rival, mais un puissant auxiliaire dont le but et les vues, en dernière analyse, et à l'époque actuelle plus que jamais, sont en harmonie parfaite avec le but et les vœux de tout gouvernement digne de sa mission. Je ne veux pas dire par là qu'il faille se départir de toute précaution. On est homme, à Rome, tout autant qu'ailleurs. Je demande seulement que les précautions ne se montrent qu'en cas de nécessité, et ne soient pas le reste du temps un obstacle. »

« Le clergé compte bien peu d'individus qui soient d'accord avec les défenseurs outrés du pouvoir civil. Il y a de bonnes raisons pour cela. Cependant, les anciennes traditions portent encore un certain nombre d'ecclésiastiques à voir dans le gouvernement, et en matière religieuse, je ne dirai pas précisément un supérieur, mais un conseil ou appui. Ils commettent volontiers à l'administration civile la défense de leurs coutumes, de leurs opinions, de leurs intérêts s'ils les jugent froissés. Je ne traite ici, bien entendu, que les choses de religion. Les évêques eux-mêmes appellent volontiers en ces matières le gouverne-

ment à leur aide, non pas par principe, mais par habitude. Souvent, leurs réclamations sont portées à Rome par le gouvernement, et s'en trouvent bien. C'est par exemple un livre condamné par l'Index, une coutume locale déclarée mauvaise, une doctrine trop vivement attaquée. Le gouvernement a la sagesse, et doit l'avoir, de n'agir dans ces sortes de matières qu'avec une extrême prudence. Pénétrer dans ces sortes de questions, prendre un parti pour ou contre, c'est se lancer dans un inextricable dédale dont la cour de Rome elle-même, avec ses traditions séculaires, ses congrégations et sa vieille sagesse a peine à sortir. C'est là son principal embarras ; n'y prenons point notre part. Il faut encore considérer que cette intervention du gouvernement en matière religieuse, même sur des points insignifiants, est le coup le plus sensible que l'on puisse porter à la cour de Rome. Quand, à propos de doctrine, elle voit se lever le bras séculier, elle crie au meurtre et ne pardonne pas à ceux des siens qui ont provoqué pareille démonstration. De ces questions Rome fait son royaume et y demande l'indépendance qu'elle respecte chez les autres. Cela n'empêche pas que de temps à autre, dans une juste mesure, quelque essai d'intervention ne soit salulaire, mais c'est certainement ce qu'il y a de plus délicat à mettre en œuvre. » (1)

« Quelles que soient les dispositions du clergé à recourir au gouvernement, nul ne va cependant jusqu'à reconnaître en conscience la validité, pour une grande partie du moins, des Articles Organiques ; ils sont subis, ils ne sont pas acceptés, et il n'y a pas de doute qu'une réforme sur ce point ne fût accueillie avec grande satisfaction par la totalité du clergé français. »

« Si une partie du clergé encourage par son attitude les tendances de l'autorité civile à s'occuper des affaires religieuses, un parti puissant et qui s'est accru dans ces derniers temps, proclame qu'elle doit en être totalement exclue et qu'à Rome, directement et sans intermédiaire, doivent aboutir toutes les questions. Ces hommes comptent pour rien les anciennes habitudes, les anciennes traditions et blâment Rome de ne pas marcher d'un pas plus ferme et plus hardi à la conquête de l'unité de doctrine et d'action. Si le Saint-Siège était confié pour dix ans seulement à de pareilles mains, le vieil édifice s'écroulerait bien vite et il faut reconnaître qu'il y a grande sagesse au Saint-Siège à ne pas se laisser aller aux conseils et aux emportements d'aussi fougueux amis ; sous ce rapport, la nature italienne sert

(1) Voir Rayneval à Thouvenel, 4 août 1852.

admirablement les intérêts de l'Église. Elle a les craintes faciles, et son intelligence singulièrement pénétrante lui indique mieux qu'à tout autre la portée du danger et la voie pour en sortir. Je n'ai qu'une chose à dire des relations de la partie du clergé qui m'occupe en ce moment avec le gouvernement. Elles sont nulles par principe, et sitôt qu'un doute s'élève, on voit jusqu'à des prêtres recourir à Rome à l'insu de l'évêque et placer ainsi leurs pasteurs dans la plus fausse position. »

« Tel est le tableau rapidement esquisé de la situation générale des choses religieuses en France sous le point de vue des relations réciproques du clergé, du gouvernement et de Rome. Nous y avons vu comme ailleurs de grandes exagérations et une grande difficulté de tracer de manière précise cette juste limite que cherchent en toute chose les esprits droits et judicieux. C'est qu'en effet le terrain des croyances, des opinions religieuses, est perpétuellement agité, et que l'on n'a pas assez pour le tempérer du pouvoir le plus fort et le plus étendu que les hommes connaissent sur la terre. La règle qu'on tracerait ne serait d'ailleurs bonne que pour un temps donné. Modifiée aujourd'hui sur celle d'hier, elle devrait encore être modifiée demain. En ces matières plus qu'en toute autre, c'est le sens pratique et droit qui est le meilleur guide. Les réglemens émanant surtout de l'autorité civile, dont la compétence peut être révoquée en doute, ont peu de valeur. Il est bon, cependant, d'y garder un certain arsenal prêt à fournir de temps à autre des armes qu'on peut laisser rouiller sans crainte de voir manquer leur effet aux jours fort rares où il faudrait en faire usage ; à part les précautions, il est toujours à propos de mettre en harmonie la législation et les mœurs en consultant surtout la pratique des affaires et se bornant à régler ce qui a réellement besoin de l'être. Quand ces dispositions sont inappliquées, comme c'est le cas, la dignité de la loi est en souffrance. La loi a donc besoin d'être refaite. On n'arrivera certainement pas à la perfection, mais il n'est pas difficile de mieux faire, et ce sera beaucoup de gagné. »

4 février 1853, Rayneval à Thouvenel.

« On est tout ébahi en effet du mariage, mais sans trace de malveillance. On aime au contraire à compter que l'impératrice saura réussir et se faire aimer. Mais, comme vous dites, cela n'aiderait pas à la grande affaire du voyage. La vieille Europe, dont les idées sont un peu froissées, trouve là un argument de plus pour empêcher le pape de faire un extraordinaire en notre

faveur. J'ai grande appréhension que *l'on n'écrive* de Rome dans un autre sens. J'ai de l'affection pour Mgr de Ségur, mon vieux camarade (1). Mais c'est de ces esprits qui ne doutent de rien et ne se doutent de rien. Il m'a l'air de pousser une pointe en compagnie du général de Cotte, vrai phosphore pour prendre feu, cœur élevé au demeurant. Je vous ai dit, j'ai dit au ministre la vraie vérité. Croyez-y d'autant mieux que le contraire aurait été beaucoup plus agréable et plus profitable à dire, ce qui explique d'ailleurs que d'autres s'en chargent. »

20 février 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 250 (26 février) (2).

« Mgr l'évêque de Versailles (3) est à Rome depuis quelques jours pour les affaires de son diocèse. Mgr l'évêque d'Amiens (4) est arrivé presque en même temps, porteur des actes du concile de Reims (5) et accompagné d'une suite nombreuse de personnes plus ou moins mêlées dans le sens ultramontain exagéré aux discussions religieuses qui se sont élevées en France dans le sein du clergé, entre autres M. l'abbé Gaume et M. Louis Veuillot. » (6)

« Informé d'avance de leur arrivée, j'ai cru prudent de prier le Saint Père et le cardinal Antonelli de se tenir sur leurs gardes et d'appeler à leur aide la prudence habituelle du Saint-Siège. Mgr de Salinis m'a dit n'être animé que d'idées de modération

(1) Ségur avait été attaché d'ambassade à Rome avant d'entrer dans les ordres. Il croyait au succès possible de la négociation du sacre.

(2) Cet extrait de la dépêche de Rayneval fut transmis au ministre des Cultes le 1^{er} mars 1853 (F¹⁹ 1.933).

(3) Gros.

(4) Salinis. Voir LADOUÉ : *Vie de Mgr de Salinis*, in-8° 1873, 2^e édition. Paris.

(5) La province de Reims venait de tenir à Amiens (10-18 janvier) son deuxième concile. Elle ne comprenait que des ultramontains ardents : le cardinal Gousset, archevêque de Reims ; Salinis, évêque d'Amiens ; Gignoux, évêque de Beauvais ; Prilly, évêque de Châlons ; Garsignies, évêque de Soissons.

Les décrets du concile d'Amiens portaient condamnation du *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier* (voir bibliographie), adoptaient en partie les idées de Gaume sur la question des classiques et assuraient aux écrivains et aux journalistes catholiques une assez large indépendance vis-à-vis des évêques.

Leur approbation par la cour de Rome devait donc assurer la victoire des partisans de l'Univers. Ils furent critiqués, surtout pour leurs tendances traditionalistes, par le consultant de la congrégation du Concile chargé de leur examen, mais bien accueillis par le cardinal préfet, Maï.

Voir les biographies de Gousset et de Salinis, et LADOUÉ : *Mgr Gerbel, sa vie et ses œuvres*, 3 vol., in-8°, Paris 1870.

(6) Voir EUGÈNE VEUILLLOT : *Louis Veuillot*, 4 vol., in-8°, Paris 1899-1903 ; et LOUIS VEUILLLOT : *Correspondance*, 7 vol., in-8°, 1883-1892.

et de conciliation. Il a vu une première fois le Saint Père et, à la fin de l'audience, a présenté les personnes qui l'accompagnent. Le Saint Père a dit à chacun quelques mots gracieux. M. l'abbé Gaume s'est vivement défendu d'avoir voulu proscrire les classiques comme le Saint Père lui en faisait l'observation, et presque le reproche. Au sortir de l'audience, M. Veuillot a pris à témoin l'un des assistants de l'approbation complète que le Saint Père, suivant lui, aurait donnée à ses doctrines. L'interlocuteur a répondu qu'il avait compris la chose tout différemment, que le Saint Père avait prononcé quelques phrases sans conséquence et qu'elles étaient loin d'avoir la signification qu'il cherchait à leur donner. Tout ce monde s'agite beaucoup, mais j'ai confiance dans l'assurance que m'ont donnée le Saint Père et le cardinal qu'il ne sortirait de là rien dont nous puissions nous inquiéter sous le rapport surtout d'un nouvel aliment donné aux dissensions religieuses. »

24 février 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 251 (5 mars).

« J'ai eu l'honneur de remettre hier à Sa Sainteté en audience particulière la lettre par laquelle Sa Majesté l'Empereur a notifié son mariage au Saint Père. Sa Sainteté a reçu cette communication en m'exprimant de nouveau ses vœux ardents pour le bonheur et la prospérité de l'Empereur et de l'Impératrice, et en s'informant avec un intérêt marqué de tout ce qui pouvait concerner Sa Majesté. »

Pie IX s'est félicité des assurances pacifiques données par l'empereur dans son discours au Corps Législatif.

« Le Saint Père m'a beaucoup parlé de nos affaires religieuses et s'est montré à la fois surpris et peiné de l'agitation singulière et de l'inquiétude que semblait causer dans tout le clergé de France le voyage à Rome de Mgr d'Amiens, porteur des actes du concile de Reims. Sa Sainteté déplore tant de passions sur des objets si élevés en eux-mêmes et qui demandent à être abordés avec tout le calme de la froide raison. Sa Sainteté s'attendait à ce que je lui en parlasse moi-même. J'ai dit au Saint Père que je n'avais à cet égard aucune mission de mon gouvernement, mais que j'avais cru de mon devoir d'avertir le cardinal Antonelli et Sa Sainteté elle-même de l'importance que le parti religieux, à tort ou à raison, attachait en France aux démarches de l'évêque d'Amiens et de la nécessité d'apporter à cette affaire la prudence traditionnelle du Saint-Siège afin d'éviter justement qu'elle ne devînt un nouvel aliment à des passions déjà trop

excitées. Cette déclaration a paru pleinement satisfaire Sa Sainteté, évidemment inquiète d'une intervention qu'elle supposait venir de plus haut. Elle m'a dit que j'avais bien fait, que tout ce qui lui arrivait de France depuis quelques jours me donnait complètement raison. Il était toutefois difficile de découvrir le danger que pouvaient recéler les actes du concile de Reims. La question des classiques y était traitée d'une manière fort sage ; on recommandait à la fois les anciens auteurs et quelques-uns des Pères de l'Église. Dans le chapitre des coutumes locales, il n'était question que des desservants, sur le compte desquels la cour de Rome s'était déjà solennellement prononcée, admettant que dans l'état actuel des choses en France, cette dérogation à la loi qui garantit l'inamovibilité de toutes les fonctions ecclésiastiques entraînant charge d'âmes, l'institution des desservants formait une sorte de noviciat indispensable dans un pays où le petit nombre proportionnel des jeunes ecclésiastiques restreignait d'une manière toute particulière le choix réservé aux évêques (1). Quant aux autres coutumes dont il n'était pas fait mention, pourvu qu'elles ne fussent pas en opposition avec le dogme et la discipline générale de l'Église, elles ne pouvaient donner lieu à de graves difficultés. Il a été également question de l'*Univers*, dont le rédacteur en chef accompagne Mgr de Salinis. Tout en se louant des efforts de ce journal en faveur de la religion, le Saint Père a reconnu qu'il blessait souvent l'épiscopat par une certaine manière un peu trop hautaine et doctorale de trancher les questions envers et contre tous, et par la tendance d'appliquer parfois à la politique des règles faites uniquement pour la religion, faisant revivre mal à propos d'anciennes théories, lesquelles ne pouvaient avoir d'autre résultat que de faire revivre aussi des méfiances et des haines qui n'aident certes pas au progrès religieux. »

« Tous ces avertissements auront pour effet, je l'espère, d'encourager le Saint-Siège à ne pas se départir des règles de prudence et de sage lenteur qui lui sont habituelles et dont il a plus besoin que jamais. »

« Le Saint Père est également revenu sur la condamnation de Bailly et m'a exprimé son profond étonnement de voir les évêques de France prendre cette détermination comme un acte

(1) Voir la « Note sur un journal intitulé : La Correspondance de Rome. » Dès 1853 l'on considérait donc que le recrutement sacerdotal était insuffisant en France. Voir BOUGAUD : *Le grand péril de l'Église de France au XIX^e siècle*. Paris 1878, in-8°.

d'hostilité contre eux : « Mais en vérité, m'a dit Sa Sainteté, je « ne songeais qu'à l'Irlande ! Je ne me doutais certes pas que « le clergé français qui fait profession d'attachement au Saint-
« Siège puisât la doctrine dans un pareil ouvrage » (1).

« En prenant congré du Saint Père, j'ai remercié Sa Sainteté du chapeau accordé à l'archevêque de Tours. On annonce décidément le consistoire pour le 7 mars. »

28 février 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 253 (7 mars).

« M. l'abbé Gaume, l'un des promoteurs de la querelle qui s'est élevée en France au sujet de l'enseignement des auteurs païens et qui a accompagné ici l'évêque d'Amiens, s'en retourne en France (2). Le paquebot de Toulon ayant apporté très rapidement la nouvelle de la condamnation de l'Univers par l'archevêque de Paris (3), je me suis hâté d'en prévenir le cardinal Antonelli qui n'a pas vu de très bon œil cette complication nouvelle. Il craint que le journal n'en appelle au Saint-Siège, comme l'archevêque l'indique lui-même. Son Éminence redouterait de voir le Souverain Pontife dans la nécessité d'intervenir dans de pareils conflits qui, suivant lui, ne sont pas plus dignes des évêques que de Rome. Ce sont les inconvénients de la presse en matière religieuse. Le principe d'autorité se défend à sa manière. Bien habile celui qui tracera entre ces deux puissances la limite à garder. C'est tout au plus si M. Louis Veuillot, rédacteur en chef de l'Univers, actuellement à Rome, est averti ; j'ignore quelles pourront être ces déterminations. »

(1) Voir Rayneval à Drouyn de Lhuys, 24 janvier 1853.

La condamnation de Bailly avait en effet produit dans l'épiscopat français la plus vive émotion. L'évêque de Viviers, Guibert, qui venait de se signaler par son mandement du 2 février contre l'Univers, dont le retentissement fut très grand, écrivit le 12 février au cardinal Antonelli pour se plaindre du rôle joué par la cour de Rome dans les divisions du clergé français, et notamment de la mise à l'Index de Bailly. Voir PAGUELLE DE FOLLENAY : *Vie du cardinal Guibert, archevêque de Paris*, Paris 1896, 2 vol. in-8°.

Voir également le projet de mémoire au pape conservé dans les papiers de Dupanloup (AB XIX 522) cité ci-dessous.

(2) Voir la *Lettre de M. l'abbé Gaume à Mgr le cardinal Gousset, archevêque de Reims* (Paris 1853, in-8°), où Gaume rend compte de son voyage à Rome.

(3) Une polémique s'était engagée entre un vicaire général d'Orléans, Gaduel, qui, dans l'Ami de la Religion, accusait d'hérésie Donoso Cortès, et Louis Veuillot. Sibour, à qui Gaduel avait déféré les articles de son adversaire, rendit le 17 février une ordonnance contre l'Univers dont il interdisait la lecture à ses prêtres. Cette mesure extrême, coïncidant avec le voyage de Salinis à Rome pour la ratification des décrets du concile de Reims, portait à l'état de crise le conflit qui depuis de longs mois divisait l'Église de France et mettait le Saint-Siège dans la nécessité de se prononcer.

5 mars 1853, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 10.

« Si le gouvernement de Sa Majesté Impériale s'est abstenu de vous transmettre les instructions spéciales au sujet des dissentiments qui divisent l'épiscopat français, et qui paraissent n'avoir pas été étrangers au voyage que Mgr l'évêque d'Amiens fait en ce moment à Rome en compagnie de quelques personnages connus pour leurs opinions exagérées, c'est, Monsieur le comte, et vous pouvez le redire au cardinal Antonelli, qu'il a compté dans cette occasion sur la prudence du Saint-Siège. Nous voyons avec plaisir que les dispositions du Saint-Siège répondent à notre confiance et je ne puis que vous inviter à persévérer vous-même dans la ligne de conduite que vous vous êtes tracée. Nous désirons avant tout que l'action du Saint-Siège s'exerce dans le sens de la paix des esprits, et de manière à calmer les exagérations, de quelque côté qu'elles viennent. » (1)

10 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 256 (15 mars).

Rayneval a remercié le pape de l'élévation de Morlot au cardinalat qui a eu lieu le 8 mars.

« J'ai trouvé le Saint Père fort affligé des nouveaux incidents qui sont venus ranimer en France les querelles religieuses, et notamment du mandement de l'archevêque de Paris portant condamnation du journal l'Univers. On dit que l'archevêque eût fait sagement de ne pas donner pareil éclat à des dissensions

(1) Ces instructions assez vagues furent les seules que reçut Rayneval pendant la crise. C'est seulement le 25 mars que les affaires religieuses de France firent l'objet d'une nouvelle dépêche de Drouyn de Lhuys. Or, l'encyclique pontificale qui décida de l'issue du conflit est datée du 21 mars.

Le ministre le plus directement intéressé, Fortoul, était hostile aux ultramontains. Veillot, dans une lettre d'avril 1853 à sa sœur Élise, raconte que Pie IX lui a dit : « Ce Fortoul ne vaut rien ? — Rien du tout, Très Saint Père. » (*Correspondance*, t. II). Par contre, plusieurs évêques ultramontains étaient en crédit auprès de Napoléon III. Salinis l'avait vu avant de partir pour Rome. Louis Veillot, le 4 mars, écrivait de Rome à son frère : « L'ambassade n'a pas encore reçu d'instructions, le pape l'a dit à l'évêque d'Amiens. Cependant, agissez sur les jeunes mariés, s'il est possible. Voyez Donoso Cortès : un mot des Tuileries ferait beaucoup. » EUGÈNE VEILLOT : *Louis Veillot*. Ces démarches furent servies par la maladresse de Sibour. Doney écrivit un peu plus tard à Mabille : « Aux Tuileries, on s'est exprimé très sévèrement sur l'archevêque de Paris, et notre cardinal [Gousset] y est mieux vu maintenant. » (MABILLE : *Mgr Mabille*, Paris 1926, 2 vol. in-8°.)

« Le gouvernement, tiraillé en sens divers, fut au total à peu près neutre. Par suite de ce gallicanisme d'instinct dont sont mordus en France presque tous les hommes politiques, les ministres auraient volontiers pris parti contre l'Univers, mais l'empereur penchait pour Louis Veillot. Ainsi, Mgr de Ségur, auditeur de Rote, et le général de Cotte, alors à Rome, qui tous deux avaient la pensée impériale, appuyaient ouvertement Louis Veillot, leur ami, tandis que l'ambassadeur, M. de Rayneval, penchait au début de l'autre côté. » (EUGÈNE VEILLOT : *Louis Veillot*).

de cette nature et d'éviter de faire naître ainsi de nouvelles complications et de nouveaux embarras. M. Veuillot, rédacteur en chef de l'Univers, a interjeté appel, ainsi que l'archevêque l'y a formellement convié. Le Saint Père paraît compter sur l'effet du temps pour calmer une effervescence au milieu de laquelle il serait doublement embarrassant pour la cour de Rome de se prononcer et d'agir. Je crois que, pour le moment, M. Veuillot a dû écrire une lettre à l'un des prélats de la cour du pape qui répondra, non pas au nom du Saint Père, mais en des termes connus de Sa Sainteté. On louera les tendances catholiques de M. Veuillot, le zèle qu'il déploie à la défense de la religion, mais on blâmera la vivacité de ses formes et les manques d'égard dont il aurait pu se rendre coupable envers certains membres de l'épiscopat. Je crois savoir aussi que le pape prépare une lettre encyclique aux évêques de France pour les engager au calme, à la concorde, à l'oubli de ces regrettables dissensions qui, par leur éclat et leur vivacité, diminuent l'autorité et la considération des mandataires de l'Église. J'oserai prier Votre Excellence de considérer ces dernières informations comme tout à fait confidentielles. »

« M. Donoso Cortès a également interjeté appel près du Saint Père contre les imputations d'hérésie dont ses ouvrages ont été l'objet de la part d'un des vicaires généraux d'Orléans. On est également fort embarrassé de cette requête » (1).

14 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 257 (22 mars).

« Mgr l'archevêque de Paris a envoyé au cardinal Antonelli, pour être remis au Saint Père, son mandement contre le journal l'Univers, en exposant les raisons qui l'ont décidé à un acte aussi sévère. Le cardinal Antonelli aurait répondu qu'il n'osait prendre sur lui la désagréable mission de remettre au Souverain Pontife un document qui ne pouvait qu'affliger profondément Sa Sainteté. On ne pouvait comprendre, aurait ajouté le cardinal, par quel motif l'archevêque, après avoir toléré tant de publications antireligieuses et antisociales, qui portaient le poison jusque dans les derniers rangs de la société et faisaient une guerre acharnée, non seulement aux croyances, mais à l'ordre public, avait frappé de son blâme le plus sévère, avait condamné à une interdiction absolue un journal qui, trop zélé peut-être, trop ardent parfois, n'en soutenait pas moins la plus sainte et

(1) Les ouvrages de Donoso Cortès furent reconnus non condamnables.

la meilleure des causes, celle de l'Église, et n'avait jamais eu d'autre but que de développer et d'accroître en France les sentiments religieux. Certaines différences d'opinions ne suffisaient pas à motiver de pareilles rigueurs. Sans doute l'archevêque, en s'inspirant des sentiments élevés qui lui sont propres, verrait facilement par quels moyens il pourrait obvier aux inconvénients graves que son ordonnance avait créés. Le cardinal aimait à se reposer sur les sentiments et la prudence du prélat qui lui inspiraient une entière confiance. Son Éminence, en me donnant cet aperçu, ajoutait quelques commentaires qui, évidemment, prouvent que dans son esprit et dans celui du Saint Père, l'archevêque passe pour n'avoir agi que par passion personnelle. Le cardinal a envoyé sa lettre au nonce. Il ne sait pas si Mgr Garibaldi jugera ou non à propos de la remettre. »

« D'un autre côté, le rédacteur en chef de l'Univers vient de recevoir la réponse du prélat auquel il était convenu qu'il s'adresserait. Je n'ai pas encore connaissance du texte même de cette réponse, mais je sais déjà que sans s'en montrer extrêmement satisfait, M. Veuillot ne s'en montre pas mécontent. Cette impression cadrerait assez avec les indications qu'a bien voulu me donner Sa Sainteté et qui se résumaient en une approbation des tendances, et un certain blâme de la forme employée. » (1)

« Il serait fort à désirer dans cette situation que l'archevêque crût possible de suspendre ou d'adoucir les dispositions de son mandement. Quelques canonistes prétendent à Rome qu'une fois l'appel interjeté, la suspension est de droit. Je ne vois pas pour le moment d'autre manière d'éviter de nouvelles et plus graves complications. »

« M. Bouillet est arrivé hier porteur de la lettre que Votre Excellence a bien voulu lui confier pour moi. Je l'ai mis immédiatement en rapport avec le cardinal préfet de la congrégation de l'Index et lui ai donné quelques indications sur la route qu'il aura à suivre. J'ai causé tout récemment de son affaire avec deux des principaux consultants qui se montrent parfaitement disposés à s'entendre. »

14 mars 1853, Rayneval à Thouvenel.

« En fait de gâchis, nous en avons eu un ici de moindre

(1) La lettre de Mgr Fioramonti à Veuillot (9 mars 1853) est citée par EUGÈNE VEUILLOT : *Louis Veuillot*. Sa signification exacte et sa portée furent différemment appréciées tant que l'encyclique n'eut pas précisé la position du Saint-Siège.

importance (1), mais non moins caractérisé. C'est celui qui émane de l'archevêque de Paris, et dont vous me parlez. Ce maladroit (pardon d'un mot si peu respectueux) choisit l'heure où l'Univers vient faire sa révérence au Saint-Siège pour en faire une victime qui tombe pantelante et éplorée sur les marches mêmes du trône pontifical. Mais faut-il être malavisé ! et comment veut-il que Rome unisse ses foudres aux siennes ? Évidemment, en bon samaritain, on va panser ces plaies, y verser le baume et l'huile : au lieu du sermon un peu sec qui se préparait, nous aurons tout au plus une admonestation fort empreinte de paternité. Je me tiens, comme bien vous pensez, fort à l'écart de toute cette bataille. Je n'entends pas sortir blessé d'une aussi pitoyable querelle. J'ai choisi un tertre fort suffisamment élevé, et de là, je regarde la mêlée en compagnie de La Tour d'Auvergne (2). Falloux (3), par zèle, Ségur, par bonté d'âme, soutiennent les défaillants (4). Il ne manque à cette épopée qu'un Homère. Je ne sais sur quel ton répondre à l'archevêque qui, hier, s'est avisé de m'envoyer son mandement réchauffé. Je laisserai passer le temps. C'est la mode à Rome. Le clergé français, si digne, si méritant dans sa mauvaise fortune, ne sait pas supporter la bonne. La tête lui tourne. Je parle seulement de ces prélats agités qui aiment à remplir le monde, je veux dire leur monde, du bruit de leurs exploits. Grâce à Dieu, il y en a grand nombre qui se tiennent en arrière et vaquent de leur mieux aux saints devoirs de leur ministère sans s'exagérer ni leur rôle, ni leur pouvoir. Ils laissent M. Veillot débiter en paix ses excentricités et ont la sagesse de ne pas leur donner une importance qu'elles n'auraient jamais eue si de grands personnages n'eussent pas crié si haut au meurtre et à l'assassinat. »

« En réalité les actions de l'Univers étaient en baisse à Rome. Le mandement les a mises à la hausse. »

« Et voici une question que je m'adresse et qui me fait tenir plus encore au tertre que j'ai choisi. L'Univers a vigoureusement soutenu le gouvernement, tout archi-ultramontain qu'il soit. Les autres journaux religieux n'ont pas cette même tendance

(1) Que celui des affaires d'Orient, dont Rayneyal venait d'entretenir Thouvenel.

(2) Le premier secrétaire de l'ambassade.

(3) Mgr de Falloux.

(4) 8 mars 1853. L. Veillot à son frère : « Ségur, l'évêque d'Amiens, les Jésuites se soutiennent... L'ambassadeur lève les yeux au ciel, et dit que c'est bien dommage, mais il ne prend pas couleur : c'est tout ce qu'on lui demande. » (EUG. VEILLOT : *Louis Veillot*).

politique. Encore une maladresse, et pour moi encore un motif de plaider modération, conciliation, mais non pas d'aider le belliqueux archevêque à achever son ennemi. » (1)

« M. Bouillet est venu tout bouillant protester que le Saint-Siège n'avait pas le droit de le condamner, que c'était une atteinte aux droits imprescriptibles de l'Église de France, etc. Je l'ai engagé à garder cette opinion pour lui, à Rome du moins,

(1) Gerbet, vicaire général de Salinis, lui écrivait le 23 février 1853 (LADOUÉ *Mgr Gerbet, sa vie, ses œuvres, et l'école menaisienne*, 3 vol. in-8°, Paris 1870) : « ... Rome connaît trop bien l'état des choses pour ne pas savoir qu'en ce moment le Saint-Siège est tout puissant contre le gallicanisme ; que pas un évêque, à moins d'être brisé tout de suite par l'opinion de son clergé, n'oserait broncher ; que pour plusieurs raisons très visibles, le gouvernement ne voudrait pas se mettre mal avec le Saint-Siège. Voilà l'état des choses. Rome peut tout en ce moment ; plus tard, la situation pourrait être très différente. »

« On poussera M. de Rayneval à seconder les démarches gallicanes. Vous pouvez l'éclairer. L'Univers est le seul journal religieux qui soit favorable au nouveau gouvernement ; il lui a rendu et lui rend encore de grands services à raison de l'influence qu'il exerce. Si l'Univers tombait, la presse religieuse tomberait, ou en des mains pas hostiles mais impuissantes, ou en des mains plus ou moins puissantes mais hostiles. La chute de l'Univers serait un grand échec pour le gouvernement lui-même, qui tient tant à se concilier l'opinion du clergé. »

En effet, l'Univers et les évêques qui le patronnaient, s'étaient montrés depuis le 2 décembre résolument napoléoniens, tandis que l'Ami de la Religion, qu'inspirait Dupanloup, était nettement opposant.

L'évêque ultramontain de Montauban, Doney, écrivant à Fortoul le 12 décembre 1852, se réjouissait du rétablissement de l'Empire et félicitait le gouvernement de faciliter les relations du clergé français avec le Saint-Siège : « Je conjure donc Sa Majesté et les membres de son gouvernement de rester toujours à l'égard du siège de Rome et du Souverain Pontife ce qu'ils ont été jusqu'ici, et d'être bien convaincus que les évêques les plus respectueux et les plus fidèlement soumis à cette autorité vénérable... sont ceux aussi chez lesquels ils trouveront toujours le concours le plus franc et le plus sincère. Ce n'est nullement au profit du pouvoir qu'on poursuit en ce moment, avec la déplorable Gazette de France, le rétablissement de prétendus droits, privilèges, et libertés qui n'ont pourtant porté bonheur ni à l'État ni à l'Église. »

Le 22 janvier 1853, le préfet de la Somme signalait à Fortoul que le concile d'Amiens avait été « pour le clergé de la province de Reims une occasion nouvelle de constater et de proclamer la protection éclairée de l'empereur. » Le concile, dans les « acclamations » traditionnelles avait rendu hommage « à Napoléon, notre empereur, défenseur de la religion chrétienne », et Gousset avait fait de lui, dans une allocution, un éloge chaleureux. (F¹⁹ 5.591.)

Cette solidarité, politique et dynastique, entre les ultramontains et le nouveau régime, paralysa pendant cette période la tradition gallicane de l'État français, très puissante chez les légistes et les hauts fonctionnaires, mais à laquelle Napoléon III était personnellement tout à fait étranger.

On trouve un exemple des tendances contradictoires qui animaient le gouvernement vis-à-vis des ultramontains dans cette note de l'administration des Cultes relative à la candidature de Gerbet à l'épiscopat (F¹⁹ 2.560) : « M. l'abbé Gerbet est un ecclésiastique fort distingué par la science, par le talent et par les vertus. Il jouit d'une très grande considération dans l'épiscopat et a pour amis particuliers plusieurs éminents prélats. L'évêque d'Amiens et l'évêque de Beauvais lui sont surtout très dévoués. Les évêques ultramontains attachent un prix

et à se montrer facile ; moyennant quoi on sera charmé de lui faire plaisir... » (1).

« ... La crise de l'Univers une fois passée, il en résultera un bien. On saura, en France comme à Rome, ce qu'il en coûte d'agiter les passions religieuses et d'employer à cet ordre de débats cette arme redoutable qu'on nomme la presse. Qu'est-ce que tout ceci, sinon l'autorité religieuse se défendant contre l'empiétement du journalisme, à sa façon, tout comme, dans l'ordre politique, l'autorité s'est soustraite, à sa façon, à l'attaque incessante du journalisme. L'archevêque et M. Veuillot finiront par comprendre qu'ils ont tous deux été trop loin ; ce dernier, en poussant aux plus absurdes conséquences des principes qui ne sont sages et salutaires qu'en étant appliqués avec modération, réserve, prudence ; l'autre, en pulvérisant des hommes animés au fond des mêmes intentions que lui et traitant en ennemis ceux qui ont la prétention d'être ses auxiliaires. On se retrouvera, je l'espère, sur le terrain de la saine raison. Chacun y mettra du sien. L'archevêque permettra à M. Veuillot d'être plus catholique que le pape, et M. Veuillot cessera d'accuser, ou peu s'en faut, son archevêque d'hérésie. Ce sera, si vous le voulez, l'âge d'or. Mais l'avenir n'est-il pas aux optimistes ? »

« Note relative à la plainte portée par Mgr l'archevêque de Paris contre Mgr l'évêque de Moulins. » (2)

« Mgr l'archevêque de Paris ayant, dans l'exercice de ses

extraordinaire à la nomination d'un candidat qu'ils croient destiné à agrandir leur influence ; ceux surtout qui ont composé le dernier concile d'Amiens et qui dans ce concile ont condamné les maximes de l'Eglise gallicane regarderaient comme un coup de fortune l'élévation de M. Gerbet, qui a été l'âme secrète du concile. Ils s'efforceraient de faire croire que cette nomination équivalait à une approbation complète de leurs doctrines de la part du gouvernement actuel. Cependant, le nombre des personnes capables d'apprécier à fond toutes ces questions étant assez restreint, on peut penser que le public verrait surtout dans la nomination de l'abbé Gerbet la récompense de talents mis hors ligne par tout le monde. Il faut se souvenir qu'après le 2 décembre, M. l'abbé Gerbet est le premier ecclésiastique qui, par une lettre rendue publique, a provoqué l'adhésion du clergé français en faveur du gouvernement nouveau. » (Voir dans l'Univers du 18 décembre 1851, la lettre de Gerbet à Montalembert.) La note met en doute les aptitudes administratives de Gerbet et conclut contre sa nomination. Il fut cependant nommé évêque de Perpignan le 19 décembre 1853 mais, d'après RICARD (*L'École menaisienne, Gerbet, Salinis*, Paris 1883, in-12) « par l'intervention personnelle et inattendue du chef de l'Etat. »

(1) Bouillet obtint en effet qu'une nouvelle édition de son dictionnaire fût reconnue non condamnable.

(2) Cette note sans date, évidemment émanée de l'archevêché de Paris, se trouve aux archives des Affaires Étrangères, Mémoires et Documents, volume 116 (texte intégral).

fonctions et dans les limites de sa juridiction, prononcé un blâme contre l'Univers et interdit à ses prêtres de lire ce journal et d'y écrire, Mgr l'évêque de Moulins a jugé convenable de discuter et d'improuver cet acte d'une manière publique et officielle. (1) Non seulement il s'est livré à la critique de cet acte, mais avec une témérité inexplicable, il a rappelé dans sa lettre, il a jugé et condamné la manière même dont Mgr l'archevêque de Paris remplit les fonctions religieuses dans sa cathédrale. Ainsi, Mgr l'archevêque de Paris, célébrant la messe en présence des cardinaux à l'occasion du mariage de l'empereur, ne l'a pas terminée sans donner la bénédiction ; avant de bénir, selon les usages reçus, il s'est incliné vers les cardinaux comme pour leur demander leur agrément. Voilà le fait ; Mgr de Moulins y a vu un mépris de la dignité et des droits du cardinalat et le sujet d'une admonition indirecte qui forme une partie de sa lettre publique à Mgr l'archevêque de Paris. Il y a même lieu de remarquer ici qu'un vicaire général de Moulins, en sortant de la cérémonie de Notre-Dame, a déclamé d'une façon impertinente, au milieu de plusieurs groupes d'ecclésiastiques, contre la conduite du célébrant dans cette circonstance, et qu'en présence du clergé de toute une paroisse de Paris, il a renouvelé le scandale de ses déclamations. »

« Du reste, Mgr l'archevêque de Paris ne signale ces particularités que pour faire voir combien est âpre et jusqu'où va l'esprit de critique et de dénigrement à son égard. Il est vrai, ce qui lui vaut ces attaques et d'autres encore, c'est son siège ; que pour une cause ou pour une autre, on le lui rende difficile, cela se conçoit, et c'est un genre d'épreuves qui n'a jamais manqué aux archevêques de Paris ; mais il n'en est pas moins fâcheux qu'on agisse contre lui comme si tout était légitime et qu'on s'attaque même à ses plus secrètes intentions ; et sans doute, il ne faut pas trouver mauvais qu'il imprime à quelques-uns de ses actes, par exemple à la plainte portée contre Mgr de Moulins, ce caractère particulier d'animation qui est la voix d'un cœur méconnu et froissé, non pas seulement dans ses susceptibilités les plus honorables, mais jusque dans la délicatesse de ses sentiments religieux à l'égard du Saint-Siège. »

« Mgr l'archevêque de Paris se plaint, mais qui ne se plain-

(1) Par circulaire à son clergé du 26 février, l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, avait protesté contre la prétention manifestée par Sibour de régenter la presse catholique de Paris. Le 10 mars, par lettre publique au pape, Sibour déféra au jugement du Saint-Siège la lettre de l'évêque de Moulins.

draît en pareil cas ? Que dirait Mgr de Dreux-Brézé si les vicaires généraux de Paris allaient déclamer contre lui sur les places publiques et dans les sacristies de Moulins ? Que dirait-il si les journaux de Moulins, approuvés ou censurés par lui, recevaient le blâme ou l'encouragement public de Mgr l'archevêque de Paris. L'archevêque de Paris n'a-t-il donc aucun droit parce que sa ville archiépiscopale est la capitale de la France ? et son diocèse est-il celui de tout le monde, parce que Paris est à tous les Français ? » (1)

« Mgr l'archevêque de Paris a donc dû protester contre l'acte regrettable de Mgr de Moulins. Il a dû protester pour l'honneur de l'autorité méconnue en sa personne, par respect pour les règles de la hiérarchie. Il a dû protester publiquement parce que, comme on avait indûment saisi le tribunal de l'opinion d'une affaire où elle est incompétente, il était devenu indispensable de l'en dessaisir, et ce résultat ne pouvait être atteint que par un acte également public. Il a dû protester avec énergie afin de marquer sa ferme intention de ne pas abandonner ses actes administratifs à toutes sortes d'appréciations diversement inspirées et plus ou moins dénuées d'autorité, afin d'empêcher que les évêques ne prissent solennellement fait et cause pour ou contre l'acte particulier qu'il venait d'accomplir et qu'il n'en résultât un immense et scandaleux conflit où l'on aurait vu l'épiscopat français tristement divisé en deux partis opposés s'envoyant des blâmes réciproques. »

« Mgr l'archevêque de Paris n'a pas voulu émettre une protestation sans attacher à cet acte la sanction la plus imposante en vue de le rendre efficace. Or, la seule voie qui lui fût ouverte pour arriver à ce but, c'était de faire appel au Saint-Siège, juge suprême des évêques. D'ailleurs, il a cru convenable de montrer une fois pour toutes en recourant à une si grave mesure qu'il n'accepte nullement et qu'au besoin il demandera qu'on réprime toute discussion publique de ses actes par n'importe lequel de ses collègues. En un mot, ayant à rappeler Mgr de Moulins au respect des lois ecclésiastiques en défendant

(1) Tel était, en effet, le point essentiel du débat. Dreux-Brézé l'avait posé en ces termes : « Chacun comprend que la presse religieuse, surtout parce qu'elle a dans Paris son siège principal ou pour mieux dire, unique, n'est pas seulement la presse de cette ville, mais de toute la France, et jusqu'à un certain point de Rome même et de tout le monde catholique. Il y aurait donc lieu de déterminer quels sont, sur cette presse devenue par son universalité le patrimoine de tous, les droits particuliers de l'ordinaire. » Voir Rayneval à Drouyn de Lhuys, 24 mars 1853. Pie, dès le 1^{er} mars, et d'autres évêques ultramontains avaient dénoncé au pape les prétentions de Sibour.

ses droits les plus essentiels, il s'est adressé à l'autorité la plus haute et la plus sûre qui réproouve toute injustice et ne souffre nul empiètement. C'est pour toutes ces raisons que Mgr l'archevêque de Paris a déferé au Saint-Siège la lettre de Mgr de Moulins. »

« Quant aux suites possibles de cette affaire, Mgr l'archevêque de Paris s'en remet avec pleine confiance à l'équité et à la sagesse éprouvées du Saint-Siège. Il a demandé justice sans rien préjuger ni même indiquer, touchant la forme en laquelle il convient que justice lui soit rendue. Sa plainte est énoncée en termes généraux ; il s'est abstenu de qualifier théologiquement l'acte de Mgr de Moulins ; il n'a sollicité ni condamnation solennelle ni jugement en forme. Ce qu'il a voulu, c'est que les principes récemment méconnus en sa personne et dans ses actes ne soient plus sans défense et sans sauvegarde. C'est pourquoi il les a placés par sa plainte sous la protection du Souverain Pontife, s'en référant d'avance à tout ce qu'il plaira au Saint Père de résoudre et d'ordonner pour les mettre hors d'atteinte. » (1)

20 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 258.

« Votre Excellence se figurera facilement l'impression pénible qu'a ressentie le Saint Père à trouver dans un journal une longue lettre adressée à Sa Sainteté par l'archevêque de Paris bien avant que l'original ne parvint à son adresse. On trouvait déjà que le prélat n'avait fait que trop d'éclat, et l'on jugeait pour le moins inutile de continuer à mettre le public dans la confidence d'aussi regrettables dissensions. On ne croyait pas qu'il fût de la dignité d'un archevêque de se montrer aussi vivement atteint, aussi profondément blessé, et d'entrer directement et personnellement en lutte avec un simple journal qui n'a pas de ménagements à garder et pour lequel pareille lutte est déjà en soi un triomphe. On ne croyait pas non plus qu'il fût de la prudence la plus ordinaire d'agrandir le débat au point d'appeler dans la lice d'autres évêques, au risque d'ébranler la concorde et l'union de l'épiscopat, conditions essentielles

(1) Une deuxième note de l'archevêché de Paris, également classée aux Mémoires et Documents, volume 116, critique la réponse faite le 23 mars par Dreux-Brézé à la plainte de Sibour. Elle ne présente que peu d'intérêt. Le conflit, d'ailleurs, était à cette époque tranché par l'encyclique du 21 mars qui fut publiée en France peu de temps après.

de force et d'autorité, en nos temps plus que jamais. Les pièces du procès ont été renvoyées à l'examen de la congrégation des Évêques et Réguliers qui traitera l'affaire avec calme, lenteur et maturité. On désirerait que l'archevêque, en attendant, diminuât la rigueur de ses prescriptions. Je n'ai pas besoin de dire que chacun exagère en son sens la portée des moindres actes ou des moindres paroles du Saint Père. La lettre écrite par un prélat en son nom propre et sans nommer le pape, est donnée par quelques-uns comme l'approbation la plus éclatante des doctrines de l'Univers (1). On se plaît aussi à répandre le bruit que l'archevêque de Paris ne saurait se relever du coup que devait lui porter la lettre du cardinal Antonelli. Il me semble pourtant que jusqu'ici la cour de Rome a su se maintenir au milieu de tendances diverses et si passionnées dans un assez juste équilibre. Elle a fait à chacun sa part d'éloges et de blâme. Il est vrai que, grâce aux publications inattendues de l'archevêque, on ne peut pas dire que sa part d'éloges ait été bien grande, mais tout en l'avertissant des dangers qu'il suscitait, on a mis un soin extrême à user envers lui de toutes les formes qu'on a cru les mieux faites pour ménager sa susceptibilité. Cet ensemble de faits présente un douloureux spectacle. Nos évêques, en étalant sans réserve aucune leurs divisions en plein jour, perdent singulièrement de leur considération et de leur crédit. Ils s'amoindrissent à Rome, ils s'amoindrissent en France, et compromettent la cause sacrée dont le dépôt leur est confié. Heureusement le plus grand nombre a la sagesse de s'abstenir. Il faut espérer que peu à peu leur prudence sera imitée par les plus ardents. Mgr l'archevêque de Rouen (2) est arrivé hier. Peut-être sa présence à Rome contribuera-t-elle à calmer toute cette effervescence. » (3)

(1) La lettre de Mgr Fioramonti à Veuillot.

(2) Blanquart de Bailleul.

(3) Cet extrait de la dépêche de Rayneval fut transmis le 26 mars 1853 par Drouyn de Lhuys à Fortoul, avec la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une dépêche que j'ai reçue ce matin de Rome et qui est relative aux dissentiments qui existent en ce moment parmi les évêques de France. Il était facile de prévoir l'effet que produiraient à Rome les derniers actes émanés de Mgr l'archevêque de Paris, et il est certainement regrettable, dans l'intérêt du haut caractère dont il est revêtu et de son autorité morale non moins que dans celui de la paix ecclésiastique, que ce prélat ne se soit pas abstenu de porter officiellement à Rome et devant le public un débat qu'il y a plus d'inconvénients que d'avantages à provoquer, même quand on a raison. »

« Quoi qu'il en soit, Monsieur et cher collègue, c'est à vous qu'il appartient de faire auprès de Mgr l'archevêque de Paris les démarches qui vous paraîtront les plus convenables pour le mettre à même d'apprécier la situation des choses à Rome, et d'en appeler à sa propre sagesse pour qu'il examine s'il ne serait pas opportun de

Analyse de l'Encyclique *Inter multiplices* du 21 mars 1853 (1).

Le pape se félicite de la situation florissante de la religion en France, du dévouement des évêques français au Saint-Siège, du zèle et de la charité du clergé français.

« Nous savons, et c'est encore pour Notre cœur une douce consolation, avec quel empressement, accueillant Nos désirs et Nos avis, vous vous appliquez à tenir des conciles provinciaux, afin de garder intact et pur dans vos diocèses le dépôt de la foi, afin de transmettre la saine doctrine, d'augmenter l'honneur du culte divin, de fortifier l'instruction et la discipline du clergé, de promouvoir et d'affermir partout par un heureux progrès l'honnêteté des mœurs, la vertu, la religion, la piété. »

« Nous éprouvons aussi la joie la plus vive de voir que dans un grand nombre de vos diocèses où des circonstances particulières n'y mettaient pas obstacle, la liturgie de l'Église romaine a été rétablie selon Nos désirs, grâce à votre zèle empressé. Ce rétablissement Nous a été d'autant plus agréable, que Nous savons que dans beaucoup de diocèses de France, à cause de la vicissitude des temps, on n'avait pas observé ce que Notre saint prédécesseur Pie V avait prescrit avec prudence et sagesse dans ses lettres apostoliques du 7 des ides de juillet 1568, commençant ainsi *Quod a nobis postulat*. »

Par contre, Pie IX déplore les « dissensions que l'antique ennemi s'efforce d'exciter » parmi les évêques de France, et les exhorte à la concorde. « Et si jamais vous avez dû entretenir parmi vous cette concorde des esprits et des volontés, c'est aujourd'hui surtout que, par la bonne volonté de Notre Très Cher Fils en Jésus-Christ Napoléon, empereur des Français, et par les soins de son gouvernement, l'Église catholique jouit chez vous d'une paix complète, de tranquillité et de faveur. »

L'épiscopat doit profiter de cette situation pour faire progresser la religion en restant uni et en ayant recours au Saint-Siège lorsque des difficultés se présentent.

se rendre au désir du Saint-Siège en adoucissant de lui-même, en attendant la décision de Sa Sainteté, la rigueur de ses prescriptions. »

« De mon côté, je ne manquerai pas de m'employer à Rome, comme je l'ai déjà fait, pour y faire bien comprendre, s'il en était besoin, combien il est essentiel que dans toute cette affaire, le caractère, la considération et l'autorité de Mgr l'archevêque de Paris soient sauvegardés comme ils doivent l'être en tout ce qui dépendra du Saint-Siège. »

La minute de cette lettre figure dans la Correspondance diplomatique. L'original en est conservé à F¹⁰ 1.933.

(1) L'encyclique, bien que datée du 21 mars, ne fut envoyée aux évêques de France que le 31.

Les évêques doivent se préoccuper de la formation des clercs et veiller à ce « qu'ils puissent, sans être exposés à aucun péril d'erreur, non seulement apprendre l'art de parler avec éloquence, d'écrire élégamment, en étudiant soit les ouvrages des Saints Pères, soit les écrits des écrivains païens les plus célèbres, expurgés de toute tache, mais encore acquérir surtout la science parfaite et solide des doctrines théologiques, de l'histoire ecclésiastique et des sacrés canons puisée dans les auteurs approuvés par le Saint-Siège. »

Le pape signale le péril des mauvais écrits et la nécessité de le combattre. « C'est pourquoi, en vous efforçant d'éloigner des fidèles commis à votre sollicitude le poison mortel des mauvais livres et des mauvais journaux, veuillez aussi, Nous vous le demandons avec instance, favoriser de toute votre bienveillance et de toute votre prédilection les hommes qui, animés de l'esprit catholique et versés dans les lettres et dans les sciences, consacrent leurs veilles à écrire et à publier parmi vous des livres et des journaux pour que la doctrine catholique soit propagée et défendue, pour que les droits, dignes de toute vénération, de ce Siège et de ses actes aient toute leur force, pour que les opinions et les sentiments contraires à ce Saint-Siège et à son autorité disparaissent, et que les intelligences soient inondées de la douce lumière de la vérité. Votre charité et votre sollicitude épiscopale devra donc exciter l'ardeur de ces écrivains catholiques animés d'un bon esprit, afin qu'ils continuent à défendre la cause de la vérité catholique avec un soin attentif et avec savoir, et si, dans leurs écrits, il leur arrive de manquer en quelque chose, leur adresser des avertissements prudents et paternels. »

Pie IX rappelle à nouveau la nécessité de se grouper autour du Saint-Siège. « Ici, Nous ne pouvons Nous empêcher de vous exprimer la grande douleur dont Nous avons été affecté lorsque parmi d'autres mauvais écrits dernièrement publiés en France, il Nous est parvenu un libelle imprimé en français et édité à Paris avec ce titre : « *Sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier* », dont l'auteur contredit de la manière la plus manifeste ce que Nous vous recommandons avec tant de soins et de sollicitude. Nous avons adressé ce libelle à Notre congrégation de l'Index, afin qu'elle le réprouve et le condamne. » (1)

(1) Le Mémoire sur le droit coutumier fut mis à l'index le 26 avril 1853.

Pie IX termine en exhortant de nouveau les évêques français à la concorde et à l'union autour du Saint-Siège (1).

24 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 259 (1^{er} avril 1853).

« Le Saint Père, pressé de mettre un terme aux regrettables agitations de l'épiscopat français qui se traduisent à Rome par une foule de réclamations se contredisant l'une l'autre, s'est activement occupé de la rédaction de la lettre encyclique que Sa Sainteté m'avait annoncé l'intention d'adresser à nos évêques. Le projet est depuis hier entre les mains du Souverain Pontife qui veut revoir ce document avec le plus grand soin. Le cardinal Antonelli m'en a donné un aperçu qui me paraît favorable. Toutes les questions à l'ordre du jour doivent être abordées d'un point de vue fort élevé, et les solutions indiquées de manière à faire à chacun sa part. Tout en favorisant certaines tendances, on évitera de leur donner pourtant complète victoire. »

« La lettre récemment écrite au nom du pape au directeur de l'Univers et dont les journaux ont donné la teneur, a dû vous sembler conçue dans ce même esprit. On peut espérer qu'elle aura commencé à produire un effet salutaire. Tout en blâmant vivement l'archevêque de Paris d'avoir donné un retentissement fâcheux à sa querelle contre l'Univers, le Saint Père a cherché à venir en aide à la dignité du prélat bien assez compromise et a fait inviter M. Veuillot par l'évêque d'Amiens à s'adresser directement à l'archevêque, et dans des termes tels que ce dernier pût y trouver une occasion plausible de revenir sur ses déterminations. Le sacrifice a paru pénible, mais M. Veuillot s'est exécuté. Reste à savoir si sa lettre sera jugée suffisante, à Rome d'abord, à Paris ensuite. Il est probable que

(1) Le ton bienveillant et modéré de cette encyclique ne fit pas illusion sur l'appui décisif qu'elle apportait aux ultramontains (voir notamment PAGUELLE DE FOLLENAY : *Vie du cardinal Guibert*, Paris 1896, 2 vol. in-8°). Sur tous les points en litige, excepté la question des classiques où une solution moyenne était recommandée, leur thèse triomphait. Dans un opuscule intitulé : *Le Mémoire sur le droit coutumier jugé par le pape, les cardinaux et les évêques* (Paris 1853, in-8°), l'ultramontain Jules Morel énumère ainsi les « conséquences de l'Encyclique » :

- 1° Il faut continuer à tenir des conciles provinciaux ;
- 2° Il faut revenir à la liturgie romaine ;
- 3° L'on doit n'utiliser dans les séminaires que les livres approuvés par le Saint-Siège ;
- 4° Les écrivains et les journalistes catholiques doivent être encouragés ;
- 5° La condamnation du « *Mémoire* » est un avertissement sévère aux apologistes du droit coutumier.

le nonce sera chargé de la remettre en l'accompagnant de toutes les démarches qui pourraient contribuer à la faire agréer par l'archevêque. On ne veut rien négliger pour arriver à concilier tant bien que mal les parties intéressées. On redouterait beaucoup d'avoir à prononcer un jugement régulier qui risquerait de tourner contre l'archevêque. Aucune des propositions soutenues par l'Univers n'est en soi condamnable. Il y aurait encore un autre motif. L'archevêque de Paris, aux yeux de quelques-uns, semble prétendre à imposer silence à tous ses collègues et à disposer en maître de la presse religieuse qui, bien que matériellement centralisée à Paris, n'en est pas moins à l'adresse de tous les diocèses de France et de l'étranger. Aussi suppose-t-on à tort ou à raison que l'archevêque entendrait profiter de la situation toute spéciale de son diocèse, si ce n'est pour régir les autres, au moins pour donner le ton. C'est notamment sur ce point qu'il est le plus vivement attaqué par plusieurs de ses collègues qui réclament à grands cris leur part de liberté (1). Elle leur serait évidemment assurée. Quoi qu'il en soit, l'appel au tribunal supérieur suspend en général l'effet de la sentence, et l'on se flatte ici que ce motif assez puissant pourrait à lui seul déterminer l'archevêque à relever l'Univers, ne fût-ce que provisoirement, de la condamnation portée. Si le gouvernement de Sa Majesté croyait pouvoir aider d'une manière quelconque à cette solution, il rendrait un grand service dans l'intérêt de l'apaisement des esprits. En tout cas, j'oserais prier Votre Excellence de vouloir bien n'user qu'avec sa réserve ordinaire des renseignements que j'ai l'honneur de lui donner. Je craindrais qu'arrivant trop tôt à la connaissance de l'archevêque, ils ne fussent de nature à rendre plus difficile encore la tâche entreprise par le Saint-Siège. J'espère que, jusqu'ici, ses déterminations auront paru conformes aux intentions modérées et conciliantes qui animent Sa Majesté Impériale et son gouvernement. » (2)

24 mars 1853, Rayneval à Thouvenel.

« L'Univers et l'épiscopat sont toujours aux prises et font encore les frais de ma correspondance. Il me semble que Rome,

(1) Salinis avait remis au pape une supplique des évêques de la province de Reims en faveur de l'Univers et contre les prétentions de Sibour.

(2) Cet extrait de la dépêche de Rayneval fut transmis le 4 avril 1853 à Fortoul par Drouyn de Lhuys avec cette appréciation : « Vous remarquerez sans doute avec plaisir qu'à Rome on a compris tous les ménagements que commandent la dignité

entre ces deux combattants également fougueux, tient une assez juste mesure. On admet certainement que le pape favorise un tant soit peu les ultramontains. Il pourrait réellement le faire bien davantage. Mais une juste prudence dicte ses résolutions. Nous allons voir une encyclique. Ce sera une pâture à l'ardeur de notre clergé et sans doute nous vaudra-t-elle quelques semaines de répit. M. Veuillot s'est décidé à faire une lettre pour l'archevêque. On la rumine en ce moment. Je voudrais la voir partie. Elle sera, je l'espère, l'occasion pour l'archevêque de revenir sur sa condamnation. On voudrait ici ouvrir cette porte. Réussira-t-on ? Je l'ignore. Aidez-y en attendant de votre mieux. En faisant usage de ce que je vous raconte, mettez en marge, je vous en prie, le mot « confidentiel » qui a encore un effet assez magique sur ceux qui ne sont pas habitués à en abuser. Comme la lettre de M. Veuillot ne doit parvenir à l'archevêque que dans quelques jours, je ne voudrais pas que ce dernier fût préparé à la recevoir, et peut-être mal préparé. Si nous manquons ce port qui s'ouvre devant nous, nous allons retomber dans de nouvelles tempêtes, et plus ennuyeuses encore, plus regrettables et plus graves que celle qu'il s'agit aujourd'hui d'éviter. »

« Expliquez-moi, si vous pouvez, pourquoi, de toutes parts, dans tous les journaux, dans tous les salons et dans toutes les lettres de Paris, on se plaît à donner, non pas pour certain, mais pour imminent, un voyage suivant moi impossible ? Qui croit-on ? Qui en fait accroire ? C'est à n'y rien comprendre. Ne me suis-je pas assez clairement expliqué ? N'y a-t-il pas un danger à laisser s'accréditer de pareilles croyances, à laisser croître de pareilles espérances ? Comment revenir là-dessus, si l'on ne s'y prend pas à temps ? Tout cela peut amener de fâcheuses complications. Les zélés poussent et ne se doutent pas à quelles difficultés ils iront se briser. Les obstacles que j'ai tant et tant énumérés n'ont fait que grossir. J'y ai regardé de près. J'ai travaillé dans le sens voulu, mais en pure perte. L'exception faite pour Napoléon ne sera pas renouvelée parce qu'elle deviendrait la règle, ce qu'on veut éviter à tout prix. Les remontrances de l'Europe, les oppositions unanimes à Rome n'y nuisent pas, mais elles ne suffiraient pas sans cette considération principale qui a sa valeur, il faut en convenir. »

et le caractère de Mgr l'archevêque de Paris. Le Saint-Siège est allé de lui-même au devant des observations que j'ai chargé le comte de Rayneval de présenter à cet égard au cardinal Antonelli. » (Minute à la Correspondance diplomatique, original à F¹⁰ 1.933.)

25 mars 1853, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 13.

« J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 14 de ce mois sous le n° 257. Nous nous attendions à ce que le mandement rendu contre le journal l'Univers par Mgr l'archevêque de Paris, trouverait à Rome un accueil d'autant moins favorable qu'il tend à mêler directement l'action du Saint-Siège aux fâcheux dissentiments qui divisent en ce moment les évêques de France. Les sentiments, bien naturels d'ailleurs, que vous a exprimés à cet égard le cardinal Antonelli n'auront pu que prendre un nouveau degré de vivacité quand on aura eu connaissance de l'appel que l'archevêque a formé auprès du Saint-Siège à l'occasion du mandement de l'évêque de Moulins. »

« Nous regrettons sincèrement, Monsieur le comte, des démarches dont nous sentons les inconvénients de plus d'un genre. Ainsi que je vous l'écrivais dernièrement, nous avons toute confiance dans la prudence du Saint-Siège et nous sommes assurés qu'il prendra le meilleur parti dans ces circonstances délicates pour ramener la paix des esprits. Nous ne voulons point, je vous le répète, nous faire les soutiens d'aucune exagération. Cependant, Monsieur le comte, il est une considération qui n'aura pas échappé à la sagesse du gouvernement pontifical, mais que je désire que vous rappeliez dans vos entretiens avec le cardinal Antonelli. Dans cette espèce de lutte qui s'est ouverte entre le rédacteur en chef d'un journal et l'archevêque de Paris, il me semble d'une importance essentielle, quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'on puisse se faire à Rome sur le fond et sur la forme d'un tel débat, que l'autorité et la considération morale de ce prélat soient ménagées et sauvegardées autant que possible en tout ce qui dépendra de l'autorité du Saint-Siège. Je n'ai pas besoin d'insister sur cette observation qu'il vous suffira d'indiquer au cardinal Antonelli. »

« *P.-S.*, 26 mars. — J'ai reçu ce matin votre dépêche du 20 et je vais me concerter avec M. le ministre des Cultes pour que Mgr l'archevêque de Paris, averti de la vraie situation des choses à Rome, puisse aviser dans sa sagesse aux moyens d'en atténuer la gravité... »

28 mars 1853, Blanquart de Bailleul, archevêque de Rouen, à Dupanloup (1).

« Je trouve ici, en général, des esprits peu favorables à la

(1) De Rome. Texte intégral. AB XIX 526.

cause de l'archevêque de Paris. On lui en veut particulièrement d'avoir publié l'acte par lequel il défère au Saint-Siège l'écrit de Mgr de Moulins. »

« J'ai été bien reçu par le Saint Père le lundi saint. Je ne lui ai parlé que de mes affaires personnelles. Après quoi il a abordé de lui-même la question de Bailly et m'a donné l'explication connue maintenant de tout le monde (1). Cela m'a montré que je ne pouvais faire figurer cet incident dans le mémoire (2). Cela blesserait le pape et l'indisposerait. J'ai modifié beaucoup ce travail et je l'ai remis avec une lettre d'envoi à quelqu'un qui se charge de tout faire parvenir probablement aujourd'hui. Les fonctions de la semaine sainte ne permettent guère de s'y prendre plus tôt. Je crois arriver à temps. J'ai appris du cardinal Antonelli, *sous le secret*, que le pape prépare en ce moment (3) une encyclique aux évêques de France où il sera parlé de la question liturgique et de l'Univers. J'ai été très content de ce cardinal : il m'a tenu un bon langage sur ces deux points. Il m'a assuré que le pape me hait. Mais je dois dire qu'à tous les étages je trouve plus de bienveillance pour l'Univers que pour ceux qui l'attaquent. On dit toujours qu'il n'a péché ni contre la foi, ni contre les mœurs. Je réponds, moi, qu'il a péché contre la modération, le respect, l'autorité des évêques, leur union entre eux, leurs rapports avec leurs prêtres, etc., mais tout cela est peu compris. Je ne sais à quoi l'on se décidera. J'ai trouvé le prince Borghèse dans le courant des idées générales. Cela m'a étonné. J'agirai de mon mieux, mais quand il faut modifier tout un monde, *grande opus*. Je vous tiendrai au courant. Vous savez mon attachement pour votre chère et honorée personne. »

« Projet d'un Mémoire au pape (4) sur les affaires de l'Église de France. »

« Très Saint Père, il y a longtemps déjà qu'une profonde

(1) Voir Rayneval à Drouyn de Lhuys, 24 décembre 1852 et 24 janvier 1853.

(2) Dans les papiers de Dupanloup (AB XIX 522) figure un « projet de mémoire au pape », daté de février 1853. Ce mémoire, rédigé au nom d'évêques français contre les excès de l'ultramontanisme, est vraisemblablement celui auquel Blanquart de Bailleul fait ici allusion. Voir ci-dessous.

(3) Le texte de l'encyclique, bien qu'elle soit datée du 21 mars, n'était sans doute pas encore entièrement arrêté.

(4) AB XIX 522, dossier « Église de France, gallicanisme et ultramontanisme ». Ce projet de mémoire qui compte 25 grandes pages porte un certain nombre de corrections. Certaines sont à l'encre ; d'autres, au crayon, sont souvent devenues illisibles.

douleur remplit nos âmes ; nous avons pu jusqu'à présent la contenir au dedans de nous ; nous cédons en ce moment au besoin de la répandre dans le sein de votre paternité. »

« Oui, Très Saint Père, permettez à des évêques, à ceux que vous appelez vos frères, mais qui vénèrent en Votre auguste personne le successeur de Saint Pierre dans la primauté, et le vicaire de N. S. Jésus-Christ sur la terre, permettez-leur de s'adresser à Votre Sainteté avec cette simplicité que permet le plus religieux respect quand il se trouve joint, comme il l'est dans nos cœurs, au plus profond et au plus tendre dévouement. »

« Les choses dont nous devons entretenir Votre Sainteté sont graves, Très Saint Père, et après les avoir longtemps considérées devant Dieu, nous sommes demeurés convaincus que la dignité de notre caractère, l'intérêt de nos diocèses, et, si Votre Sainteté nous permet de l'ajouter, l'honneur du Saint-Siège apostolique lui-même, nous faisaient un rigoureux devoir de rompre enfin à cet égard un trop long silence. »

« Ce n'est pas la première fois que le mal dont nous gémissons se montre dans l'histoire de l'Église. Il s'est rencontré comme aujourd'hui toutes les fois que des hommes sans mission, sans caractère, sans prudence ont essayé d'usurper dans l'Église de Dieu une initiative et une autorité que ni leur vocation, ni la confiance des supérieurs ne leur avaient confiées. »

« Et pour vous faire entendre d'abord notre pensée, Très Saint Père, au sujet de ces hommes qui causent notre douleur et sont le principal objet de nos plaintes, nous ne pouvons rien faire de mieux que d'employer ici les graves paroles adressées autrefois par un illustre évêque des Gaules, saint Irénée, à l'un de vos saints prédécesseurs lorsqu'il écrivait au pape saint Victor : « L'Église n'est pas déchirée seulement par ceux qui

Elles atténuent parfois des vivacités du texte primitif. Le plus souvent, elles sont de pure forme. Dans les dernières pages, des surcharges faites au crayon transforment la lettre adressée au pape en un mémoire où il en est parlé à la troisième personne. Je ne les ai pas reproduites. Toutes ces variantes sont d'ailleurs de peu d'importance.

Cette minute est datée, à l'encre, de février 1853. A la fin, la date du 12 février 1853 est écrite au crayon. Cette date est notablement antérieure au départ de Blanquart de Bailleul pour Rome, mais la forme du Mémoire indique qu'il devait être signé par plusieurs évêques. Il fallut donc un certain temps pour recueillir leurs adhésions. La dépêche de Rayneval du 20 avril 1853 semble bien confirmer que Blanquart de Bailleul agissait au nom d'un groupe d'évêques.

Il est donc probable que le texte cité ici est une première ébauche de celui que l'archevêque de Rouen remit au pape. Il exprime en tout cas, avec une netteté assez rare, le sentiment qu'inspiraient à de nombreux évêques les progrès de l'ultramontanisme. Dupanloup, dont le Mémoire traduit certainement la pensée, apparaît à cette époque plutôt gallican que libéral.

« veulent opiniâtement faire prévaloir le mal, mais aussi par
« ceux qui usent de trop de violence pour établir ce qu'ils
« croient être bien. »

« N'est-ce pas là, Très Saint Père, ce que, avec la plus amère tristesse pour le présent et avec les plus douloureuses appréhensions pour l'avenir, les évêques voient se vérifier si malheureusement depuis quelques années à l'égard de cette Église de France, de cette Église si fidèle, si abondante en toutes sortes de biens, si véritablement dévouée au Saint-Siège, et néanmoins si indignement calomniée et si outrageusement traitée, non, Très Saint Père, par votre paternité, dont la sagesse, la modération et la bonté pour nous nous sont connues, mais par la malice de l'homme ennemi qui sème la zizanie dans la moisson d'autant plus qu'il la voit plus belle, qui cherche à répandre le trouble avec les discordes dans la cité de l'Église et qui tente en ce moment plus que jamais les derniers efforts pour diviser, s'il se pouvait, les frères entre eux et le père d'avec les enfants. »

« Oui, Très Saint Père, des hommes dont vous ne voulons pas juger les intentions, les réservant au jugement de Celui qui sonde les cœurs, et sachant d'ailleurs que les plus grands maux se peuvent faire par le zèle même du bien, quand ce zèle n'est pas selon la charité ni selon la science ; mais des hommes toutefois, dont les entreprises deviennent chaque jour aussi visibles que pernicieuses, semblent avoir pris à tâche et concerté le dessein de bouleverser nos églises, d'avilir, d'anéantir notre autorité, d'éloigner de nous les cœurs des prêtres et des fidèles, et de nous rendre enfin impossible l'exercice de notre saint ministère et le gouvernement des diocèses. »

« Ce mal énorme, il est vrai, se fait sous couleur de réformation ; c'est à changer de fond en comble toute la discipline de nos églises, que les hommes dont nous parlons appliquent depuis longtemps tous leurs efforts ; mais comme ils n'ont pour un tel dessein d'autre mission que celle qu'ils se sont eux-mêmes donnée, ni nul autre zèle que ce zèle amer, contentieux et imprudent, si hautement condamné dans les saintes lettres, ils ne peuvent aboutir, et on ne le voit déjà que trop, qu'à mettre la division et le désordre où ils pensent avec tant de présomption porter la réforme. »

« Nous n'entreprendrons pas de signaler ici à Votre Sainteté toutes leurs entreprises, parce que cela n'est pas nécessaire pour mettre à découvert le fond de leurs pensées et la persé-

vérançe de leurs coupables projets. Nous nous bornerons à rappeler seulement les principales. »

I

Le Mémoire rappelle le rôle joué par la Correspondance de Rome.

II

« Nous devons de grandes actions de grâces à Votre Sainteté, Très Saint Père, pour le soin qu'elle a pris d'ôter de nos églises une telle peste. Et toutefois, nous ne devons pas Lui dissimuler que notre consolation ne fut pas de longue durée, et que notre crainte et notre douleur ne tardèrent pas à se renouveler quand nous nous aperçûmes bientôt que ce qui ne se pouvait plus faire par un journal allait essayer de se continuer sous une autre forme, mais toujours évidemment dans le même but et avec non moins de péril par la même faction de ces hommes présomptueux et remuants qui se croient suscités de Dieu pour nous réformer. »

« Nous voulons ici parler, Très Saint Père, de ces traités de droit canonique qu'un prêtre français (1) connu parmi nous par l'exaltation de son esprit et la fougue inconsidérée de son zèle et par ses liaisons avec ce misérable parti qui tourmente notre paix, écrit de Rome à *l'adresse de la France* et voudrait jeter comme des brandons de discorde dans nos diocèses et même, s'il se pouvait, dans nos séminaires ; traités où sous la spécieuse prétention d'établir et de fortifier l'autorité du Saint-Siège en un temps où il est de notoriété publique que cette suprême autorité est plus respectée et plus aimée chez nous que jamais, et comme si d'ailleurs la chaire apostolique avait besoin de son secours pour se soutenir, il ravale et met presque à rien l'autorité des évêques vos frères, ne considérant pas, tant sa préoccupation l'aveugle, que dans ce gouvernement si bien ordonné de l'Église, ces deux grandes puissances, l'une souveraine et universelle, l'autre particulière et dépendante, mais toutes deux nécessaires et divines, à le bien prendre n'en font qu'une, et que c'est le propre de cette ferme colonne de l'autorité catholique faite par Jésus-Christ, pour ainsi parler, d'une même pierre, de ne pouvoir subsister autrement que

(1) Bouix. Voir 12 juin 1852, Fortoul à Turgot, note 5 de la p. 67.

tout entière, et de ne recevoir aucun coup dans quelqu'une de ses parties qui ne l'ébranle en même temps en toutes les autres. »

« Ces traités affectent aussi de tout décider par le droit commun, sans avoir presque nul égard aux coutumes qu'ils voudraient faire passer la plupart pour illégitimes comme si les coutumes des églises n'avaient pas leur fondement dans le droit lui-même, comme si, dans une aussi vaste monarchie qu'est l'Église, sur une si immense étendue de terre et parmi tant de peuples ayant des mœurs et des besoins si divers, tout se pouvait régir et gouverner sagement dans les moindres détails par les lois absolument uniformes, et comme si, enfin, dans les doutes qui peuvent quelquefois survenir en de si graves matières, c'était aux simples particuliers à prononcer. »

« Votre Sainteté le sait aussi bien et mieux que nous, Très Saint Père, la question des coutumes est une des plus importantes pour la délicatesse et la gravité des intérêts qu'elle regarde, et elle fut, de tout temps, estimée si considérable dans la discipline canonique que les Pontifes romains, il faut le reconnaître à la gloire de leur profonde sagesse, ne crurent jamais y devoir toucher qu'avec une extrême réserve et des ménagements presque infinis. C'est cet admirable tempérament de coutumes légitimes qui, modérant dans leur application les lois générales par le mélange des usages locaux, rend si doux, si sage, et si proportionné tout à la fois le régime du gouvernement ecclésiastique. Aussi ce tempérament parut-il toujours nécessaire aux docteurs comme aux pasteurs, et nous n'hésitons pas à penser que c'est là même un des secrets de cette vigueur particulière qui distingue l'Église catholique et qui, semblable à l'autorité de Dieu lui-même d'où elle est émanée, atteint tout d'une extrémité jusqu'à l'autre avec non moins de douceur que de force. »

« Sans doute, il peut ici, comme en toute chose, se rencontrer des difficultés ; sans doute, l'usage permis a, surtout ici, besoin d'être soigneusement distingué de l'abus ; sans doute aussi les questions de coutumes peuvent, dans de certaines bornes, tomber sous la libre discussion des écoles et des auteurs. »

« Mais, Très Saint Père, c'est de tout l'ensemble de la discipline, et de tous les usages d'une grande Église, de quatre-vingt-six diocèses, de trente-six millions de catholiques qu'il s'agit. Quand c'est sur les choses les plus considérables comme sur les moindres qu'on fait porter la dispute en des détails presque innombrables, quand c'est une révolution complète

et radicale qu'on entend proposer ; quand on met en question par exemple, si l'Église de France date sous tous les rapports de dix-huit siècles ou de cinquante ans, et si tout ce que tant de saints évêques avaient établi, tant de siècles consacré, tant de S. S. Pontifes approuvé, doit être sans distinction mis à néant, est-ce alors à des écrivains, quels qu'ils soient, à des journalistes, qu'il peut appartenir, nous ne dirons pas de décider, mais même de soulever avec une si évidente incompétence et un si grand péril de trouble, de telles questions ? La sagesse des ordinaires et l'éminente autorité du Saint-Siège ne suffiront donc plus en des causes si majeures si les particuliers ne s'en mêlent ? Et tandis que les évêques et les Souverains Pontifes croiront devoir user d'un prudent délai pour préparer dans l'entente de leurs sages conseils les moyens d'augmenter le bien et de corriger sans violence ce qui aurait besoin d'amendement, faudra-t-il que ce soient des laïques ou de simples prêtres qui, *au lieu de manger leur pain en silence*, comme l'apôtre le leur commande, parlent quand nous nous taisons, élèvent leur voix plus haut que nous parmi nos troupeaux, préviennent le jugement des évêques et celui de Votre Sainteté elle-même, forcent dans l'Église à la manière des journalistes et des écrivains démocratiques du siècle la libre conduite de l'autorité par la pression de l'opinion populaire soulevée, irritent les esprits par des discussions téméraires et publiques, mettent la confusion dans les pensées, jettent le trouble dans les consciences, et, pour vouloir ôter de l'Église une diversité qui s'y vit toujours et qui s'allie si bien avec l'unité, n'y portent à la place que le désordre, la division et le scandale. A quoi il faut joindre, Très Saint Père, le grand péril d'éveiller peut-être enfin la puissance temporelle elle-même sur des questions où elle ne devait jamais se mêler et dans lesquelles le bruit, l'animosité des querelles, lui donnent ouverture pour s'introduire.»

III

« Et plutôt à Dieu, Très Saint Père, que les maux dont nous gémissons n'eussent leur source que dans ces écrits qui nous viennent du dehors ! Mais Votre Sainteté ne peut l'ignorer : la racine du presbytérianisme et du laïcisme, c'est-à-dire de la démocratie dans l'Église, est profondément plantée au milieu de nous depuis trente années. »

Le Mémoire rappelle ici l'histoire de Lamennais et de son

école, leurs tendances subversives, leur mépris de la tradition et de l'autorité épiscopale, et la condamnation formelle dont les ont frappés les évêques de France et le pape Grégoire XVI.

« On se tromperait grandement, Très Saint Père, si l'on se persuadait que la censure souscrite par cinquante-trois évêques de France et les encycliques si fortes *Mirari* et *Singulari* du saint Pontife dont nous venons de redire le nom, ont anéanti ce parti perturbateur. Il a survécu à sa condamnation ; il a toujours subsisté depuis ; il est encore plein de vie, et c'est lui seul qui trouble, encore maintenant, en toutes manières, l'Église de France. »

« Le système philosophique de M. de Lamennais et de ses disciples n'a pas cessé d'être soutenu avec quelques modifications si légères qu'elles le dissimulent à peine (1). Il respire dans une multitude de livres mis au jour depuis cette époque. S'il faut en croire les plus avancés de ces nouveaux docteurs, d'accord en ce point fondamental avec leurs anciens maîtres, la raison humaine est éteinte par le péché et ne peut être certaine de rien sans la foi. »

« Les motifs de crédibilité donnés jusqu'ici pour prouver la divinité de la religion sont si faibles que la *sainteté de la doctrine*, les *prophètes*, les *miracles*, n'étaient pas des *moyens* pour l'établissement du christianisme, mais des *obstacles* (2), et il faut changer de fond en comble tout le système de l'apologétique chrétienne tel que les Pères et les docteurs l'avaient conçu. »

« Vous n'ignorez pas, Très Saint Père, avec quelle opiniâtre persistance et quel entrainement presque universel de la jeunesse catholique ces mêmes hommes et ceux qui se sont formés à leur école ont soutenu et continué de propager, après les encycliques de Grégoire XVI comme avant, les fausses doctrines de la souveraineté des peuples, du droit d'insurrection, de la liberté de conscience, des cultes et de la presse, à tel point que ces pernicieuses erreurs étaient passées comme en dogmes

(1) Le traditionalisme était en effet d'origine menaisienne. Le provincial de Paris de la Compagnie de Jésus écrivait le 16 novembre 1852 à propos du traditionalisme dont Salinis se faisait le champion : « L'erreur est ici plus grave, a plus de venin que ne pensent ceux qui ne se tiennent pas au courant de la question. C'est vraiment le menaisianisme jeté dans les séminaires et l'esprit du jeune clergé, à l'insu sans doute et contre le vouloir du pieux prélat. » (BURNICHON : *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle*, t. IV.) Salinis avait d'ailleurs été l'ami de Lamennais.

(2) « Livre I, chap. V de l'*Essai sur le catholicisme*, par M. Donoso Cortès, publié dans la *Bibliothèque nouvelle de religion*, de M. Louis Veuillot, rédacteur en chef de *Univers*. » (Note de l'original.)

non seulement parmi les laïques, mais même dans une partie du clergé et surtout chez les jeunes prêtres. » (1)

« Mais ce qu'il y a de plus vivace dans ce parti, ce qui s'est le plus fortement établi dans les habitudes des hommes qui le dirigent, ce qui peut apporter dans l'Église le plus de perturbation et ce qui fait aussi l'objet le plus vif de la douleur et des plaintes des évêques, c'est l'immixtion téméraire et entreprenante des particuliers dans les choses ecclésiastiques, c'est la dangereuse et tyrannique puissance usurpée par le journalisme dans la direction de toutes les affaires religieuses, c'est l'esprit presbytérien et antiépiscopal soufflé dans le clergé, c'est la tendance démocratique à agir dans l'Église de bas en haut et par le moyen de l'opinion. Voilà le mal profond qui travaille l'Église de France depuis M. de Lamennais. Ce mal est allé toujours en croissant et il est d'autant plus dangereux aujourd'hui comme alors, qu'il se cache aux yeux de ceux qui le subissent et aux yeux mêmes de ceux qui le font sous la trompeuse apparence du dévouement pour le Saint-Siège. »

« Mais c'est là, Très Saint Père, une illusion qui peut bien tromper les esprits superficiels mais qui ne saurait surprendre les esprits élevés et clairvoyants. L'autorité est une. De quelque côté qu'on y porte atteinte, on la remue tout entière. Quand l'inquiétude, la présomption et l'indépendance sont une fois entrées dans les esprits, elles ne cessent de les agiter et il n'est pas d'excès où elles ne les puissent porter. Après les avoir poussés contre une autorité, il ne faudra qu'un changement de circonstances pour qu'elles les poussent contre une autre. Le Tiers État, en 1789, démolit la noblesse en paraissant plein de respect pour la puissance royale ; en 1793, il dressait l'échafaud du roi martyr sur les ruines de la noblesse anéantie. Le jansénisme souleva les prêtres contre les évêques avant de les révolter contre le pape ; M. de Lamennais avait commencé par le mépris de l'épiscopat ; il finit par celui du Saint-Siège. »

« Le journalisme religieux peut passer de même facilement d'un excès à un autre excès : sa nature est d'être à la fois extrême et changeant ; ou bien il formera des partis qui soutiendront des excès opposés en même temps, et la théologie et le droit

(1) Ces tendances étaient celles de quelques catholiques libéraux qui étaient en effet, dans une certaine mesure, des disciples de Lamennais, mais elles étaient énergiquement rejetées par l'Univers et par toute l'école ultramontaine et autoritaire contre laquelle est dirigé ce mémoire. Voir G. WEILL : *Histoire du catholicisme libéral en France, 1828-1908*, Paris 1909, in-12.

canon descendant alors dans la rue pour combattre comme en deux camps devant le public, il arrivera ce qui ne manque jamais de se produire en pareil cas : le magistrat interviendra pour usurper sous prétexte de mettre la paix. »

« Et si le journalisme devenait de même une puissance dans l'Église comme il ne commence que trop à l'être déjà, le parti qu'un gouvernement habile et fort en pourrait tirer pour influencer sur les choses spirituelles ou pour affaiblir l'Église en la divisant, ne peut être considéré sans effroi. »

« Or le foyer, Très Saint Père, du dangereux et opiniâtre parti que nous venons de signaler à Votre Sainteté, en même temps que tous les redoutables périls du journalisme religieux, se trouvent pour ainsi dire ramassés dans une feuille publique trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en dire ici le nom (1) et qui, se publiant dans la capitale de la France, se répand de là dans nos diocèses et jusque chez les nations étrangères. »

« Ce journal, rédigé par des hommes laïques, dépourvus, de l'aveu même de leurs amis, de doctrine (2), de prudence et de retenue autant que d'autorité, traite chaque jour dans ses colonnes les matières même ecclésiastiques les plus hautes ; il s'immisce avec une scandaleuse témérité dans les questions de doctrine et de discipline les plus délicates ; il s'arroge le droit d'imprimer à toutes les affaires religieuses qui s'élèvent dans l'Église la direction résolue et décidée dans ses conseils ; non seulement il aspire à dominer les évêques, mais il les commet entre eux et tend sans cesse à les diviser en les opposant les uns aux autres avec une insidieuse affectation, blâmant ceux-ci, louant ceux-là, et les jugeant tous, il répand parmi les fidèles et le clergé, avec la défiance et le mépris de l'épiscopat, cet esprit d'inquiétude remuante et de superbe contention qui prépare la ruine entière de la simplicité, de l'obéissance et de la paix chrétienne. Il réveille dangereusement et aigrit les puissances temporelles et les grands corps politiques contre l'Église, tantôt par les imprudents débats qu'il soulève sans nulle raison et comme pour le seul plaisir sur ces délicates questions des rapports du sacerdoce et de l'Empire qu'il ne faudrait jamais remuer qu'à l'extrémité ; tantôt, par les injures et les outrages qu'il leur prodigue avec une brutalité de langage qui n'est propre que des plus violents révolutionnaires. Qu'ajouterons-nous ?

(1) L'Univers.

(2) Les mots « de doctrine » sont rayés au crayon.

Autant, Très Saint Père, ce journal trouble l'Église au dedans, autant il la compromet au dehors en envenimant contre elle les haines et en amassant les colères de ses ennemis, non par cette force de raisons nécessaire pour la défense digne et victorieuse de la vérité, mais par l'outrage, le sarcasme, la satire indécente, la plaisanterie basse et ignoble qui font seules tout le sel ordinaire de sa polémique et qui, chose triste à voir, tendent par la contagion de l'exemple à passer comme en habitude chez un très grand nombre de catholiques. »

« Nous devons ajouter un dernier trait : ce journal, avec ses ignorances, ses témérités et ses excès, non seulement affecte la domination et pèse comme une tyrannie sur l'Église en France, mais il prétend à l'inviolabilité pour lui et pour le parti dont il s'est fait le centre. Nul ne peut attaquer une doctrine qu'il soutient ou prendre ou indiquer une conduite différente de celle qu'il a tracée, ni combattre un homme qui marche sous son drapeau, ni censurer les erreurs, même les plus graves et les plus manifestes, d'un livre qu'il a loué, sans s'exposer, quel que soit son nom et son caractère, à devenir l'objet de ses violences les plus extrêmes, de ses calomnies les plus injustes et de ses raileries les plus moqueuses. » (1)

« Les plaies, Très Saint Père, faites à l'Église de France et à plusieurs autres églises dans les esprits comme dans les cœurs par ce journal, sont des plus profondes et elles ne sont pas près de se fermer. Nous nous reprochons tous les jours de n'avoir pas, comme nous l'aurions dû, employé toute la rigueur de notre autorité épiscopale pour ôter un si grand mal d'au milieu de nous. Et toutefois, les excessifs ménagements dont nous avons usé envers les journalistes dont il est question pourraient peut-être trouver une excuse dans l'espérance dont nous nous flattions de les ramener à une meilleure conduite par de simples et charitables avertissements, et aussi, Très Saint Père, comme le disaient les évêques de France à Votre vénérable prédécesseur Grégoire XVI au sujet de M. de Lamennais et de son parti, dans la crainte de paraître peut-être aux yeux de plusieurs moins dévoués à Votre siège si nous frappions des hommes qui se parent d'un si grand attachement pour l'autorité apostolique et qui, en ce travail même de perturbation qu'ils opèrent

(1) Allusion aux attaques dont l'abbé Gaduel avait été l'objet de la part de Veuillot pour avoir critiqué le livre de Donoso Cortès : *L'essai sur le catholicisme, le socialisme et le libéralisme*.

d'une manière si détestable dans les entrailles de nos églises, se vantent de rendre par là service à Rome. »

« Mais si ces raisons ne suffisaient pas entièrement pour nous excuser, notre dernière justification serait du moins dans la très ferme résolution que nous avons prise, de ne pas tolérer plus longtemps un tel désordre, et en ne cessant point de veiller exactement sur ce journal, de le condamner et de l'interdire tout à fait dans nos diocèses dès le jour qu'il essaierait de nouveau d'y porter le trouble. » (1)

IV

« Faut-il maintenant, Très Saint Père, que nous soyons obligés d'en venir à d'autres sujets de plainte non moins graves, mais plus délicats et sur lesquels toutefois il ne peut être permis à des évêques de se taire ? »

« Très Saint Père, ces hommes turbulents et inquiets qui conspirent en France et à Rome contre le repos de nos églises ne se contentent pas de remuer par eux-mêmes en toutes manières, employant, pour venir à bout de leurs desseins, la parole, la plume et l'intrigue, mais, chose bien douloureuse à dire, ils ont trouvé le moyen d'agir à l'insu de Votre Sainteté (2) sur les conseils mêmes les plus élevés de l'Église et d'obtenir subrepticement des Sacrées Congrégations qui partagent avec Votre Sainteté le poids des affaires ecclésiastiques, des réponses et des décrets qui, si Votre sagesse n'y met un terme, seraient le déshonneur public de l'épiscopat, le renversement de la hiérarchie sacrée, et le scandale des fidèles en même temps que le sujet d'une joie perverse pour tous les ennemis de la religion. »

« Et pour ne vous cacher ici aucune de nos prévoyances et de nos tristes appréhensions, nous craindrions que de tels actes ne fussent aussi, malgré tous nos efforts pour l'empêcher, la cause finalement inévitable d'une réaction qui renverserait peut-être en un moment tout ce que le temps, la sagesse de Vos saints prédécesseurs et la piété des évêques, avaient fait avec tant de succès depuis cinquante années pour la prospérité de nos églises et pour y resserrer davantage encore les liens d'obéissance, de respect et d'amour qui les ont toujours tenues si fermement attachées au Saint-Siège. »

(1) Ce dernier paragraphe est rayé au crayon.

(2) Les mots : « à l'insu de Votre Sainteté » sont rayés au crayon.

« Ici, Très Saint Père, permettez-nous de dire simplement à Votre Sainteté notre pensée sur les atteintes si graves portées à notre autorité et, par une suite nécessaire, au bon ordre de nos diocèses dans ces dernières années. »

« Que deviendrait la discipline d'une armée si les ministres du prince, recevant au siège de l'Empire les consultations des simples soldats touchant les ordres et les opérations des généraux, adressaient aux soldats eux-mêmes, directement, leurs réponses contraires aux commandements des chefs, réponses que chacun des consultants imprimerait, publierait, afficherait aussitôt dans tous les quartiers, s'en prévalant pour refuser l'obéissance et mettre le trouble dans toute l'armée ? »

« Nous ne croyons rien exagérer en disant que le devoir d'un général en une si grave circonstance et sous le coup d'une telle atteinte portée à son autorité et à tout l'ordre de l'armée, serait de châtier d'abord sévèrement pour l'exemple ces soldats brouillons et ensuite de renvoyer au prince son épée, puisqu'aucune armée ne saurait tenir, ni aucun commandement subsister avec une telle confusion dans la discipline. »

« Et bien, Très Saint Père, ce qui ne se vit jamais dans les armées du siècle, faut-il que les évêques soient aujourd'hui condamnés à le voir dans cette armée spirituelle de l'Église qui a tant besoin d'être toujours rangée puisque sa condition ici-bas est d'être toujours en bataille : *Castrorum acies ordinata*. »

« De simples prêtres consultent les Congrégations romaines sur les ordonnances de leurs évêques, contre les lois et les coutumes de leurs diocèses ; et ce n'est pas avec les évêques que l'on s'entend, c'est aux simples prêtres qu'on répond. Et l'évêque, un jour, en ouvrant les feuilles publiques, a l'étonnement d'y voir des décisions concernant son diocèse, improuvant ses actes, censurant son administration, et que tout son clergé et tout son peuple auront pu lire avant qu'il en connût lui-même le premier mot et avant qu'il en eût pu avoir seulement le moindre soupçon. »

« Si l'évêque n'était pas uni à son église par le lien d'un mystique mariage, son devoir en une telle circonstance ne serait-il pas de déposer sa crosse, sa mitre et son anneau pastoral et de se retirer avec douleur, mais avec dignité, d'un gouvernement qu'on semble lui vouloir rendre impossible ? »

« Mais si l'évêque, époux de son église, ne peut pas laisser

veuve l'épouse que Jésus-Christ lui a donnée, il (1) peut du moins élever la voix, exhaler sa plainte, et réclamer contre cette atteinte faite au respect de sa personne, à l'autorité de son ministère et aux lois de la hiérarchie ecclésiastique ; il le peut et il le doit, et c'est, Très Saint Père, ce qui nous a fait juger devant Dieu qu'il y avait pour nous une rigoureuse obligation de conscience d'écrire à Votre Sainteté, touchant ces choses. »

« Et ce n'est pas là encore le seul coup porté à l'ordre ecclésiastique aussi bien qu'à la dignité et au respect de l'épiscopat. »

« On nous a prodigué l'humiliation, faut-il le dire, jusqu'à inscrire sans nous avoir consultés, sans seulement nous avoir avertis, quoi plus ! sans même nous l'avoir fait connaître autrement que par les feuilles publiques qui ont porté cette honte de l'épiscopat à la connaissance du monde entier, on nous a prodigué, disons-nous, l'humiliation jusqu'à inscrire, Très Saint Père, sur les catalogues de l'Index romain, et parmi les livres des hérétiques, des impies, et des écrivains obscènes, l'ouvrage théologique dont on se sert par notre autorité dans un si grand nombre de diocèses pour l'enseignement public de la religion et que nous-mêmes ou nos prédécesseurs, nous avons mis entre les mains de nos séminaristes et de nos prêtres. » (2)

« Votre Sainteté le comprendra facilement, Très Saint Père, ce n'est pas ici simplement un théologien qu'on a frappé d'une manière si humiliante, c'est tout l'épiscopat, c'est tout le clergé, ce sont tous les séminaires d'une si grande Église, tant d'évêques, tant de prêtres, tant de supérieurs et de directeurs de séminaires, voilà ceux qui se trouvent ignominieusement dénoncés à la France et à l'Église entière comme infectés d'une pernicieuse doctrine, et non seulement eux, mais tous ceux qui les ont précédés dans leurs saints ministères, tant de confesseurs de la foi, tant de martyrs, tant de docteurs, tant de pieux personnages depuis soixante ans. »

« Voilà ceux qu'on n'a pas craint de mettre à l'Index. On a rendu suspecte aux prêtres la foi de leurs évêques, aux peuples la foi de leurs prêtres, aux élèves du sanctuaire la foi de leurs maîtres ; on a porté l'inquiétude dans les consciences, on a

(1) Ces deux lignes et le paragraphe précédent sont rayés au crayon et remplacés par ce mot : « *l'évêque* peut du moins... »

(2) Cette phrase est ainsi modifiée au crayon « ... et que nos prédécesseurs avaient mis entre les mains de leurs séminaristes et de leurs prêtres ». Il s'agit de la *Théologie* de Bailly.

avili l'autorité, on a détruit le respect, non seulement de l'épiscopat, mais aussi, comme l'écrivait autrefois Fénelon à un éminent cardinal au sujet d'une affaire analogue, quoique beaucoup moins considérable puisqu'il ne s'en vit jamais de pareille dans l'Église, le respect des Congrégations romaines elles-mêmes et de l'Index, ... surtout en un temps et dans un pays où la confusion des idées produite par l'ignorance et la témérité des journaux religieux est si grande qu'on a été jusqu'à y faire passer la Correspondance de Rome pour l'*écho de la majestueuse voix qui parle au Vatican*, et qu'on y entend dire que *Rome a parlé* quand c'est un cardinal qui a écrit même une simple lettre particulière. »

« Combien plus dans un tel temps et dans un tel pays confondra-t-on un décret de la Congrégation de l'Index ou des Rites avec ces solennels oracles qui partent de la chaire de Pierre pour enseigner la foi à tout l'univers. Et vous voyez par là, Très Saint Père, jusqu'à quelles hauteurs l'ébranlement du respect produit par de tels actes pourrait monter. »

« Mais enfin cet éclat, pourquoi l'a-t-on fait ? Tout ce trouble, tout ce scandale, tout cet avilissement de l'épiscopat, toute cette diminution du respect de Rome elle-même, pourquoi s'est-on mis en péril de le produire ? Pour quelle cause si grave ? Pour quelle peste si pernicieuse à arracher de l'Église ? Pour un livre qu'on n'a pas jugé mauvais au fond ! »

« Pour un livre si peu dangereux, sans parler encore des corrections faites dans l'enseignement, que tant de Souverains Pontifes : le martyr Pie VI, le confesseur Pie VII, les vénérables papes Pie VIII, Léon XII, Grégoire XVI, Votre Sainteté Elle-même, Très Saint Père, et tous les cardinaux et consultants de la Congrégation depuis plus d'un demi-siècle, l'ont toléré sans élever contre lui le moindre reproche ; en même temps que tant de savants et pieux évêques, non seulement en France, mais en Irlande, en Amérique, et dans d'autres pays catholiques, en faisaient notoirement la base de l'enseignement théologique dans leurs écoles. »

« Pour un livre, enfin, dans lequel, après tant d'années on a découvert seulement qu'il y aurait quelques endroits à rectifier ! » (1)

« Mais, Très Saint Père, s'il y avait des corrections à faire à ce livre, et si l'esprit de Dieu et la grâce de la vigilance épiscopale

(1) La *Théologie* de Bailly avait été mise à l'Index « donec corrigatur ».

ont tellement abandonné les évêques qu'ils n'aient pas pu remarquer eux-mêmes les endroits fautifs ou qu'ils ne les aient pas déjà fait corriger par l'enseignement même des maîtres, était-il donc si difficile et n'eût-il pas été bien naturel de nous indiquer simplement les corrections qu'on désirait et de nous demander de les faire sans nous attacher ainsi tous ensemble, nous, des évêques catholiques, nous, Vos frères dans l'épiscopat, au gibet de l'Index, à la face de nos ouailles, de nos prêtres, de toute l'Église étonnée, et à la face aussi des hérétiques et des impies qui battent des mains et qui, demain, quand nous leur dirons que leurs livres sont condamnés, nous répondront que les nôtres le sont aussi ! » (1)

« Ou bien a-t-on pensé que le respect, l'amour, le dévouement pour le siège apostolique fussent tellement perdus parmi nous, qu'il fallût désormais nous regarder comme des hommes avec lesquels on ne peut plus traiter et qu'on ne saurait réduire qu'en les déshonorant ! »

« Mais quelle est donc, Très Saint Père, cette Église qu'on croit devoir ménager si peu, et à laquelle on prodigue ainsi, en la personne de ses évêques, des humiliations inouïes dans toute l'histoire des églises catholiques ? »

Le Mémoire fait ici un très long et très vif éloge de l'Église de France.

« Et voilà cependant l'Église que des journalistes, que de téméraires écrivains, que des hommes de discorde et des réformateurs sans mission outragent et calomnient jusqu'auprès de Votre Sainteté et de Ses conseils, l'Église qu'on abreuve publiquement d'humiliations dans nos personnes et l'Église enfin contre laquelle on provoque et on obtient de Rome même, Très Saint Père, des décrets qui la troublent et impriment sur le front même de ses évêques et de ses prêtres la flétrissure des hommes suspects dans la foi. »

« Mais à Dieu ne plaise, Très Saint Père, que dans ces expressions douloureuses de nos plaintes, nous ayons la moindre pensée d'affliger Votre Sainteté pour laquelle nous ne voulons connaître jamais d'autres sentiments que ceux du respect le plus profond et de la plus filiale affection. »

« Comment pourrions-nous avoir une telle pensée, quand nous ne voudrions pas même nous plaindre des Sacrées Congrè-

(1) On a vu p. 191 que Blanquart de Bailleul supprima dans le texte qu'il fit parvenir au pape le passage du mémoire qui concerne Bailly.

gations d'où sont émanés les décrets et les réponses dont nous gémissons ? » (1)

« Tout le mal vient de quelques hommes qui troublent nos églises : *Sunt aliqui qui nos conturbant*. Ces hommes, il y en a en France, et il y en a qui sont allés de France à Rome pour mieux travailler contre nous. Voilà ceux que nous accusons et contre lesquels nous nous sentons obligés d'élever nos mains épiscopales vers Jésus-Christ et vers Votre siège. »

« Ce sont ces hommes, Très Saint Père, qui font tout le mal dont nous souffrons et qui semblent s'être conjurés pour ôter à l'Église de France dans l'union de ses évêques, de ses prêtres et de ses fidèles, ce qui fait, avec ce fort lien qui les tient tous attachés au siège de Pierre, le principe le plus certain de sa force et de sa vie. Et ne pourrions-nous pas même ajouter avec l'apôtre qu'ils veulent changer en quelque sorte l'évangile de Dieu, *et evangelium Dei volunt convertire* en ébranlant dans nos clergés et parmi nos ouailles les fondements de cette obéissance et de ce respect envers les évêques sans quoi l'évangile de Jésus-Christ ne se peut ni pratiquer, ni prêcher. »

« Voilà encore une fois les vrais et les seuls coupables. »

« Lorsque ces hommes vont au delà des monts demander aux Sacrées Congrégations des réponses et des décrets, ils savent ce qu'ils en veulent faire, tandis que les Sacrées Congrégations l'ignorent. »

« Quand, avec une apparente piété, ils consultent la Sacrée Congrégation des Rites comme sur des doutes de conscience, ils ne lui disent pas les circonstances ni toutes les raisons de la conduite des évêques, ni que c'est pour attenter contre leur autorité et qu'ils ne veulent les réponses que pour en faire ostentation dans les journaux, les publier contre nous avec scandale et s'en servir pour mettre partout la confusion dans les diocèses. »

Le Mémoire revient ici à nouveau sur la condamnation de Bailly.

« Ce sont ces hommes dont les Sacrées Congrégations se doivent entièrement défier à l'avenir si elles ne veulent être entraînées par leurs intrigues en des démarches qu'il serait préférable qu'on évitât toujours parce qu'elles ne se peuvent presque jamais réparer. »

Le Mémoire se termine par des assurances de dévouement absolu au Saint-Siège et par un appel à la bienveillance du pape.

(1) Ce paragraphe est rayé au crayon.

30 mars 1853. Note sur le mariage civil et religieux, par Nigon de Berty, chef de la première division de l'administration des Cultes (1).

Sauzet, qui fut président de la Chambre des Députés sous la monarchie de Juillet, a publié une brochure, *Réflexions sur le mariage civil et le mariage religieux en France et en Italie*, qui a fait l'objet de nombreux articles de l'Ami de la Religion, de l'Assemblée Nationale, du Journal des Débats.

Sauzet recommande l'adoption de la législation en vigueur dans les Deux Siciles où le mariage civil est nul sans la consécration religieuse. Le mariage religieux peut être célébré suivant l'un des cultes reconnus, au gré des époux. Le divorce étant aboli en France, l'adoption de cette législation n'entraînerait pas, en fait, de grand changement. La législation française oblige les témoins à prêter devant les tribunaux un serment religieux ; elle peut aussi bien rendre obligatoire la consécration religieuse du mariage.

Nigon de Berty, que ses sentiments religieux porteraient à approuver le projet de Sauzet, lui trouve de graves inconvénients. Il porterait atteinte au principe fondamental de la législation française, la séparation du spirituel et du temporel. Il n'aurait, en fait, de conséquences que pour les rares personnes irréligieuses qui ne font pas consacrer religieusement leur mariage. « C'est aussi à leur égard qu'il porterait une profonde atteinte à la liberté de conscience en les forçant à se marier à l'église contrairement à leurs croyances et à leur volonté. Les actes religieux qui ne sont pas spontanés ne sauraient ni être agréables à Dieu, ni convenir à l'homme qui se respecte. Sous ce rapport le système de M. Sauzet ne ferait que des hypocrites ; dans tous les cas, il ne pourrait rendre meilleurs les impies qui auraient profané un sacrement pour obéir à la loi proposée. »

En outre, le clergé pouvant refuser à son gré de procéder au mariage religieux, la proposition Sauzet soumettrait à son autorité toutes les questions juridiques relatives au mariage. « ... On ne saurait mettre en doute que le nouveau système augmenterait notablement l'influence du clergé. Il est de son intérêt bien entendu de ne pas mettre entre ses mains cette arme dangereuse. Dès que les curés seront les maîtres de résoudre les questions si scabreuses relatives au mariage, une effrayante responsabilité pèsera sur eux ; ils s'aliéneront beaucoup de

(1) F¹⁰ 5.507.

familles, ils se feront inévitablement des ennemis irréconciliables, et la religion elle-même dont ils sont la personnification dans les campagnes ne pourra que souffrir de leur intervention légale dans les choses temporelles. »

« En résumé le projet de M. Sauzet est contraire aux principes du droit public français ; s'il doit avoir quelques avantages, il entraînera certainement sur plusieurs points de fâcheuses conséquences. »

« Sans contredit, la législation actuelle sur le mariage est loin d'être parfaite ; elle a des inconvénients comme toutes les institutions humaines ; mais depuis plus de soixante ans elle est entrée dans les habitudes de la France ; elle est conforme à la constitution et à l'ensemble de nos lois. Pour quelques faits rares et exceptionnels qui sont réprouvés d'ailleurs par l'opinion publique, nous ne pensons pas qu'il y ait nécessité de changer une législation adoptée par l'empereur Napoléon I^{er}, qui rehausse la dignité de l'homme et la valeur de son acte religieux de mariage en lui assurant la liberté de conscience. »

31 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n^o 260 (6 avril).

« Je dois à l'obligeance du cardinal Antonelli la communication hâtive de la lettre encyclique adressée par le pape aux évêques de France et que Sa Sainteté vient de revêtir de son approbation. J'en joins ici le texte. D'ici au départ du paquebot, il m'est impossible d'en faire la traduction. J'en donnerai un aperçu sommaire. »

Rayneval paraphrase longuement l'encyclique.

« Ainsi que me l'avait annoncé le cardinal Antonelli, toutes les questions à l'ordre du jour sont abordées avec calme et en évitant autant que possible ce qui pourrait ajouter à l'excitation des esprits. On peut espérer que, grâce à l'autorité qui accompagne ce document, il exercera un effet salutaire et coupera court pour le moment à des dissensions fâcheuses dont le principal inconvénient est de se produire au grand jour de la publicité. Les discussions sont perpétuelles dans l'Église comme ailleurs, mais quand elles se retranchent dans de justes limites, lorsqu'elles sont traitées sans éclat ni scandale, tout le monde y gagne, autrement, tout le monde y perd. C'est à ce mal principalement que le Saint Père a voulu porter remède. »

« Votre Excellence remarquera que le Saint-Siège profite habilement des divisions de notre clergé pour recommander le recours à Rome. Vous aurez également remarqué le soin qu'a

mis Sa Sainteté à rendre justice à tout ce qu'a fait Sa Majesté Impériale pour le bien de la religion. »

31 mars 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 261 (6 avril).

« L'archevêque de Paris a répondu en bons termes à la lettre que lui avait écrite le cardinal Antonelli au sujet de la condamnation de l'Univers et se montre disposé à retirer son ordonnance si le rédacteur en chef consent à faire un pas vers lui. On espère au Vatican que la lettre qui a été demandée à M. Veuillot et expédiée au nonce pour être remise à l'archevêque, amènera le résultat désiré, pourvu toutefois que Mgr Garibaldi, dont on a déjà beaucoup à se louer (1), parvienne à faire agréer au prélat comme suffisante la démarche de M. Veuillot. »

« L'évêque de Versailles a quitté Rome. Il s'est tenu fort en dehors des questions pendantes. »

31 mars 1853, Rayneval à Thouvenel.

« Les bruits persistants de voyage, non pas à Rome, ce qui sauverait tout, mais à Paris, m'ont certainement frappé et profondément affligé. J'ai tout fait pour éclairer le gouvernement en cette affaire. Je n'ai pas hésité à en exposer dans plus de vingt lettres les immenses difficultés, concluant à ce qu'elle est irréalisable parce qu'elle l'est en effet. Mon but était d'empêcher que l'on ne s'avancât par trop dans la crainte de devoir plus tard reculer, ce qui est toujours fâcheux. Mon

(1) Le rôle joué par le nonce dans cette crise fut également apprécié par le gouvernement français. Longtemps internonce à Paris sous la monarchie de Juillet, Garibaldi connaissait bien la situation religieuse de la France. Il entretenait de bons rapports personnels avec l'archevêque de Besançon, Mathieu, un des adversaires les plus résolus de l'Univers. Tout en appuyant les ultramontains français, il chercha toujours à les modérer. Il mourut peu après. Le 18 juin 1853, Drouyn de Lhuys écrivit à Rayneval : « Vous aurez appris, quand cette dépêche vous parviendra, la mort de Mgr Garibaldi. C'est une perte bien sensible, non seulement pour le Souverain Pontife dont la haute sagesse trouvait dans ce prélat un si digne représentant, mais encore, je puis le dire, pour le gouvernement de l'Empereur. Doué d'une raison aussi élevée que juste et droite, Mgr Garibaldi cachait sous des formes simples un sens politique des plus rares joint à un tact et à une modération qui provenait chez lui autant du cœur que de l'esprit et nous rendait ses relations bien précieuses. Dans une foule d'occasions, et surtout dans des circonstances récentes qui ont offert de graves difficultés, Mgr Garibaldi nous avait donné des preuves de cette raison calme et réservée en même temps que ferme qui modère les impatiences, adoucit les exagérations et ramène la paix dans les cours. »

Hubner (*Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le Second Empire*, 1851-1859, Paris 1901, in-8°), notait le 21 juin 1853 : « C'était un excellent homme, bon, doux, intelligent, pieux et très aimé par le clergé français auquel il laissait faire, tandis que son prédécesseur, Monsignor Fornari n'entendait pas plaisanterie quand il s'agissait de quelque velléité de gallicanisme. »

zèle aura-t-il servi à quelque chose ? Je l'ignore, je commencerais plutôt à m'apercevoir que non. Ce n'est pas ma faute. Je n'ai pas de reproches à me faire. Si d'autres sont crus plutôt que moi, c'est que sans doute ils ont des titres que je n'ai pas. Vous m'engagez à aller demander des instructions si je vois une possibilité de réussir. Je n'en entrevois pas. Qu'irais-je faire ? Donner de vive voix de désagréables nouvelles ? C'est un triste métier. Celui que je fais est déjà assez ingrat. « Venez à Rome, « je vous sacrerai comme les empereurs de tous les temps, et « des plus grands ; après cela j'irai vous rendre visite à Paris. » Voilà tout ce que j'ai pu obtenir du pape, et il ne sortira pas de là. Quant à changer du tout au tout notre législation ecclésiastique et civile, cela me paraît impossible. Hors de là, que pouvons-nous offrir ? Rome, de son côté, dit et soutient que les papes ne vont pas porter l'huile sainte hors de chez eux et que c'est justement parce qu'il y a eu exception déjà une fois, et en ce siècle, qu'il ne faut pas recommencer parce que l'exception deviendrait la règle. Que répondre à cela, de substantiel, j'entends ? Je fais le siège, et je n'ai pas en poche la moindre munition. Elles me seraient d'ailleurs inutiles. Il y a eu ceci de très bien fait qu'en réalité je n'ai été chargé de rien et que toutes mes démarches sont venues de moi seul, ce qui, sans en diminuer en rien la portée, met au moins l'empereur et sa dignité hors de jeu. J'ai encore causé à fond de tout ceci pas plus tard qu'hier et je suis revenu avec des convictions encore plus arrêtées sur l'impossibilité d'amener le pape en France. Du reste, plus les journaux, plus les correspondances en font de bruit, plus le terrain se gâte. Le pape s'imaginera qu'on veut lui forcer la main, et alors il deviendra inabordable. Aujourd'hui du moins, les formes sont les meilleures et tout se passe en apparence le mieux du monde. Selon moi, il faut ou venir à Rome, ou renoncer à l'idée d'être sacré par le pape. Mais d'ici à quarante-huit heures, j'en saurai encore davantage. Je vous prophétise d'avance que ce sera pour confirmer une fois de plus tout ce que je vous dis ici. »

« Vous êtes mille fois bon et aimable de vous intéresser à moi. Je vous en remercie de tout cœur. Ma maigre personne est fort peu de chose en tout ceci. Du plus loin que j'ai vu poindre le cap du sacre, je me suis dit que si je le doublais sans naufrage, j'aurais la protection de tous les saints du paradis. J'en ai doublé tant d'autres dans ces dernières années, qu'il n'y aurait rien d'étonnant à ce que j'échouasse au dernier. J'espère bien toutefois, pour la moralité de la chose, que mon

marquis (1) ne me supplantera pas. Je fais comme vous bien des vœux. Mais entre nous, je ne serais pas excessivement surpris d'être supplanté par lui ou tout autre. Du moment où les correspondants qui donnent l'affaire comme facile sont crus, que doit devenir celui qui a le mauvais goût de crier qu'elle est impossible ? Que pense-t-on de son zèle et de son savoir faire ? C'est un malavisé que l'on remplace par un mieux avisé, chose simple comme bonjour. Ce n'en serait pas moins fort douloureux. Je compte bien me cramponner. Vous me tendez la main, je l'accroche et ne la lâche plus, vous remerciant de cœur et vous envoyant mille amitiés, et des meilleures. »

4 avril 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 262 (12 avril).

« Ainsi que vous m'avez fait l'honneur de me le prescrire, j'ai exprimé de nouveau et directement à Sa Sainteté les remerciements de Sa Majesté et de son gouvernement pour l'élévation au cardinalat de Mgr Morlot. Sa Sainteté m'a répété qu'elle était heureuse d'avoir cette occasion d'être utile à l'empereur, qu'elle aimait à reconnaître tout ce que Sa Majesté avait fait et continuait à faire pour la religion, que j'avais sans doute remarqué le passage inséré à ce sujet dans la lettre aux évêques de France. Sa Sainteté avait tenu particulièrement à témoigner publiquement sa gratitude. Elle s'est montrée animée de l'espoir que ce document mettrait pour le moment un terme aux agitations du clergé. Sa Sainteté m'a fait remarquer avec quel soin elle s'était exprimée sur les questions à l'ordre du jour, évitant tout ce qui pourrait blesser les opinions qui se maintiennent dans les limites du bon sens et de la raison. »

« Le Saint Père comptait bientôt apprendre que l'archevêque de Paris, profitant de la demande directe obtenue de M. Veuillot, aurait retiré son ordonnance contre l'Univers (2). En attendant Sa Sainteté a fait engager M. Veuillot, qui voulait partir, à rester à Rome jusqu'à ce que cette affaire fût arrangée. On a craint que sa présence à Paris ne fit naître en ce moment de nouveaux orages. »

« Sa Sainteté venait de remettre à l'évêque d'Amiens l'approbation des actes du concile de sa province. La commission instituée à ce sujet s'était montrée favorable à l'unanimité. Le

(1) Dans sa lettre du 14 mars, Rayneval fait déjà allusion à un marquis qui désire devenir ambassadeur. Peut-être s'agit-il du marquis de Cadore.

(2) Sibour rapporta son ordonnance le 8 avril 1853, aussitôt que l'encyclique fut connue à Paris.

Saint Père a modifié de sa main quelques expressions d'un article qui lui semblait laisser trop de latitude quant aux coutumes locales, de telle façon que le Saint-Siège eût pu passer pour avoir donné son approbation tacite même à celles de ces coutumes dont il n'a pas connaissance. » (1)

Rayneval a vu d'autre part Antonelli. « J'ai dit également au cardinal que le gouvernement de Sa Majesté paraissait disposé à agir près de l'archevêque de Paris pour l'engager à la conciliation. Cette nouvelle a été reçue avec un très grand plaisir. La cour de Rome est impatiente d'être débarrassée de ce désagréable incident. Restera encore le conflit entre l'archevêque de Paris et l'évêque de Moulins, mais là du moins il s'agit de deux évêques et la question est en soi d'une gravité réelle. On laissera le temps exercer son action calmante, et il est probable que sans donner directement tort ou raison à aucune des deux parties, le Saint-Siège se bornera à poser les principes qui régissent la matière, laissant aux intéressés le soin d'en déduire les conséquences. Je crois que ces conséquences ne seront pas en faveur du système de l'archevêque et qu'elles protégeront l'indépendance absolue de chaque évêque en particulier dans les limites de sa juridiction, sauf bien entendu la suprématie du Saint-Siège. Mgr de Salinis part ce soir pour la France. »

4 avril 1853, Rayneval à Thouvenel (2).

« J'ai encore une fois traité à fond la grande affaire, et c'est toujours ce que je vous ai dit : des difficultés immenses, mais non pas invincibles si vous abolissez le mariage civil. Pour un pareil triomphe, rien ne coûterait au chef de l'Église. Comme je le disais au mois de décembre ou janvier, il n'ira au sacre que si du même pas il marche à la conquête de notre législation religieuse. Maintenant, sur ce point, des choses essentielles, ou rien. Des choses spontanées, préalables, ou rien. Refaites-vous le code ? Là est la question. Et ces gens-ci croient très fort que vous n'en viendrez pas là. Mais ils se placent sur un très bon terrain et s'y tiendront. Vous savez maintenant tout le présent, et, de l'avenir, beaucoup plus qu'on n'en sait ordinairement. Car il sera, en ce qui concerne Rome, parfaitement identique à ce qui est, depuis qu'on parle du sacre. L'équilibre s'est fait :

(1) Pie IX se montrait donc plus hostile au droit coutumier que ceux qui, en France, le combattaient avec le plus d'ardeur. Ainsi se trouvait complétée la victoire des ultramontains, déjà assurée par l'encyclique.

(2) Texte intégral.

« Venez à Rome, je vous accueillerai de mon mieux. Les papes ne vont pas sacrer hors de chez eux, surtout quand il y a déjà eu une exception récente, mais si vous me donnez un des plus grands triomphes que Rome ait jamais remportés, alors, rien n'est impossible. »

« Cette question est pleine d'orages. Qu'on change la constitution politique du tout au tout pour sauver la société, chacun d'applaudir ; mais que pour une question d'amour-propre national, on sacrifie les principes mêmes d'une législation entrée dans les mœurs qui trouverait d'ardents défenseurs, c'est jouer cher. Je trouve mauvais que la loi ne tienne aucun compte des croyances ; mais la loi existe, et l'on perdrait deux fois plus à l'améliorer au point de vue théorique qu'on ne perd aujourd'hui à la laisser vivre se corrigeant dans la pratique par la conscience et les mœurs publiques. La cause du gouvernement et celle de la religion souffriraient également d'un changement, non pas superficiel, il n'en est pas question, mais profond. Une nation ne vit pas dans les changements perpétuels, et si nous avons résisté à tant de révolutions, c'est que du moins notre législation civile est restée immuable. Commençons à changer aussi par là ; dès lors, on ne comptera plus sur rien. On veut de l'avenir, et qu'est-ce qui donne confiance en l'avenir, si ce n'est la stabilité du présent ? Vous voyez que pour vous, ma maison est de verre. En attendant, mille amitiés de cœur. »

12 avril 1853, Drouyn de Lhuys à Rayneval, n° 16.

« P.-S. — Vous connaîtrez depuis quelques jours quand cette dépêche vous parviendra, la détermination prise par Mgr l'archevêque de Paris, après la lecture de l'encyclique de Sa Sainteté, de retirer la sentence qu'il avait prononcée contre l'Univers. Cette démarche a été accueillie ici avec une satisfaction qui sera certainement partagée à Rome ; elle honore l'archevêque de Paris en même temps que la sagesse du Saint-Siège qui la lui a inspirée, et nous espérons qu'elle ne sera pas sans influence pour le rétablissement du bon accord entre nos évêques. »

14 avril 1853, Rayneval à Thouvenel.

« Malgré la migraine qui m'obsède, je vous remercierai de votre bonne lettre du 6. L'article que vous m'annonciez (1) ne

(1) La note suivante, parue au Moniteur le 7 avril 1853 : « On s'est efforcé de répandre dans le public le bruit que le gouvernement pensait à proposer une modifica-

se borne pas à démentir les bruits de modification. Il fait hautement l'éloge de notre loi sur le mariage. Ce n'en est que plus significatif. Ainsi, vous fermez la porte qui s'était entr'ouverte, la seule par où on pût passer (1). Il n'en pouvait être autrement. Vous avez vu mes convictions à cet égard. Ceux qui croient le terrain de l'opinion préparé à des moissons de cette espèce se trompent du tout au tout. »

« L'archevêque, nous dit-on, a retiré son ordonnance. L'affaire n'aura pas été trop mal menée. »

20 avril 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 266 (25 avril).

« La satisfaction du Saint Père à la lecture de l'ordonnance par laquelle l'archevêque de Paris a levé l'interdiction lancée contre le journal l'Univers, a été extrêmement vive. Le cardinal Antonelli a bien voulu me donner lecture d'une lettre très flatteuse qu'il adresse à l'archevêque. Je crois que le pape a l'intention de lui en écrire directement (2). Par cette heureuse détermination, l'archevêque a singulièrement grandi et amélioré sa position qui, il faut le dire, laissait ici fort à désirer. C'est un bien, non pas seulement pour lui, mais pour tous. Le rédacteur en chef de l'Univers, M. Veuillot, a été lui-même profondément touché de cet acte de l'archevêque. Il part de Rome aujourd'hui même, animé des intentions les plus conciliantes. Il s'est convaincu que toutes les questions qui sont traitées en France avec ce feu, cette ardeur qui sont l'un des traits saillants du caractère national, sont au contraire prises à Rome avec un sang-froid et un calme complets. Je crois que cette expérience salutaire modifiera son langage et, pour un temps du moins, nous pouvons espérer de voir s'apaiser des discussions trop vives pour n'être pas en tout cas regrettables. On devra beaucoup sous ce rapport aux conseils contenus dans l'encyclique du

tion dans les conditions du mariage civil. Ce bruit est sans aucun fondement. L'expérience de soixante années a consacré la sagesse de notre législation civile dans cette importante matière. »

(1) Hubner (*Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, 1851-59. Paris 1901, in-8°) nota le 5 avril 1853 : « L'empereur avait conservé l'idée de se faire sacrer à Paris par le pape. Le sacre ou le couronnement devait avoir lieu le 15 août, fête de la saint Napoléon. Des pourparlers ont été entamés à ce sujet avec Sa Sainteté. Dernièrement, Fould m'a dit que l'idée du voyage de Pie IX en France était abandonnée. On m'assure que l'empereur s'est décidément refusé à sanctionner les modifications du code Napoléon, desquelles le Saint Père avait fait dépendre sa venue à Paris. »

(2) Le pape écrivit en effet à l'archevêque pour le féliciter. Il obtint d'autre part que de Dreux-Brézé se désistât de son appel contre l'archevêque de Paris (Correspondance diplomatique, mai-juin 1853).

Saint Père. Les nouvelles que l'on reçoit au Vatican de l'effet qu'elle aurait produit sont des plus favorables. J'ai particulièrement remercié le cardinal Antonelli de la part qu'il avait prise à la sage direction donnée à toutes ces affaires. Elles auraient pu facilement dégénérer et devenir tout à fait fâcheuses. »

« ... Mgr l'archevêque de Rouen (1) est reparti pour la France après avoir pris congé de Sa Sainteté qui, à ce qu'il paraît, lui aurait présenté quelques observations sur la part plus ou moins directe que ce prélat aurait prise dans ces derniers temps à quelques affaires qui n'étaient pas précisément dans le sens de la cour de Rome. Cela n'empêche pas que l'archevêque, au fond, n'ait eu qu'à se louer des égards et des prévenances dont il a été l'objet. »

20 avril 1853, Rayneval à Thouvenel.

« Je réponds à votre bonne lettre du 12 et je commence par vous en remercier mille fois. La déclaration du Moniteur est venue fort à propos, et ne croyez pas qu'elle ait grandement déplu à Rome. La satisfaction de se voir hors d'embarras sur une question brûlante l'emporte de beaucoup sur le regret de voir se prolonger encore un état de choses qui dure depuis soixante ans et auquel on s'accoutume tout en le blâmant. La situation, comme vous dites, est maintenant très nette. On n'espérait pas tant. On ne nous chicane pas sur les moyens employés »

NOTE SUR LA FIN DES NÉGOCIATIONS DU SACRE

Dans les lettres particulières de Rayneval à Thouvenel, fort nombreuses jusqu'en 1855, celle du 20 avril 1853 est la dernière où il soit question de la négociation du sacre. Évidemment, il la jugeait, après la note parue au Moniteur, vouée à un échec certain. Bonnechose, dans ses entrevues du mois de février avec Napoléon III, avait déjà eu l'impression qu'il ne pourrait passer outre aux résistances gallicanes éveillées par les conflits auxquels donnaient lieu à cette époque les progrès de l'ultramontanisme. (Voir BESSON : *Vie du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen*, Paris 1887, 2 vol., in-8°.)

Napoléon III cependant, n'abandonna pas ses projets et chercha, par l'intermédiaire de Ségur, à les réaliser. La lettre

(1) Blanquart de Bailleul. Voir ci-dessus sa lettre du 28 mars 1853 à Dupanloup.

qu'il lui adressa le 8 mai 1853, montre d'ailleurs qu'il considérait comme impossibles les concessions qui seules auraient pu décider Pie IX à se rendre à Paris :

« Aux Tuileries, le 8 mai 1853. »

« Mon cher Monsieur de Ségur, je profite du départ de Mgr de Ricci pour vous envoyer la lettre ci-jointe pour le Saint Père. Je lui demande dans cette lettre de me dire franchement s'il veut venir à Paris. Je préfère que cette lettre passe par vous, afin qu'elle n'ait point de caractère officiel ; vous tâcherez de me faire parvenir la réponse le plus tôt possible. Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps, parce que je n'avais pas fixé mes projets sur deux choses importantes, le sacre et les Articles Organiques. Quant au sacre, si le pape ne croit pas pouvoir venir, il aura lieu vers le mois de septembre, et je réunirai à cet effet tous les évêques de France. Quant aux Articles Organiques, bien avant qu'on songeât à l'Empire, j'avais chargé l'évêque de Carcassonne (1) de dire au Saint Père combien je désirais que d'un commun accord ils pussent être révisés. Mais dès qu'il s'est agi du sacre, j'ai agi avec plus de réserve, car je ne voulais pas qu'on crût que c'était par intérêt ou par ambition que je désirais la revision de ces articles, tandis qu'au contraire ce n'était qu'en vue d'une entente plus intime avec le pouvoir spirituel et pour le bien de la religion. Cependant, malgré moi, il en a transpiré quelque chose dans le public, et j'ai vu avec peine que l'opinion était opposée à tout changement qui aurait l'air d'une concession faite à la cour de Rome. Sans doute, la venue du Saint Père ferait un grand bien aux idées religieuses et à la politique. Mais dans ce monde, une foule de petites considérations viennent toujours entraver les grands projets. Enfin, que la volonté de Dieu soit faite ! »

« Recevez, avec mes remerciements pour votre zèle, l'assurance de mes sentiments. »

« NAPOLEON » (2).

Pie IX persista à exiger l'abolition préalable des Articles Organiques, et Napoléon III ne voulut pas aller se faire sacrer à Rome. D'après A. de Ségur, les négociations, suspendues au

(1) Bonnechose.

(2) Cité par A. DE SÉGUR : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère*. Paris 1882, 2 vol., in-12.

début de 1854, reprirent vers le mois d'octobre et se prolongèrent en 1855.

Une note de Tardif, le collaborateur de Fortoul pour les Cultes, sur la législation du mariage, se rapporte sans doute à la négociation du sacre. (F¹⁹ 5.508, 15 juin 1855). Il pouvait arriver qu'après le mariage civil, un des conjoints refusât de procéder au mariage religieux alors que l'autre le jugeait en conscience nécessaire. Pour remédier à cette situation, Tardif proposait la solution suivante : l'officier d'état civil demanderait aux futurs époux s'ils avaient l'intention de se marier religieusement et, en cas de réponse affirmative, la rupture de cet engagement serait considérée comme une injure grave motivant la séparation de corps et de biens. Tardif, reconnaissant les imperfections de ce projet, concluait : « On croit seulement qu'il n'est pas possible de faire plus pour satisfaire le Saint-Siège, si même on peut le satisfaire sur ce point par des concessions qui laissent toujours au mariage civil sa valeur indépendante du sacrement. » Aucune modification ne fut apportée aux lois sur le mariage.

Le 7 novembre 1855, Edgar de Ségur, frère de l'auditeur de Rote et premier secrétaire de l'ambassade de France à Rome, écrivait à Thouvenel, en se plaignant de l'appui donné au Piémont par le gouvernement impérial : « Habile politique en vérité, et qui prépare singulièrement au pape le chemin de la France où l'empereur se flatte toujours de l'attirer pour son sacre. » (Cerçay, 165 A 1 10.)

Même après le retour de Mgr de Ségur en France, Napoléon III semble n'avoir pas renoncé à faire venir Pie IX à Paris, soit pour le sacre, soit pour le baptême du prince impérial. Le 18 mars 1856, Rayneval, à propos du baptême, écrivait à Thouvenel : « On a beaucoup dit et écrit que le pape irait lui-même à Paris. Si vous vous souvenez de ce que je vous ai mandé naguère à ce sujet, vous saurez facilement apprécier la valeur de ces bruits. »

D'autre part, Sampayo, devenu premier secrétaire d'ambassade à Rome, fit plusieurs fois allusion dans ses lettres à Thouvenel à ces projets de voyage : (Cerçay, 165 A 1 10)

29 janvier 1856. — « On n'a pas renoncé à l'espoir d'amener le pape à Paris, et La V. (1) sans doute se fera fort d'y réussir.

(1) La Valette, que Sampayo soupçonnait de chercher à supplanter Rayneval.

Jusqu'à nouvel ordre, je doute fort que personne puisse réussir dans une pareille mission... »

2 avril 1856. — « A propos d'Italie, je sais qu'à Paris on repense aux moyens d'y attirer le pape. On sait cependant quelles sont les conditions auxquelles il faudrait souscrire pour qu'il en fût ainsi. Vous savez que le Saint Père et l'e[mpereur] ont été pendant un temps à ce sujet en correspondance directe. Veut-on faire l'abandon du mariage civil, des Articles Organiques, etc ? voilà le prix auquel, *malgré l'opposition des cardinaux*, on consentirait, je n'en doute pas, à se déplacer. Ces concessions seraient-elles chez nous du goût du public ? Toutes assurément ne souriraient pas à notre clergé. Quoi qu'il en soit, on ne se tiendra pas pour satisfait tant que le Saint Père n'aura pas visité Paris et on se flattait que le baptême l'y amènerait (1). J'ai une peur extrême que cette idée fixe, un jour ou l'autre, ne joue un mauvais tour à mon ambassadeur, et cela au profit du saltimbanque (2) que vous savez. Celui-ci s'agit en tout sens, je le sais. Il n'est choses qu'il ne dise, vraies ou fausses, peu lui importe. Les mensonges ne lui coûtent rien. »

« Nous avons fait chanter ces jours derniers un fort beau *Te Deum* en honneur de la naissance du prince impérial. Le pape en prépare un, me dit-on, pour célébrer la conclusion de la paix ; mais quant à aller lui-même porter ses félicitations, soit pour une chose, soit pour une autre, il n'en est nullement question et lorsqu'on cherche à aborder le sujet, il fait tout simplement la sourde oreille. Voilà, mon cher ami, ce que l'on sait parfaitement à Paris puisqu'on ne cesse de l'écrire de Rome et ce que cependant l'on persiste à ne point vouloir croire parce qu'on voudrait qu'il en fût autrement. C'est, j'imagine, la seule raison. » (3)

11 mars 1857. Sampayo à Thouvenel.

« Mgr Menjaud, que vous connaissez sans doute, est en ce moment à Rome. Les journaux étrangers prétendent qu'il est chargé d'une mission relative aux projets de sacre. Il n'en est

(1) L'on sait que Pie IX accepta d'être le parrain du prince impérial, mais qu'il se fit représenter à son baptême par un cardinal légat. La Correspondance diplomatique échangée à cette occasion entre Paris et Rome ne contient naturellement aucune allusion à la venue possible de Pie IX à Paris.

(2) La Valette.

(3) Le ministre de France à Naples, Brenier, écrivait à Thouvenel le 24 mars 1856: « Le pape n'ira pas à Paris, bien entendu, mais on pourrait aller plus tard voir le filleul et ondoier le père de l'huile sainte. C'est toujours la pensée favorite. » Papiers de Cercay, 165 A 1 12.

rien bien entendu... D'ailleurs, sur cette fantaisie du sacre, on affecte de se montrer d'une parfaite indifférence. Cela ne prouve pas toutefois qu'on renonce à ses projets, mais seulement qu'on ne juge pas que les circonstances soient opportunes pour tenter de les mettre à exécution, et on a parfaitement raison ; mais il ne serait que sage d'y renoncer une fois pour toutes, mais je doute fort que jamais on s'y résigne. »

En résumé, il semble que la négociation du sacre n'eût jamais que de très faibles chances de succès, que ces chances, diminuées par les divisions bruyantes de l'Église de France et par les progrès de l'ultramontanisme, devinrent nulles du jour où le gouvernement impérial renonça à supprimer les Articles Organiques et décida de conserver le mariage civil. Napoléon III, cependant, paraît avoir gardé pendant plusieurs années l'espoir de faire venir Pie IX à Paris, et Ségur partagea et encouragea ses illusions ; mais la phase active et sérieuse de cette négociation prend fin au printemps de 1853 (1).

Avril 1853, Fortoul à Drouyn de Lhuys (2).

« Vous avez bien voulu me communiquer dès le 3 avril (3) la lettre encyclique du Souverain Pontife aux évêques de France, au sujet des questions qui agitent et divisent l'épiscopat. Précédemment, vous m'aviez transmis des extraits fort intéres-

(1) Alfred Stern, dans le t. VIII (1922) de sa *Geschichte Europa's* résume la négociation du sacre d'après les ouvrages français et d'après les dépêches du représentant à Paris des villes libres d'Allemagne, Rumpff, datées des 24 novembre 1852, 22 et 24 février, 14 mars et 19 mai 1853, conservées aux archives de Francfort-sur-le-Mein.

Stern confirme les dispositions favorables de Pie IX, l'opposition d'Antonelli et des cardinaux partisans de l'Autriche. A Paris, le prince Napoléon et Persigny se seraient vivement opposés au projet de sacre.

D'après la date des dépêches où Rumpff parle de la négociation du sacre, il semble, comme Rayneval et Hubner, l'avoir considérée comme terminée en mai 1853.

Voir aussi NASSAU SENIOR, *Conversations with M. Thiers, M. Guizot and other distinguished persons...* Londres, 2 vol., in-8°, 1878 : 28 et 30 mars 1854.

(2) F¹⁹ 1.933 et F¹⁹ 1.954. Sur la lettre datée du 7 avril 1853, par laquelle Drouyn de Lhuys lui transmettait le texte de l'encyclique, Fortoul a noté : « M. de Contencin : Urgent, me préparer, après m'avoir parlé, une réponse générale sur toutes les affaires. » (F¹⁹ 1.933). Contencin était alors directeur général de l'administration des Cultes. La minute qui fut rédigée conformément à cet ordre, et qui est intégralement citée ici, est à F¹⁹ 1.954. Une copie en est conservée à F¹⁹ 1.933. Je n'en ai pas retrouvé trace dans les Mémoires et Documents du fonds Rome, qui sont d'ailleurs assez incomplets, et Drouyn de Lhuys n'y fait pas allusion dans sa Correspondance avec Rayneval. On peut donc supposer que Fortoul n'a pas envoyé la lettre qu'il avait fait préparer. Même dans cette hypothèse, elle n'en exprimerait pas moins le point de vue du ministère des Cultes.

(3) La lettre de Drouyn de Lhuys est datée du 7 avril.

sants de la correspondance de M. le comte de Rayneval relatifs aux impressions qu'auraient causées à Rome certains incidents de la lutte qui s'est engagée entre quelques évêques à l'occasion de l'intervention des laïques dans les affaires religieuses. Je vous remercie de nouveau de ces diverses communications. Elles m'ont inspiré la pensée, au moment où ces affaires entrent dans une nouvelle phase, de remettre sous vos yeux, dans un court exposé de la situation, les considérations qui ont tracé au gouvernement de l'empereur la marche qu'il a cru devoir suivre au milieu de ces dissensions dont il est resté le témoin, non pas indifférent, mais prudent, et auxquelles l'encyclique du pape n'apportera peut-être pas un remède complètement efficace. »

« Il convient, Monsieur le ministre et cher collègue, de ne pas perdre de vue dans l'appréciation des événements qui ont amené cette agitation, la situation qui a été faite au clergé par la révolution de 1848. Après avoir franchi les premiers moments de grande anxiété qui accompagnent toujours les grandes commotions politiques, le clergé, qui sait tirer habilement parti des circonstances, se rassura bien vite. Il vit luire pour lui du sein de cette conflagration l'ère de liberté pour laquelle il luttait depuis vingt ans et qu'il met bien au-dessus des avantages matériels qu'il retirait de la protection craintive et défiante que lui accordait le gouvernement issu de la révolution de 1830. Il ne dissimula pas sa satisfaction, et quand vint la loi du 15 mars 1850 sur l'instruction publique, les idées de liberté avaient déjà pris un tel développement dans l'esprit des évêques qu'un certain nombre d'entre eux, tout en se félicitant de ce grand succès, laissa bien voir qu'il ne le considérait encore que comme un premier pas de fait dans la voie d'un affranchissement complet. A cette époque, on vit se manifester déjà une certaine division dans les rangs du clergé supérieur, et il n'était pas difficile à l'observateur de reconnaître dans ces premiers dissentiments auxquels la presse religieuse servit d'organe, la source des débats plus graves qui ont affligé la partie modérée et sage de l'épiscopat. Ce fut dans ses dispositions que le gouvernement de l'empereur trouva le clergé. La situation était délicate, et beaucoup de prudence devenait nécessaire. »

« La lutte engagée par l'abbé Gaume sur la question des classiques grecs et latins commença dans ces circonstances. Vous vous souvenez, Monsieur le ministre et cher collègue, de la vivacité, on pourrait presque dire de la violence qu'appor-

tèrent dans cette polémique les évêques appartenant à une certaine nuance religieuse et les écrivains qui agissent sous leurs inspirations. Une portion de l'épiscopat en était venue à accuser l'autre d'introduire le paganisme dans l'éducation et d'être ainsi la cause de tous les maux qui affligent la société. Il était difficile que le gouvernement intervint dans le débat. Spectateur attentif et connaissant bien le caractère des personnages les plus engagés, il avait d'ailleurs compris, à la tournure même de la controverse, que rien de grave ne se trouvait au fond de tout cela et que les imprudents promoteurs de cette tempête seraient bientôt abandonnés et réduits au silence : c'est ce qui est arrivé. »

« Quoi qu'il en soit, c'est à partir de ce moment que l'émotion la plus inquiétante s'est manifestée. En négligeant de se prononcer quand il était facile de couper court à des débats passionnés par les paroles qu'il fait tardivement entendre aujourd'hui, le Saint-Siège a laissé l'épiscopat français s'engager dans une voie pleine de périls. Les congrégations romaines, parla rigueur de leur intervention dans les affaires relatives au curé de Vertou, à la théologie de l'évêque du Mans, au dictionnaire historique de M. Bouillet, au manuel de l'abbé Lequeux, à l'ouvrage de Bailly, etc., n'ont pas peu contribué à accroître la mésintelligence qu'avait provoquée la question des classiques. Vous savez avec quelle mesure, avec quelle déférence pour le Saint Père, le gouvernement a signalé les dangers que faisaient courir à la religion des mesures qui révélaient une complète ignorance de la situation de l'Église de France. En même temps, la *Correspondance de Rome*, organe des congrégations, semblait avoir pris à tâche de pousser le clergé inférieur à l'insubordination ; soit à propos des condamnations de l'Index, soit à l'occasion de l'adoption de la liturgie romaine, cette feuille a imprudemment soulevé les questions les plus irritantes, ravivé l'ardeur des feuilles religieuses de France, et poussé à ce fâcheux antagonisme qui devait enfin amener le Souverain Pontife à faire entendre sa voix et à rappeler à l'épiscopat les devoirs d'une solidarité que quelques-uns semblaient méconnaître. »

« Les actes de l'archevêque de Paris qui, dans ces derniers temps, ont particulièrement fixé l'attention de Pie IX, ne sont que la conséquence de ces luttes déplorables engagées et entretenues par des esprits ardents que le silence de la cour de Rome semblait encourager, si même ils n'étaient appuyés par quelque influence mystérieuse. Il est à remarquer, en effet, que

les prélats qui ont eu le plus à se plaindre soit de la presse dévouée aux intérêts ultramontains, soit des évêques qui l'ont soutenue et encouragée, n'ont trouvé que peu de sympathie à Rome, tandis qu'ils y voyaient accueillir avec une confiance marquée des hommes que nous nous étonnions nous-mêmes de voir en possession d'une pareille faveur. Cette manière de faire, il faut bien le reconnaître, a été l'objet de pénibles remarques de la part d'un grand nombre d'évêques ; plusieurs d'entre eux, et des plus sages, ont cru devoir protester hautement contre les prétentions de ces nouveaux censeurs de l'épiscopat, et l'archevêque de Paris s'est laissé aller avec sa pétulance ordinaire aux entraînements de la mauvaise humeur. Le gouvernement, qui a quelquefois défendu en lui le principe de l'autorité, n'a pu voir sans regrets l'agression inconvenante dont il était l'objet de la part d'un prélat placé après lui dans la hiérarchie épiscopale (1). Mais il a fait comprendre à Mgr Sibour, par son silence et son abstention, qu'il déplorait l'éclat inutile qu'il avait cru devoir donner dans cette circonstance à son recours vers le chef suprême de l'Église. »

« Cette fois encore, Monsieur le ministre et cher collègue, le Saint-Siège a montré ses préventions habituelles et ses secrètes prédilections. L'accueil fait au principal rédacteur de l'Univers, cette lettre écrite à M. L. Veuillot par le secrétaire du pape et que l'opinion publique attribue au pape lui-même par le soin que l'on a mis à ne pas prononcer son nom, semble confirmer les bruits qui ont couru, à Paris comme à Rome, d'une approbation complète des doctrines de la feuille religieuse et d'une condamnation implicite de l'archevêque de Paris. Sans doute, l'encyclique du Saint Père, je le reconnais avec M. le comte de Rayneval, est écrite avec une certaine modération ; les questions y sont traitées d'un point de vue élevé ; mais le gouvernement peut-il se montrer pleinement satisfait ? Peut-il trouver qu'une part égale d'indulgence ait été faite à tous par le Souverain Pontife ? En vous félicitant, Monsieur le ministre et cher collègue, des éloges si mérités que Pie IX adresse en commençant à l'illustre Église de France et à son épiscopat si distingué et si pieux, vous vous serez étonné comme moi du blâme que Sa Sainteté déverse en finissant sur un ouvrage accueilli en France avec une grande faveur, inspiré par des sentiments de la plus extrême sagesse, qui font deviner son origine et écrit par une

(1) L'évêque de Moulins.

plume qui n'est évidemment animée par aucune pensée hostile au Saint-Siège (1). Est-ce bien là complètement de la modération ? Que l'épiscopat, séduit par la forme toute paternelle de l'encyclique, abjure des inimitiés qui tendaient à amoindrir son influence et sa considération ; qu'à l'imitation de l'archevêque de Paris il s'empresse de s'incliner sous la parole sainte du chef de l'Église, le gouvernement ne peut qu'applaudir à un pareil résultat ; mais cette approbation ne saurait aller jusqu'à méconnaître certaines préventions que ne dissimule qu'imparfaitement le ton général de la lettre du Saint Père. Je sais bien ce qu'il faut penser aujourd'hui de ce que l'on appelait les doctrines de l'Église gallicane : ce n'est plus à vrai dire que de l'histoire ; la grande majorité des évêques de France appartient au parti modéré qui n'est autre que l'ultramontanisme mitigé. Qu'a donc à redouter Rome d'un clergé aussi rempli de déférence et d'affection pour la chaire de Saint Pierre ? Que peut-elle attendre de redoutable de l'ancienne et illustre Église gallicane, quand on voit un prélat que l'on considère comme la plus haute expression de l'ultramontanisme en France (2), se mettre à la tête d'une commission chargée d'élever une statue à l'immortel auteur des quatre propositions ? Ce n'est donc pas la résurrection du gallicanisme que poursuit le gouvernement de l'empereur, ce serait s'attacher à une chimère ; ce qui le préoccupe avant tout c'est de maintenir dans toute leur intégrité les droits de la puissance civile dont le Saint-Siège ne paraît pas faire assez de cas, soit dans ses rapports avec les évêques, soit à l'occasion des difficultés qui nécessitent son concours. »

« En appelant votre attention particulière, Monsieur le ministre et cher collègue, sur les points les plus délicats de nos rapports avec la cour de Rome, j'ai voulu vous montrer que dans les circonstances présentes le Saint-Siège s'est peut-être beaucoup moins alarmé des dangers qui pouvaient résulter pour l'épiscopat français des luttes soulevées dans son sein, qu'il n'a craint de voir grandir ce fantôme de gallicanisme qu'il poursuit avec tant de persévérance. On ne saurait se le dissimuler, tous les efforts de la politique pontificale tendent à

(1) Le *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier*. (Voir bibliographie.) La phrase sur les « sentiments de la plus extrême sagesse » qui inspirent ce mémoire, et « qui font deviner son origine », est une allusion à la Compagnie de Saint-Sulpice.

(2) Le cardinal Gousset, archevêque de Reims.

amener les évêques de France à une soumission absolue. Si ce but était jamais atteint, que deviendrait l'autorité du gouvernement sur l'épiscopat ? Quelle serait son action dans les circonstances difficiles où le pouvoir ne peut rien, où tous les embarras s'aplanissent par le seul ascendant de l'influence morale ? Vous penserez sans doute qu'il importe de signaler ces fâcheuses tendances à M. le comte de Rayneval, dont la sollicitude a été éveillée à l'occasion de certains incidents de la situation dont je viens de rappeler les principaux caractères. C'est en se tenant constamment en garde contre les tentatives des congrégations romaines, secondées en France avec un grand zèle par des hommes déjà compromis dans ces intrigues, que le gouvernement parviendra à conjurer un péril qui est beaucoup plus réel qu'on ne le pense généralement. »

L'on peut rapprocher de cette lettre la dépêche du 20 juin 1853 où Rayneval rend compte à Drouyn de Lhuys des déclarations que lui fit Pie IX en le recevant pour la première fois après la fin de la crise.

20 juin 1853, Rayneval à Drouyn de Lhuys, n° 278 (26 juin).

« Sa Sainteté s'est félicitée de la tournure actuelle des affaires ecclésiastiques de France. Elle a témoigné l'espoir que le calme dont on jouissait serait de quelque durée. De récentes communications de l'archevêque de Paris, dont Sa Sainteté se montrait satisfaite, auraient facilité la tâche du Saint-Siège en ce qui concerne le recours de l'évêque de Moulins. Du moment que de la part de l'archevêque il y avait désistement, on n'admettait pas qu'il pût y avoir insistance de la partie adverse. On avait demandé dans l'intervalle, à l'archevêque, quelques explications catégoriques sur ce point délicat. Elles arriveraient probablement et achèveraient de clore un débat dont la cour de Rome a hâte de voir la fin. J'ai saisi cette occasion de féliciter Sa Sainteté des mesures sages et prudentes par lesquelles elle avait su mettre terme à un regrettable état de choses, lui faisant remarquer que, quelles que fussent les agitations du clergé de France et ses divisions sur des points secondaires, il devenait unanime du moment où le chef de l'Église élevait la voix. Il aimait à témoigner dans toutes les occasions importantes de son dévouement au Saint-Siège. Le Saint Père m'a dit qu'il en avait été touché, qu'il appréciait tout ce qu'il y avait d'excellent dans notre clergé. « Seulement, m'a dit Sa Sainteté, on élève

« certaines questions à une hauteur qu'elles ne devraient pas
 « avoir ; on se méprend aussi sur les intentions et les tendances
 « du Saint-Siège. Qu'il y ait, dans telle ou telle église quelque
 « diversité de rite ou de forme, c'est sans doute regrettable,
 « mais ce sont de ces choses que le Saint-Siège sait parfaitement
 « tolérer. Je demande seulement, si l'on ne croit pas pouvoir
 « rentrer dans l'unité, qu'on informe le Saint-Siège des usages
 « locaux, que l'on requière son approbation. Ce qui est surtout
 « à éviter, c'est que chaque évêque change et modifie la règle
 « à sa guise. Ceci serait de l'anarchie et ce n'est point admis-
 « sible. A part cela, tant que le gallicanisme se maintient dans
 « les limites que je viens d'indiquer, il est tolérable. Mais quand
 « il arrive aux questions de principes, je n'en saurais dire autant.
 « Sur ce point important, je dois reconnaître que les dispositions
 « de l'épiscopat en général sont telles que je puis le désirer.
 « Cependant, il est certains auteurs, certains esprits ardents,
 « même et surtout parmi les prêtres, qui abusent de la longani-
 « mité du Saint-Siège et se prévalent d'une non condamnation
 « qui n'est certes pas une approbation et dans laquelle on ne
 « doit voir qu'une mesure de haute prudence dans le seul but
 « d'éviter de nouveaux troubles et de nouvelles agitations à
 « une portion du catholicisme qui n'est certes pas la moins
 « précieuse ni la moins méritante. J'aurais pu profiter d'un mou-
 « vement d'opinion pour prononcer cette condamnation qui
 « n'est pour ainsi dire que suspendue. Je ne l'ai pas voulu.
 « J'aime mieux compter sur le bon esprit du clergé et sur le
 « progrès des idées. » J'ai dit à Sa Sainteté que cette réserve
 lui faisait grand honneur et que je ne saurais trop l'y encourager.
 Le Saint Père était évidemment sous l'impression de la lecture
 d'un des derniers ouvrages publiés à ce sujet et dans lequel
 son encyclique, entre autres, est vivement attaquée. Sa Sainteté
 s'en est plainte plus d'une fois et condamnait hautement les
 doctrines de l'auteur. » (1)

L'encyclique amena un apaisement apparent des divisions
 de l'Église de France, en mettant fin pour plusieurs années à
 la résistance ouverte des adversaires de l'ultramontanisme.
 Lorsque cette résistance se manifeste à nouveau de manière
 publique, et parfois bruyante, avec la réorganisation du Corres-

(1) Il s'agit sans doute des *Observations sur l'encyclique du 21 mars, suivies d'une lettre à M. le ministre des Cultes*, par J.-H. R. PROMPSAULT, Paris 1853, in-8°. Sur ce polémiste gallican, voir ADVIELLE : *L'abbé J.-H.-R. Prompsault...*, 1862, in-12 et Guettée : *Souvenirs*, Paris 1889, in-8°.

pendant en 1855 et le pamphlet : « *L'Univers jugé par lui-même* » en 1856, elle se place sur le terrain du libéralisme où les catholiques français s'affronteront désormais jusqu'au Concile du Vatican.

Le gallicanisme, au contraire, même sous la forme atténuée dont l'avaient revêtu les auteurs du Mémoire sur le droit coutumier, fut réduit au silence. Quelques polémistes gallicans du diocèse de Paris, qui continuèrent la lutte après 1853, succombèrent après que Sibour se fut rapproché de la cour de Rome à la fin de 1854 (1).

Les évêques de tendances gallicanes n'opposèrent plus aux progrès de l'ultramontanisme que leur force d'inertie. Une lutte sourde, mais très active, se poursuivit, et les vestiges du gallicanisme, notamment les liturgies autonomes, furent peu à peu éliminés sous la pression de Rome. Jusqu'au Concile du Vatican, la question du droit coutumier resta une des principales préoccupations des évêques français.

L'incident le plus remarquable de cette lutte se produisit en 1865. L'archevêque de Paris, Darboy, ayant soutenu en diverses occasions des opinions gallicanes, Pie IX lui adressa le 26 octobre 1865, une longue lettre de blâme qui fut publiée en 1869 et où plusieurs des questions débattues en 1852 et en 1853 sont de nouveau traitées. Il est donc intéressant de la comparer aux documents cités dans ce recueil (2).

Mais dès 1853, le gallicanisme avait irrémédiablement succombé et les gallicans qui, à cette date étaient encore dans l'Église de France les principaux adversaires de l'ultramontanisme, furent réduits à seconder obscurément la résistance des catholiques libéraux jusqu'au Concile du Vatican qui consacra leur commune et complète défaite (3).

(1) Voir GUETTÉE : *Souvenirs*, Paris, 1889, in-8°. ADVIELLE : *L'abbé J.-H.-R. Prompsault*, et F¹⁰ 5.780 (police des Cultes, diocèse d'Auch), dossier Laborde. Prompsault perdit son poste d'aumônier des Quinze-Vingt. Laborde, puis Guettée furent interdits. L'ancien évêque de Chartres, Clausel de Montals, qui écrivit plusieurs brochures gallicanes, dut à son grand âge et aux instances de Pie d'échapper à une condamnation.

(2) Voir : Revue d'histoire et de littérature religieuses, mai-juin 1907 : *Mgr Darboy et le Saint-Siège* ; Bulletin de la Société d'histoire moderne, 1^{er} décembre 1907 et 5 janvier 1908 : DURAND : *Mgr Darboy et le Saint-Siège*. Les deux biographies de Darboy par Foulon et Guillermin sont sur ce point tout à fait insuffisantes. La lettre de Pie IX du 26 octobre 1865 fut publiée dans l'Univers le 18 et le 22 mars 1869.

(3) Voir J. Maurain : *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1851 à 1869*, in-8, 1930.

APPENDICE N° 1

Chaillot et la Correspondance de Rome

La Correspondance de Rome avait pour principal rédacteur l'abbé Chaillot. Les « *Souvenirs d'un prélat romain (Ludovic Chaillot) sur Rome et la cour pontificale au temps de Pie IX* », recueillis par PIERRE ROCFER (Paris, 1895, in-8°), donnent sur ce curieux personnage des renseignements intéressants mais incomplets. Avignonnais d'origine, il fit ses études ecclésiastiques à Paris, au petit séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, puis à Saint-Sulpice. Après avoir exercé quelques mois le ministère pastoral, il s'établit à Rome vers 1846 et y créa la Correspondance de Rome qui prit bientôt, on l'a vu, une grande importance.

Lorsque le pape en suspendit la publication, Chaillot tenta de la reprendre à l'étranger. Le 20 octobre 1855, Fortoul écrivit au ministre des Affaires Étrangères, Walewski : « ... Je viens d'ailleurs d'apprendre de source certaine un fait qui montre que Mgr de Luçon n'hésite pas plus à se mettre en opposition avec ses vénérables collègues qu'avec le gouvernement. Il y a environ trois ans, sur nos pressantes réclamations, le Saint-Siège ordonna la suppression d'une feuille périodique qui se publiait dans ses États sous le titre de Correspondance de Rome et qui, par de continuelles attaques contre la législation française en matière de culte, tendait à entretenir l'agitation la plus fâcheuse dans les rouages (1) du clergé inférieur. Les rédacteurs, ayant quitté l'Italie, s'étaient transportés à Liège dans le dessein d'y continuer leur polémique, lorsqu'ils furent arrêtés par Mgr l'évêque de Liège lui-même, dont la prudence s'était effrayée des périls d'une pareille publication. Mais ce qui est triste à dire, c'est que ces journalistes successivement repoussés de Belgique et d'Italie à cause de l'exagération de leurs opinions, ont reçu la promesse d'un asile dans le diocèse de Mgr de Luçon, au mépris des alarmes de ses vénérables collègues dans l'épiscopat et du jugement du Saint-Siège. Ces écrivains ecclésiastiques, je ne l'ignore point, à force de protester de leur dévouement

(1) *Sic.*

à la papauté, sont parvenus à surprendre à Rome quelques sympathies et y entretiennent encore aujourd'hui des relations. Mgr de Luçon se sert de leur influence dans l'intérêt de ses amitiés personnelles, et c'est avec de pareils appuis qu'il prétend déjouer les légitimes réclamations de l'épiscopat français. » (1) Ce projet échoua. Chaillot resta à Rome. Il fut nommé consultant de la congrégation des Évêques et Réguliers. (Univers, 6 janvier 1860)

Voici un exemple de la manière dont son influence pouvait s'exercer. L'évêque d'Angers, Angebault, pour faire face aux dettes de son petit séminaire, reconstruit en 1858, exigea des ordinands le versement d'une somme correspondant à une partie de leurs frais d'études. Cette mesure fut très mal accueillie par les jeunes prêtres : « Sans prévenir leur évêque, ils écrivent au nonce ; sur l'avis du nonce, ils adressent un mémoire à la congrégation des Évêques et Réguliers, et bientôt la congrégation, sans rien trancher, invite confidentiellement l'évêque à ne pas presser l'exécution d'une mesure qui, en droit strict, pourrait peut-être souffrir quelques difficultés. Jugez combien Monseigneur, qui ne savait rien de ces démarches, est douloureusement surpris. De plus, copie de cette lettre confidentielle est adressée aux jeunes prêtres, qui triomphent bruyamment, par un traître que l'on découvrit plus tard, un intrigant et vil prélat, Mgr Chaillot, protégé et familier de Mgr Bizarrelli (2) qui était secrétaire de la congrégation. » (L. BOURGAIN : *L'Église d'Angers pendant la Révolution et jusqu'en 1870*. Conférences faites aux facultés catholiques d'Angers. Paris et Angers 1898, 2 vol. in-8°.)

GILLET, dans sa *Vie de Mgr Angebault* (Angers 1899, in-8°), raconte de manière presque identique cet incident en désignant Chaillot par son initiale (3). Il ajoute qu'Angebault, ayant appris le rôle joué par Chaillot, en informa le pape : « Le Saint Père en a été tellement indigné qu'en parlant de lui, il s'est servi pour le désigner du mot italien *birbante*, que nous traduirions par brigand. » La mesure qu'Angebault avait dû ajourner fut appliquée régulièrement à partir de 1863. On se souvient qu'Angebault s'était plaint au gouvernement français en 1852 de la Correspondance de Rome.

(1) Minute à F¹⁹ 2.530, dossier Baillès. Original au volume 116 des Mémoires et Documents.

(2) *Sic* ; le nom exact est Bizarri.

(3) « ... un prélat qui avait déjà fort desservi à Rome les Sulpiciens avant qu'il desservit l'Église entière comme journaliste hostile. »

En avril 1862, la Correspondance de Rome, ayant reparu (1), attire de nouveau l'attention du gouvernement français. Jourdain, dans une note au ministre des Cultes (2), y relève « un certain nombre d'articles contenant des attaques diverses contre la politique intérieure » du gouvernement impérial; « mais à vrai dire, c'est la publication tout entière qui est hostile aux principes de notre gouvernement et on le sent à chaque mot... Tout tend à exalter au delà de toute mesure la puissance pontificale et à annihiler devant elle toutes les autres puissances... »

L'entrée en France de la Correspondance de Rome est aussitôt interdite à la demande du ministre des Cultes, Rouland. Dans une dépêche du 3 mai 1862 (3) le chargé d'affaires de France à Rome, Bellune, rend compte des démarches faites auprès de lui par Chaillot : « Il me prie... de m'informer si la feuille dont il s'agit est désormais exclue de l'Empire ou bien si la mesure frappe seulement les trois numéros en question. Dans le cas où la partie politique de la Correspondance de Rome empêcherait son entrée en France, la rédaction, ajoute M. l'abbé Chaillot, y renoncerait volontiers pour se renfermer dans la partie scientifique et artistique de la publication... P.-S. (4). M. l'abbé Chaillot sort de mon cabinet où il m'a confirmé la teneur de sa lettre en ajoutant que si l'on n'exigeait pas la suppression de la partie politique de la Correspondance de Rome, il s'engageait à apporter la plus grande réserve, et même une réserve favorable au gouvernement de l'empereur, dans la rédaction de cette Correspondance. M. l'abbé Chaillot est camérier secret du pape, consultant de la congrégation des Évêques et Réguliers, et chargé plus spécialement des affaires de l'épiscopat français. C'est peut-être un homme à ménager; il y aurait moyen de l'employer utilement du moment qu'il serait tenu en bride par la crainte de l'interdiction de son journal en France. »

Rouland, cependant, maintient sa décision. Il cite dans sa réponse à Thouvenel du 14 mai 1862 (5), la dépêche adressée le 30 juin 1852 par Rayneval à Turgot (6) et ajoute : « Je n'ai

(1) Depuis 1860.

(2) F¹⁹ 1.931. Jourdain avait déjà rédigé en 1852 le schéma de la note sur la Correspondance de Rome. Voir ci-dessus.

(3) L'original est classé par erreur dans la Correspondance diplomatique au 3 mai 1863 (tome 1.023). La copie transmise au ministre des Cultes le 7 mai 1862 est à F¹⁹ 1.931.

(4) Le post-scriptum est de la main de Bellune.

(5) Minute à F¹⁹ 1.931, original à Correspondance diplomatique, t. 1.020.

(6) Voir ci-dessus p. 84.

pas besoin de vous apprendre, Monsieur le ministre et cher collègue, que cette *petite église* de prêtres français qu'on signalait en 1852 au cardinal Antonelli, qui poursuivait de ses rancunes un certain nombre de prélats, qui dirigeait les prêtres du second ordre dans les procès qu'ils voulaient faire à leur évêque, qui cherchait sans cesse à mettre le gouvernement pontifical en défiance à l'égard du gouvernement français, que cette coterie, dis-je, subsiste toujours, qu'elle est plus ardente et plus entreprenante que jamais, et que Mgr Chaillot, éditeur de la Correspondance de Rome, y joue un rôle considérable au grand détriment de l'influence française et de l'autorité épiscopale. Après la suspension de cette feuille, il entreprit (1) la publication d'une revue mensuelle également rédigée en français mais dissimulée derrière un titre latin : *Analecta juris pontifici*. Depuis dix-huit mois environ, sans abandonner cette revue qui compte aujourd'hui plusieurs volumes in-folio, il a repris la publication de la Correspondance de Rome, qui n'est pas plus exagérée dans ses doctrines mais qui, par ses articles politiques et sa publicité plus régulière et plus fréquente, peut offrir plus de dangers. J'estime donc, Monsieur le ministre et cher collègue, qu'il sera bon de maintenir pendant quelque temps au moins l'interdiction qui frappe en France la Correspondance de Rome et d'attendre pour la lever que Mgr Chaillot ait pris des engagements sur lesquels on pût sérieusement compter. »

Le 17 mars 1863, Rouland écrit de nouveau au ministre des Affaires Étrangères : « Le Journal des Villes et des Campagnes, dans son numéro du 12 de ce mois, annonce la nomination probable de M. l'abbé Chaillot « au poste très important de « secrétaire de la congrégation des Évêques et Réguliers..., position « qui donne droit au chapeau de cardinal. A la congrégation des « Évêques et Réguliers aboutissent, continue le correspondant du « journal, toutes les affaires qui intéressent l'administration « épiscopale, *c'est une sorte de surintendance sur les diocèses du « monde entier*. Vous comprendrez aisément combien le choix « du nouveau secrétaire a d'importance. M. l'abbé Chaillot « est Français, mais il réside à Rome depuis de longues années « et il s'y est toujours fait remarquer par le dévouement le plus « absolu pour les idées romaines... Il avait fondé lui-même un « journal destiné à propager davantage encore ces idées en « France ; mais, sur la réclamation d'un grand nombre d'évêques

(1) En 1855.

« qui se croyaient attaqués dans cette feuille et sur les remon-
 « trances énergiques de M. de Rayneval, alors ambassadeur de
 « France, le journal de M. Chaillot, imprimé au frais de la
 « Chambre apostolique, fut supprimé par l'ordre du Saint Père.
 « M. l'abbé Chaillot reprit depuis cette publication sous le
 « titre d'*Analecta juris pontifici*. Dans les fonctions nouvelles
 « auxquelles il paraît devoir être appelé, le nouveau secrétaire
 « trouvera une nouvelle et journalière occasion d'appliquer les
 « principes qu'il a si constamment soutenus jusqu'à ce jour. »

« Les détails donnés par cette correspondance sont très
 exacts. Le journal la Correspondance de Rome a été supprimé
 à la demande du gouvernement français, et vous retrouverez,
 Monsieur et cher collègue, dans les archives de votre ministère,
 les communications échangées à cette occasion entre nos deux
 départements. Les *Analecta juris pontifici* qui ont remplacé ce
 journal sont rédigés dans le même esprit : pour arriver à leur
 but qui est de faire rentrer toutes les églises « dans le droit
 commun », elles dépassent souvent en exagération les canonistes
 romains eux-mêmes et elles soulèvent parfois les questions les
 plus délicates (1). Si ce recueil se trouvait dans des conditions
 de publication qui le rendissent accessible au clergé, je n'aurais
 pas hésité depuis longtemps à réclamer l'application des mesures
 prises précédemment contre la Correspondance de Rome. »

« M. Chaillot appartient donc à cette école qui veut être
 plus romaine que le Saint-Siège et qui compte à Rome plusieurs
 représentants ; par ses écrits, il a exercé et exerce encore une
 influence regrettable sur l'Église de France, et par son action,
 ses renseignements, ses conseils, si je suis bien informé, il a
 quelquefois aggravé certaines difficultés, suscité certaines
 défiances. S'il était appelé au poste considérable de secrétaire
 de la congrégation des Évêques et Réguliers, cette influence
 peu favorable aux idées modérées ne manquerait pas de grandir.
 Les ecclésiastiques nommés par l'empereur rencontreraient là
 au moment de leur préconisation, un adversaire redoutable
 s'ils n'avaient donné des gages de dévouement aux doctrines
 des *Analecta juris pontifici*. Les évêques, fréquemment obligés de
 recourir à cette congrégation, trouveraient évidemment peu de
 sympathie dans l'auteur qu'ils ont dû souvent blâmer. J'ai

(1) Voir la lettre de l'évêque d'Autun Marguerie à Dupanloup (26 février 1867),
 conservée à AB XIX 524 et citée dans ma thèse : *La politique ecclésiastique du
 Second Empire de 1852 à 1869*, pp. 809 et 810.

donc tout lieu de craindre, Monsieur et cher collègue, que cette situation n'offre à M. Chaillot, ainsi que le dit le correspondant du Journal des Villes et des Campagnes, « une naturelle et journalière occasion d'appliquer les principes qu'il a si constamment soutenus jusqu'à ce jour », et je crois devoir prier Votre Excellence d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de faire savoir à la cour de Rome, avec tous les ménagements nécessaires, que le gouvernement verrait avec déplaisir l'élévation de Mgr Chaillot à des fonctions qui le mettraient si fréquemment en rapport avec notre clergé. » (1)

L'ambassadeur répondit le 27 mars 1863 que le poste de secrétaire de la congrégation des Évêques et Réguliers était trop important pour que la cour de Rome le confiât à un ecclésiastique non italien et que Fregliati venait d'y succéder à Bizarri, promu cardinal.

On retrouve ensuite Chaillot à Paris à la veille du Concile du Vatican, mais cette fois dans le camp gallican. E. LEDRAIN, qui le connut à cette époque, écrit dans ses *Portraits et souvenirs (1869-1870)* (Revue Bleue, 5 avril 1902) : « Aucun conte scandaleux ou seulement plaisant n'avait échappé à Mgr Chaillot. Il en possédait un sac qu'il vidait sans cesse sans l'épuiser jamais. Mais cet homme, si drôle par ses commérages, était doué d'une mémoire et d'une science prodigieuses... Autrefois, Mgr Chaillot, fort prisé dans le monde romain, répandu dans toutes les congrégations et toutes les commissions, sur le point d'être promu au cardinalat, que sa science méritait, ne se gênait pas pour faire sentir sa puissance aux évêques français. Tous en avaient peur. Que fit-il ? à la suite de quelle aventure toute son influence s'écroula-t-elle ? Nous l'ignorons (2). Il revint en France, mais complètement métamorphosé, aussi ardent dans son gallicanisme qu'il l'avait été dans les principes opposés. Il fonda un journal hebdomadaire : L'Avenir Catholique, chargé de savoir et où les évêques de l'opposition puisaient à pleines mains pour soutenir leurs sentiments. » (3)

« Dès avant le Concile, Mgr Chaillot avait entamé la démolition du Syllabus... Toutes les semaines donc, pendant le Concile, Mgr Chaillot fut sur la brèche. C'était le mieux armé du parti, le plus au courant, non seulement de l'histoire des

(1) Correspondance diplomatique. Texte intégral. Minute à F¹⁹ 1.947.

(2) Rocfer ne donne également sur ce point que de vagues hypothèses.

(3) L'Avenir Catholique, dont le premier numéro parut le 11 mars 1869, dura jusqu'en 1870. La signature de Chaillot n'y paraît pas.

Conciles, mais encore des procédés de la Curie romaine et de la façon dont tout se préparait et s'arrangeait dans les congrégations romaines. »

Par la suite, Chaillot aurait, d'après Ledrain, guidé les débuts d'Henri Des Houx (1), et fondé le journal le Télégraphe. Puis « il disparut tout d'un coup de la vie parisienne sans que personne sût d'une façon certaine le lieu où il s'était retiré. Probablement il regagna Rome dont il avait la nostalgie. Cet homme si important pendant le Concile, n'eut rien de commun avec certains pharisiens parvenus à tous les honneurs ; il eut trois grandes vertus dont ils sont complètement dépourvus : le savoir, la franchise, et la bonté. »

Chaillot revint en effet à Rome où Rocfer le rencontra en 1888 et 1889. Il mourut en 1891.

Presque aucun des ouvrages relatifs à l'histoire de l'Église sous le Second Empire ne fait mention de Chaillot, dont le rôle fut cependant considérable. Même lorsqu'il est question de la Correspondance de Rome, le nom de son principal rédacteur n'apparaît pas. La singularité de la carrière de Chaillot et les contrastes qu'elle présente expliquent sans doute ce silence.

APPENDICE N° 2

La fin des conciles provinciaux

La province de Bordeaux, dominée comme celle de Reims par les ultramontains, tint en juillet 1853 son second concile à La Rochelle. Mais l'archevêque de Bordeaux, Donnet, secondé par Forcade qui venait d'être nommé évêque de La Guadeloupe (2) et que la cour de Rome hésitait à préconiser, s'employa à modérer ses collègues. Il écrivit le 11 août 1853 à Fortoul :

« Mgr l'évêque nommé de La Guadeloupe a dû vous donner quelques détails qui vous auront fait plaisir (3). Je place sous

(1) Les *Souvenirs* d'HENRI DES HOUX ne font aucune mention de Chaillot.

(2) Les trois nouveaux évêchés coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion étaient rattachés à la province de Bordeaux.

(3) « Note remise par l'évêque de la Basse-Terre après le synode de La Rochelle. » (P¹⁹ 1.941.)

« 1^o Non seulement Bossuet n'a été poursuivi d'aucun anathème, mais en parlant de lui, nous avons dit dans le décret « noster Bossuetius ; »

« 2^o Si nous avons condamné les auteurs ecclésiastiques qui se sont insurgés contre

vos yeux une copie du rapport relatif à M. Guettée (1) ; en attaquant les concordats, il fournit précisément des armes aux malheureux dissidents qui n'ont point voulu encore reconnaître l'autorité des évêques nommés en vertu du Concordat de 1801. Ces dissidents n'existent plus que dans quatre départements qui sont les Deux-Sèvres, la Vendée, la Charente-Inférieure, et le Loir-et-Cher. Ces trois premiers départements sont dans le ressort de ma métropole. Vous verrez les autres imprudences, exagérations, que commet M. Guettée. M. Prompsault n'a pas été moins imprudent ni moins téméraire (2). Ces messieurs, depuis la paix si bien cimentée par Mgr l'archevêque de Paris, auraient dû se tenir tranquilles ; leurs exagérations ont provoqué celles de M. de Régnon dans un parti opposé (3). Puissent-ils les uns et les autres nous laisser en paix. »

« En vengeance dans notre synode provincial la société de Saint-Sulpice des attaques de nos furibonds (4) et en obtenant qu'en parlant de Bossuet nous le désignions avec le pronom « noster Bossuetius » (5), nous aurons changé en sujet de satisfaction quelques-unes des appréhensions qu'avait fait naître notre réunion. Mgr Forcade aura pu vous dire que Mgr de Luçon a été un modèle de modération. En écrivant à Rome, j'ai dit bien haut tout ce que nous avons trouvé de bon dans l'évêque nommé de la Guadeloupe... » (6)

Les résultats du concile de La Rochelle mécontentèrent le Saint-Siège. Pie fut accusé de gallicanisme, et dut être défendu par Ségur. Les décrets ne furent approuvés qu'en 1855, et les

les décisions et doctrines de notre dernier concile, nous avons flétri les dernières attaques dont le bon esprit de la société de Saint-Sulpice a été l'objet ; »

« 3^e Nous avons résisté à la pression de ceux qui voulaient appuyer quelques-unes de nos décisions de l'autorité du dernier concile d'Amiens ; »

« 4^e Détourné les anathèmes qu'on voulait lancer à quelques journaux... »

(1) Le concile avait condamné le huitième volume de l'*Histoire de l'Église de France* de GUETTÉE dont les sept volumes antérieurs avaient été mis à l'Index le 22 janvier 1852.

(2) Voir ci-dessus, p. 225, Rayneval à Drouyn de Lhuys, 20 juin 1853.

(3) Régnon était un polémiste ultramontain.

(4) La compagnie de Saint-Sulpice était fort mal vue des ultramontains ardents pour ses tendances gallicanes et Pie IX se montrait alors fort irrité contre elle. Pie, évêque de Poitiers, bien que résolument ultramontain, prit énergiquement la défense, de la compagnie de Saint-Sulpice, dont Ségur négocia peu après le retour à la liturgie romaine. Voir BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie*, Paris 1886, 2 vol. in-8^o et A. DE SÉGUR : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère*, Paris 1882, 2 vol. in-12.

(5) L'évêque de La Rochelle, Villecourt, que Pie IX nomma cardinal de curie en 1855 était très hostile à Bossuet, et l'on avait craint qu'il ne fit prévaloir ses vues au concile.

(6) F¹⁹ 2.506.

passages dont se félicitait Donnet furent modifiés. Pie écrivit à Cousseau le 2 avril 1855 : « La tirade où le nom de Bossuet figurait est supprimée, et l'affaire de Saint-Sulpice est atténuée en tant qu'elle blâmait personnellement M. de R. (1) (l'Unité Catholique) et en tant qu'elle appliquait l'épithète *féliciter* à tout le passé de deux cents ans durant lequel il y a eu une période d'enseignement formel des quatre articles. Nous avons promis de trouver tout bien, il n'y donc qu'à dire *amen*. » (2) Les ultramontains français les plus prononcés l'étaient encore trop peu au gré du Saint-Siège (3).

Le gouvernement avait autorisé les conciles provinciaux pour l'année 1853 par le décret du 8 janvier 1853. Mais aucun décret analogue ne fut pris en 1854 ni les années suivantes. L'Article Organique n° 4 d'après lequel la réunion des conciles et synodes était subordonnée à la « permission expresse » du gouvernement était ainsi théoriquement remis en vigueur. L'évêque de Montauban, Doney, s'en plaignit à Fortoul dans une lettre du 28 juillet 1854 (4). Fortoul lui répondit le 17 août (5) : « Comme indice des tendances que vous me prêtez Monseigneur, vous me faites remarquer que les conciles provinciaux n'ont pas été autorisés cette année comme les précédentes. Mais pourquoi l'auraient-ils été ? Le gouvernement a-t-il été averti que les évêques étaient dans l'intention de se réunir ? Ou bien devait-il devancer même les projets de réunion, ou les provoquer en quelque sorte par les autorisations anticipées dont personne ne se disposait à faire usage ? Les questions que les conciles provinciaux débattent ont trop d'importance, elles intéressent trop directement la paix de l'Église et même le repos du pays pour qu'il soit opportun d'y revenir immédiatement. L'épiscopat français en a jugé ainsi puisque, à la suite des nombreuses assemblées qui avaient eu lieu dans ces der-

(1) De Régnon.

(2) *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau* ; voir aussi plusieurs lettres de mars, avril et juillet 1854.

(3) Déjà les décrets pris au concile d'Amiens par l'autre grande province ultramontaine, celle de Reims, avaient paru trop peu romains au Saint-Siège.

(4) F¹⁷ 11.656. « On a remarqué aussi avec peine, que le gouvernement n'a point suspendu cette année comme il l'avait fait les années précédentes le décret organique qui défend la tenue des conciles provinciaux. » Le principal objet de cette lettre était la critique du décret du 31 décembre 1853 sur l'inspection des écoles de filles congréganistes.

(5) Telle est du moins la date de la minute conservée à F¹⁷ 11.656. Une autre minute conservée dans les papiers de Jourdain (AB XIX 523) est datée, sans doute par erreur, d'octobre 1854.

nières années, il n'a pas jugé utile d'en convoquer de nouvelles. »

Beaucoup d'évêques, en effet, ne désiraient pas plus que le gouvernement la réunion de nouveaux conciles. Doney, dans une lettre à son métropolitain, l'archevêque de Toulouse, relative à l'institution canonique des facultés de théologie, écrivait le 2 mars 1855 : « N'avais-je pas raison, l'année dernière, de demander un concile ? Sur votre réponse que vous n'y voyiez ni utilité, ni opportunité, réponse un peu brève et un peu absolue, je n'insistai pas. Mais aujourd'hui, j'insiste pour l'entente entre nous... Déjà j'ai prévenu Sa Sainteté des difficultés qu'on nous faisait pour la tenue des conciles. » (1)

Une note de Mathieu (2), cardinal archevêque de Besançon, donne sur la résistance des évêques modérés des détails plus précis : « Le mardi 30 mai 1854, Mgr Sacconi, archevêque de Nicée, nonce de Sa Sainteté à Paris, est venu me voir vers les trois heures de l'après-midi et, entrant de suite en matière, m'a dit qu'au moment où il partait pour venir à Paris (il y a bientôt huit ou dix mois), Sa Sainteté lui avait parlé de moi et l'avait chargé de s'informer du motif pour lequel je n'avais point encore tenu de concile et n'avais fait aucune démarche pour la liturgie. »

« J'ai répondu que j'avais été le premier des archevêques de France à tenir le synode provincial qui avait eu lieu à Besançon au commencement de mars 1849 et avait duré huit jours. Les évêques de la province y étaient venus avec leurs théologiens et il y avait eu deux séances tous les jours. En fin du synode, nous rendîmes compte au Saint Père de tout ce qui avait eu lieu et lui soumîmes tout ce que nous avions fait. »

« Cette réunion, où au fond nous avons procédé comme dans un concile très régulier, ne reçut pas la formalité de la cérémonie extérieure, parce que cela n'aurait pas été prudent. On sortait à peine de la révolution de 1848 et il y avait encore beaucoup d'agitation dans les esprits ; ce concile était le premier tenu en France depuis nombre d'années ; en voulant lui donner trop d'éclat, j'aurais tout compromis. »

« Venant ensuite aux motifs pour lesquels je n'avais pas tenu depuis un concile solennel, je dis au nonce que j'en avais eu plusieurs. »

1^o Mathieu expose longuement ici la question de la dispense

(1) D'après une copie conservée à AB XIX 512.

(2) Copie conservée dans les papiers de Dupanloup, AB XIX 522, dossier : « Église de France, gallicanisme et ultramontanisme. »

du maigre pour le samedi qui fut débattue par le synode de Besançon en 1849, fit depuis l'objet dans les divers conciles provinciaux et à Rome de décisions contradictoires et qui, à son avis, n'était pas mûre pour un nouveau débat.

« 2^o Dans notre concile de 1849, nous agitâmes la question de l'observation du dimanche et nous sentîmes la nécessité d'y porter nos diocésains par des instructions pastorales dans lesquelles nous marquerions ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Mais nous fûmes arrêtés dès l'abord par l'immense question des usines métallurgiques dont il y a une grande quantité dans tous nos départements de l'Est de la France qui composent la province de Besançon. On fit remarquer qu'il y a les forges à feu continu à l'anglaise, qu'on ne peut interrompre le travail sans les plus grandes pertes. Il fut convenu qu'on étudierait de nouveau la question, qu'on en préparerait les éléments. Mais à cause des inventions qui se produisent, cette question s'est compliquée et on ne serait pas encore en mesure de la traiter maintenant. »

« 3^o Depuis le synode provincial tenu à Besançon, il s'en est tenu d'autres dans la forme solennelle et dont les décrets, suivant le droit, ont été envoyés à Rome pour l'approbation. Or, il en est bien peu qui ne soient revenus avec des corrections notables pour la pratique, en particulier pour les fondations, la lampe sur le Saint-Sacrement, et sur d'autres points. Nous n'avons pas fait les usages précédemment établis ; nous les avons trouvés, nous avons agi de bonne foi et en sûreté d'après ces usages. Les renverser de fond en comble n'est pas chose facile : nous y avons des embarras très grands. »

Mathieu donne plusieurs exemples relatifs aux fondations et à la bénédiction des cloches.

« Ailleurs, on a prêché la réception formelle de l'Index. L'Index ainsi une fois accepté, ses peines obligent, car je ne conçois pas le raisonnement du cardinal Gousset qui admet l'Index et non sa sanction. Dès lors que l'Index sera ainsi en vigueur, il faudra que les évêques donnent partout aux confesseurs des ordres d'interroger les pénitents dans le cas d'avoir des livres, que les confesseurs les interrogent et exigent qu'ils se conforment à l'Index. On peut assurer sans crainte de se tromper que cela mettrait le feu aux quatre coins de la France et éloignerait de la confession et de l'Église un nombre considérable d'hommes. »

« 4^o Non seulement on a fait à Rome dans les actes des

conciles des modifications qui ont jeté les évêques dans de grands embarras, mais encore on a, comme pour Lyon, indiqué des matières dont le futur concile devrait s'occuper : cette marche est tout à fait insolite. Jusqu'ici, les conciles provinciaux avaient toujours été libres dans le choix des matières et des points de discipline à traiter. En les fixant ou en en déterminant au moins un certain nombre, on gêne les évêques et on les met dans une grande perplexité, les plaçant dans l'alternative, ou de ne pas suivre les indications de la congrégation, ou de les suivre malgré d'immenses difficultés. »

« Voilà ce qui a été un sujet de grandes amertumes en beaucoup d'endroits. La plupart des archevêques [qui] avaient accueilli la restauration des conciles avec tant d'empressement, voyant qu'ils n'y trouvaient pas d'appui pour leur administration, mais des obstacles, des entraves, des désagréments de toute espèce, ont été amenés à bien des regrets et hésitent à recommencer. »

« Telles sont les graves considérations qui m'ont tenu en suspens. Je tiens à faire, autant qu'il est en moi, des choses bonnes, solides, qui fassent bien marcher mon diocèse, et ceux de mes suffragants, et non à me jeter dans des choses d'élan, d'imagination, qui aboutissent ensuite à des complications inextricables. C'est ce qui m'a empêché jusqu'ici de tenir mon synode solennel. »

« Le nonce m'a alors demandé si je voulais le tenir ou non ; je lui ai dit que je n'avais nulle intention de ne pas le tenir, mais que je voulais le tenir sagement et quand je pourrais le faire prudemment. Il m'a ajouté qu'il serait possible, en exposant les différents usages au Saint-Siège, de distinguer entre les usages bons et ceux qui seraient *corruptela* et *abusus*. Je lui ai dit qu'il nous était pénible à tous de voir l'ancien évêque copat qu'il n'avait pas connu, mais que nous avions tous connu, qui était si pieux et si vénérable, représenté comme un évêque oublieux de ses devoirs envers le Saint-Siège et presque en révolte, que je pouvais lui assurer qu'il n'en était rien et que ce n'était pas sans peine qu'on voyait déprécier ses pères. » (1)

Seules les deux provinces ultramontaines de Reims et de Bordeaux persistèrent à tenir des conciles. Mais le gouvernement diminua leur homogénéité en nommant en 1856 à Amiens, à Luçon et à La Rochelle des évêques hostiles aux excès de

(1) La fin de la note manque.

l'ultramontanisme. Les conciles de Périgueux (1856) (1) de Reims (1857) (2) et d'Agen (1859) en furent entravés.

Le gouvernement, de plus, intervint auprès de la cour de Rome pour chercher à empêcher le concile de Reims d'affirmer l'autorité des congrégations romaines, et notamment de l'Index en France. Il échoua et, d'après Mater (3), la congrégation du Concile ajouta elle-même aux décrets du concile de Reims une clause expresse sur l'autorité de l'Index en France (4).

Tout en cherchant à entraver l'action des conciles provinciaux le gouvernement ne voulait pas les interdire formellement. « Les conciles provinciaux s'assemblent sans entraves », déclara Napoléon III dans le discours du trône du 19 janvier 1858, et cette déclaration ne fut jamais rétractée. Cependant, après le concile d'Agen (septembre 1859), lorsque la question romaine eut mis l'Empire en conflit avec l'Église, aucun concile ne fut réuni pendant huit ans. C'est seulement en août 1867 que, sur les instances de Pie, Donnet, invoquant le discours impérial de 1858, demanda à Baroche d'autoriser la province de Bordeaux à tenir un concile à Poitiers en janvier 1868. Baroche déconseilla cette réunion, mais ayant reçu de Donnet l'assurance qu'aucune question brûlante n'y serait débattue, il ne s'y opposa pas formellement. Le concile eut donc lieu, mais il n'eut que peu d'importance.

Les conciles provinciaux, surtout grâce à la révision de leurs décrets par les congrégations romaines, jouèrent de 1849 à 1853 un rôle décisif dans la victoire de l'ultramontanisme en France. Cette victoire même ôta aux conciles leur principale raison d'être, en même temps que la résistance du gouvernement et de la partie modérée de l'épiscopat se manifestait. Aussi devinrent-ils de plus en plus rares et aucun de ceux qui se réunirent après 1853 n'eut-il une grande importance.

(1) Voir BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie*, Paris 1886, 2 vol. in-8°.

(2) Voir GOUSSET : *Le cardinal Gousset*, Besançon 1903, in-8°.

(3) *L'Église catholique*, Paris 1906, in-12.

(4) Voir : *Mémoires et Documents*, volume 118, juillet 1857, Correspondance diplomatique, 20 et 27 juillet, 10 août 1857 et F¹⁰ 1.947.

APPENDICE N° 3

Lequeux et la congrégation de l'Index

Lequeux, vicaire général de Paris, dont le manuel de droit canonique avait été mis à l'Index de 26 septembre 1851, se rendit à Rome à la fin de 1853 pour obtenir que la condamnation dont il avait été l'objet fût levée.

Ayant échoué dans ses démarches (1) il écrivit le 7 juin 1854 à Fortoul : « J'ai promis à Votre Excellence de lui présenter une note confidentielle contenant en abrégé le précis de tout ce qui concerne mon manuel de droit canon condamné par la congrégation de l'Index et de lui remettre également les principales observations que je lui avais faites de vive voix sur la marche suivie par la congrégation de l'Index dans les jugements qu'elle porte sur les livres et aussi sur la discipline générale. Divers incidents ont retardé ce travail et dans la crainte de nouveaux embarras je crois devoir vous l'adresser tel qu'il est malgré son imperfection. » (2) Fortoul a noté sur cette lettre : « Monsieur Tardif. Remercier M. Lequeux de ses trois notes (3). Faire copier les deux premières et les envoyer à M. Drouyn de Lhuys avec prière de s'en pénétrer et de les transmettre à l'ambassadeur de Rome pour servir à la présente négociation et à toutes les autres. »

Les deux notes furent transmises le 20 août à Drouyn de Lhuys. Lequeux, écrivait Fortoul dans cette lettre, « a consenti à faire toutes les corrections qu'on lui demandera, mais la négociation traîne en longueur malgré la bonne volonté du cardinal Antonelli, du cardinal d'Andréa, préfet de la congrégation de l'Index et de quelques autres cardinaux. » (4) Voici ces deux notes.

(1) Voir Correspondance diplomatique, 31 décembre 1853, 31 mars et 10 avril 1854.

(2) F¹⁰ 1.947.

(3) La troisième manque.

(4) La minute de la lettre et les originaux des deux notes sont à F¹⁰ 1.947, les copies des deux notes et l'original de la lettre aux archives des Affaires étrangères. Mémoires et Documents, volume 118.

« Note concernant l'affaire du *Manuel de droit canonique* de M. Lequeux, vicaire général de Paris. »

« Dans le cours des années 1839 et 1840, M. Lequeux, alors supérieur du grand séminaire de Soissons, publia un *Manuel de droit canonique*, 4 vol. in-12 destinés aux élèves des grands séminaires. L'auteur s'était efforcé de combiner les dispositions du droit commun avec les usages propres à la France et en particulier avec les modifications qu'avaient amenées les circonstances des temps modernes. Le besoin d'un ouvrage de cette nature étant senti universellement, ce livre eut assez de succès. Une seconde édition parut en 1842-1843 avec diverses modifications qui furent généralement jugées sages et utiles. La troisième édition fut donnée en 1849-1850 et tout le monde reconnaît que l'ouvrage était notablement amélioré. Les censeurs romains lui rendent cette justice ; ces efforts de l'auteur prouvent du moins la droiture de ses intentions. Cependant cette dernière édition était à peine achevée lorsqu'un décret de la congrégation de l'Index rendu à Rome le 27 septembre 1851 prohiba ce livre absolument, sans distinction d'éditions et sans la clause *donec corrigatur*. M. Lequeux s'étant adressé au Souverain Pontife et sa demande ayant été appuyée par plusieurs évêques français qui avaient admis le *Manuel* pour l'enseignement des séminaires, il fut promis qu'on indiquerait à l'auteur ce qui avait donné lieu à la condamnation. Cette promesse n'eut son accomplissement que dans les premiers mois de 1854. Les causes qui furent indiquées à M. l'abbé Lequeux furent que le livre contenait quelques propositions que les censeurs romains jugeaient dangereuses et que son esprit général paraissait d'une part trop peu favorable à l'exercice du pouvoir pontifical, et d'un autre côté trop facile à excuser l'immixtion du pouvoir séculier dans les affaires ecclésiastiques. »

« Quoi qu'il en soit de la réalité de ces reproches, M. Lequeux offrit de faire une nouvelle édition, de laquelle disparaîtrait ce qui était jugé reprehensible, afin qu'elle fût formellement autorisée par un décret public de la congrégation de l'Index ; il consentait à placer des cartons *dans tous les endroits dont la réforme paraissait essentielle* ; et il proposait en outre d'ajouter à chaque volume une sorte d'*index correctoire* qui servirait à expliquer, à rectifier, ou même à désavouer certaines expressions dont on pourrait abuser. Les corrections furent longtemps débattues entre M. Lequeux et le consultant officiellement chargé de traiter avec lui, conformément au plan qu'on vient

d'indiquer. Mais, lorsque l'affaire fut présentée à la congrégation générale des cardinaux de l'Index, ce plan fut rejeté parce qu'il ne fut pas jugé *expédient* que l'auteur se contentât d'expliquer ou de rectifier à la fin ou en tête du volume diverses propositions et parce que plusieurs des corrections proposées ne parurent pas satisfaisantes. Les points sur lesquels la congrégation n'était pas satisfaite regardaient principalement *les libertés de l'Église gallicane*, sur lesquelles cependant l'auteur offrait de tenir un langage beaucoup plus réservé que celui que tiennent la plupart des auteurs français, et aussi la stricte observation des règles et décrets de l'Index. »

« M. Lequeux est déterminé à continuer cette négociation en faisant tous les sacrifices pour se conformer à ce qui lui sera demandé de raisonnable. »

« M. Lequeux croit qu'il y aurait divers avantages, non seulement pour lui, mais pour l'Église de France à ce que cette négociation aboutisse prochainement à une issue plus ou moins favorable ; plusieurs cardinaux romains lui ont eux-mêmes paru le désirer sincèrement et entre autres le cardinal Antonelli, secrétaire d'État et le cardinal d'Andréa, préfet de l'Index ; mais il est probable que ce désir n'est pas également partagé par plusieurs autres Éminences qui appartiennent à la même congrégation et c'est pour cette raison qu'il serait utile que la demande de M. Lequeux reçût un certain appui qui pût du moins écarter des exigences extraordinaires et lui concilier dans une juste mesure l'intérêt de la cour de Rome. »

« Note concernant la congrégation de l'Index. »

« On ne peut méconnaître le droit qu'à Notre Saint Père le Pape de condamner les ouvrages pernicieux ou d'en interdire la lecture. Il n'est pas question en ce moment de décider quelle est la force obligatoire des décrets rendus par la congrégation de l'Index quand ils n'ont pas été promulgués dans les diocèses de France ; mais comme il est facile d'apercevoir les notables inconvénients qui sont attachés *au mode* que suit présentement la congrégation de l'Index dans l'examen des livres et dans leur prohibition, on croit qu'il y aurait lieu à faire quelques représentations ou quelques demandes n'ayant d'autre objet que de prévenir plusieurs fâcheuses conséquences et d'assurer même une considération plus forte aux décrets de cette congrégation. »

« La congrégation de l'Index, à ce que l'on assure, ne s'occupe

ordinairement de l'examen des ouvrages que quand ils lui ont été dénoncés, mais les auteurs ne sont nullement avertis ni de la dénonciation, ni de l'examen que subissent leurs livres ; les évêques aux diocèses desquels appartiennent ces auteurs et sous la dépendance desquels ils exercent souvent des fonctions ecclésiastiques très importantes, ne sont nullement prévenus ; tout à coup, le décret qui condamne un ouvrage est rendu public et l'on ne peut nier que cette condamnation arrivant inopinément ne soit de nature à compromettre la considération et le ministère des auteurs ecclésiastiques, qu'elle n'atteigne même indirectement les évêques qui honorent ces ecclésiastiques de leur confiance ou du moins de leur protection. »

« Un autre résultat de cette manière de procéder n'est pas moins sensible. Comme les observations des censeurs romains ne sont aucunement communiquées, on ne peut apprécier au juste pour quel motif un livre a été condamné. On est porté souvent à penser et à dire que cette flétrissure n'a d'autre cause qu'une doctrine contraire aux opinions des examinateurs romains, mais non reprehensible en elle-même ; l'expérience prouve que la liberté de traiter les questions controversées souffre un notable préjudice qui tient principalement à cette cause. »

« On est de plus étonné que les décrets de la congrégation de l'Index, proscrivant souvent des ouvrages composés par des auteurs ecclésiastiques honorés de la confiance de leurs évêques, les frappent d'une manière absolue et non avec la clause *donec corrigatur*. Non seulement ce tempérament adoucirait la rigueur de la censure, mais il serait favorable à l'autorité des évêques, qui, d'après les règles générales de l'Index, ont droit d'intervenir dans la correction des livres lorsqu'ils ne sont condamnés qu'avec cette clause. »

« Une seule précaution, dont l'exécution serait aussi facile que la demande en serait équitable, préviendrait tous les embarras et écarterait la plupart des conséquences fâcheuses, ce serait que, toutes les fois qu'il serait question d'un ouvrage sérieux, lorsque surtout il serait connu que l'auteur exerce publiquement des fonctions ecclésiastiques, l'évêque respectif fût chargé d'avertir cet auteur des griefs qui pèsent sur son livre. Chacun sentira facilement que, loin de favoriser des auteurs qui auraient émis une doctrine vraiment reprehensible, les évêques s'empresseraient eux-mêmes d'obliger ces auteurs ou à réformer leur ouvrage s'il est susceptible de correction, ou à se soumettre

à la condamnation en retirant eux-mêmes de la circulation des livres reconnus comme pernicieux ; mais il serait alors nécessaire qu'on énonçât les points qui paraîtraient répréhensibles ; de justes représentations pourraient quelquefois être faites, surtout en matière d'opinion ; les auteurs pourraient sans bruit et sans scandale corriger ce qui a été avancé par eux sans mauvaise intention. S'ils ne voulaient pas se soumettre à des corrections raisonnables, ils ne pourraient du moins se plaindre de la sentence qui les frappe. Il est du reste entendu que cette précaution n'est pas réclamée pour les cas où il s'agirait de livres *manifestement* hérétiques ou contraires aux mœurs. »

« Les ménagements qu'on réclame devraient d'autant moins faire de difficultés qu'ils se trouvent conformes à la bulle *Sollicita* (1), bulle dans laquelle Benoît XIV a tracé à la congrégation de l'Index la direction qu'elle devait suivre, bulle à laquelle il a donné la plus grande publicité parce qu'elle était en effet très propre à rassurer les auteurs catholiques. Voici comment s'exprimait le savant Pontife : »

« § 9. Quotiescumque agatur de libro auctoris catholici qui sit integræ famæ et clari nominis, vel ob alios editos libros, vel forte ob eum ipsum qui in examen adducitur, et hunc quidem proscribi oporteat, prae oculis habeatur usu jampridem recepta consuetudine prohibendi librum, adjecta clausula *donec corrigatur* seu *donec expurgatur* si locum habere possit nec grave quidpiam obstet quominus in casu de quo agitur adhiberi valeat. Hac autem conditione prescriptioni adjecta non statim edatur decretum, sed suspensa illius publicatione, res antea cum auctore vel quovis altero pro eo agente et rogante communicatur atque si quid delendum, mutandum, corrigendumve fuerit indicetur. Quod si nemo auctoris nomine compareat vel ipse aut alter pro eo agens injunctam correctionem libri detrectat, congruo definito tempore decretum edatur. Si vero idem auctor ejusve procurator congregationis jussa fecerit, hoc est novam instituerit libri editionem cum opportunibus castigationibus, tunc supprimatur proscriptionis decretum nisi forte prioris editionis exemplaria magno numero distracta fuerint... »

(1) La bulle *Sollicita* du 3 juillet 1753 est également invoquée dans le *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier*, mémoire dont Lequeux fut soupçonné d'être l'auteur (voir bibliographie). On trouvera un commentaire de la bulle *Sollicita* dans l'article de Montrozier : *Les lois de la polémique religieuse* (Études, juillet 1872).

« § 10. Conquestos scimus aliquando nonnullos quod librorum judicia et proscriptiones auctoribus inauditis fiant nullo ipsis loco ad defensionem dato. Huic autem querelæ responsum fuisse novimus nihil opus esse auctores in iudicium vocare ubi non de eorum personis agitur sed de consulendo fidelium indemnitati atque avertendo ab ipsis periculo, quod nocua librorum lectione facile incurritur... Nihilominus, quod saepe summa æquitatis et prudentiæ ratione ab eadem congregatione factum fuisse constat, hoc etiam ab ea servari magnopere optamus ut quando res sit de auctore catholico, aliqua nominis et meritorum fama illustre ejusque opus, demptis demendis in publicum prodesse posse dignoscatur vel auctorem ipsum suam causam tueri volentem audiat vel unum ex consultoribus designet qui ex officio operis defensionem suscipiat. »

« Sans doute, en exprimant le *grand désir* de voir ces ménagements observés envers les auteurs, le pape ne traçait pas une règle absolue et sans exception. N'y a-t-il pas cependant lieu de s'étonner que des recommandations si sages et si modérées ne soient pas plus généralement suivies dans une matière si délicate ? N'est-il pas permis de désirer qu'on s'y conforme toutes les fois du moins que les circonstances le permettront ? »

Ces deux notes furent transmises à Rayneval par Drouyn de Lhuys le 1^{er} juillet 1854. La seconde note, remarqua-t-il, « est d'une nature plus délicate puisqu'elle a pour objet d'appeler l'attention du Saint-Siège sur la nécessité de revenir à d'anciennes formalités dont l'observation, à ce que pense M. le ministre des Cultes, offrirait aux auteurs dont les ouvrages sont soumis à l'examen de l'Index, des garanties utiles qui leur manquent aujourd'hui. Veuillez examiner ce sujet avec tout le soin qu'il comporte et l'aborder avec le cardinal Antonelli ainsi que vous le jugerez le plus convenable. » (1)

Rayneval répondit le 20 août 1854 : « J'ai fait des démarches, ainsi que Votre Excellence m'en avait donné l'ordre, pour hâter autant que possible l'examen de l'ouvrage de M. Lequeux condamné il y a deux ans par la congrégation de l'Index. Je ne suis pas sans espoir de voir cette affaire se terminer d'une manière satisfaisante. Il ne serait pas juste de considérer comme règle générale la manière d'agir de la congrégation envers M. Lequeux. Il est personnellement pour beaucoup dans les procédés peu usités qu'on a

(1) Cette dépêche ainsi que les suivantes sont conservées dans les volumes 1.002 et 1.003 de la Correspondance diplomatique.

employés envers lui. M. Lequeux est un très digne prêtre, mais surtout un savant. Et il n'a aucune connaissance des hommes ni des affaires. Il était à Rome la veille du jour où son ouvrage a été condamné, il n'a su rien faire pour détourner le coup ; il est parti se croyant tout à fait à l'abri (1). Quand il vient à Rome, au lieu de chercher la conciliation, il combat avec ardeur les objections qu'on lui fait et croit toujours avoir convaincu son interlocuteur. En réalité, il n'a fait que se montrer, au point de vue romain, incorrigible. Cela a été au point, en face du Saint Père lui-même, malgré tout le respect dont M. Lequeux est sincèrement pénétré pour le chef de l'Église, que Sa Sainteté a dû lui imposer silence. Lorsqu'il a fait sa soumission, il l'a faite en des termes tels qu'elle n'a pas été acceptée comme bonne (2). Il l'appuyait surtout sur le désir d'éviter le scandale, locution qu'on a trouvé fort mauvaise. Tout dernièrement encore, malgré mes conseils réitérés, M. Lequeux s'est attaché comme but principal à faire des corrections qui lui permettent de conserver sa dernière édition. Sans cette prétention fort inopportune, il aurait terminé ici lui-même la correction définitive de son livre comme l'a fait Mgr l'évêque du Mans. Je n'entre dans ces détails que pour rassurer Votre Excellence sur le maintien des règles ordinaires de la congrégation de l'Index et pour prouver que si l'on s'en est écarté cette fois, ce n'a été qu'en raison de circonstances toutes particulières. »

Le manuel de Lequeux ne fut jamais relevé de la condamnation qu'il avait subie. Le 4 novembre 1854, Rayneval écrivit à Drouyn de Lhuys : « J'ai eu occasion, il y a peu de temps, de revenir sur l'affaire de M. l'abbé Lequeux. Je l'ai encore et tout spécialement recommandée. Il m'a été répondu que M. Lequeux avait été très soigneusement et très minutieusement instruit durant son séjour à Rome des corrections qu'il avait à faire ; qu'il n'avait qu'à s'en tenir à ce programme. Au lieu de cela, il semblait prendre à tâche de faire par écrit de la controverse. Il était impossible de placer l'affaire sur ce terrain et par conséquent de répondre aux argumentations de M. l'abbé Lequeux. On comptait cependant assez sur les bons sentiments qui l'animent pour espérer encore qu'il saurait sagement se plier aux nécessités évidentes de la situation. »

(1) Voir la lettre adressée le 15 décembre 1851 par Lequeux à Bernier, citée par HOUTIN : *Un dernier gallican, Henri Bernier*, Paris 1904, in-8°.

(2) On a vu qu'elle fut enregistrée le 22 janvier 1852 par ces mots « : auctor se subjecit » sans l'appréciation habituelle « laudabiliter ».

Sibour, pendant son voyage à Rome de décembre 1854, se rapprocha du Saint-Siège. Peu après, il retira son titre de vicaire général à Lequeux qui resta chanoine de Notre-Dame (1).

(1) A cette même époque Rayneval fut chargé de faire des démarches pour prévenir une immixtion éventuelle de la congrégation de l'Index dans les programmes de l'enseignement public en France (voir Correspondance diplomatique, 26 juillet, 4 août, 20 août, 31 août et 6 septembre 1854).

L'on a vu d'autre part qu'en 1857, à l'occasion du concile de Reims, le gouvernement français fit de nouvelles démarches pour restreindre en France l'autorité de l'Index. Voir Mémoires et Documents, vol. 118, juillet 1857, Correspondance diplomatique, 20, 27 juillet et 10 août 1857 et F¹⁹ 1.947.

INDEX DES MATIÈRES

I. — LES PROGRÈS DE L'ULTRAMONTANISME

- Autorité des évêques sur le bas clergé (1) : 50-52, 59-61, 69, 71, 83, 85, 86, 88, 89, 101-105, 164, 173, 221.
- Classiques païens : 52, 53, 72, 73, 81, 82, 118, 119, 145, 146, 171-174, 186, 187, 220-221.
- Conciles provinciaux : 67, 155, 171-173, 179, 185, 211, 212, 233-239, 247.
- Congrégation de l'Index : 38, 53, 54, 67, 68, 71, 74, 77, 84, 93-100, 105, 106, 113, 115, 117, 124, 129, 137-143, 145, 146, 162, 173, 174, 177, 179, 180, 186, 191, 203-206, 221, 234, 237, 239, 240-247.
- Congrégation de l'Index : Bailly : 137-139, 142, 143, 145, 146, 173, 174, 191, 203-206, 221.
- Congrégation de l'Index : Bouillet : 93-99, 105, 106, 113, 115, 117, 139, 143, 177, 179, 180, 221.
- Congrégation de l'Index : Bouvier : 54, 68, 71, 74, 77, 84, 95, 124, 129, 137, 140, 141, 143, 221.
- Congrégation de l'Index : Guettée : 38, 234.
- Congrégation de l'Index : Lequeux : 38, 53, 74, 77, 94, 106, 221, 240-247.
- Coutumes de l'Église de France : 56, 57, 75, 85, 111, 158-165, 173, 195, 196, 225, 241, 242.
- Journalisme catholique : La Correspondance de Rome : 38, 54-68, 70-74, 76, 77, 80, 81, 83-88, 94, 95, 127, 194, 221, 227-233.
- Journalisme catholique : L'Univers : 52, 65, 71-74, 78, 82, 94, 96, 171-184, 186-191, 198-201, 209, 211-215, 222, 224.
- Liturgie (2) : 63, 64, 67, 68-69, 74, 75, 90-92, 95, 98, 99, 156, 161-163, 185, 191, 202, 206.
- Nonciature (3) : 53, 66, 67, 75, 78, 84, 86, 87, 101, 106, 108, 109, 113, 136, 142, 143, 155, 177, 209, 236-238.
- Picpus (congrégation de) : 92, 114, 115, 122, 141, 142.
- Saint-Sulpice (compagnie de) : 143, 145, 223, 234, 235.
- Sibour : 90-99, 105-113, 115, 117, 128, 142, 174-184, 187-191, 209, 211-215, 221, 222, 224, 226.

(1) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à l'affaire du curé de Vertou, Domergue.

(2) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à la question liturgique dans le diocèse du Mans. Sur les prières pour le chef de l'Etat, voir : Questions politiques : Luçon.

(3) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à l'action du cardinal Fornari, ancien nonce à Paris.

II. — QUESTIONS POLITIQUES

Articles Organiques : 22, 31, 59, 60, 99-101, 108-113, 117, 138, 149-158, 167, 169, 216, 218, 219, 235.
Auditorat de Rote (1) : 33-36, 39-42, 70, 115, 116, 123, 171, 178, 234.
Concordat : 30, 31, 56-59, 66, 83, 114, 115, 117, 127, 149, 160.
Coup d'État du 2 décembre (2) : 17-29, 36, 80, 132.
Démission d'évêques : 46, 47, 122, 123, 125, 126, 128, 135, 137, 144, 145.
Luçon (affaires de) (3) : 24-34, 37-40, 134, 135, 136, 227, 228.
Mariage civil et religieux : 114-119, 153-155, 167, 207, 208, 212, 213, 217-219.
Préconisation des cardinaux de couronne Donnet et Morlot : 17-19, 21-23, 39, 122, 124-126, 138, 175, 211.
Question romaine : Projet pour l'évacuation de Rome : 36, 37.
Question romaine : Incident Canino : 42-49.
Rétablissement de l'Empire (4) : 120-122, 127-134, 136-140, 185, 209.
Sacre (négociation du) : 123, 126, 127, 129, 138, 143, 144, 146, 170, 171, 189, 209-219.

(1) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à l'action de l'auditeur de Rote, Ségur.

(2) Voir Luçon.

(3) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à la question des prières pour le chef de l'Etat dans le diocèse de Luçon.

(4) Voir Luçon.

Vu, le 7 mai 1930.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

Vu

ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Recteur
de l'Académie de Paris :*

S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	1
SOURCES :	
Archives du ministère des Affaires étrangères	1
Archives Nationales	3
Choix des documents publiés	6
BIBLIOGRAPHIE	9

DOCUMENTS

DÉCEMBRE 1851

10 décembre : Rayneval à Turgot	17
20 mai 1851 : Rayneval à Baroche (1)	17
4 novembre 1851 : Rayneval à Turgot	17
14 décembre : Rayneval à Turgot	18
15 décembre : Turgot à Rayneval	19
20 décembre : Rayneval à Turgot	19
24 décembre : Rayneval à Turgot	20
31 décembre : Rayneval à Turgot	21

JANVIER 1852

4 janvier : Rayneval à Turgot	23
5 janvier : Rayneval à Turgot	23
6 janvier : Turgot à Rayneval	23
3 janvier 1852 : Baillès à Fortoul	24
14 janvier : Rayneval à Turgot	25
16 janvier : Fortoul à Turgot	25
11 janvier 1852 : Bobby de Lachapelle à Fortoul ..	26
20 janvier : Rayneval à Turgot	26

(1) J'indiquerai ainsi, en retrait, les principaux documents que j'ai cités en note, et aussi les documents qui étaient originellement annexés aux pièces publiées dans ce recueil.

	PAGES
22 janvier : Contencin à Turgot	27
14 janvier 1852 : Baillès à Donnet	28
16 janvier : Donnet à Fortoul	28
24 janvier : Rayneval à Turgot	28
26 janvier : Turgot à Rayneval	29
26 janvier : Note de Contencin	30
30 janvier : Thouvenel à Fortoul	32

FÉVRIER 1852

3 février : Fortoul à Baillès	32
S. d. : Note de l'administration des Cultes sur la Rote.	33
4 février : Rayneval à Thouvenel	34
6 février : Turgot à Rayneval	36
6 février : Turgot à Rayneval	36
25 février 1852 : Turgot à Rayneval	37
10 février : Rayneval à Turgot	37
24 octobre 1851 : Rayneval à Baroche	38
20 novembre 1851 : Rayneval à Turgot	38
16 février : Turgot à Rayneval	39
24 février : Rayneval à Turgot	39
24 février : Rayneval à Thouvenel	39
30 octobre 1854 : Note du ministère des Affaires étrangères	40
29 février : Rayneval à Turgot	40

MARS 1852

4 mars : Rayneval à Turgot	41
14 mars : Rayneval à Thouvenel	41
16 mars : Turgot à Rayneval	42
20 mars : Rayneval à Thouvenel	42
22 mars : Rayneval à Thouvenel	43
24 mars : Rayneval à Turgot	43
23 mars 1852 : Antonelli à Rayneval	45
24 mars : Rayneval à Thouvenel	46
29 mars : Rayneval à Turgot	46
30 mars : Robiou à Fortoul	46
31 mars : Rayneval à Turgot	47
31 mars : Turgot à Rayneval	47

AVRIL 1852

4 avril : Rayneval à Turgot	48
6 avril : Turgot à Rayneval	48

8 avril : Rayneval à Turgot.....	49
13 avril 1852 : Rayneval à Thouvenel	49
25 avril : Jaquemets à Nigon de Bertv	50

MAI 1852

Mai : Note de l'évêché de Nantes	50
--	----

JUIN 1852

10 juin : Dupanloup à Fortoul	52
10 juin : Rayneval à Turgot	53
10 juin 1852 : Rayneval à Fortoul.....	54
Note de l'administration des Cultes sur la Correspondance de Rome	54
12 juin : Fortoul à Turgot	66
14 juin : Angebault à Fortoul	71
14 juin : Rayneval à Turgot	74
20 juin 1854 : Rayneval à Drouyn de Lhuys	78
16 juin : Turgot à Rayneval	79
20 juin : Rayneval à Turgot	80
24 juin : Rayneval à Turgot	83
26 juin : Turgot à Rayneval	83
30 juin : Rayneval à Turgot	84

JUILLET 1852

1 juillet : Rayneval à Turgot	86
4 juillet : Rayneval à Thouvenel	86
15 juillet : Rayneval à Turgot	87
17 juillet : Fortoul à Turgot	88
21 juillet : Sibour à Bouvier	90
22 juillet : Sibour à Fortoul.....	93
Annexes à la lettre de Sibour du 22 juillet..	93 et 94
Note de Sibour sur les divisions de l'Église	95
Documents relatifs à l'affaire Bouillet.....	96 et 97
27 juillet : Note de Nigon de Bertv	100

AOÛT 1852

1 août : Rayneval à Turgot	101
Appendice sur l'affaire Domergue	102
4 août : Rayneval à Thouvenel.....	105
Note de Sibour à Louis-Napoléon sur les Articles Orga- niques	108
14 août : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	113
20 août : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	114

23 août : Drouyn de Lhuys à Rayneval.....	114
24 août : Rayneval à Drouyn de Lhuys	115
29 août : Louis-Napoléon à Ségur	116

SEPTEMBRE 1852

2 septembre : Drouyn de Lhuys à Rayneval.....	116
4 septembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	117
10 septembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	118
14 septembre : Rayneval à Thouvenel.....	119
20 septembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	120
30 septembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	120

OCTOBRE 1852

1 octobre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	120
10 octobre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	120
20 octobre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	120

NOVEMBRE 1852

10 novembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	121
14 novembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	122
14 novembre : Rayneval à Thouvenel	122
20 novembre : Rayneval à Fortoul	124
20 novembre : Rayneval à Thouvenel	126
20 novembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	127
24 novembre : Rayneval à Thouvenel	128
30 novembre : Rayneval à Thouvenel	129

DÉCEMBRE 1852

4 décembre : Rayneval à Thouvenel	129
4 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	130
10 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	130
10 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	131
11 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	132
10 décembre 1852 : Antonelli à Rayneval	132
12 décembre : Drouyn de Lhuys à Rayneval	133
14 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	133
14 août 1853 : Note de l'administration des Cultes sur l'évêque de Lugon	134
14 décembre : Rayneval à Thouvenel	136
15 décembre : Drouyn de Lhuys à Rayneval	136
20 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	137
24 décembre : Drouyn de Lhuys à Rayneval	137

	PAGES
24 décembre : Rayneval à Drouyn de Lhuys	137
24 décembre : Rayneval à Thouvenel	138

JANVIER 1853

5 janvier : Drouyn de Lhuys à Rayneval	139
10 janvier : Rayneval à Drouyn de Lhuys	139
14 janvier : Rayneval à Drouyn de Lhuys	142
14 janvier : Rayneval à Thouvenel	143
20 janvier : Rayneval à Drouyn de Lhuys	144
24 janvier : Rayneval à Drouyn de Lhuys	144
10 février 1853 : Drouyn de Lhuys à Fortoul	146
31 janvier : Rayneval à Thouvenel	146
Janvier : Mémoire de Rayneval « sur la législation ecclésiastique française et la situation de l'Église de France »	146

FÉVRIER 1853

4 février : Rayneval à Thouvenel	170
20 février : Rayneval à Drouyn de Lhuys	171
24 février : Rayneval à Drouyn de Lhuys	172
28 février : Rayneval à Drouyn de Lhuys	174

MARS 1853

5 mars : Drouyn de Lhuys à Rayneval	175
10 mars : Rayneval à Drouyn de Lhuys	175
14 mars : Rayneval à Drouyn de Lhuys	176
14 mars : Rayneval à Thouvenel	177
12 décembre 1852 : Doney à Fortoul	179
22 janvier 1853 : Préfet de la Somme à Fortoul .	179
Note de l'administration des Cultes sur Gerbet (1853)	179
Note de Sibour contre Dreux-Brézé	180
20 mars : Rayneval à Drouyn de Lhuys	183
26 mars 1853 : Drouyn de Lhuys à Fortoul	184
21 mars : Encyclique « Inter multiplices » (analyse) ..	185
24 mars : Rayneval à Drouyn de Lhuys	187
4 avril 1853 : Drouyn de Lhuys à Fortoul	188
24 mars : Rayneval à Thouvenel	188
25 mars : Drouyn de Lhuys à Rayneval	190
28 mars : Blanquart de Bailleul à Dupanloup	190
« Projet de mémoire au pape sur les affaires de l'Église de France »	191
30 mars : Note de Nigon de Berty sur le mariage civil et religieux	207

31 mars : Rayneval à Drouyn de Lhuys	208
18 juin 1853 : Drouyn de Lhuys à Rayneval	209
31 mars : Rayneval à Thouvenel	209

AVRIL 1853

4 avril : Rayneval à Drouyn de Lhuys	211
4 avril : Rayneval à Thouvenel	212
12 avril : Drouyn de Lhuys à Rayneval	213
14 avril : Rayneval à Thouvenel	213
20 avril : Rayneval à Drouyn de Lhuys	214
20 avril : Rayneval à Thouvenel	215
Note sur la fin des négociations du sacre.....	215
8 mai 1853 : Louis-Napoléon à Ségur	216
15 juin 1855 : Note de Tardif	217
7 novembre 1855 : E. de Ségur à Thouvenel	217
18 mars 1856 : Rayneval à Thouvenel	217
29 janvier 1856 : Sampayo à Thouvenel	217
2 avril 1856 : Sampayo à Thouvenel	218
11 mars 1857 : Sampayo à Thouvenel.....	218
Avril : Fortoul à Drouyn de Lhuys	219

JUIN 1853

20 juin : Rayneval à Drouyn de Lhuys	221
--	-----

PRINCIPAUX DOCUMENTS CITÉS DANS LES APPENDICES

APPENDICE I. — *Chaillot et la Correspondance de Rome*

20 octobre 1855 : Fortoul à Walewski.....	227
Mars 1862 : Note de Jourdain	229
3 mai 1862 : Bellune à Thouvenel	229
14 mai 1862 : Rouland à Thouvenel	229
17 mars 1863 : Rouland à Drouyn de Lhuys	230

APPENDICE II. — *La fin des conciles provinciaux*

Août 1853 : Note de Forcade	233
11 août 1853 : Donnet à Fortoul	233
28 juillet 1854 : Doney à Fortoul.....	235
17 août 1854 : Fortoul à Doney	235
2 mars 1855 : Doney à Mioland	236
1854 : Note de Mathieu.....	236

APPENDICE III. — *Lequeux et la congrégation de l'Index*

7 juin 1854 : Lequeux à Fortoul (avec deux notes rédigées par Lequeux)	240
---	-----

	PAGES
1 ^{er} juillet 1854 : Drouyn de Lhuys à Rayneval	245
20 août 1854 : Rayneval à Drouyn de Lhuys.....	245
4 novembre 1854 : Rayneval à Drouyn de Lhuys ...	245

INDEX DES MATIÈRES

I — LES PROGRÈS DE L'ULTRAMONTANISME	249
II. — QUESTIONS POLITIQUES	250

Imprimerie des *Presses Universitaires de France*. — Vendôme-Paris.
